

Transition écologique : *croissance vs* *décroissance,* de quoi parle-t-on ?

RAPPORTEURS

Jean-David Abel, Sylvain Boucherand et Pierre Goguet

2024-017
NOR : CESL1100018X
Mercredi 13 novembre 2024

JOURNAL OFFICIEL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mandature 2021-2026
Séance du 13 novembre 2024

Transition écologique : *croissance vs décroissance*, de quoi parle-t-on ? (analyse de controverse)

Étude du Conseil économique, social
et environnemental sur proposition
de la commission de l'environnement

Rapporteurs :
Jean-David Abel,
Sylvain Boucherand
et Pierre Goguet

Question dont le Conseil économique, social
et environnemental a été saisi par décision de
son Bureau en date du 5 novembre 2024 en
application de l'article 3 de l'ordonnance
n° 58-1360 du 29 décembre 1958 modifiée
portant loi organique relative au Conseil
économique, social et environnemental.
Le Bureau a confié à la commission de
l'environnement, la préparation d'une
étude *Transition écologique : croissance
vs décroissance, de quoi parle-t-on ?
(analyse de controverse)*. La commission de
l'environnement présidée par
M. Sylvain Boucherand a désigné
MM. Jean-David Abel, Sylvain Boucherand
et Pierre Goguet comme rapporteurs.

sommaire

Chapitre I : Présentation générale	4
I - La méthode de clarification des controverses au CESE	4
II - Pourquoi traiter de la croissance ?	5
III - Mise en perspective des éléments du débat	6
A. Retour sur la croissance économique et sa mise en question	6
B - La transition écologique : un concept en construction	13
IV - Principes méthodologiques de l'analyse de controverse	17
V - Éléments de définition relatifs à la croissance	19
A. Croissance et produit intérieur brut : un couple indissociable	19
Chapitre II : Synthèse des arguments sur chacune des six questions	22
I - Synthèse A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?	22
II - Synthèse B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?	26
A - Des fondements théoriques et des trajectoires contestés	26
B - Une croissance dont les externalités environnementales s'aggravent	27

C - Une croissance toujours plus consommatrice de ressources	28
III - Synthèse C : La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?	31
A - La croissance n'induit pas nécessairement une réduction des inégalités, tout dépend des mécanismes de redistribution mis en place	31
B - La croissance du PIB a permis de réduire très significativement la pauvreté absolue, mais ses effets à l'avenir paraissent plus incertains	33
C - Dans la durée, les inégalités semblent nuire à la croissance, sans que la corrélation observée puisse tenir lieu de relation causale	35
IV - Synthèse D : Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?	36
V - Synthèse E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?	38
VI - Synthèse F : La France a-t-elle la capacité d'organiser la décroissance si l'Europe et le reste du monde visent la croissance ? Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?	41
A - La France a-t-elle la capacité d'organiser la décroissance si l'Europe et le reste du monde visent la croissance ?	41
B - Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?	44
Conclusion	46
Annexes	48

PARTIE 01

Présentation générale

I - La méthode de clarification des controverses au CESE

Les bases méthodologiques de cet exercice particulier, qui consiste à identifier les points clés d'une question « socio-technique » controversée puis à recenser et ordonner les arguments qui les alimentent, ont été posées dans une étude rapportée par le conseiller Michel Badré¹ au sein de la délégation à l'évaluation et à la prospective du CESE en 2020.

Cette méthode, qui vise à clarifier les arguments en présence et nullement à prendre position en faveur de telle ou telle option, est destinée à la fois à faciliter les débats en en identifiant plus sûrement et précisément les diverses dimensions et, plus concrètement, à fournir une base de travail pour de futurs

réflexions, travaux ou saisines.

En phase avec l'orientation stratégique du CESE qui invite à expérimenter de nouveaux modes d'organisation de ses travaux et à contribuer à la réflexion sur les enjeux d'actualité, cette méthode a pu et pourra être mise en œuvre dans des contextes différents.

L'étude du CESE intitulée « *Quelle place pour le nucléaire dans le mix énergétique français ?* »² constituait l'une des toutes premières expérimentations de clarification de controverse inspirée de la proposition méthodologique précédemment mentionnée. Elle s'inscrivait explicitement dans la préparation du débat national attendu à cette époque sur les

¹ Michel Badré, membre du Conseil économique social et environnemental durant la mandature 2015-2021 ; membre de la section de l'environnement et de la délégation à la prospective et à l'évaluation, au nom de laquelle il a rapporté la saisine intitulée *Étude sur la méthode d'analyse des controverses au sein du CESE*, novembre 2020.

² Sylvain Boucherand, Marie-Hélène Meyling, *Quelle place pour le nucléaire dans le mix énergétique français*, étude du CESE (2022).

orientations énergétiques du pays³. Le présent exercice, en revanche, a vocation à travailler sur une question transversale

sous-jacente à beaucoup de politiques publiques : la croissance.

II - Pourquoi traiter de la croissance ?

Parmi d'autres, deux raisons prédominent, qui se retrouvent de plus en plus régulièrement au cœur des débats sur le modèle de développement du monde contemporain : une dégradation globale de notre environnement naturel et un épuisement des ressources, mais aussi une remise en cause de plus en plus importante de la croissance économique telle que mesurée par le PIB.

Au vu de constats objectifs et inquiétants pour l'avenir de l'humanité et du vivant, s'impose de façon désormais indiscutable la nécessité d'une transition écologique. La surconsommation des ressources, le réchauffement climatique et l'érosion saisissante de la biodiversité dont les activités humaines sont à l'origine interpellent sur la façon dont ces dernières s'organisent et se développent. Bien qu'il soit écrit, sur le site du ministère de l'Economie et des finances que « *la croissance est la quête perpétuelle des politiques économiques* »⁴, sa critique continue d'être instruite, en particulier au regard de la dégradation de l'environnement naturel aux échelles mondiale et nationale dont elle est la principale responsable. Elle est souterraine à beaucoup de réflexions relatives à la transition

écologique et se trouve placée dans une dialectique particulière avec cette dernière dans la perspective de sa réalisation.

Face à cette situation inédite, a surgi il y a plusieurs décennies le concept de « décroissance » comme second terme d'une alternative possible, dont le premier terme serait la croissance elle-même. Les promoteurs de ce nouveau mode de développement⁵, fondé sur la réduction délibérée de la production et de la consommation, considèrent qu'il serait le plus adapté pour accompagner durablement la transition écologique. Certains défenseurs de la décroissance l'affirment en outre incompatible avec le système capitaliste. Loin d'une politique de l'offre, les activités productives auraient alors à répondre à des besoins des individus et des territoires démocratiquement identifiés par des citoyens et les institutions qui les représentent. Certains contradicteurs de la décroissance, parmi les plus extrêmes, objectent tout à la fois qu'elle conduirait à un effondrement des activités économiques et des entreprises, à un chômage de masse, à la faillite des États et des systèmes de protection sociale, bref, à un appauvrissement

³ La concertation sur le système énergétique de demain « *Notre avenir énergétique se décide maintenant* » a été lancée le 20 octobre 2022, avec l'ouverture d'une plate-forme participative en ligne. Elle a pris fin le 6 février 2023 avec le dernier événement de la concertation sur les zones non-interconnectées. En parallèle la CNDP a ouvert le 27 octobre 2022 un débat public sur le Programme de nouveaux réacteurs nucléaires et de première paire de réacteurs EPR2 à Penly, dont la présidence de la commission particulière a été confiée à Michel Badré, qui s'est achevé le 27 février 2023.

⁴ La croissance | economie.gouv.fr

⁵ Les économistes Herman Daly, Giorgos Kallis, Serge Latouche, Timothée Parrique, l'anthropologue Jason Hickel et les essayistes Paul Ariès, Vincent Liegey et Agnès Sinaï appartiennent à ce courant.

majeur et généralisé. Entre ces deux expressions radicales mises en regard dans le titre de la saisine, toute une gamme de positionnements existe. Les uns inclinent à mettre en évidence les bénéfices de la croissance, qui facilite par exemple la mise en place de politiques de redistribution ou le financement de la transition écologique. Les autres en soulignent plutôt les limites et les insuffisances, du moins lorsqu'elle est mesurée à l'aune du PIB, et invitent à en évaluer les avantages et les inconvénients à la lumière d'une batterie de critères. D'autres encore, à l'image de la post-croissance, posent différemment les termes de la problématique.

De façon régulière, ces débats qui traversent la société s'invitent dans les travaux du Conseil économique, social et environnemental. Dans

la période récente, les rapports annuels sur l'état de la France (RAEF) ou les débats autour de thématiques comme la sobriété ou la consommation durable⁶ ont illustré la puissance de cette interrogation de fond sur l'avenir du modèle de croissance économique, dès lors que cette dernière est considérée comme un objectif en soi, auquel seraient liées toutes les autres dimensions de la société. Aussi a-t-il paru judicieux à la commission de l'environnement du CESE, en collaboration avec la commission de l'économie et des finances, de mettre le plus clairement possible en évidence les arguments, quelquefois explicites, souvent sous-jacents, de ce débat, dans le but de contribuer à une meilleure et plus complète appréhension des enjeux.

III - Mise en perspective des éléments du débat

A. Retour sur la croissance économique et sa mise en question

Sans autre forme de précision, le mot « croissance » est neutre et indistinct : il peut tout aussi bien désigner la pousse d'une plante que la progression d'un enfant vers l'âge adulte ou l'extension d'une métropole. Pourtant, employé seul, le mot désigne implicitement dans le langage courant actuel,

pour le plus grand nombre, un accroissement de l'activité économique des nations mesurée par la progression, en quantité et/ou en valeur, de la production de biens et services dans un espace géographique et un temps donné. Cela illustre à l'évidence la puissance de ce concept, qui traduit une

⁶ *Quelles politiques pour favoriser l'évolution de la société vers la sobriété ?* ; avis du CESE rapporté par Albert Ritzenthaler, janvier 2023 ; *Consommation durable : favoriser une économie de la sobriété pour passer de la prise de conscience aux actes* ; avis du CESE rapporté par Alain Bazot, Julie Marsaud et Marie-Hélène Meyling, juillet 2023.

perspective économique parée de toutes les vertus : développement d'activités, création d'entreprises et d'emplois, innovations, élévation du niveau de vie et de l'espérance de vie, financement de services d'intérêt général tels que l'accès aux soins et à l'éducation, l'innovation, l'éradication des pénuries et des famines, pour ne citer que quelques exemples.

1. Un modèle économique qui s'est généralisé au fil du temps...

Historiquement caractérisée par une augmentation du volume global de la production sensiblement plus rapide que celle de la population et soutenue sur une longue période, la croissance s'ébauche en Europe avec une première révolution agricole dès la fin de la Renaissance et la colonisation du reste du monde. Toutefois, elle ne prend véritablement son essor qu'au XVIII^e siècle avec une quadruple révolution : agricole à nouveau, alimentaire, démographique et industrielle. Avec elle s'éloigne le spectre des famines et la croissance démographique va à son tour puissamment contribuer à la renforcer, en parallèle de l'augmentation des autres facteurs de production. Fondée sur le triptyque capital, travail, progrès technique, dynamisée par la disponibilité et la flexibilité des facteurs de production, les innovations et les gains de productivité, la croissance reste avant tout déterminée par le cycle production-échange-consommation. Le terme « société de consommation », qui fait florès dans la deuxième moitié du XX^e siècle, illustre une forme de couronnement de la croissance, lorsque la consommation ne correspond plus tant à la satisfaction des besoins qu'à un moyen de se différencier, selon la thèse de Jean Baudrillard. De leur côté, les autorités politiques, par des politiques de l'offre ou de la demande, suivant leur orientation, s'efforcent de maintenir et

d'adapter ce cycle réputé vertueux, sur lequel tout le système économique et financier repose et qui fournit à l'État des marges de manœuvre pour établir son budget.

Le modèle de développement qui s'est d'abord imposé en Europe et aux États-Unis d'Amérique a progressivement gagné la quasi-totalité des espaces économiques de la planète, porté par la globalisation de l'économie, la mondialisation des échanges, la division internationale du travail et des processus productifs. Ainsi, à des degrés il est vrai encore très divers, les modes de production et de consommation tendent à se généraliser et à s'homogénéiser à l'échelle du monde. Dans le temps que se sont opérées ces évolutions, la population mondiale est passée de moins de deux milliards en 1920 à plus de huit milliards depuis 2022. Or, le système productif qui alimente la croissance repose fondamentalement sur l'exploitation et la consommation de ressources naturelles, renouvelables ou non, et produit des externalités négatives, en particulier sous forme de rejets polluants, avec des atteintes aux écosystèmes et aux services qu'ils fournissent. Dès lors que ce système est planétaire et qu'à un titre ou un autre, huit milliards d'individus sont impliqués dans son fonctionnement, des effets significatifs sur l'environnement naturel sont inévitables.

2. ... mais dont le contenu est aujourd'hui contesté, non seulement en raison de ses impacts sur la nature...

Deux exemples peuvent illustrer les conséquences des activités humaines sur la planète. Depuis les années soixante-dix, le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) a popularisé la notion du « jour du dépassement de la terre » confiant au think tank Global Footprint Network le soin de calculer le jour de l'année où

l'humanité a consommé toutes les ressources que la terre peut régénérer en une seule année. Cette capacité d'un écosystème à reconstituer ses réserves et à absorber les déchets issus de leur consommation se nomme « biocapacité ». Elle se calcule en « hectares globaux ». Selon Global footprint network, « *pour vivre dans les limites des ressources de notre planète, l'empreinte écologique mondiale devrait être égale à la biocapacité disponible par personne sur notre planète, qui est actuellement de 1,6 hectare mondial.* » En 2024, le « jour du dépassement » a été le 1^{er} août. Cela signifie que pour reconstituer ce que l'humanité consomme aujourd'hui, l'équivalent de 1,7 terre, serait nécessaire⁷. En 1971, année du premier calcul de ce type, ce jour s'est situé le 25 décembre. Cet écart illustre l'aggravation des pressions environnementales au cours du dernier demi-siècle. Autre constat préoccupant : en France, en 2024, le jour du dépassement n'est pas survenu le 1^{er} août, mais le 7 mai. Cette différence de 85 jours éclaire sur le caractère très inégalitaire des empreintes environnementales selon les pays et sur les conséquences potentielles que pourrait avoir une croissance économique des pays en développement calquée sur le modèle occidental⁸. En effet,

si l'ensemble de la population mondiale adoptait les modes de consommation que les habitants de l'Union européenne, nous aurions besoin de 2,9 planètes pour ne pas excéder la biocapacité⁹ de la planète. L'appréciation de l'inégale empreinte environnementale entre les continents ou les pays se fonde sur des moyennes, lesquelles ne rendent pas compte des inégalités d'empreintes écologiques qui existent aussi entre les ménages d'un même pays.

Que l'empreinte écologique ait un impact bien supérieur à la biocapacité illustre les effets d'un modèle de développement porté par l'impératif de croissance sur la consommation de ressources. Mais ce modèle comporte aussi des externalités négatives sur la nature, dont les deux plus connues, en dehors des pollutions atmosphériques, telluriques et marines, sont le réchauffement climatique et l'érosion de la biodiversité. Une idée peut en être donnée. En 2009, des chercheurs ont identifié et quantifié neuf types d'interactions entre des processus biologiques physiques et chimiques, puis déterminé pour chacun d'eux un seuil dit « limite planétaire » à ne pas dépasser sous peine de bouleverser de manière irréversible les équilibres naturels. Une actualisation des mesures opérée en 2023 a montré que six d'entre

⁷ Cette affirmation globale ne doit pas occulter les contributions très inégales des sociétés à cette situation : l'empreinte écologique par personne des pays d'Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada) est par exemple le double de celle du Royaume-Uni (7,85 gha/pers contre 3,9), cette dernière étant plus de deux fois supérieure à l'empreinte écologique par habitant de l'Inde, comme de la plupart des pays d'Afrique, d'Amérique centrale ou d'Asie du Sud-Est.

⁸ Des inégalités sensibles existent aussi entre les habitants d'un même pays, que n'étaient cependant pas les données du texte.

⁹ Voir définition supra (I, b)

elles sont déjà dépassées, dont celles du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité. Une septième limite planétaire sur l'acidification des océans serait en passe d'être franchie dans un avenir proche¹⁰.

Considérant désormais l'humanité comme principale force des changements qui affectent la terre et dont les activités laissent une empreinte profonde et durable sur l'ensemble de la planète, le Prix Nobel de chimie Paul Crutzen a proposé en 1995 le mot « anthropocène » pour désigner ce nouvel âge caractérisé par la capacité des humains à transformer l'ensemble du système terrestre. Ce concept continue d'être débattu au sein de la communauté scientifique sur la base d'arguments qui n'ont pas vocation à être détaillés dans le cadre de cette étude. Le constat du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) est cependant sans ambiguïté : par leurs pratiques, les humains génèrent des changements environnementaux sur terre « *d'ampleur souvent comparable aux forces géophysiques, climatiques, volcaniques ou encore « extra-terrestres (météorites) »*, entraînant des bouleversements « *d'une rapidité fulgurante* ».

L'instruction à charge contre la croissance comme objectif indépassable des politiques économiques ne se limite pas au champ environnemental. Elle comporte aussi une dimension sociale. Non contents d'envisager les activités économiques *in abstracto*, c'est-à-dire déconnectées de la biosphère, les défenseurs de la croissance, au nom

de ses retombées positives, feraient peu de cas de ses conséquences sociales. La croissance n'est pas rendue responsable de l'exploitation des individus ou des populations¹¹, considérée comme un des facteurs de production et d'accroissement de richesses, mais il lui est reproché d'avoir eu pour effet de creuser les inégalités entre les nations et en leur sein, mais aussi, au cours des dernières décennies, d'avoir imposé aux salariés du monde entier restriction des droits, conditions de travail dégradées sinon dangereuses, précarité et chômage, et de s'être accommodée du travail des enfants. Selon cette double appréciation, la croissance serait donc pour partie la conséquence de l'exploitation et le facteur de son aggravation. Encore ces critiques semblent-elles porter davantage sur la répartition inégalitaire des fruits de la croissance que sur la croissance elle-même.

Devant cette crise du développement, l'idée longtemps dominante d'un progrès humain dépendant du progrès matériel et du développement économique qu'il alimente est fortement mise en doute. Les concepts de « décroissance » ou plus récemment de « post-croissance » commencent à susciter une certaine attention.

L'origine de ces courants est à rechercher dans les travaux de l'économiste et mathématicien Nicholas Georgescu-Roengen qui, dans les années soixante, établit un lien entre activité économique et limites physiques de la planète, puis dans la création en 1972 du programme des Nations unies pour

¹⁰ Source PIK Postdam Institute for Climate – 24.09.2424.

¹¹ Les physiocrates, considérés par K. Marx et F. Engels dans *L'idéologie allemande* comme les fondateurs d'une théorie de l'exploitation, Adam Smith, David Ricardo, Karl Marx ont réfléchi sur la part du travail humain dans la production d'excédent disponible au travers de théories comme le surplus (Quesnay), la valeur-travail (Ricardo), ou la plus-value (Marx). Ce dernier, qui reste le théoricien le plus marquant de l'exploitation, considère le travail comme une marchandise que le capitaliste achète à un prix inférieur à ce qu'elle permet de produire.

l'environnement (PNUE) à la suite de la conférence des Nations unies sur l'environnement humain et la publication par le Club de Rome du rapport Meadows sur « *Les limites à la croissance ?* ». Ce rapport alerte sur le fait qu'une croissance exponentielle de la population et du capital engendrera avant la fin du XXI^e siècle un « effondrement » (baisse de la population, dégradation des conditions de vie, etc.) indépendamment du niveau des ressources naturelles disponibles, des avancées techniques à venir et d'une consommation plus économe de matières premières. Abondamment commenté positivement et négativement à sa sortie, puis oublié dans les années qui ont suivi les chocs pétroliers, ce rapport est à nouveau évoqué à la faveur de la publication des rapports du GIEC et des recommandations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) sur le renoncement aux énergies fossiles. La planète est en effet confrontée à des réalités plus tangibles aujourd'hui qu'à l'époque et à des défis peu ou pas perceptibles à la fin des Trente Glorieuses. La mise en évidence en 2009 de limites planétaires, en particulier en regard de la biocapacité, mais aussi, depuis les premiers rapports du GIEC dans les années 1990, des causes humaines du réchauffement climatique et ses conséquences dramatiques, ou encore de l'effondrement de la diversité biologique, robustement documentée par l'IPBES depuis 2019, renforcent les arguments invitant à une remise en question de la façon dont s'opère le développement économique planétaire.

Schématiquement, les tenants de

la décroissance estiment deux choses : une croissance infinie n'est pas soutenable dans un monde fini ; et, même si tel n'était pas le cas, il conviendrait néanmoins de l'abandonner car elle n'est pas souhaitable. Quelle que soit la diversité de leur pensée, les théoriciens de la décroissance appellent tous à des transformations profondes des systèmes économiques vers la sobriété et à une redéfinition globale du « bien vivre » au regard des limites planétaires.

3. ...mais encore de ses conséquences économiques et sociales

Même si le courant de la décroissance réside autant, voire davantage, dans une opposition à la croissance économique comme fin en soi ou comme indicateur de bien-être que dans un plaidoyer radical en faveur d'une diminution de la production et de la consommation, les critiques qu'elle s'attire sont aussi vives que celles qu'il adresse à la croissance. Fondamentalement, il lui est reproché de s'opposer au développement humain. La décroissance est aussi réprouvée pour son manque de réalisme quant à la nécessité de la croissance, dont un ralentissement entraînerait sans retard une augmentation du chômage et une restriction du financement des dépenses publiques qui pénaliserait en premier lieu les plus pauvres. Selon ses détracteurs, elle interdirait de financer la transition écologique, la sûreté nationale, abaisserait le niveau de vie des plus pauvres, voire générerait une misère de masse, contraindrait le développement des pays du Sud et, en définitive,

découragerait toutes les énergies et les initiatives devant l'absence de perspectives qu'elle offre.

D'autres paradigmes économiques, moins radicaux que la décroissance, alimentent la controverse à des degrés divers. Trois peuvent être cités, dont les deux premiers apparaissent comme les plus consensuels. L'économie circulaire tout d'abord, définie par le ministère de l'Écologie comme consistant « à produire des biens et des services de manière durable en limitant la consommation et le gaspillage des ressources et la production des déchets » entend concilier préservation des ressources naturelles, développement économique et industriel des territoires et réduction des déchets et du gaspillage. Ce modèle économique, notamment fondé sur la réparabilité, le réemploi et le recyclage, a pour perspective de se substituer à la société dispendieuse du « tout jetable », qui repose sur une économie dite linéaire : extraire, fabriquer, consommer, jeter.

L'économie servicielle ensuite¹², c'est-à-dire l'offre de produits et de services qui conduit l'utilisateur à s'offrir un service plutôt qu'un bien matériel, essayant de découpler ainsi la valeur ajoutée de la consommation d'énergie et de matières premières.

Les deux modèles émergents évoqués ci-dessus se rattachent à une orientation beaucoup plus vaste que d'aucuns accueillent avec circonspection ou appréhendent : la sobriété. Le terme ne renvoie pourtant pas à l'idée de privation

mais à celle de satiété, de quantité suffisante à partager entre toutes et tous et répondant aux besoins et de justice. Dans un avis récent, le CESE en a retenu la définition suivante : « *ensemble de mesures, d'organisations collectives et de pratiques du quotidien qui évitent et réduisent la demande en énergie, matériaux, sol et eau tout en assurant le bien-être pour tous dans les limites planétaires* »¹³.

4. Vers un dépassement ou une adaptation de la croissance ?

Au milieu de ce débat émerge le terme « post-croissance », qui renvoie lui aussi à une remise en cause de la croissance, mais plutôt en la relativisant¹⁴. Au nom d'une priorité accordée au bien-être, une société post-croissance ne se donne plus comme objectif principal l'augmentation du PIB ni sa diminution, mais la satisfaction des besoins humains en tenant compte des limites planétaires et en visant à une répartition équitable des richesses. Cela suppose des transformations dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et, en corollaire, une refonte de nombreuses institutions nationales, régionales et internationales. C'est aussi pourquoi les tenants de cette évolution plaident en faveur de l'abandon du PIB comme indicateur de référence. Ils appellent, soit à le remplacer, soit à le compléter par d'autres indicateurs mettant en évidence les évolutions de patrimoines essentiels non pris en compte par le PIB, puisque celui-ci ne

¹² Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de développer le concept d'économie servicielle, plus complet et élaboré que celui d'économie d'usage et de fonctionnalité. Le lecteur se reportera avec profit à l'avis du CESE *Pour une économie servicielle sociale et soutenable : de la propriété à l'usage ; Conjuguer performance et confiance au service de l'environnement et de l'humain*, rapporté par Patricia Blancard et Fany Ruin, juin 2023.

¹³ *Quelles politiques pour favoriser l'évolution de la société vers la sobriété ?* ; avis du CESE rapporté par Albert Ritzenthaler, janvier 2023.

¹⁴ En français, voir notamment, les travaux des économistes Isabelle Cassiers, Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice, Kévin Maréchal, Dominique Méda.

mesure que des flux monétaires. Peuvent notamment être cités l'empreinte carbone, l'état de l'environnement (biodiversité, eau, air, sols...) et l'indice de santé sociale.

Depuis les dernières années du siècle passé, les responsables politiques, les institutions internationales et les décideurs économiques ont essayé d'élaborer une réponse aux dégradations de l'environnement imputables au fonctionnement économique mondial en imaginant une adaptation du modèle de développement. Formellement, elle a consisté à accoler une épithète à la croissance, tour à tour qualifiée de durable, soutenable, verte ou responsable. Le rapport Brundtland, en 1987, trace le cadre de ce projet d'une « *nouvelle ère de croissance économique, s'appuyant sur des politiques qui protégeraient, voire mettraient en valeur la base même des ressources, [estimant que] cette croissance est absolument indispensable pour soulager la misère qui ne fait que s'intensifier dans une bonne partie du monde en développement.* »

En France, une illustration de cette nouvelle orientation est donnée avec la loi de 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Au niveau de l'Union européenne (UE), le Pacte vert pour l'Europe adopté en 2020 est d'emblée défini comme une « *nouvelle stratégie de croissance* ». Le Pacte vert se définit par trois objectifs : la fin des émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici à 2050, une

croissance économique dissociée de l'utilisation des ressources, que personne ne soit laissé de côté¹⁵. Elle suppose donc la réalisation de deux hypothèses. La première tient à la possibilité d'un découplage entre la hausse du PIB, d'une part, et la baisse simultanée des consommations de ressources et des impacts environnementaux, d'autre part. La seconde réside dans l'idée d'une soutenabilité dite « faible », laquelle repose sur l'idée de substituabilité des différentes formes de capital : une quantité accrue de capital humain et/ou technique (équipements productifs, éducation, recherche...), doit pouvoir prendre le relais de quantités moindres de capital naturel (ressources naturelles, services écosystémiques) afin de maintenir constante la quantité totale de capital dont hériteront les générations futures. Cette idée de substituabilité est, elle aussi, fortement contestée. Moins récusé, en revanche, est l'intérêt que présente le développement de l'économie circulaire, préconisé avec d'autres par les avocats du développement durable, mais dont la capacité à répondre effectivement aux défis à relever est mise en doute.

Tous ces débats, à la fois théoriques et concrets, qui animent la communauté des économistes, des environnementalistes et des sociologues, traversent également la société civile et les organisations qui en sont l'émanation et dont les représentants composent le CESE. Or, la question de la croissance et de ses effets est transversale à la

¹⁵ https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr

grande majorité des sujets de nature économique, sociale et environnementale. Aussi, les controverses qui viennent d'être schématiquement évoquées s'invitent soterrainement dans de multiples réflexions dont elles ne sont pas nécessairement au cœur et sous-tendent implicitement ou explicitement nombre de débats. Tel peut par exemple être le cas, lorsque, dans une perspective de transition écologique, sont évoquées des questions comme la sobriété ou la

consommation durable, avec une remise en question du cadre d'exercice de la publicité. Ce compagnonnage plus ou moins clandestin peut parfois créer des tensions susceptibles de nuire à l'écoute, au dialogue et de contrarier la recherche de constats et de préconisations partagés. La présente saisine vise à clarifier le débat en en précisant les termes et les enjeux au regard des arguments présents dans le débat public.

B. La transition écologique : un concept en construction

Si la notion de transition écologique n'est pas véritablement stabilisée, les tentatives de définition et d'explicitation reprennent toutes une série d'éléments semblables. La différence réside essentiellement dans l'étendue des éléments pris en considération et dans la terminologie employée.

1. Une réduction volontariste des effets des activités humaines sur l'environnement et les ressources naturelles

Ainsi que les termes le suggèrent, la transition écologique est un passage, à l'échelle d'une ou plusieurs sociétés, à des modes de vie, de production, d'échange et de consommation durables, c'est-à-dire pérennes, en ceci qu'ils ne dépassent pas les limites de destruction/exploitation de l'environnement et permettent aux générations présentes de répondre à leurs besoins sans compromettre

la capacité des générations futures à répondre aux leurs¹⁶.

Cette durabilité est de plus en plus souvent mesurée à l'aune des limites planétaires, expression et concept nés en 2009 des travaux d'une équipe internationale de chercheurs, réunie au Stockholm Resilience Centre (SRC), sous l'autorité de son directeur, Johan Rockström. Cette équipe a identifié neuf limites planétaires¹⁷ et déterminé les seuils au-delà desquels les équilibres naturels terrestres pourraient être déstabilisés et les conditions de vie devenir défavorables à l'humanité¹⁸. Au mois de septembre 2023, le SRC a alerté l'opinion publique et les décideurs en révélant que six des neuf limites planétaires ont désormais été franchies et qu'une septième est en passe de l'être. Le concept de limites planétaires a été consacré dès 2012 par le secrétaire

¹⁶ Rapport Brundtland - *Notre avenir à tous*, 1987.

¹⁷ Les neuf limites planétaires ont pour objet : le changement climatique ; l'érosion de la biodiversité ; la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore ; le changement d'usage des sols ; le cycle de l'eau douce ; l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère ; l'acidification des océans ; l'appauvrissement de la couche d'ozone et l'augmentation de la présence d'aérosols dans l'atmosphère.

¹⁸ En janvier 2015, les auteurs ont publié, dans *Science*, une actualisation de leurs travaux, qui introduit une hiérarchie entre les neuf limites en définissant la notion de « frontières planétaires centrales » (changement climatique et intégrité de la biosphère) et conclut que quatre limites planétaires sont déjà dépassées, ou sur le point de l'être.

général des Nations Unies, Ban Ki-moon, à l'occasion de la présentation devant l'assemblée générale de l'ONU du rapport de son « groupe de haut niveau sur la durabilité mondiale ». L'approche en termes de limites planétaires est au fondement du septième programme d'action pour l'environnement (2013-2020) de l'Union européenne : « *Bien vivre, dans les limites de notre planète* ». Au niveau national, ce même concept a été repris en 2019 dans la deuxième partie du rapport « *L'environnement en France* », publié par le Commissariat général au développement durable (CGDD).

Sous cet angle, la transition des sociétés humaines est envisagée au travers de leurs rapports avec l'environnement naturel, en particulier les écosystèmes. C'est cependant sur la base de ces travaux scientifiques que des critiques ont été formulées sur le mode de développement des pays de l'hémisphère nord. Elles portent aussi bien sur la non-durabilité des « mode d'habiter » que sur les systèmes productifs qualifiés d'extractivistes¹⁹.

Si les constats des effets néfastes des modèles de développement dominants sont de plus en plus partagés, il n'en va pas de même de l'analyse des causes de leur non-durabilité ni des solutions à

appliquer. Débats et désaccords sont nombreux sur ces deux volets. Schématiquement, deux grandes orientations coexistent. L'une fondée sur l'évolution incrémentale, l'autre sur la rupture. La première vise la conciliation du mode de développement avec la préservation de l'environnement, en particulier grâce à une innovation technique mise au service de la décarbonation de l'économie et de la diminution des externalités environnementales négatives, à des modes d'organisation de la production plus circulaires, plus économes en énergie et en matières premières. La seconde s'inscrit en faux avec la vision d'un développement fondé sur un progrès technique et humain linéaire qui bénéficierait à la fois aux populations humaines et à l'environnement. Au nom de l'amélioration du bien-être qui en résulterait, elle propose de repenser en profondeur le mode de développement en rompant avec le modèle productiviste et consumériste, et de prendre pleinement en compte les interrelations des sociétés humaines avec les écosystèmes, et plus globalement leur environnement, dans lesquelles elles s'inscrivent et dont elles font partie.

¹⁹ L'extractivisme est une notion polysémique, dont le périmètre varie en fonction de l'acception que l'on en retient. Initialement employé pour désigner l'exploitation commerciale des produits forestiers au Brésil (le terme vient du portugais « *extrativismo* »), il désigne communément une exploitation massive des ressources naturelles non renouvelables – minerais et hydrocarbures – indifférente à ses effets destructeurs. Il peut aussi renvoyer à des pratiques telles que la monoculture forestière, l'agriculture industrielle, la pêche intensive, etc. Dans un sens plus restreint, il désigne un mode d'accumulation de richesses, reposant sur des « *activités qui extraient d'importantes quantités de ressources naturelles qui ne sont pas transformées (ou qui le sont seulement dans une faible mesure) principalement destinées à l'export* » (Acosta, 2013).

2. Une notion qui s'élargit : l'intégration de la question sociale

Dès 2009, la Confédération syndicale internationale (ITUC) a développé auprès de l'ONU le concept de « transition juste », qui postule que la transition écologique ne doit pas s'opérer dans l'ignorance de la question sociale et que l'économie verte doit aller de pair avec des emplois et cadres de vie décents pour tous²⁰. Pour que cette transition soit qualifiée de juste, elle doit profiter à l'ensemble de la population et être mise en œuvre en veillant à ce que les efforts nécessaires à sa réalisation soient équitablement répartis et ses bénéfices équitablement partagés. En 2015, l'Organisation internationale du travail (OIT) a publié à son tour des « *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous* »²¹, complétant les six facteurs caractérisant la transition juste selon l'ITUC par l'identification de neuf grands domaines d'action pour aborder la durabilité sous les angles concomitants de l'environnement, de l'économie et du social.

Dans le même ordre d'idées, s'est développée une conception de la transition qui prolonge cette réflexion en proposant de lier les objectifs écologiques à la réduction des inégalités socioéconomiques. Parfois appelée transition sociale-écologique, elle « *postule qu'il n'y aura pas de transition écologique sans transition sociale et*

qu'il est par conséquent indispensable d'articuler les crises écologiques avec les questions sociales en gardant toujours à l'esprit que le processus de transition doit être juste »²². Cette approche s'enrichit parfois d'une revendication d'approfondissement de la démocratie. Avec la refonte des modes de gouvernance, elle serait gage d'appropriation des enjeux et d'adhésion aux politiques publiques et dispositifs, pensés collectivement.

Il est à noter que l'idée d'une transition juste ou solidaire ne s'applique pas qu'aux personnes ou aux groupes sociaux. Elle vise aussi les territoires. Ainsi, le CESE a lui-même souligné que « *Tous les territoires, des plus modestes aux plus aisés, ceux qui possèdent ou ne possèdent pas des services d'ingénierie développés, les métropolitains, les ruraux ou périurbains, les bénéficiaires de croissance, les désindustrialisés, les plus forts et les plus fragiles... tous doivent bénéficier d'une politique adaptée de transition écologique et solidaire.* »²³

Le concept de transition écologique s'est par ailleurs progressivement enrichi d'autres dimensions. En 2012, l'économiste Kate Raworth a proposé de compléter la grille d'analyse en termes de limites naturelles planétaires, dites extérieures (« plafond environnemental de la maison commune »), par la prise en compte de limites dites intérieures (« plancher social »). Au nombre de onze, ces limites correspondent aux

²⁰ En 2016, la CSI et ses partenaires ont créé un « Centre pour une transition juste » associé à un site internet : <https://www.ituc-csi.org/just-transition-centre?lang=fr>

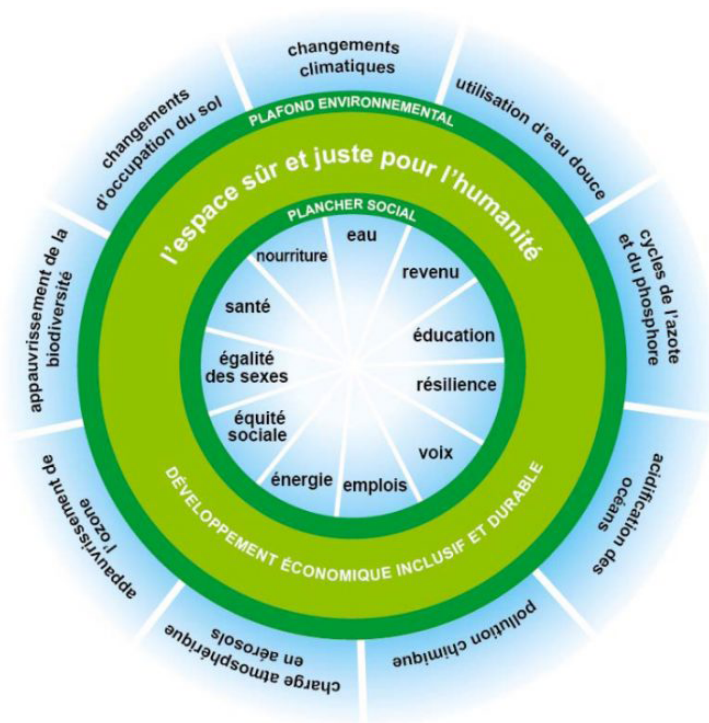
²¹ Le document publié le 2 février 2016, mais dont la première version date de 2015, est accessible sur le site suivant : <https://www.ilo.org/fr/publications/principes-directeurs-pour-une-transition-juste-vers-des-economies-et-des>

²² Elloi Laurent, *La transition sociale-écologique : récit, institutions et politiques publiques*, dans Cités 2018/4 (N°76), pages 31 à 40.

²³ *La transition écologique et solidaire à l'échelon local*, avis du CESE, Bruno Duchemin rapporteur, 2017.

besoins humains fondamentaux²⁴. Le schéma qui résulte de cette approche, inspiré du « concept du Donut » des limites planétaires, a été utilisé par le CGDD en 2019. Il illustre les deux frontières à ne pas franchir pour conserver les conditions d'un « bien vivre ». Entre les deux frontières du Donut, se trouve un espace dit sûr, sur le plan

environnemental, et juste, sur le plan social, dans lequel l'humanité peut prospérer et l'activité économique s'inscrire. Ainsi, selon Kate Raworth, « le Donut est une boussole qui pointe vers un avenir qui pourrait satisfaire les besoins de chacun, tout en préservant le monde vivant dont nous dépendons tous »²⁵.



Source : CGDD

²⁴ Une alimentation saine et nutritive, l'accès à l'eau potable et à l'hygiène, l'accès aux soins de santé, à une éducation gratuite, à un logement décent, à des services énergétiques adéquats, à des revenus suffisants, à des réseaux de transport et d'information.

²⁵ Kate Raworth, *La théorie du donut : l'économie de demain en 7 principes*, Paris, Plon, 2018.

IV - Principes méthodologiques de l'analyse de controverse

L'analyse ou clarification de controverse trouve sa justification en satisfaisant à plusieurs critères. Elle se prête tout particulièrement à l'examen d'une question, option ou orientation de politique publique ayant un impact significatif sur la société dans le champ économique, social et/ou environnemental. Il faut aussi et surtout que l'orientation suscite des débats contradictoires et qu'une ou plusieurs solutions alternatives existent. Comme précédemment énoncé, les arguments venant à l'appui de l'une ou de l'autre de ces orientations doivent alors être recherchés, présentés et confrontés en respectant un principe de neutralité. Il s'agit donc d'un exercice d'identification de points de vue, sans poser de borne à la nature des arguments retenus. À l'issue de cette phase de recensement et de présentation, la base de données argumentaires est validée par les parties prenantes à son élaboration, à savoir les conseillères et les conseillers du CESE.

L'opposition entre croissance et décroissance signale d'emblée que l'on se trouve en présence d'une alternative se prêtant à des questionnements multiples. Ceux-ci doivent atteindre un degré de précision suffisant pour définir de façon satisfaisante le champ d'investigation. Les critères retenus pour la mener à bien sont sans exclusive (scientifiques, techniques, juridiques, économiques, éthiques...) et les arguments présentés, non hiérarchisés. Cela suppose une posture de « neutralité active » qui requiert une grande attention quant à l'exigence et à la précision apportées au

choix des critères de comparaison des options. Si la liberté prévaut en matière de critères argumentaires, aucun élément ne peut en revanche être retenu dans une analyse de controverses s'il n'est pas sourcé, et si son ou ses auteurs ne sont pas identifiés.

La méthode d'analyse mise en œuvre dans le cadre de cette saisine est explicitée plus avant. Sommairement, elle repose sur l'identification de questions controversées, l'élaboration d'une liste d'arguments sourcés en faveur et défaveur des questions identifiées, l'élaboration d'une liste de contre-arguments aux précédents répondant aux mêmes critères d'exigence, la rédaction d'une synthèse par question. Il doit être entendu que ces synthèses ne sont en rien assimilables à des positions adoptées par le CESE ou par l'une de ses formations de travail.

Questions retenues

Dans le cadre de la présente analyse de controverses, une réflexion collective a d'abord été engagée, associant les membres de la commission de l'environnement et des représentants de la commission de l'économie et des finances. Les premières séances de travail ont permis de dresser une première liste de thématiques et de questions reflétant les préoccupations des conseillères et conseillers et de leurs organisations en même temps que leur appréhension du sujet. Extrêmement nombreuses (une soixantaine²⁶), mais se recoupant quelquefois, elles recouvraient trois grands champs et neuf thématiques :

26 Cf. annexe n° 4.

- Croissance et décroissance sous l'aspect technique
- ressources nécessaires à la croissance ;

- découplage et croissance ;
- limites planétaires ;

- Croissance et décroissance sous l'aspect économique

- croissance et transition écologique ;
- décroissance et activités économiques ;
- coexistence croissance décroissance ;

- Croissance et décroissance sous l'aspect social/éthique

- croissance et inégalités ;
- croissance et modèle social ;
- décroissance et conditions de vie.

Au terme d'un examen d'ensemble des questions envisagées par les membres de la commission environnement et les conseillères et conseillers de la commission « économie et finances » associés, le choix s'est porté sur six questions paraissant particulièrement pertinentes au regard de leurs implications économiques, sociales ou environnementales et les débats et travaux du CESE. Leur formulation a respecté des contraintes méthodologiques pouvant s'énoncer en trois points :

- S'en tenir à des questions fermées n'admettant qu'une réponse positive ou négative ;
- Adopter des rédactions aussi claires et précises que possible ;
- Éviter les questions comportant

des ambiguïtés, des partis-pris sous-jacents ou des sous-questions implicites, sauf à les formuler explicitement.

C'est pour répondre à cette dernière injonction que la dernière question retenue comporte deux volets.

En définitive, les questions retenues pour faire l'objet d'une analyse de controverse sont les suivantes :

Question A : *La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?*

Question B : *La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?*

Question C : *La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?*

Question D : *Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?*

Question E : *Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?*

Question F : *La France a-t-elle la capacité d'organiser la décroissance si l'Europe et le reste du monde visent la croissance ? et Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?*

Ces questions validées, les conseillères et conseillers concernés des deux commissions ont constitué autant de groupes de travail qu'il y avait de questions à analyser. Chaque groupe comportait en son sein l'un au moins des trois rapporteurs.

La tâche des membres des groupes

de travail a consisté à rechercher, à partir des sources disponibles, des arguments, conduisant à apporter une réponse positive ou négative à la question posée, puis à identifier d'éventuels contre-arguments à chacun de ces éléments. Dans tous les cas, les arguments ont dû être identifiés par une source, de préférence officielle ou académique. Le travail sur les sources écrites a été complété par quelques auditions²⁷.

Le choix a été fait de présenter les arguments et contre-arguments dans un tableau à double colonnage, de façon à pouvoir placer ces derniers en regard de

l'argument initial. Quand aucun contre-argument n'a été trouvé, la cellule du tableau contiguë à celle de l'argument « pour » ou « contre » est restée vide. Le tableau d'arguments a parfois fait l'objet d'un découpage thématique.

Enfin, une proposition de synthèse des principaux arguments en présence sur chacune des questions a été établie, puis validée par la commission. Ces synthèses constituent des éléments d'informations et de réflexions pouvant éventuellement servir de base à de futurs travaux du CESE sur ces thématiques²⁸.

V - Éléments de définition relatifs à la croissance

La clarification de controverses à laquelle le CESE s'est attelé porte sur les rapports entre croissance et transition écologique. Tout effort de clarification suppose

des termes du débat connus et des acceptions partagées. Il importe donc de préciser d'emblée les choix qui ont été opérés à cet égard.

A. Croissance et produit intérieur brut : un couple indissociable

Dans les débats politiques comme dans la presse, lorsque le mot « croissance » n'est accompagné d'aucune précision ou quand il est qualifié d'économique, il renvoie à un concept riche de quatre dimensions implicites : une quantité, une temporalité, un espace, une évolution.

- La quantité mesurée est celle de la richesse monétaire produite ;
- la temporalité renvoie, suivant le propos, à un laps de temps plus ou moins long et plus ou moins précis ; depuis le « long terme » ou la « longue durée », jusqu'au mois (l'Insee rend compte de la croissance dans les comptes nationaux trimestriels, par

exemple). Le plus fréquemment, cependant, il est fait référence à l'année ;

- l'espace dans les limites duquel la croissance est mesurée varie lui aussi, depuis le monde jusqu'à des territoires infranationaux. Le plus souvent, il est fait référence à un pays, voire à des espaces économiques plus ou moins intégrés regroupant plusieurs pays : l'Union européenne, la zone euro, etc. ;
- l'évolution est, par définition, positive. Quand tel n'est pas le cas, on évoque alors une stagnation ou une « croissance zéro » voire une « récession ». L'oxymore « croissance

27 La liste des personnalités auditionnées figure en annexe n°2.

28 Les tableaux argumentaires constituent l'annexe n°3.

négative », récemment apparu, évite l'emploi de termes tels que « décroissance » ou « crise économique », dont la charge symbolique négative est beaucoup plus élevée.

Concernant le cadre national, l'Insee avance la définition suivante : « *La croissance économique de la France est l'évolution de la richesse produite sur le territoire français entre deux années ou entre deux trimestres* ». L'institut ajoute que « *Cette richesse est appelée produit intérieur brut (PIB)* ».

Le second point à retenir est donc que « croissance économique » et PIB sont indissolublement liés : le second constitue l'indicateur de la première.

Il n'entre pas dans le cadre de cette analyse d'instruire le procès du PIB. Comme d'autres et avec d'autres, le CESE a mis en lumière ses insuffisances et souligné la nécessité d'utiliser et d'assurer le suivi d'indicateurs complémentaires pour mieux rendre compte de l'état d'une société du point de vue économique, social et environnemental ainsi que sa trajectoire en termes de transition écologique²⁹. Les limites du PIB tiennent principalement à cinq caractéristiques : cet agrégat compte positivement tous les flux monétaires, il repose

sur un périmètre conventionnel, il est indifférent aux inégalités, il compte les flux mais pas les stocks ou patrimoines (écologiques ou sociaux) et il ne mesure ni n'appréhende l'effet qualitatif. Il ne prend pas davantage en compte les impacts négatifs de cette croissance. Il n'en demeure pas moins qu'en tant qu'outil d'évaluation de la quantité de richesses créées sur un territoire et dans un laps de temps donnés, le PIB demeure un outil indispensable de l'analyse économique. Plus encore, cet indicateur jouant aujourd'hui un rôle majeur, voire quasi exclusif, dans l'évaluation des politiques publiques, il importe de le prendre en considération pour ce qu'il est : l'outil internationalement reconnu de mesure de la croissance³⁰, utilisé comme tel par tous les États et analystes de l'économie.

En résumé, « *Le produit intérieur brut aux prix du marché³¹, vise à mesurer la richesse créée par tous les agents privés et publics, [sur un territoire et pendant une période donnée] (...) Il représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.* » (Insee)

Sans entrer dans le détail, rappelons que le PIB aux prix du marché peut être mesuré sous trois angles :

²⁹ Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique, avis du CESE sur saine gouvernamentale, rapporté par M. Philippe Le Clézio, 2009 ; résolution sur un tableau de bord d'indicateurs complémentaires au produit intérieur brut (PIB) élaboré en partenariat avec France Stratégie, résolution du CESE rapportée par M. Philippe Le Clézio, 2015. Entre autres travaux en langue française, on pourra notamment se référer à ceux de Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice et Dominique Méda et à ceux de la Commission dite « Stiglitz-Sen-Fitoussi ».

³⁰ La définition et les méthodes de calcul du PIB sont établies par l'ONU et valent pour tous les pays.

³¹ La construction du PIB exige en effet des prix de marché. En conséquence, la contribution au PIB du secteur non marchand, qui produit et fournit des biens et services à des prix non économiquement significatifs, est calculée sur la base des coûts de production.

- celui de la **production** : somme des valeurs ajoutées (prix de la production net du prix des consommations intermédiaires) de toutes les activités de production de biens et de services (plus les impôts, moins les subventions sur les produits) ;
- celui des **dépenses** : somme de toutes les dépenses finales (plus les exportations, moins les importations) ;
- celui du **revenu** : somme de tous les revenus obtenus dans le processus de production de biens et services (plus les impôts sur la production et les exportations, moins les subventions).

Par cohérence de la démarche, consistant à inscrire la réflexion dans le cadre des conceptions les plus communément admises, il semble pertinent de s'appuyer sur le premier mode de calcul et de considérer le PIB d'un pays comme la somme des valeurs ajoutées des producteurs résidant sur son sol, indépendamment de leur nationalité.

Au regard de cette mesure, le taux de croissance se définit alors comme la variation du PIB d'une période donnée à la suivante (d'une année sur l'autre par exemple), déduction faite de la variation des prix. **La croissance correspond en effet à la seule évolution des quantités de biens et services produites.**

Par calcul de la différence entre l'évolution du PIB en valeur (PIB nominal) et l'évolution des prix sur la période considérée, on obtient l'évolution du PIB en volume (PIB réel) : le taux de croissance, très généralement exprimé en pourcentage. L'Insee indique que « le taux de croissance du PIB entre l'année (n-1) et l'année n est donné par la formule : $((PIB_n - PIB_{(n-1)}) / PIB_{(n-1)}) \times 100$ ».

PARTIE 02

Synthèses des arguments sur chacune des six questions

Précision pour la lecture

Chaque question ayant été traitée de façon autonome, des redondances apparaissent ici ou là. Rien de plus logique : si elles ont été abordées indépendamment les unes des autres, ces questions n'en sont pas moins liées entre elles. Aussi, des références à des concepts comme le « découplage » ou bien à des éléments de théorie économique comme la « courbe

de Kuznets »³² sont par exemple présentes dans les trois premières questions. Cela permet au lecteur de prendre connaissance de chacune d'elles sans avoir à se reporter à d'autres pour saisir pleinement le sens de la rédaction. Les rapporteurs assument ce choix, dicté par la nature de l'exercice et pour faciliter la lecture du rapport.

I - Synthèse A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

Le consensus scientifique international a déterminé neuf « limites planétaires »³³ : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore, le changement d'usage des sols, le cycle de l'eau douce, l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère, l'acidification des océans, l'appauvrissement de la couche d'ozone, l'augmentation

de la présence d'aérosols dans l'atmosphère. En septembre 2023, seules les trois dernières limites mentionnées n'avaient pas été franchies. Si les ressources minérales entraient dans le cadre théorique tracé par les scientifiques, l'accent pourrait aussi être mis sur l'augmentation continue des extractions de ressources non renouvelables à l'échelle planétaire. Dans un monde fini, la croissance

³² La partie des travaux de l'économiste Simon Kuznets sur les inégalités sociales et ses prolongements dans le domaine environnemental, à laquelle il est fait référence dans trois des questions de cette analyse de controverse, fait l'objet d'une annexe explicative.

³³ Pour plus de précisions, se reporter à l'introduction du tableau de la question A.

économique, telle que mesurée par le PIB, est-elle compatible avec les limites planétaires ? Un examen de chacune des neuf limites identifiées excéderait le cadre du présent exercice. À titre d'exemple, ne seront évoqués dans la présente synthèse que le changement climatique et la biodiversité.

Existe-t-il une dissociation possible entre la croissance du PIB et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES), ou bien est-il possible de mettre en place une croissance dite « verte », c'est-à-dire capable de concilier développement économique et maintien des actifs naturels et des services écosystémiques, pour reprendre les critères de l'OCDE ?

Si l'on observe, dans plusieurs pays, que la mise en place d'une « croissance verte » a permis une telle dissociation, force est de constater que cela relève plus de l'exception que de la règle. C'est ainsi que le taux de découplage³⁴ du PIB et des émissions de GES observé dans ces pays est dix fois inférieur à ce qui serait nécessaire pour maintenir le réchauffement planétaire en-deçà des 1,5 °C. En ce sens, un découplage total de la croissance économique avec la consommation de ressources naturelles, renouvelables ou non, ou la perte de biodiversité n'a pas été observé. Le modèle actuel de croissance économique paraît ainsi incompatible avec un respect assumé des limites planétaires. Par surcroît, l'absolue spécificité des apports de la nature, des services écosystémiques et de la nécessité de

leur préservation pour veiller à l'intégrité de la biosphère remet en cause l'idée de substituabilité, clé de voûte d'une « soutenabilité faible »³⁵.

Le débat autour de la possibilité de mettre en place une croissance dite « verte » fait également l'objet de controverses. Certains soutiennent que la croissance économique entraîne initialement des dommages environnementaux, mais qu'au fil du temps et avec un niveau de richesse suffisant, elle peut contribuer à améliorer l'état de l'environnement. Cette idée s'appuie notamment sur la transposition de la théorie de Kuznets dans le champ environnemental par Grossman et Krueger : une fois l'économie développée vers un modèle centré sur le tertiaire, les services, l'information et la technologie, la croissance économique consomme moins de ressources et d'énergie et les modes de production sont moins polluants. Au-delà d'un certain seuil de développement, la croissance économique irait donc de pair avec une amélioration des conditions environnementales. L'investissement dans la recherche et le développement de nouvelles technologies permettraient une évolution vers des activités plus propres, en écho à un souci croissant de la population pour la qualité de l'environnement.

A contrario, d'autres affirment que la théorie de Kuznets ne s'applique au mieux que partiellement et localement, et ne permet pas conclure à la possibilité d'une croissance « verte » à impact nul sur les limites planétaires. Les pollutions

34 Il y a découplage lorsque le taux de croissance d'une pression sur l'environnement (par exemple les émissions de CO₂) devient inférieur à celui de sa force motrice (par ex. la croissance du PIB), E. Laurent, OFCE, « *Faut-il décourager le découplage ?* », in : *Revue de l'OFCE / Débats et politiques*, n°120, p. 237.

35 Conceptualisation du développement durable fondée sur le maintien à un niveau constant du stock de capital (humain, financier, physique, et naturel) afin de garantir dans la durée une production de biens et services qui permette d'assurer le bien-être humain. Le raisonnement sur un stock indifférencié suppose deux choses : au capital naturel peut être substitué n'importe quelle autre forme de capital de même valeur et, par conséquent, une évaluation monétaire du capital naturel doit être réalisée.

transfrontières, telles que les émissions de CO₂, semblent ne pas connaître d'amélioration significative avec la croissance économique. Aussi, la courbe environnementale de Kuznets est-elle contestée par une très grande partie de la communauté scientifique, pour plusieurs raisons : elle ne prend pas en compte d'importantes variables (consommation de produits importés, spécialisation des économies, irréversibilité des dommages environnementaux), et les résultats varient largement en fonction des indices, des méthodes et des États ou groupes d'États étudiés.

Les politiques internationales en faveur de la biodiversité reposent sur des scénarios de croissance, grâce à une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources, à des impacts amoindris sur l'environnement grâce aux avancées technologiques et à des politiques publiques adaptées. Une partie des chercheurs académiques rejette pourtant, là encore, l'idée d'une croissance « verte », soulignant que ce concept ne prend en compte qu'un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, à l'exclusion des enjeux relatifs aux limites des ressources naturelles, et que le découplage absolu entre croissance économique et érosion de la biodiversité et des services écosystémiques, dont la limite est aujourd'hui dépassée, n'a encore jamais été établi.

En résumé, il apparaît que la controverse sur la compatibilité de la croissance du PIB avec

les limites planétaires s'avère persistante et radicale bien que, paradoxalement, les arguments avancés par les avocats de cette compatibilité ne soient pas directement fondés sur le respect des limites planétaires, mais sur leur adhésion explicite ou implicite à la courbe environnementale de Kuznets³⁶ : la croissance du PIB et l'enrichissement de la société permettraient à la fois la mise en œuvre de politiques environnementales et une évolution du système productif vers des activités plus propres grâce à des marges de manœuvre financières de l'État plus importantes et sous l'effet de la demande de la population d'un environnement plus sain.

Les arguments avancés tiennent ensuite dans la réalisation de la transition écologique par des politiques appropriées (quotas d'émissions de CO₂, taxation des activités polluantes, interdictions réglementaires d'activités et de substances, etc.), tout en postulant un découplage entre la croissance du PIB d'une part, les impacts environnementaux et la consommation des ressources naturelles d'autre part³⁷.

Enfin, il apparaît que cette compatibilité de la croissance du PIB avec les limites planétaires repose de fait sur la réalisation d'hypothèses. La première réside dans la mise en place d'une « croissance verte », qui protégerait les actifs naturels, favoriserait les innovations vertueuses (énergie décarbonée, efficacité énergétique, économie

³⁶ Voir annexe n° 5.

³⁷ Voir question B.

circulaire, etc.). La deuxième suppose que le capital technique peut à terme se substituer au capital naturel et que des technologies innovantes et encore peu expérimentées (capture et séquestration du carbone, refroidissement de la terre, etc.) vont pouvoir être mises en œuvre. Plus économique, la troisième série d'hypothèses envisage l'affectation d'un prix à la nature pour sa meilleure prise en compte et une modification de la valeur des différentes activités économiques dans le PIB. Ces propositions s'inscrivent dans une durée, interrogeant le terme et le rythme de la transition. S'opposent à ces affirmations sous conditions, le constat d'activités humaines qui s'intensifient et qui contribuent au dépassement des limites planétaires en même temps qu'elles alimentent la croissance économique. Les trajectoires actuelles de demande et d'utilisation des ressources qui en résultent et qui se traduisent par un « jour du dépassement » qui survient de plus en plus tôt dans l'année, menacent la viabilité de l'environnement. Or, le dépassement des limites planétaires, comme l'effondrement des services écosystémiques, peuvent en retour stopper la croissance et rendre l'avenir économique incertain. Paradoxe : ne mesurant pas les stocks, le PIB ignore par construction les limites planétaires et les dégâts environnementaux de la croissance, de laquelle il ne mesure donc pas la soutenabilité.

L'argumentation des tenants de la compatibilité de la croissance avec les limites planétaires est contrée par une série d'observations mises en évidence par leurs contradicteurs : la courbe environnementale de Kuznets ne se vérifie que dans quelques cas, le découplage est infiniment trop limité et trop partiel pour produire un effet véritable, le recours à la finance et aux mécanismes de marché est illusoire

face aux perspectives tracées par les scientifiques, les solutions technologiques sont insuffisamment développées et ne pourront pas être déployées à une échelle et dans des délais efficaces.

Plus fondamentalement encore, la monétarisation de la nature est déniée pour des raisons techniques (complexité), éthiques (la nature n'a pas de prix) et scientifiques (spécificité de la nature, à laquelle rien ne peut être substitué). Enfin, considérant que la « croissance verte » n'est pas et ne saurait être exempte de coût environnemental, proposition est faite de repenser l'économie à la lumière de la décroissance ou de la post-croissance.

II - Synthèse B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

A. Des fondements théoriques et des trajectoires contestés

L'idée d'un découplage entre croissance du PIB et impacts sur les ressources naturelles et l'environnement s'inspire des travaux de l'économiste Simon Kuznets, adaptés au champ environnemental au début des années 1990 par les économistes Grossman et Krueger. Ces derniers théorisent l'idée d'une croissance progressivement « verte » : une fois passé un certain seuil de développement économique allant de pair avec la satisfaction de ses besoins fondamentaux, une société serait plus encline à se préoccuper des problématiques environnementales et à y répondre, disposant des capacités techniques et financières permettant d'atténuer les effets négatifs de l'activité économique sur l'environnement. Se mettrait ainsi en place une production plus durable, avec un « découplage » entre activités économiques et pollution, au service de la recherche d'un environnement plus sain.

Ce découplage peut être :

→ absolu (lorsque la hausse du PIB entraîne une amélioration de l'environnement ou une baisse des impacts environnementaux de la croissance) ou relatif (lorsque l'augmentation du PIB est supérieure à l'augmentation des impacts sur l'environnement) ;

- total (valable pour l'ensemble des impacts environnementaux) ou seulement partiel (valable pour l'empreinte carbone uniquement par exemple) ;
- mondial ou local (un nombre limité de pays) ;
- pérenne ou conjoncturel (comme pendant les épisodes de confinement liés à la crise sanitaire de la Covid 19) ;
- rapide ou trop lent pour juguler la crise environnementale.

La possibilité d'un découplage entre croissance économique et externalités négatives sur l'environnement et les ressources naturelles fait débat. La pertinence du recours à la courbe environnementale de Kuznets est contestée par une partie majoritaire de la doctrine scientifique, pour plusieurs raisons : elle ne prend pas en compte d'importantes variables (consommation de produits importés, spécialisation des économies, irréversibilité des dommages environnementaux), les résultats varient largement en fonction des indices et des méthodes et des États ou groupes d'États étudiés. Enfin, le seuil de développement au-delà duquel les dommages environnementaux

commenceraient à régresser demeure sujet à caution et les constats diffèrent

suivant les externalités prises en considération.

B. Une croissance dont les externalités environnementales s'aggravent

Un découplage relatif entre la croissance économique et les émissions de gaz à effet de serre (GES) est avéré dans les pays développés. Mieux, des réductions soutenues pendant de longues périodes de croissance dans une trentaine de pays de l'OCDE, attestent la possibilité d'un découplage absolu. Par ailleurs, des courbes divergentes commencent à être observées dans un nombre limité de pays émergents ou en développement.

Plusieurs éléments invitent cependant à nuancer ces observations. D'une part, la baisse des émissions de GES dans certains pays correspond en partie à un déplacement des activités émettrices vers des pays dont les politiques climatiques sont moins ambitieuses. Ainsi, bien que l'intensité carbone du PIB ait été réduite de moitié depuis les années 1980, la courbe ascendante des émissions au niveau mondial n'a pas pu être infléchie. La plupart des réductions enregistrées l'ont été dans le secteur de l'énergie. Dans d'autres, comme celui des transports, elles demeurent stables ou continuent d'augmenter. Enfin, la sous-estimation de l'effet rebond dans les modèles de scénarios doit tempérer les espoirs d'une dissociation obtenue par la seule réduction de l'intensité carbone de la croissance. En toute hypothèse, le découplage ne saurait seul suffire à atteindre les objectifs climatiques mondiaux.

Le découplage de la croissance d'avec ses externalités négatives sur les autres dimensions de l'environnement naturel s'avère aussi incertain. Non seulement la pollution de l'eau ne diminue pas avec la croissance, mais

l'éventail des polluants tend à s'élargir avec la prospérité, malgré les avancées enregistrées dans la limitation des pollutions industrielles et agricoles. La Banque mondiale relève même une « *crise invisible de la qualité de l'eau* » dans les pays riches comme dans les pays pauvres, imputable notamment à l'intensification de l'agriculture, aux changements d'affectation des terres et à l'industrialisation croissante. En retour, il est estimé que le manque d'eau potable réduit la croissance d'un tiers.

La même incertitude prévaut concernant les terres. Surpâturage, piétinement du bétail, culture excessive, techniques d'irrigation ou apports d'engrais non viables qui aggravent la dégradation des sols, ont accompagné et alimenté l'essor économique. Il s'avère en outre que l'utilisation de pesticides, d'herbicides et de fongicides ne diminue pas lorsque les pays atteignent des revenus plus élevés.

Dans le même temps, l'accroissement du commerce international permet aux pays développés de déplacer les coûts écologiques de leur consommation. C'est ainsi, par exemple, que les importations de cultures et de bétail de l'Union européenne ont puissamment contribué à la déforestation et à l'appauvrissement de la biodiversité mondiales. Pourtant, les politiques internationales (1972-2016) en faveur de la biodiversité reposaient toutes sur des scénarios de croissance, en tablant sur un découplage possible entre croissance économique et perte de biodiversité. Deux vecteurs étaient censés y pourvoir : une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources puis, plus

récemment, une réorientation des investissements en faveur d'activités qui dégradent l'environnement et les écosystèmes vers des activités qui les préservent. Il reste que, sous l'effet du changement d'utilisation des terres, de la surexploitation des ressources naturelles, des effets du réchauffement climatique et de l'intensification des flux internationaux, source d'échanges de faune et de flore, la croissance est allée de pair avec une érosion de la biodiversité et une dégradation des écosystèmes.

La preuve reste à ce jour à administrer d'une conciliation possible entre croissance économique et préservation de la nature : de nombreux scénarios prévoient qu'à l'échelle planétaire, la biodiversité et les contributions régulatrices de la nature aux populations devraient encore décliner au cours des prochaines décennies.

C. Une croissance toujours plus consommatrice de ressources

Examiné à l'aune de la consommation de ressources naturelles, le découplage apparaît au mieux relatif. Si des progrès ont été ou sont enregistrés en termes d'intensité matérielle et énergétique, ceux-ci n'ont pas été globaux et stagnent parfois. En outre, l'utilisation mondiale de ressources est en hausse et s'accélère, au point de n'avoir jamais été aussi élevée qu'aujourd'hui. Ce constat se vérifie aussi bien pour les matériaux, avec une augmentation de 113 % de matières premières extraites entre 1990 (43 milliards de tonnes) et 2017 (92 milliards de tonnes), que pour l'eau. Les gains d'efficacité, qui sont à l'origine du découplage relatif observé dans son utilisation, ont été annulés par l'expansion des activités économiques : sa consommation a augmenté de 1 % par an au cours des quarante dernières années. Selon l'ONU, cette tendance devrait se poursuivre à un rythme similaire jusqu'en 2050, sous l'effet conjugué de la croissance démographique, du développement socio-économique

et de l'évolution des modes de consommation.

Le constat est légèrement moins tranché concernant l'utilisation des terres. La FAO observe que l'augmentation de la production alimentaire depuis 1998 s'est accompagnée d'une diminution des superficies exploitées, concluant que les gains de productivité ont permis de libérer des terres. Dans le même temps, les pertes forestières (estimées à 420 millions d'hectares à l'échelle mondiale depuis 1990) se poursuivent, mais à un rythme décroissant depuis le début du siècle. Ces découplages absolu et relatif demeurent cependant fragiles. Le PNUE relève que la concurrence foncière va très probablement s'accroître à l'avenir en raison du ralentissement de la progression des rendements des cultures céréalières et primaires, voire de leur recul, de sorte qu'à l'avenir, on ne pourra répondre à la demande qu'en mettant de nouvelles terres en culture. S'ajoute à ce phénomène une progression du taux

d'urbanisation mondial. L'étalement des villes, qui s'opère souvent au détriment des terres agricoles et des sols fertiles, devrait donc se poursuivre. Enfin, des chercheurs ont observé que pour chaque doublement du revenu, l'empreinte foncière augmente de 35 %.

Au total, il apparaît que le PIB demeure étroitement lié à la mobilisation de ressources naturelles, à commencer par l'extraction de matières premières. Le recours à l'économie circulaire (éco-conception, écologie industrielle, recyclage, etc.), aux énergies renouvelables, aux technologies de pointe et à leur convergence dans le cadre d'une « quatrième révolution industrielle » peut constituer un atout. Cependant, outre que cette dernière reste hypothétique, leurs seuls effets risquent de s'avérer insuffisants, d'autant que les technologies modernes, en particulier celles liées à la transition écologique, s'avèrent très gourmandes en métaux et génèrent des effets rebonds qui alimentent à leur tour la consommation.

Le cas de l'énergie n'est guère moins tranché que celui des matériaux. Bien que la croissance soit toujours allée de pair avec la consommation d'énergie, un découplage relatif s'est opéré entre 1971 et 2018. En moyennes annuelles sur la période considérée, l'augmentation du PIB mondial a été de 3,1 % et celle de la consommation mondiale d'énergie finale de 1,8 %. Certains scénarios (GIEC, AIE) envisagent une croissance de la consommation mondiale d'énergie faible ou nulle dans les prochaines décennies avec une croissance économique maintenue, soit un découplage absolu. Cependant, le scénario moyen de l'AIE table plutôt sur une augmentation de la demande mondiale en énergie primaire d'ici à 2040. En outre, le découplage requiert un basculement massif et rapide vers des énergies bas-carbone, une réduction de la demande et une

amélioration de l'efficacité énergétique, facteur clé pour les pays signataires de l'Accord de Paris. Or, pour espérer atteindre l'objectif de développement durable 7.3 des Nations unies, qui vise le doublement du taux annuel moyen d'amélioration de l'intensité énergétique primaire sur la période 2010-2030 par rapport à 1990-2010, ce taux doit passer de 1,9 % à 3,2 %. Par ailleurs, il semble que, du fait de l'effet rebond, environ 50 % des économies d'énergie résultant d'une amélioration de l'efficacité énergétique ne se concrétisent jamais dans la réalité.

En résumé

La question B postule la poursuite de la croissance du PIB. Il est par ailleurs admis que les effets de cette croissance sur la consommation des ressources naturelles et les impacts sur la nature, dont la diminution est un objectif de la transition écologique, doivent régresser. Cette régression passe par un découplage entre croissance et externalités environnementales négatives.

L'accord se réalise sur le fait qu'un tel découplage est non seulement possible mais effectif dans beaucoup de pays, y compris de pays en transition. Autre évolution convergente : l'idée suivant laquelle celui-ci se réaliserait quasi automatiquement au-delà d'un certain seuil de développement, largement contestée, est presque abandonnée. De même, les éléments cités pour expliquer ce découplage ne prêtent guère à controverse. Ils sont nombreux : augmentation de la part des services dans beaucoup d'économies, montée en puissance de l'économie circulaire (écoconception, réemploi, recyclage, réduction /valorisation des déchets), progrès techniques conduisant en particulier à une diminution de l'intensité matière et à une meilleure efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables, meilleure utilisation

des ressources, orientation des investissements vers les nouvelles technologies et l'innovation, substituabilité du capital naturel par des innovations techniques, comptabilisation du capital naturel et internalisation des impacts sur l'environnement, mise en œuvre de politiques publiques idoines (réglementations sectorielles, subventions et investissements publics, tarifications, etc.), quatrième révolution industrielle caractérisée par des innovations convergentes dans des domaines comme les biotechnologies, les nanotechnologies, l'intelligence artificielle, l'impression 3D et bien d'autres, montée en puissance de la sobriété etc.

Malgré ces points de convergence plus ou moins marqués, la controverse persiste. Elle repose essentiellement sur quatre points :

- La notion de découplage est multidimensionnelle. Il existe bien des exemples de découplages relatifs, voire absolus, mais qui restent géographiquement et sectoriellement limités. À ce jour, en effet, un découplage absolu, total, mondial, pérenne, rapide et suffisant n'est observé nulle part et semble impossible à atteindre. Au vu des limites des nombreux outils précédemment évoqués. Il apparaît au contraire que les pressions exercées sur la nature par les activités humaines se sont

renforcées depuis les dernières décennies du XX^e siècle ;

- Les pressions négatives sur l'environnement et la consommation de ressources s'accroissent globalement avec le développement économique et l'effet rebond des innovations et mesures envisagées n'est que peu ou pas pris en compte ;
- Les objectifs de transition écologique fixés aux niveaux international, régionaux (Union européenne par exemple) et nationaux ne sauraient être atteints, ni au regard des cibles, ni au regard des délais, au vu de l'ampleur et du rythme des découplages observés dans la réalité jusqu'à aujourd'hui ;
- Les scénarios et les modèles existants confirment que le type de croissance qui prévaut ne nous place pas sur une trajectoire permettant de réconcilier croissance économique et préservation de l'environnement naturel, exception faite de scénarios bâtis en fonction d'un objectif particulier et pour un pays donné. Par rapport aux objectifs climatiques par exemple, des scénarios prévoient que la transition vers une société bas carbone peut être menée à bien sans entraîner de récession globale à long terme³⁸.

38 Les scénarios *Transition(s) 2050, choisir maintenant agir pour le climat*, présentent de manière volontairement contrastée des options économiques, techniques et de société pour atteindre la neutralité carbone en 2050. L'Ademe précise que « La modélisation économique réalisée avec le modèle ThreeME montre que les différentes mesures permettant d'atteindre la neutralité carbone, y compris la sobriété, n'entraînent pas de décroissance économique, puisque tous les scénarios engendrent une croissance du PIB sur les 30 années (...) systématiquement meilleures que le scénario tendanciel. » <https://bibliothèque.ademe.fr/ged/6529/transitions2050-synthese-mars2024.pdf>

III - Synthèse C : La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

Au cours des travaux, la question initiale a été complétée par deux approches complémentaires portant respectivement sur les effets des

inégalités sur la croissance et l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté.

A. La croissance n'induit pas nécessairement une réduction des inégalités, tout dépend des mécanismes de redistribution mis en place.

1. À l'échelle nationale

Selon la courbe de Kuznets, les premières phases de développement économique s'accompagnent d'un accroissement des inégalités mais, à partir d'un certain seuil de développement, elles se stabilisent avant de décroître. Ce modèle demeure le fondement théorique de l'affirmation suivant laquelle, dans un marché sans entrave politique ou sociale, la croissance doit seule permettre une régulation du facteur d'inégalité. Cependant, l'observation de réalités divergentes dans différents pays a invalidé la relation de Kuznets, en montrant que la réduction des inégalités n'est pas mécaniquement associée à la croissance du PIB par habitant. Dans les pays pauvres, une certaine « corrélation positive » existe entre celle-ci, amélioration de la qualité de vie et réduction des inégalités. Au-delà d'un certain seuil de développement, en revanche, elle disparaît. Dans les pays riches, la recherche de la croissance peut même conduire à des politiques qui favorisent la montée des inégalités. Lorsque, pour « conquérir » de nouveaux marchés, des accords de libre-échange sont conclus, ils fragilisent la position

des travailleurs et travailleuses les moins qualifiés, dont les emplois sont aisément délocalisables et ils subissent la concurrence des pays où la main-d'œuvre est moins coûteuse, tandis que des politiques d'incitation aux investissements peuvent se traduire par un déplacement de la charge fiscale sur les ménages.

Au total, depuis que la mesure du PIB existe, aucune corrélation stable entre la hausse du PIB et la réduction des inégalités n'a pu être établie. Le rapport annuel sur l'état de la France 2022³⁹ évoque indirectement la question. Dans cet avis, il apparaît que, sur la période 1996-2018, il n'existe pas plus en France qu'ailleurs de corrélation nette entre la croissance du PIB et la réduction des inégalités. Trois périodes sont distinguées :

- 1996-2002 : le 1er décile de niveau de vie (en bas de l'échelle des revenus) progresse plus vite que le PIB ;
- 2002-2008 : il progresse moins vite (mais c'est aussi vrai du 9ème et du médian) ;
- 2008-2018 : décrochage du 1er décile par rapport au PIB.

³⁹ Rapport annuel sur l'état de la France 2022 – Changer de boussole pour dépasser l'urgence et préparer l'avenir, CESE, octobre 2022.

En réalité, qu'il y ait ou non croissance du PIB, la réduction des inégalités dépend des mécanismes de redistribution mis en place. En France par exemple, où ces mécanismes sont massifs en comparaison des autres pays de l'OCDE, le modèle social a permis de réduire l'écart de niveau de vie de 13 à 2,5 entre les déciles extrêmes, sur la période 2008-2018.

Cette réduction des inégalités passe par :

- des transferts monétaires publics (prélèvements obligatoires et prestations monétaires), qui corrigent une grande partie des inégalités primaires en France. Ainsi, le ratio de un à treize entre le revenu primaire moyen des 10 % les plus pauvres et celui des 10 % les plus riches est-il ramené de un à sept après transferts monétaires ;
- des transferts publics en nature (en particulier l'éducation et la santé), qui réduit ce ratio en termes de niveau de vie de 7 à 3. Les services publics contribuent ainsi pour 50 % à la réduction des inégalités, souligne l'Insee⁴⁰.

On peut donc estimer que, grâce aux outils de redistribution en France, l'écart de niveau de vie entre les 10 % les plus pauvres et les 10 % les plus riches est d'environ 2,5 alors qu'il serait de 1 à 13 dans un système sans aucune redistribution. En définitive, il apparaît donc que la réduction des inégalités est avant tout dépendante des politiques

de redistribution. En France, les évolutions des inégalités de niveau de vie de ces quarante dernières années suivent généralement celles des inégalités avant redistribution, mais tempérées par l'importance de sa protection sociale. Depuis 2008, l'effet redistributif accru du système socio-fiscal a largement compensé la hausse des inégalités avant redistribution.

2. À l'échelle internationale

La croissance ne semble pas non plus conduire de son seul fait à une réduction des inégalités entre pays ni au sein de la population mondiale, considérée dans son ensemble. À l'aune du coefficient de Gini ou de Theil, il apparaît que les inégalités se sont nettement creusées entre 1820 et 1990, malgré un rythme annuel moyen de croissance de 2,2 %. En tenant compte de l'augmentation de la population durant cette période, cela correspond à une multiplication par huit de la production par individu. Depuis 1990, en revanche, les inégalités se sont modérément atténuées, compensant de manière limitée leur aggravation durant les presque deux siècles précédents. Cette réduction des inégalités entre les habitants de la planète, puis entre les pays, est essentiellement due à une croissance mondiale fondée sur la globalisation des marchés et le libre-échange, dont ont tout particulièrement bénéficié la Chine et l'Inde, notamment en raison de leur stabilité politique. Entre 2000 et 2018, l'écart de PIB par habitant entre les vingt pays les plus

⁴⁰ Il est à noter que l'étude de l'INSEE ne prend pas en compte certains avantages en nature : logements sociaux, prestations monétaires comme tarifs réduits, gratuité, et aides facultatives des communes, etc.

riches et les vingt pays les plus pauvres du monde a diminué, passant d'un rapport de 48/1 à un rapport de 42/1, bien que les différences en valeur absolue se soient accentuées. Le poids démographique considérable de la Chine a d'ailleurs masqué la répartition très inégale de la croissance au niveau mondial. Dans le même temps, les dysfonctionnements de l'économie de marché ont provoqué une croissance des inégalités au sein de nombreux pays, particulièrement marquée dans les pays riches. Enfin, une attention particulière doit être accordée à la méthodologie utilisée pour mesurer les inégalités dans le monde : suivant que l'on utilise le coefficient de Theil ou l'un plutôt que l'autre des coefficients de Gini⁴¹, les courbes ne suivent pas exactement le même tracé et, ne mesurant pas les mêmes choses, peuvent même évoluer

dans des sens contraires à certaines périodes. Ainsi les inégalités entre pays ont-elles continué d'augmenter entre 1960 et 2000, tandis que les inégalités au sein de la « population mondiale » baissaient très légèrement de 1965 à 1990, puis très nettement ensuite. À compter de l'an 2000, les courbes sont orientées à la baisse, mais l'année 2020 a marqué un nouveau tournant, avec la rupture de ce cycle de convergence mondiale des revenus. Les personnes les plus pauvres ont payé le plus lourd tribut à la pandémie de COVID-19 : les pertes de revenu ont atteint en moyenne 4 % pour les 40 % les plus pauvres de la population, soit deux fois plus que pour les 20 % les plus riches. En conséquence, les inégalités dans le monde ont augmenté pour la première fois depuis des décennies.

B. La croissance du PIB a permis de réduire très significativement la pauvreté absolue, mais ses effets à l'avenir paraissent plus incertains

Pour comprendre la première affirmation, il convient de distinguer la pauvreté relative (mesurée relativement au niveau de vie médian d'une population) de la pauvreté absolue (où le seuil de pauvreté monétaire a une valeur fixée une fois pour toutes, définie à partir du coût d'un panier de biens et de services considérés comme indispensables -pour se nourrir, rester en bonne santé, etc.- quelles que soient les évolutions annuelles du niveau de vie dans la population)⁴². C'est ainsi qu'aux États-Unis, par exemple,

où le niveau de vie des plus pauvres a globalement progressé depuis vingt ans, mais moins vite que celui des plus riches, le taux de pauvreté relative a augmenté, tandis que le taux de pauvreté absolue a diminué. En d'autres termes, une aggravation des inégalités monétaires peut aller de pair avec une diminution de la pauvreté absolue pour un même taux de croissance.

Cette distinction entendue, toutes les études montrent que, jusqu'aux années 2020, la croissance a permis

⁴¹ Le premier est un coefficient de Gini des inégalités *entre pays* du monde non pondéré par le poids relatif de chaque pays dans la population mondiale. Le second est un coefficient pondéré par ce poids et mesure les inégalités entre habitants de la planète. Quant au troisième, il s'agit d'un coefficient d'inégalités mondiales combinant inégalités entre pays et inégalités internes à chaque pays.

⁴² Voir *Pour comprendre... la mesure de la pauvreté*, Insee en bref, Insee, septembre 2014. Le seuil de « pauvreté absolue », de 2,15 dollars US par jour, retenu par la Banque Mondiale pour mesurer la pauvreté dans les pays les moins développés, est une variante de cette méthode. Ce « seuil international de pauvreté » est calculé sur la base du seuil de pauvreté moyen des pays les plus pauvres du monde.

d'augmenter le niveau de vie des plus pauvres, c'est-à-dire de réduire la pauvreté absolue dans le monde. Une étude de la Banque mondiale montre ainsi que, depuis 1950, la croissance de l'économie, portée par la mondialisation, a permis de diviser par près de six le pourcentage de la population mondiale en situation de pauvreté extrême. Entre 1990 et 2010, le nombre de personnes en situation de pauvreté extrême a baissé de 500 millions. En 30 ans, ce sont 660 millions de Chinois qui sont sortis de la pauvreté. Pour l'ensemble de l'Asie, la pauvreté extrême, qui affligeait 77 % des populations à la fin du XX^e siècle, est tombée à 14 %.

Ce mouvement de réduction pourrait cependant marquer le pas dans les prochaines années. Cette même Banque mondiale note en effet que les progrès ont ralenti après 2014, que les dirigeants sont aujourd'hui confrontés à de plus grandes difficultés et que, si les tendances actuelles se maintiennent, 575 millions de personnes vivront encore dans l'extrême pauvreté et seulement un tiers des pays auront réduit de moitié leur niveau national de pauvreté d'ici à 2030. D'autres études soulignent même qu'en dépit de la croissance qu'ils ont connue après 2020, 160 pays ont été confrontés à une augmentation de l'extrême pauvreté, suggérant par-là que les bénéfices de la croissance économique ne profitent pas aux personnes et aux pays les

plus pauvres et qu'elle ne peut pas à elle seule réduire efficacement la pauvreté. Plus optimistes, d'autres publications, tablant sur une croissance positive favorisant emplois et revenus stables, estiment que la proportion de personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde devrait passer sous la barre des 2 % d'ici à 2050, contre 8 % aujourd'hui et descendre de 29 % à 7 % en Afrique. En réalité, beaucoup dépend de la façon dont les revenus sont répartis entre les pauvres. Si le revenu moyen des pauvres est proche de la ligne de pauvreté absolue (2,15 \$/jour) et que la dispersion de leurs revenus autour de cette moyenne est faible, on peut s'attendre à ce que la croissance réduise fortement le taux de pauvreté. Cependant, la Banque mondiale l'affirme elle-même : « *une famille ne sort pas de la pauvreté quand elle dépasse le seuil international de pauvreté* ». C'est pourquoi, depuis 2018, elle a établi deux autres seuils pour prendre en compte le développement des pays pauvres et émergents : 3,65 et 6,85 dollars par jour. Pour ces seuils, les taux de pauvreté dans le monde en 2019 sont respectivement de 25 % et de 47 %. Le ralentissement de la réduction de la pauvreté constaté au seuil de 2,15 dollars EU n'a pas été observé aux seuils supérieurs. La pauvreté a continué de diminuer à un rythme relativement constant jusqu'en 2019, avant le coup d'arrêt porté par la pandémie de COVID-19.

C. Dans la durée, les inégalités semblent nuire à la croissance, sans que la corrélation observée puisse tenir lieu de relation causale

La théorie économique sur la

corrélation entre inégalités et

croissance s'est rééquilibrée et quasi inversée dans les dernières décennies. Selon la thèse de la productivité marginale, dominante jusqu'aux années 1990, les inégalités sont un moteur de la croissance et profitent à tous, d'une part en récompensant et incitant les plus productifs à l'effort, à l'innovation et à l'entrepreneuriat, d'autre part en favorisant l'épargne. La recherche de l'optimum économique repose ainsi sur un arbitrage entre équité et croissance. En d'autres termes, la réduction des inégalités doit être entreprise avec circonspection pour ne pas faire disparaître les incitations nécessaires à la croissance économique. Cette vision a d'abord été tempérée par l'invitation à se garder de toute interprétation causale de la relation positive entre inégalité initiale de revenu et croissance économique, puis par l'affirmation que, si les dépenses engagées pour réduire les inégalités n'aident pas la croissance, elles n'y font pas non plus obstacle. Cette même vision a ensuite été contredite, notamment par des observations de l'OCDE, du FMI et de la Banque mondiale. Il est progressivement apparu que les inégalités monétaires entre les 40 % les plus défavorisés et le reste de la société desservent la croissance. Les inégalités sont en effet à l'origine de performances scolaires moins bonnes, d'une cohésion plus faible, d'une limitation de la mobilité sociale et du développement des compétences. En outre, leurs conséquences sur la santé, le stress dû notamment à l'insécurité quotidienne, à la comparaison permanente aux autres, n'apparaissent pas comme des facteurs favorables à la productivité de l'économie. Un rapport de l'OCDE montre d'ailleurs que la croissance économique progresse plus vite dans les pays où les inégalités de revenus diminuent que dans ceux où les inégalités de revenus augmentent. En définitive, le fait que les inégalités ont en

réalité un impact négatif sur la croissance est en train de s'imposer comme nouvelle opinion commune dans le débat public en économie, sans pour autant que ce constat soit élevé au rang de relation causale. D'une comparaison entre les pays de l'OCDE ne ressort qu'une seule corrélation significative : les inégalités de revenu présentes sont facteurs d'une plus faible croissance future.

En résumé, l'analyse argumentaire réalisée met en évidence que la croissance :

- a contribué à réduire le nombre de personnes vivant dans la grande et l'extrême pauvreté jusqu'en 2020, mais que les perspectives sont depuis lors plus incertaines ;
- a permis une réduction des inégalités à l'échelle planétaire entre individus et entre pays à partir des années 1990-2000, mais au prix d'une augmentation des inégalités dans de nombreux pays, notamment les pays développés ;
- ne réduit pas les inégalités dans une relation mécanique de cause à effet, la réduction résultant des politiques de redistribution mises en place, indépendamment du niveau de croissance ;
- est d'autant plus favorisée dans le long terme que les inégalités sont réduites dans les pays considérés.

IV - Synthèse D : Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

Dans cette partie, nous nous intéressons au lien entre croissance et financement du modèle social français et de nos services publics.

Le financement de notre modèle social repose sur les cotisations sociales et les impôts et taxes. En cela, notre modèle social est dépendant de l'activité économique et jusqu'à maintenant, il était admis qu'il était assis sur la croissance. La décroissance pourrait donc poser la question de la pérennité de notre modèle social⁴³ et de l'adaptation du service public. Il convient néanmoins de signaler que, d'ores et déjà, notre modèle social est en difficulté au regard des objectifs qui lui sont assignés : du fait de nombreuses évolutions pesant à la fois sur les recettes et sur les dépenses (taux d'emploi, taux de cotisation, crises économiques, etc.), le régime de la sécurité sociale a connu depuis 2008 plus d'années déficitaires qu'à l'équilibre.

Sur la seule période 2017-2023, les déficits cumulés (120 milliards d'euros par an) proviennent à hauteur de 40 % (soit 50 milliards par an, près de 2 % du PIB) du déséquilibre fondamental du régime des prestations sociales, dont la moitié pour les retraites. Or les dépenses de solidarité sociale devraient être idéalement équilibrées, sauf à faire porter cette

charge lourde sur les générations futures.

Côté ressources : Quelles seraient les conséquences directes d'une croissance nulle ou d'une décroissance sur le financement de notre modèle social ? La perte de recettes pèserait sur ce financement mais elle pourrait être modérée voire neutralisée par des choix de politiques publiques et de répartition des ressources ou richesses créées. De plus, diverses sources de financement (nouvelles ou non) pourraient être mobilisées (fiscalité, dette, création monétaire).

Au fond, le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics sont avant tout un choix politique qui doit se traduire dans l'allocation de ressources suffisantes pour faire face aux besoins, et ce quelle que soit l'évolution du PIB.

Côté dépenses : Des éléments structurels et prévisibles permettent de projeter une augmentation constante des dépenses liées à notre modèle social. Les questions démographiques, l'augmentation de l'espérance de vie et l'augmentation des dépenses liées à la perte d'autonomie constituent des facteurs structurels pesant de façon croissante sur les dépenses et qui peuvent être aggravés par une pandémie. De plus, les catastrophes

43 Rapport Draghi - 97e481fd-2dc3-412d-be4c-f152a8232961_en (europa.eu)

naturelles vont accroître la vulnérabilité des foyers et se traduire par des dépenses de protection sociale en hausse face au défaut assurantiel. En revanche, les dépenses de santé pourraient être contenues avec des mesures améliorant la qualité de l'air, la qualité nutritionnelle de l'alimentation ou encore les liens sociaux (santé mentale).

Les dépenses liées à notre modèle social, en plus d'autres dépenses budgétaires jugées incompressibles, contribuent aux déséquilibres de nos finances publiques, ce qui pèse sur nos marges de manœuvre. La France, en procédure de déficit excessif par la Commission européenne, est fortement incitée à retrouver un équilibre budgétaire.

Des mesures de prévention et des modes de vie davantage respectueux de l'environnement, notamment la sobriété, peuvent également contribuer à limiter les hausses des coûts, vivre plus sainement permettant de limiter les maladies chroniques.

Les services publics constituent un puissant levier de redistribution et, en cela, sont un investissement en faveur d'une moindre vulnérabilité des ménages. Ceci contribue indirectement à une limitation des dépenses sociales ultérieures.

Le renforcement de notre résilience, qui nécessite cependant des investissements dès aujourd'hui, jouera également en faveur de moindres dépenses dans le futur.

En résumé, si historiquement, notre modèle social et nos services publics ont été essentiellement financés par la croissance de l'activité économique, les récents déficits de la sécurité sociale et l'endettement public croissant interrogent les conditions à réunir (nouvelles recettes et/ou diminution des dépenses) pour assurer le maintien de notre modèle social et de nos services publics. Il

apparaît possible et souhaitable de les sauvegarder même sans croissance. Cela induirait d'une part des décisions politiques d'allocations prioritaires des ressources en faveur de la protection sociale et des services publics et, d'autre part, de renforcer dès aujourd'hui les investissements de prévention et de résilience pour contenir demain l'augmentation des dépenses sociales. Dit autrement, il s'agit à la fois d'une réaffectation des ressources d'une part, et de la capacité du service public à améliorer son efficience d'autre part.

V - Synthèse E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

Le bien vivre, le bien-être et le bonheur sont des notions subjectives que les économistes n'ont commencé à explorer qu'à partir des années 1970, notamment avec les travaux de Richard Easterlin⁴⁴. Ce dernier distingue plusieurs effets qui rendent le lien entre croissance et bien-être complexe :

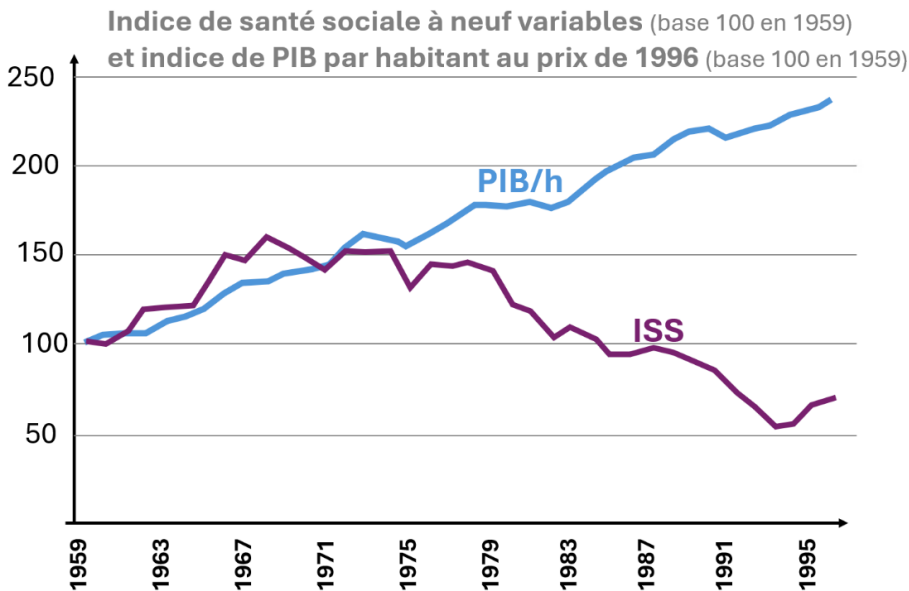
- Effet de seuil : au-delà d'un certain seuil, la croissance n'augmente plus le niveau de bonheur individuel ou collectif ;
- Effet de comparaison : le niveau relatif de revenu est plus important que le niveau absolu ;
- Aversion à la perte : une perte de revenu génère une baisse de bien-être nettement supérieure à la hausse de bien-être découlant d'une augmentation de revenu de même ampleur ;
- Effet d'habituation : plus nos revenus augmentent, plus le niveau de revenu que nous estimons nécessaire pour vivre correctement augmente.

Ces effets peuvent s'accumuler ou se neutraliser et la subjectivité des acteurs peut varier. Cependant, avec l'effet de seuil, R. Easterlin a mis en évidence un paradoxe : à partir d'un certain seuil, le bonheur n'est plus corrélé avec la richesse. Ses travaux sont donc souvent référencés dans les recherches autour de la décroissance ou de la post-croissance : l'émergence même des théories de la décroissance s'explique pour partie par le constat selon lequel la recherche de la croissance ne permet pas d'améliorer le bien-être de façon homogène et égalitaire.

Dans les années 1990, Marc et Marque-Luisa Miringoff⁴⁵ ont mis en évidence le décrochage entre l'indice de santé sociale et l'indice de PIB par habitant aux États-Unis à partir de 1974 (graphique) : la croissance du PIB ne se traduit pas par une amélioration de l'indice de santé sociale (ISS : indice composite qui mesure la qualité de vie et le bien-être social).

44 La richesse ne fait pas le bonheur : du paradoxe d'Easterlin à celui d'Adam Smith | Cairn.info

45 Miringoff M., Miringoff M-L., Opdycke S., « *The Growing Gap between Standard Economic Indicators and the Nation's Social Health, Challenge* », Juillet-août, 1996.



Source : L'indice de santé sociale — Sciences économiques et sociales / ens-lyon.fr (concerne les États-Unis)

En France, les travaux de Florence Jany-Catrice sur l'ISS dans les régions⁴⁶, citant les travaux de Jean Gadrey et d'Eloi Laurent, montrent une décroissance entre PIB/habitant et ISS : « *Au-delà d'un certain niveau de revenu ou de PIB/habitant, les dimensions du bien-être ne leur sont plus liées* ».

Au niveau international, les publications des différents indices par les organismes internationaux (indice de développement durable, « *happy planet index* », « *world happiness report* ») tendent également à démontrer l'absence de corrélation forte entre PIB et bonheur. L'OCDE mesure régulièrement le bien-être en se basant sur 11 dimensions⁴⁷ et les met en

regard des ressources nécessaires au bien-être futur (capital naturel, capital humain, capital économique, capital social). Le Parlement européen travaille par ailleurs sur les problématiques de la post-croissance⁴⁸ pour mieux prendre en compte les dimensions sociales et environnementales dans les choix de financement, les calculs de rentabilité des investissements et l'évaluation des politiques publiques.

Des économistes questionnent cependant ces analyses. Claudia Senik maintient qu'en dépit des effets de seuil, de comparaison ou d'habitude, la croissance tend à améliorer le bien-être⁴⁹. Elle insiste cependant sur la

⁴⁶ La santé sociale des nouvelles régions françaises et son évolution (2008-2016) (hal.science)

⁴⁷ Revenu et patrimoine, travail et qualité de l'emploi, logement, santé, connaissances et compétences, qualité de l'environnement, bien-être subjectif, sécurité, équilibre travail-vie, liens sociaux, engagement civique.

⁴⁸ <https://www.beyond-growth-2023.eu>

⁴⁹ L'économie du bonheur | Cairn.info,

notion de « mouvement » selon laquelle le sentiment de bien-être est davantage lié au progrès et à la nouveauté qu'à la possession de biens matériels ou à l'augmentation du pouvoir d'achat. Cela recoupe la vision eudémonique du bonheur, centrée sur la réalisation de soi. Selon cette approche, le bien vivre ne serait pas fortement dépendant de la croissance.

Pour autant, les ressorts de la société de consommation, qui tendent à renouveler sans cesse les besoins et les plaisirs des consommateurs et exercent une pression délétère sur les limites planétaires, contribuent à renforcer les liens entre croissance et bien vivre. Les notions de bien vivre, de bien-être et de bonheur tendent à se confondre avec celles du pouvoir d'achat, de modes de vie, de statut social, de possessions et de plaisirs. Sur les besoins de mobilité, notamment aérienne, la prise en compte des externalités négatives dans la construction des prix (et les tarifs aériens) pourrait contribuer à peser sur la demande (signal-prix).

Les théories de l'économie du bien-être se sont construites précisément pour remettre les hommes et la planète au centre de l'équation⁵⁰. Pour certains économistes tels que Fabrice Flipo, au-delà même du lien entre croissance et bien vivre et d'une stagnation séculaire qui pointe, il y a une « *nécessité de la décroissance* » fondée sur des arguments écologiques, économiques, anthropologiques,

démocratiques et spirituels⁵¹. Face à ces constats, la question est de savoir comment subvenir à nos besoins sans utiliser davantage de ressources. Cela appelle une réflexion et une redéfinition collectives de ce que sont ces besoins et une remise en cause profonde de l'idéologie de la croissance du PIB⁵². Cette réflexion permettra alors l'émergence d'un nouveau récit dont l'appropriation devrait être facilitée en raison du caractère démocratique de la démarche.

Enfin, dans les pays en développement qui n'ont pas atteint le seuil au-delà duquel se constate un décrochage entre croissance et bien vivre, les termes de la question se posent différemment. De même, dans une économie globalisée où les économies nationales sont fortement interdépendantes, la France peut-elle faire le choix d'une remise en cause profonde de l'idéologie de la croissance du PIB si l'Europe et le reste du monde ne changent pas de paradigme ? Cette problématique est abordée dans la question F.

En résumé, un large consensus scientifique appuie le principe selon lequel, à partir d'un certain seuil, le bonheur n'est plus corrélé avec la richesse. Il est probable que ce seuil diffère selon que l'on se situe dans une économie avancée ou en développement et que l'on intègre ou pas l'accès aux soins et la qualité de ceux-ci. Dans la mesure où les incitations à consommer des biens et services continuent d'influencer

⁵⁰ Jean Gadrey, « *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire* » (2010. Réed. 2015).

⁵¹ <https://ses.ens-lyon.fr/articles/la-solution-de-la-decroissance>

⁵² <https://ses.ens-lyon.fr/articles/vers-une-societe-post-croissance>

fortement les comportements, les tensions entre consommation effrénée et dépassement des limites planétaires vont croissantes. Cela appelle l'émergence

d'un nouveau récit sur la possibilité de bien vivre dans la sobriété, récit qui doit convaincre largement et rapidement.

VI - Synthèse F : La France a-t-elle la capacité d'organiser la décroissance si l'Europe et le reste du monde visent la croissance ? Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?

Ces deux sous-questions interrogent la possibilité de la décroissance à l'échelle macroéconomique d'une part (pays, région, monde) et au niveau des entreprises d'autre part.

Il n'existe actuellement pas de modélisation économique explorant les conditions et les effets d'une décroissance qui serait un choix volontaire des pouvoirs publics (et non une récession subie). En conséquence, le débat autour de la décroissance ne peut s'appuyer sur des modèles.

Cependant les scénarios de décroissance restent rudimentaires. La décroissance est conçue comme un abaissement du revenu par habitant par tranche de 10 000 dollars par an. Mais ce premier travail tend à montrer que la variable

du PNB influe significativement sur la « faisabilité » de la neutralité carbone : le déploiement des renouvelables n'a plus besoin d'avoir lieu à la vitesse de l'éclair et, surtout, les émissions négatives (le CO₂ récupéré de l'atmosphère et stocké sous terre) deviennent moins titanesques.

S'y ajoute l'incomplétude de l'indicateur qu'est le PIB, auquel est réduite notre notion de croissance. Indicateur de flux et non de stock, excluant de son périmètre certaines activités non marchandes contribuant au bien-être et à l'inverse incluant les accidents de la route par exemple, le PIB ne devrait représenter qu'une dimension de la croissance. La question E aborde les indicateurs complémentaires tels que l'indicateur de santé sociale.

A. La France a-t-elle la capacité d'organiser la décroissance si l'Europe et le reste du monde visent la croissance ?

Même si le reste du monde recherche la croissance, on constate qu'en tendance, les économies des pays industrialisés tendent vers la stagnation et la croissance des pays émergents ralentit également : faut-il se préparer à un monde sans croissance ou le laisser advenir ?

Depuis le milieu du XX^e siècle, le taux de croissance du PIB tend à diminuer dans les pays de l'OCDE, laissant entrevoir le moment où de nombreux pays seront en stagnation (France, Allemagne (RDA avant 1990), États-Unis - cf. tableau ci-dessous tiré des données de la Banque mondiale -, mais également des pays d'Europe de l'Est et de l'Asie du Sud-Est).

Évolution du PIB	France	Allemagne	États-Unis	Pays à revenu faible et intermédiaire	Monde
Moyenne des années 1960	5,70 %	nd	4,66 %	4,57 %	5,12 %
Moyenne des années 1970	4,10 %	3,08 %	3,19 %	5,66 %	3,81 %
Moyenne des années 1980	2,35 %	1,96 %	3,12 %	3,56 %	3,14 %
Moyenne des années 1990	2,02 %	2,17 %	3,23 %	4,35 %	2,99 %
Moyenne des années 2000	1,46 %	0,77 %	1,92 %	6,16 %	4,79 %
Moyenne des années 2010	1,42 %	1,96 %	2,25 %	5,48 %	2,44 %
Moyenne des années 2020 à 2022	0,45 %	0,38 %	1,70 %	3,33 %	2,17 %

Il semble qu'aucun pays n'a fait le choix volontaire d'une décroissance ; celle-ci, quand elle advient, est bien souvent subie plutôt que voulue (*cf.* statistiques de la Banque mondiale). Certains pays choisissent de prendre en compte des indicateurs de bien-être qui peuvent raboter la performance des économies telle que mesurée par le PIB (Finlande, Nouvelle-Zélande) ; le Bhoutan suit l'indicateur « bonheur national brut » ; le bien-être ou le bonheur de leurs citoyennes et citoyens

n'en est pas pour autant assuré. En effet, ces pays rencontrent des difficultés d'ordre tant économique que social accompagnées parfois d'une montée des partis populistes comme en Nouvelle-Zélande.

Dans ce contexte, réguler les économies nationales et le commerce international dans un monde sans croissance (avec un vieillissement marqué de la population) apparaît essentiel. Une coopération mondiale, si elle était mise en place, permettrait de

mieux anticiper les conséquences des évolutions démographiques, d'impulser l'innovation scientifique et de déployer la culture du recyclage. Cependant, on observe plutôt une compétition générale, notamment liée aux tensions géopolitiques. Le rapport cosigné par Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz parle aussi de la nécessité d'une coordination de l'action collective avec une jauge commune pour mesurer les efforts (prix du carbone explicite, effectif, implicite). Pour la première fois, la possibilité d'une réduction du commerce international est envisagée et avec elle, la fin de la mondialisation telle qu'elle a été mise en œuvre ces dernières décennies, du moins une régionalisation des échanges.

En attendant, la France et ses entreprises font face à des enjeux de compétitivité et de souveraineté.

La désindustrialisation en France s'est faite au prix d'une perte de souveraineté dans des secteurs jugés aujourd'hui stratégiques dans le contexte de la transition écologique et numérique (métaux rares, composants électroniques, santé). La réindustrialisation fait face à des obstacles : manque de surface pour les usines, manque de compétences, montée des taux d'intérêt. Le déficit commercial de la France est le plus important de l'UE ; l'excédent sur les services et les finances limite partiellement ce déficit.

Dans le passé, la France a su accompagner la décroissance de certains secteurs tout en investissant dans d'autres (énergie, aéronautique).

En France, sur fond de choix politiques résolument tournés vers la désindustrialisation sur le territoire national et de priorité accordée au tertiaire, plusieurs secteurs ont connu des décroissances, des transformations voire des disparitions (mines de charbon, sidérurgie, jouets, textile, une partie de

l'automobile...). Ces évolutions ont marqué durablement la structure du PIB (baisse de la contribution de l'industrie dans la formation du PIB et des équilibres de la balance commerciale).

Les États et les entreprises interagissent autour des enjeux de délocalisation, de réindustrialisation et de commerce international : **organiser la décroissance dans un seul pays, y compris de l'empreinte matérielle**, appelle à développer la souveraineté, l'autonomie dans les secteurs vitaux tels que l'alimentation, la santé, le logement ainsi que pour les composants électroniques (transports). La France pâtit d'un retard dans l'approvisionnement en matières premières : dans un monde qui se balkanise, les enjeux de souveraineté industrielle et énergétique sont de plus en plus importants.

L'échelon régional peut aussi offrir un espace d'évolution économique sans croissance, avec des secteurs qui contribuent à la croissance tandis que d'autres sont progressivement mis en sommeil. Les Hauts-de-France se sont ainsi engagés en 2016 dans une ambitieuse « troisième révolution industrielle » visant notamment une transition énergétique avec l'objectif de 100 % d'énergie renouvelable d'ici 2050 et une montée en puissance de l'économie circulaire et de la fonctionnalité, induisant une « *décroissance rapide des prélèvements de ressources naturelles non renouvelables* ».

Aujourd'hui, la sobriété matérielle constitue un levier de puissance tant en termes de soutenabilité que de souveraineté.

Le groupe de travail s'est penché sur l'économie de la fonctionnalité et de la coopération qui repose notamment sur l'économie circulaire et l'éco-conception, éléments fondamentaux permettant à un pays de limiter la consommation de

matière première. Dans son avis sur l'économie servicielle⁵³, le CESE analyse les avantages et potentiel de création de valeur portée par ce modèle économique qui repose, tout comme l'économie de la fonctionnalité, sur une moindre consommation de matières (éco-conception, analyses de cycles de vie, lutte contre l'obsolescence programmée) ainsi que davantage de collaborations au sein de l'entreprise et d'interactions avec l'écosystème local.

Selon l'économiste Emmanuel Hache, la sobriété, en réduisant les besoins en matières premières et en importation, peut être un levier de puissance pour les pays, avec un effet d'entraînement potentiellement important. Pour qu'elle pénètre les différents pans économiques et sociaux d'un pays, la sobriété

dépend d'un élan collectif vers l'acceptation généralisée d'une « *norme du suffisant* » (André Gorz) permettant l'inscription dans la législation (par exemple, dans le prix du carbone) et entraînant une baisse de la consommation. En plus des effets positifs de la sobriété, la relocalisation des productions peut contribuer à une réduction des chaînes d'approvisionnement et donc à une plus grande souveraineté économique.

Selon Emmanuel Hache, ne plus consommer de matière première, c'est-à-dire se suffire du recyclage et du ré-usage, n'est possible que dans une situation de stagnation séculaire. Le développement des circuits courts, de l'éco-conception et du recyclage ainsi que la fin du gaspillage constituent des enjeux majeurs.

B. Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?

Le terme « décroissance » ne fait pas partie du vocabulaire des entreprises. Outre des facteurs exogènes (les modes de consommation favorisant la sobriété peuvent contribuer au ralentissement de la croissance), dans certaines conditions, une entreprise peut survivre sans croissance pendant un certain temps, notamment les professions libérales, les artisans, pour lesquels la croissance vient de l'expérience, de la notoriété. Dans d'autres cas, il peut s'agir d'une période transitoire - réorientation stratégique,

renouvellement de matériels, évolution des compétences - et il faut imaginer que l'entreprise dispose de suffisamment de fonds propres pour traverser cette période. Certaines entreprises changent leur modèle économique, produisant moins de biens mais dégageant plus de marge via des offres de services (économie de la fonctionnalité et de la coopération, économie servicielle). Certaines entreprises enjoignent à leurs clients de diminuer leur consommation (Schneider compte parmi ses 10 indicateurs clés l'objectif de faire

⁵³ Pour une économie servicielle sociale et soutenable : de la propriété à l'usage – conjuguer performance et confiance au service de l'environnement et de l'humain – Patricia Blancard et Fany Ruin, juin 2023.

décroître leur consommation d'énergie) dans l'esprit des directives CSRD (*Corporate Sustainability Reporting Directive*) et CSDD (« *Corporate Sustainability Due Diligence* », devoir de vigilance).

Dans un monde sans croissance, le retour sur investissements peut être positif mais sur le long terme : or les investisseurs continuent de rechercher des retours sur investissements (ROI) à deux chiffres, posant un problème d'accès aux financements nécessaires à la transformation du modèle économique de l'entreprise. Dans le passé, les concentrations ont permis à certaines entreprises de continuer à croître, comme l'illustre l'exemple de l'industrie de la défense américaine après la fin de la guerre froide (la moitié a été rachetée par l'autre moitié, les actionnaires ont investi dans d'autres secteurs et activités) : le ROI peut être compatible avec la décroissance de secteurs. Il revient à la puissance publique de gérer les risques d'oligopole découlant de ces concentrations.

Il existe une autre façon de poser les termes de cette question : toutes les entreprises ont-elles besoin de croître inexorablement ? Le groupe rappelle ici que les entreprises à capital familial n'ont pas les mêmes besoins de croissance que les entreprises dépendantes des fonds d'investissement.

En résumé : Dans leur dernier ouvrage, « *La Grande rupture* », MM. Lorenzi et Villemeur proposent un nouveau paradigme de croissance durable et inclusive au XXI^e siècle : « *Les trois piliers sur lesquels peut se construire un nouveau paradigme sont, d'une part, les données économiques et sociales destinées à construire un avenir soutenable, d'autre part, les normes sociales qui doivent s'imposer et, enfin, les représentations du monde après la rupture. Les premières relèvent de nouvelles répartitions, le cadre même d'un nouveau contrat social, donnant à la croissance la mission de satisfaire sur le long terme le bien-être de l'ensemble de la population, toutes générations confondues.* »⁵⁴.

Ce nouveau modèle repose sur six répartitions à repenser : (i) salaires/profits, (ii) investissements induisant des destructions versus ceux induisant des créations d'emplois, (iii) actifs risqués/sûrs, répartition (iv) des revenus entre générations, (v) des emplois selon les qualifications et (vi) des dépenses selon leur caractère social ou privé.

Cependant ce nouveau paradigme n'intègre pas les limites planétaires qui conditionnent les fondements même de la croissance. D'autres modèles méritent d'être pris encore, notamment les modèles de post-croissance⁵⁵ portés notamment par Mmes Jany-Catrice et Méda⁵⁶ ou encore pour M. Gadrey⁵⁷.

54 Chapitre 4. Un nouveau paradigme pour la croissance au XXI^e siècle | Cairn.info

55 Revue L'Économie politique 2023/2 | Cairn.info

56 Faut-il attendre la croissance ? - Florence Jany-Catrice, Dominique Méda | Cairn.info

57 Une économie post-croissance riche en emplois | Cairn.info

Conclusion

Le choix du CESE de se livrer à l'analyse de controverse qui précède résulte d'un constat et d'une exigence. Le constat est celui d'une tension entre deux nécessités du temps : la réalisation d'une transition écologique qui permette d'ajuster les modes de production et de consommation aux besoins de la population et aux limites de la planète tout en dégageant les moyens à même d'assurer la pérennité d'un niveau de vie, un niveau et une qualité des emplois satisfaisants et des finances publiques suffisamment alimentées pour maintenir des systèmes de protection sociale et des services publics à un niveau de performance correspondant aux attentes de la société. L'exigence réside dans la contrainte temporelle imposée par la rapidité et l'ampleur de la dégradation de l'environnement naturel du fait des activités humaines, qui appelle à questionner d'urgence au niveau de l'OCDE, voire au niveau mondial, la refonte de notre modèle économique actuellement piloté par la croissance du PIB au niveau macro-économique et fondé sur le retour sur investissement (ROI) au niveau microéconomique.”.

Dans cet exercice, le CESE s'est efforcé, pour chacune des six questions retenues pour l'analyse, d'une part, de mettre en exergue et clarifier les arguments en présence, d'autre part, de mettre en lumière les enjeux sous-jacents à chaque grande question afin de faciliter les débats et travaux ultérieurs au CESE. En tant qu'assemblée de la société civile organisée réunissant l'ensemble des

partenaires économiques, sociaux et environnementaux, il a à la fois la légitimité et le devoir de s'impliquer dans cette question, qui devra être au cœur de la construction des futures politiques publiques et ouvrir la voie à une réflexion de fond sur l'avenir et l'éventuelle refonte de notre modèle de société. Aussi, cette étude ne prendra tout son sens que si elle ouvre des pistes de travail, non seulement pour le CESE lui-même, mais pour les instances politiques, au premier rang desquels le Parlement. Il est temps, en effet, que les réflexions sur les systèmes économiques et les modèles de développement s'étendent bien au-delà des milieux académiques et des cercles de réflexion plus ou moins militants, pour imprégner l'ensemble des débats publics. En parallèle, il importe évidemment que les travaux scientifiques sur le sujet se poursuivent et s'approfondissent. Des pistes et des échéances pourraient être collectivement déterminées, par exemple avec le concept de post-croissance, dont l'approche apparaît moins conflictuelle et plus féconde que l'opposition croissance/décroissance, mais dont les enjeux et le modèle théorique nécessitent d'être clarifiés et plus largement débattus. Parmi les travaux du CESE, la résolution de 2015 sur un tableau de bord d'indicateurs complémentaires au produit intérieur brut (PIB), élaboré en partenariat avec France Stratégie, constitue l'un des jalons de cette réflexion de fond qu'il convient de poursuivre. Dans tous les cas, ce travail de réflexion collective et de co-construction devra porter sur les réorientations ou refontes envisageables d'un

système économique dominant encore trop souvent axé sur la seule croissance du PIB, en accordant une attention particulière aux secteurs essentiels à la mise en place de conditions de vie satisfaisantes, comme l'éducation, la recherche, l'alimentation et la santé.

Les limites d'une telle entreprise, au-delà des résistances d'intérêts, résident dans l'échelle à laquelle la réflexion et l'action doivent être menées. *A minima*, la réorientation de l'économie de demain doit être pensée au niveau européen, cadre intégré dont la France est partie prenante, la gouvernance économique étant un pilier essentiel de l'Union économique et monétaire. Idéalement, elle devrait même être conduite au niveau mondial. Toutefois, elle ne pourrait l'être dans des délais raisonnables et avec des effets tangibles que s'il existait une concertation pour une coopération, ce qui ne semble pas actuellement à l'ordre du jour. Pourtant, le besoin de penser le développement durable des pays émergents sur des bases différentes de celles sur lesquelles l'essor des anciens pays industrialisés s'est réalisé est patent. Il est en effet apparu que, telle qu'elle s'est exprimée, la croissance économique des pays de l'hémisphère nord n'est pas durable et qu'elle ne peut donc servir de modèle pour les pays dont le niveau de vie doit continuer de progresser.

Il reste qu'un exercice comme celui auquel le CESE s'est livré pourrait et devrait en inspirer d'autres pour parvenir

collectivement à un constat partagé sur la nécessité d'une évolution des sociétés vers des modèles de développement plus sobres et durables, mais aussi sur les voies et moyens pour opérer les transitions nécessaires dans les délais les plus rapprochés. La remise en question du PIB comme indicateur de la croissance sur la base d'une mise en évidence de ses limites et de ses insuffisances, le développement de nouveaux modèles économiques tels que l'économie circulaire ou l'économie servicielle, le constat d'une absence de soutenabilité du modèle de développement à l'œuvre depuis la Seconde Guerre mondiale et la nécessité de s'orienter vers des modes de vie plus sobres constituent autant de signes d'une évolution des mentalités, sans pour autant effacer l'intégralité des doutes, des réticences ou des oppositions. Ils constituent néanmoins des voies de passage possibles pour repenser et construire des sociétés plus durables qui, en respectant la biocapacité et une juste allocation des efforts à accomplir, n'hypothèqueront plus le devenir et le bien-être des générations futures. Des récits partagés et mobilisateurs restent à construire pour porter ces perspectives de développement inédites, conduisant à de nouveaux modèles de société car, à ce stade, aucun n'intègre explicitement la prise en compte nécessaire des limites planétaires.

Annexes

1

Composition de la commission Environnement et de la commission Économie et finances à la date du vote

Commission Environnement

Président

Sylvain BOUCHERAND

Vice-Président

Evanne JEANNE-ROSE

Vice-Président

Gilles VERMOT
DESROCHES

Agir autrement pour l'innovation sociale et environnementale

Claire TUTENUIT

Agriculture

Antoine AMÉCOURT
(d')

Thierry COUÉ

Alain DURAND

Pascal FEREY

Alternatives sociales et écologiques

Eric MEYER

Artisanat et professions libérales

Aminata NIAKATÉ

Associations

Martin BOBEL

Benoît MIRIBEL

Jean-Pascal
THOMASSET

CFDT

Soraya DUBOC

Pascal GUIHÉNEUF

Marie-Hélène MEYLING

Albert RITZENTHALER

CFTC

Eric HEITZ

CGT

Laurence HOEFFLING

Alain Le CORRE

Fabienne ROUCHY

Fabienne TATOT

CGT-FO

Béatrice CLICQ

Hervé QUILLET

Entreprises

Pierre GOGUET

Catherine GUERNIOU

Nadine HAFIDOU

Gilles VERMOT

DESROCHES

Environnement et nature

Sylvain BOUCHERAND

Julie MARSAUD

Élodie MARTINIE-
COUSTY

Nicolas RICHARD

Familles

Marie-Josée
BALDUCCHI

Non inscrits

Corine BEAUFILS

OEMJ

Evanne JEANNE-ROSE

Outre-Mer

Ghislaine ARLIE

Hélène SIRDER

UNSA

Fanny ARAV

Commission Économie et finances

Environnement et nature

Jean-David ABEL

Julia GRIMAUULT

CGT

Benoit GARCIA

CFE-CGC

Véronique BIARNAIX-
ROCHE

Non Inscrits

Alain BAZOT

2

Liste des auditionnés

Marion Cohen

Fondatrice de la société MC Conseil, co-fondatrice de la plate-forme The Other Economy

Jézabel Couppey-Soubeyran

Economiste, maîtresse de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Jean Baptiste Fressoz

Historien des sciences, des techniques et de l'environnement

Emmanuel Hache

Economiste-prospectiviste, directeur de recherche à l'IRIS, spécialiste des questions relatives à la prospective énergétique et à l'économie des ressources naturelles (énergie et métaux)

Dominique Méda

Philosophe et sociologue, directrice de l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO) de l'université Paris Dauphine-PSL

Fanny Parise

Anthropologue, enseignante à Strate, école de design de Lyon, chercheuse associée à l'université de Lausanne, directrice de la recherche et de l'innovation (Polaria) co-titulaire de la chaire Managia

3

Annexe : Analyse de controverse : Transition écologique : croissance vs décroissance, de quoi parle-t-on ?

Commission Environnement avec la collaboration de la commission Économie et finances

Annexe

Tableaux des argumentaires et contre argumentaires des 6 questions traitées :

Analyse de controverse : « Transition écologique : croissance vs décroissance, de quoi parle-t-on ? »

Rapporteurs : Jean-David Abel, Sylvain Boucherand, Pierre Goguet

Tableaux des argumentaires et contre argumentaires des 6 questions traitées :

Question A :

La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

Question B :

La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Question C :

La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

Question D :

Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

Question E :

Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

Question F :

La France a-t-elle la capacité d'organiser la décroissance si l'Europe et le reste du monde visent la croissance ?

Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?

Table des matières

Question A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

Éléments introductifs

1/ Arguments pour et contre-arguments

2/ Arguments contre et contre-arguments

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Retour sur le concept et mise en perspective :

1/ Arguments pour et contre-arguments

2/ Arguments contre et contre-arguments

Question C : La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

A) LA CROISSANCE RÉDUIT LES INÉGALITÉS... À L'ÉCHELLE D'UN PAYS

1/ Arguments pour et contre-arguments

2/ Arguments contre et contre-arguments

B) LA CROISSANCE RÉDUIT LES INÉGALITÉS... À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

1/ Arguments pour et contre-arguments

2/ Arguments contre et contre-arguments

C) LES INÉGALITÉS FAVORISENT LA CROISSANCE

1/ Arguments pour et contre-arguments

D) LA CROISSANCE RÉDUIT LA PAUVRETÉ

1/ Arguments pour et contre-arguments

2/ Arguments contre et contre-arguments

Question A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

Question D : Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

Introduction

1/ Arguments pour et contre-arguments

2/ Arguments contre et contre-arguments

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

Introduction

1/ Arguments pour et contre-arguments

2/ Arguments contre et contre-arguments

Question F : La France a-t-elle la capacité d'organiser la décroissance si l'Europe et le reste du monde visent la croissance ?

Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?

Introduction

1/ Arguments pour et contre-arguments

2/ Arguments contre et contre-arguments

Question A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

Question A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

Référent : Jean-David Abel - Membres : Julie Marsaud, Alain Bazot, Pascal Guilhéneuf, Nicolas Richard, Martin Bobel, Claire Bordenave

Éléments introductifs

L'environnement terrestre est un système complexe composé de nombreuses entités qui interagissent en permanence. Ces interactions entre des processus biologiques, physiques et chimiques, dont dépend la vie sur terre, ont été en partie caractérisées en 2009 par une équipe internationale de chercheurs réunie autour du *Stockholm Resilience Centre* (SRC). Pour chacune de ces interactions, ces scientifiques ont ensuite identifié et quantifié des seuils comportant une valeur basse dite « frontière planétaire », et une valeur haute dite « limite planétaire ». Le franchissement de la « frontière » ouvre une zone d'incertitudes qui va croissant jusqu'à la « limite ». Quand celle-ci est atteinte ou dépassée, il est considéré que les équilibres naturels terrestres peuvent être déstabilisés de façon irréversible et créer des conditions de vie défavorables à l'humanité.

Le consensus scientifique international s'est établi autour du cadre d'analyse proposé en 2009, repris pour la première fois en 2019 par la France et le Commissariat général au développement durable (CGDD) pour établir le diagnostic environnemental de la France au-delà de ses frontières¹. Comme indiqué ci-dessus, il repose sur la définition de **neuf limites planétaires** en rapport avec l'évolution de neuf phénomènes interconnectés :

- le changement climatique ;
- l'érosion de la biodiversité ;
- la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore ;
- le changement d'usage des sols ;
- le cycle de l'eau douce ;
- l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère ;
- l'acidification des océans ;
- l'appauvrissement de la couche d'ozone ;
- l'augmentation de la présence d'aérosols dans l'atmosphère.

En septembre 2023, seules les trois dernières limites n'avaient pas été franchies².

En réalité, « La prise de conscience des dimensions finies de la Terre n'est pas récente. Les Grecs anciens la considéraient déjà comme sphérique au *Vie siècle avant notre ère*. Dès le *IIIe siècle avant Jésus-Christ*, Eratosthène était même parvenu à estimer la circonférence de notre planète avec une précision tout à fait remarquable.

Mais cette connaissance de la finitude planétaire n'a pas eu d'influence notable sur notre manière de produire et de consommer jusqu'à la fin du *XXe siècle* : d'abord parce que, jusqu'à cette époque, la plupart des impacts de l'activité humaine sur la nature restaient circonscrits géographiquement et n'avaient pas d'effets visibles à

¹ <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/la-france-face-aux-neuf-limites-planetaires/index>

² Voir la synthèse sur le site de l'Etat : "Notre environnement" <https://www.notre-environnement.gouv.fr/themes/societe/article/limites-planetaires>, ou une présentation plus détaillée dans un document du Commissariat général au Développement durable <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/la-france-face-aux-neuf-limites-planetaires/pdf/pages/parte2/parte2.pdf>

Se reporter également à la nouvelle analyse du Club de Rome : https://www.researchgate.net/publication/369144092_Earth_for_All_who_propose_des_senarios + <https://www.wedemain.fr/talementr/terre-pour-tous-le-nouvel-rapport-au-club-de-rome-merite-toute-votre-attention/>

Question A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

TRANSITION ÉCOLOGIQUE : CROISSANCE VS DÉCROISSANCE, DE QUOI PARLE-T-ON ? (ANALYSE DE CONTROVERSE)

l'échelle mondiale ; mais aussi parce que la préoccupation des sociétés pour la nature s'est longtemps focalisée sur la question des ressources, dont l'humanité est jusqu'à présent parvenue tant bien que mal à accroître la disponibilité. Malgré les alertes lancées par quelques auteurs précurseurs, la question des limites planétaires n'a donc commencé à s'imposer dans le débat public qu'à la toute fin du XXe siècle. »³

Grâce à cette prise de conscience, des résultats ont déjà été obtenus. C'est ainsi « qu'une mobilisation internationale vigoureuse a déjà permis d'éviter le dépassement d'une frontière planétaire : celle concernant l'érosion de la couche d'ozone stratosphérique. Sans entrer dans le détail des transformations économiques et sociales que supposerait le respect des autres frontières planétaires, [on peut noter que certains] secteurs d'activité [sont] responsables des évolutions environnementales les plus préoccupantes (...) en particulier sur deux d'entre eux qui, de par leur dimension transversale et systémique, doivent inévitablement être au cœur de tout projet de transformation visant le respect des limites planétaires : le secteur des énergies fossiles et celui de la production alimentaire. »⁴

L'impact d'une société sur l'environnement est généralement analysé à travers trois catégories de facteurs : la population, le niveau de vie matériel moyen et le type de technologie mobilisé pour produire. Au regard des pressions que l'humanité exerce désormais et depuis de nombreuses décennies sur son environnement et du risque grandissant de mise à mal des équilibres naturels terrestres et de leur résilience, les modèles de développement fondés sur la croissance sont davantage que par le passé remis en question. La science économique évolue. D'aucuns s'emploient par exemple à tracer « les contours d'une économie biophysique, encadrée dans les cycles de la nature, lente, locale, et sobre. À l'horizon de ce nouveau paradigme, la décroissance apparaît non pas tant comme une contrainte que comme une nécessité éthique et physique.

« La croissance et le productivisme, véritables socles de nos sociétés industrielles, nous entraînent dans une consommation effrénée d'espace et de ressources et mettent la planète sur une orbite périlleuse. Les théories économiques, qui ont alimenté ce déni de la finitude des ressources, dérivent aujourd'hui vers de nouveaux mirages tels que la monétarisation des écosystèmes ou la croissance verte. Il importe de les dissiper et d'inventer une économie bio physique en phase avec les cycles de la nature, lente, locale et sobre, de réhabiliter le geste humain en faisant appel aux basses technologies.

« À la lumière de ce nouveau paradigme, la décroissance des pays riches apparaît non plus comme une fatalité ou une contrainte mais comme une nécessité éthique et physique et une voie de justice sociale et d'égalité. »⁵

³ Extrait du chapitre I de l'ouvrage : *Les limites planétaires*, Aurélien Boutaud, Natacha Gondran, Repères, La Découverte, 2020, <https://www.cairn.info/les-limites-planetaires--9782348046230-page-7.htm?contenu=resume>

⁴ Idem, chapitre VII, <https://www.cairn.info/les-limites-planetaires--9782348046230-page-94.htm>

⁵ *Économie de l'après-croissance, Politiques de l'Anthropocène II*, Agnès Sinat, Références, Presses de Sciences Po, 2015, <https://www.cairn.info/economie-de-l-apres-croissance--9782724617559.htm>

Question A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

1/ Arguments pour et contre-arguments

Arguments pour	Contre-arguments
La croissance du PIB peut être compatible avec les limites planétaires si l'on met en place la croissance verte, théorie qui promeut la croissance économique et le développement tout en protégeant les actifs naturels afin qu'ils continuent de fournir les ressources et services environnementaux dont l'humain a besoin. Source : Site de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, https://www.oecd.org/fr/croissanceverte/croissancevertecommentpeut-elleaiderassurerl'avenirdel'emploiindurable.htm Selon la théorie de la croissance verte, l'innovation permettra de baisser les émissions de CO₂ à un niveau suffisant pour limiter l'impact du réchauffement tout en préservant notre croissance économique. Cela passe entre autres par l'utilisation d'énergie décarbonée, l'efficacité énergétique et le développement de l'économie circulaire. Source : Stratégie Nationale Bas Carbone (03/2020). https://www.ecologie.gouv.fr/strategie-nationale-bas-carbone-snbc	La croissance verte est possible La croissance verte est un mythe et elle ne regarde que le carbone Timothée Parrique* (économiste spécialisé sur la décroissance et l'environnement) considère que vouloir la sobriété tout en maintenant une activité économique serait l'équivalent de vouloir freiner tout en maintenant le pied sur l'accélérateur. Une croissance véritablement verte serait pour lui une croissance où il n'y a aucun coût environnemental, alors qu'aujourd'hui, les discussions autour de la croissance verte ne regardent que le carbone. Il considère donc qu'il ne s'agit pas d'une véritable transition écologique. Aussi, il considère que la décroissance est un véritable outil pour repenser notre économie car elle est un formidable moyen pour réduire notre production et notre consommation. Cela combine plusieurs avantages : alléger notre empreinte écologique, en étant attentif à la question des inégalités dans le soud du bien-être. https://www.novethic.fr/actualite/economie/jsr-rse/timothee-parrique-chercheur-la-croissance-comme-solution-est-une-croissance-sortie-de-pere-noel-des-economistes-151064.html https://reporterre.net/Timothée-Parrique-La-décroissance-est-incompatible-avec-le-capitalisme * Lead-auteur du rapport publié par le Bureau Européen de l'Environnement intitulé <i>Decoupling debunked-Evidence and arguments against green growth</i>. Titulaire d'un doctorat du Stockholm Resilience Center de l'Université de Stockholm
La croissance verte est nécessaire La croissance verte est impérative pour faire la transition écologique car : - de nombreux investissements sont nécessaires à la transition écologique et à l'innovation technologique ; - il faut des mesures d'accompagnement des ménages et secteurs vulnérables (les « perdants » de la transition) ; - la transition en retour sera motrice de croissance (génératrice d'activité, d'emplois et de PIB). Sources : Manifeste « Un manifeste éco-moderniste », https://www.ecomodernism.org/ * Résumé par l'article « PIB, croissance et limites planétaires » de Marion Cohen et Alain Grandjean (10/03/2022). https://theoreticeconomy.com/fr/modules/pib-croissance-et-limites-planetaires/	Il n'y a pas de doute sur le fait qu'il faille des investissements pour faire la transition écologique, mais il faudra aussi des désinvestissements et on ne sait pas si cela aura pour conséquence la croissance ou la décroissance : mais peu importe que ça soit l'un ou l'autre tant que les objectifs sont atteints, d'où l'idée de plutôt parler de post-croissance. Source : Article « La post-croissance, mais avec quels indicateurs ? » de Florence Jany-Clatrice et Dominique Média (2023). https://www.cairn.info/revue-economie-politique-2023-2-page-64.htm La transition écologique nécessite de nombreux investissements non rentables (près de 50 %) qui ne pourront donc pas être financés avec les instruments de la croissance. Source : Audition de Jézabel Couppey-Soubeyran par le CESE (08/11/2023)

Question A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

Le capital naturel et les autres formes de capitaux sont substituables	
L'idée générale est que le capital technique peut à terme se substituer au capital naturel si celui-ci s'avère trop dégradé ou que les ressources sont épuisées, par le biais de l'innovation technologique : on appelle cela la soutenabilité faible. Source : Cours de Sciences Économiques et sociales « La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ? » (24/02/2020), https://enverslles.com/2020/02/la-croissance-economique-est-elle-compatible-avec-la-preservation-de-l-environnement.html	A la soutenabilité faible s'oppose la soutenabilité forte, approche selon laquelle le capital naturel a une spécificité propre et ne peut pas être substitué. Le fonctionnement des écosystèmes ainsi que les bénéfices qu'en tirent les humains ne sont pas toujours identifiés et compris. De plus, les effets peuvent être imprévisibles et sont souvent irréversibles. Source : Article « <i>Économie, ressources naturelles et pollutions</i> » de Marlon Cohen et Antoine Gonthier (01/10/2020), https://theotherreconomy.com/fr/module/economie-ressources-naturelles-et-pollutions/Mil-suffit-rait-de-remplacer-les-ressources-naturelles-par-du-capital-artificiel-(des-machines) Les solutions technologiques au service de l'environnement ne sont pas suffisamment développées. Certains auteurs parlent alors de techno-optimisme et considèrent que c'est peu réaliste, repose plus sur des potentialités que sur des perspectives tangibles en fonction de la non-maturité des technologies actuelles et ne prend pas en compte les incertitudes et les ruptures brutales qui risquent de se produire. Source : Article « La post-croissance, mais avec quels indicateurs ? » de Florence Jany-Canrice et Dominique Média (2023) : https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2023-2--page-64.htm
Plusieurs technologies peuvent être utilisées au service de la transition écologique, par exemple des technologies de capture et de séquestration du carbone ou des techniques de refroidissement de la Terre : - Carbon Dioxide Removal (CDR) : séquestration biologique ou par des procédés industriels ; - Solar Radiation Modification (SRM) : géoingénierie solaire qui permet de faire réfléchir le rayonnement solaire dans l'espace pour limiter le réchauffement. Source : Rapport « <i>Reducing the Risks of Climate Overshoot</i> » de la Climate Overshoot Commission (09/2023), https://www.overshootcommissionsion.org/_files/ugd/0c3b70_bab3b3c1cd394745b387a594c9a68e2b.pdf	La CDR et la SRM sont des technologies intéressantes mais elles sont entourées d'incertitudes et présentent des risques, notamment la SRM qui pourrait introduire d'importants nouveaux problèmes environnementaux. Source : https://www.oecd-ilibrary.org/fr/cnrsinfo/modification-du-rayonnement-solaire-srm-une-etude-reflete-idee-dune-mesure-temporaire-de-et-rapport-Reducing-the-Risks-of-Climate-Overshoot-Commission-09-2023,https://www.overshootcommission.org/_files/ugd/0c3b70_bab3b3c1cd394745b387a594c9a68e2b.pdf La technologie ne pourra pas résoudre le réchauffement climatique car elle ne pourra pas être déployée à une échelle suffisante et dans les temps. C'est le cas pour les techniques de captation du CO₂ dans l'atmosphère et des agrocarburants. Source : Article « <i>The solution space discussed at COP26 is unrealistic : comparing supply and demand for the tree zero-emissions resources</i> » de Julian Allwood (16/11/2021), https://ukfires.org/blog-cop26/ C'est également le cas pour le nucléaire et les énergies renouvelables, il y a de nombreuses étapes qui demandent du temps (consultation, permis, construction). Pour le cas de l'avion à hydrogène, au rythme actuel de développement de cette technologie, nous n'aurons qu'un seul avion en 2035 (contre plus de 25 000 avions commerciaux de nos jours). Pour le cas de la capture du CO₂, les technologies sont trop énergivores car si l'on voulait reprendre dans l'air la totalité des émissions, il faudrait y consacrer toute la production d'électricité mondiale (et que celle-ci soit décarbonée). Source : Julian Allwood et Jean-Marc Jancovici, cités par France Info, https://www.franceinfo.fr/meteo/climat/rechauffement-climatique-la-technologie-suffira-t-elle-a-regler-le-probleme_4866673.html Voir aussi l'hypothèse des SMR https://global-chance.org/Le-dangereux-engouement-pour-les-SMR

Question A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

Les politiques environnementales concurrent au respect des limites planétaires

Plusieurs instruments peuvent être utilisés dans le cadre d'une politique environnementale qui permettra de faire la transition écologique malgré un contexte de croissance :

- le marché des quotas d'émissions de CO₂ ;
- la taxation des activités polluantes ;
- la réglementation, c'est-à-dire l'interdiction de certaines activités ou substances.

Source : Cours de Sciences économiques et sociales « La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ? » (24/02/2020), <https://lenversdeses.com/2020/02/la-croissance-economique-est-elle-compatible-avec-la-preservation-de-l-environnement.html>

Promouvoir des perspectives de monétarisation pour la nature revient à considérer qu'il y a toujours une solution aux dégradations et ne prend donc pas en compte l'impossible substituable de certains aspects de la nature et les irréversibilités.

Source : Florence Jany-Cardice, citée par le Journal du CNRS, https://lejournal.cnrs.fr/articles/plb-et-transition-ecologique-son-tls-compatibles#footnote2_xfdjsu0

Des économistes proposent de donner un prix à la nature afin qu'elle soit prise en compte d'un point de vue économique et que l'utilisation des ressources et les dégradations environnementales puissent avoir un réel coût.

Source : Article « Doit-on donner un prix à la nature ? » de Marion Cohen (10/10/2022), <https://theo-economy.com/fr/fiches/doit-on-donner-un-prix-a-la-nature/>

Donner un prix à la nature est :

- inextricable d'un point de vue technique car les méthodes de calcul du prix ne sont pas satisfaisantes : coût de remplacement des fonctions (certaines fonctions sont inconnues ou irremplaçables), coût de la restauration (ne prend pas en compte l'irréversibilité), dommage évité (certains dommages ne reposent pas sur des coûts observables), prix tiré d'enquêtes (résultats biaisés en fonction des revenus des personnes et de leur naissance des services tirés de l'espace naturel en question) ;
- discutable d'un point de vue éthique, puisque la nature n'a pas de prix et transcende le domaine économique.

Source : Article « Doit-on donner un prix à la nature ? » de Marion Cohen (10/10/2022), <https://theo-economy.com/fr/fiches/doit-on-donner-un-prix-a-la-nature/>

Le tout-monetarisation peut déboucher sur des résultats aberrants, comme par exemple la théorie de William Nordhaus, économiste lauréat du prix de la Banque de Suède en 2018, selon laquelle le niveau optimal de réchauffement climatique, c'est-à-dire la température à laquelle les coûts et les bénéfices liés au réchauffement s'équilibrent, est de 4°C.

Source : Article de Laure Calloche au Journal du CNRS (14/02/2023), https://lejournal.cnrs.fr/articles/plb-et-transition-ecologique-son-tls-compatibles#footnote2_xfdjsu0

Vouloir utiliser la finance et les mécanismes de marché pour compenser des dégradations des cycles naturels et des écosystèmes témoigne plus d'une croyance et d'une logique de toute-puissance que de perspectives rationnelles fondées sur la science.

Sources : Livre « La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande » de Hélène Tordjman, écologiste et chercheuse au CNRS (2021), <https://www.editionsdecouverte.fr/la-croissance-verte-contre-la-nature-9782348067990>
+ Résumé par l'article de Stéphane Foucart « Le libéralisme, une forme de théologie où le marché est érigé en dieu tout-puissant » (22/03/2024), https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/03/22/maih-invisible-du-marche-croissance-derrieres-croyances-de-l-occident_6223599_3232.html#

Question A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

La courbe environnementale de Kuznets s'applique	
La théorie de Kuznets (1955) selon laquelle la croissance du PIB s'accompagne à partir d'un certain niveau de développement d'une réduction des inégalités (courbe en U inversée) a été transposée à la pollution atmosphérique. L'idée est que la croissance de la production implique davantage de pollutions et de déchets, mais qu'au-delà d'un certain seuil de revenu par tête, cet impact négatif est plus que compensé par deux autres effets : - effet technologique : l'État peut consacrer une plus grande partie de son capital à la recherche et au développement et à la diffusion de meilleures technologies ; - effet de composition : la structure du système productif évolue vers des activités plus propres. Source : Article « <i>Economic Growth and the Environment</i> » des économistes Gene Grossman et Alan Krueger (Université de Princeton) publié par le Quarterly Journal of Economics (1995), https://academic.oup.com/qje/article-abstract/110/2/333/1876333 Au-delà d'un certain seuil de revenu par habitant, la croissance entraîne une amélioration de la qualité de l'environnement car : - l'enrichissement de la population s'accompagne de la demande d'un environnement plus sain puisque les préoccupations ne sont plus axées sur les besoins primaires. - la croissance du PIB permet aux États de pouvoir dégager des ressources servant à financer des politiques environnementales. Source : Rapport d'information n°233 du Sénat « Mondialisation : une chance pour l'environnement ? » (03/03/2004), https://www.senat.fr/rap/03-233/03-23332.html	L'hypothèse de la courbe environnementale de Kuznets ne se vérifie que pour certaines pollutions localisées comme l'air ou l'eau : les pollutions transfrontières telles que les émissions de CO₂ continuent d'augmenter avec la croissance des revenus (il en va de même pour les quantités de déchets urbains). Sources : Article de Nemat Shafik et Sushenjit Bandyopadhyay « <i>Economic Growth and Environmental Quality</i> » (1992), https://www.researchgate.net/publication/23723867_Economic_Growth_and_Environmental_Quality_Time_Series_and_Cross-Country_Evidence + Résumé par le rapport d'information n°233 du Sénat « Mondialisation : une chance pour l'environnement ? » (03/03/2004), https://www.senat.fr/rap/03-233/03-23332.html
La croissance assure la préservation de la biodiversité	
L'ensemble des scénarios de préservation de la biodiversité posent la croissance du PIB comme une condition nécessaire. Ils s'appuient sur un découplage entre croissance économique et érosion de la biodiversité grâce à une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources, des technologies hautement efficaces et des politiques publiques protectrices. Sources : Article « La Politique de la Biodiversité au-delà de la croissance économique » de Conservation Letters (13/04/2020), https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/conl.12713	Il n'existe pas de courbe environnementale de Kuznets pour la biodiversité ni de découplage absolu prouvé entre croissance économique et érosion de la biodiversité et des services écosystémiques. Sources : Article « La Politique de la Biodiversité au-delà de la croissance économique » de Conservation Letters (13/04/2020), https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/conl.12713 + Résumé par l'article « Perte de biodiversité et croissance économique : quelle politique ? » du CNRS (20/04/2020), https://www.inrae.fr/fr/cnrs/article-de-biodiversite-et-croissance-economique-queelles-politiques + Article de Simon Dietz et Neil Adger « Croissance économique, perte de biodiversité et efforts de conservation » (01/05/2003), https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0301479702002311?via=ihub

Question A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

Le découplage entre croissance et externalités environnementales progresse	
La croissance verte se fonde sur la thèse d'un découplage entre croissance du PIB et émissions de gaz à effet de serre : cela signifie qu'il peut y avoir augmentation de la croissance du PIB sans augmentation des émissions, voire avec une diminution de celles-ci. Source : Rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie « <i>Decoupling of global emissions and economic growth confirmed</i>, International Energy Agency » (2016), https://www.iea.org/news/decoupling-of-global-emissions-and-economic-growth-confirmed Les émissions de gaz à effet de serre diminuent dès 2010 en France, ainsi que dans d'autres pays d'Europe et du monde, alors que la croissance augmente, on peut donc parler de découplage. Ex : Allemagne, Royaume-Uni, Etats-Unis, Japon. Source : Chiffres de la Banque Mondiale (PIB) et du Global Carbon Project (émissions de CO2) (2018) repris par des graphiques dans l'article « Produire plus, polluer moins... est-ce vraiment possible ? » de OuestFrance (13/01/2021), https://www.ouest-france.fr/environnement/rechauffement-climatique/produire-plus-polluer-moins-est-ce-vraiment-possible-d6329e7e-3e35-11ec-b567-f76c2a8a24ee	Le découplage doit en vérité être un double découplage entre croissance et utilisation des ressources naturelles et croissance et impact environnemental (donc pas seulement entre croissance et émissions de gaz à effet de serre). Source : Communication de la Commission européenne « Stratégie thématique sur l'utilisation durable des ressources naturelles » (21/12/2005), https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2005-0670:FIN-FR-PDF
Ce même découplage partiel s'observe dans l'ensemble de l'Union européenne. Source : Chiffres d'Eurostat, de la Direction Générale de l'Énergie et du Climat, de l'Institut de l'Économie pour le Climat et du Service des Données et Études Statistiques (2020) repris par un graphique dans l'article « Découplage et croissance verte » de Carbone 4 (09/2021), https://www.carbone4.com/publication-decouplage Cela peut s'expliquer par les politiques climatiques et le fait que l'économie européenne soit basée sur le secteur tertiaire. Source : Sandrine Mathy, économiste et chercheuse au CNRS, citée par OuestFrance, https://www.ouest-france.fr/environnement/rechauffement-climatique/produire-plus-polluer-moins-est-ce-vraiment-possible-d6329e7e-3e35-11ec-b567-f76c2a8a24ee	Afin de répondre à l'urgence climatique, le découplage doit être : - absolu : évolution des indicateurs dans des sens opposés ; - total : prise en compte de l'ensemble des indicateurs des dommages environnementaux et de consommation des ressources ; - pérenne : maintien dans le temps à long terme ; - mondial : pas limité à des zones géographiques ; - rapide. Source : Article « Découplage et croissance verte » de Carbone 4 (09/2021), https://www.carbone4.com/publication-decouplage Un tel découplage n'est observé nulle part et semble impossible. Source : Note de l'Agence européenne de l'environnement (01/2021), https://www.eea.europa.eu/publications/growth-without-economic-growth
Les émissions mondiales liées à l'usage de l'énergie ont stagné en 2020 malgré une croissance économique de 2,9 %. Source : Rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie « The Impacts of the Covid-19 crisis on global energy demand and CO₂ emissions » (2020), https://www.iea.org/reports/global-energy-review-2020	Le découplage absolu entre PIB et émissions de gaz à effet de serre observé dans certains États à haut niveau de revenu est dix fois inférieur à ce qui permettrait de respecter l'objectif de 1,5°C des Accords de Paris. Il est donc illégitime de considérer que ces situations témoignent d'une « croissance verte ». Source : Article « <i>Is green growth happening?</i> » de Jefim Vogel (économiste, Université de Leeds) et Jason Hickel (économiste et anthropologue, Université de Barcelone, London School of Economics) (09/2023), www.thelancet.com/pdfs/journals/lanplh/PIIS2468-2667(23)00174-2.pdf

De manière plus globale, la thèse d'un découplage entre la croissance du PIB et l'ensemble des impacts environnementaux ainsi que la consommation des ressources naturelles est envisagée.	
Source : Le Pacte Vert pour l'Europe (2019-2024) de la Commission européenne affiche comme l'une de ses ambitions majeures « une croissance économique dissociée de l'utilisation des ressources ». https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr	

2/ Arguments contre et contre-arguments

Arguments contre	Contre-arguments
Impacts sur l'environnement	
Nous sommes à l'époque de l'anthropocène (ou capitalocène), où l'humain met en risque la vie des différentes espèces sur Terre (dont la sienne). Les activités humaines, qui s'intensifient à mesure que le PIB croît, ont un impact dévastateur sur l'environnement et contribuent au dépassement des limites planétaires (dont six sont déjà franchies). Concernant le climat, si l'on ne change pas la tendance actuelle, l'augmentation de la température sera de 3,2 à 5°C en 2100. Source : Rapports du Groupe Interdisciplinaire d'Experts sur le Climat depuis 1990, et notamment le dernier (sixième) sorti entre 2021 et 2023, https://www.ipcc.ch/assessment-report/ar6/ La croissance économique perpétuelle va conduire à un « effondrement » du monde, c'est-à-dire une « diminution brutale de la population accompagnée d'une dégradation significative des conditions de vie », même en étant très optimiste quant aux innovations technologiques et au niveau des ressources naturelles. Sources : Rapport du Club de Rome « The limits to growth » de Donella et Dennis Meadows, Jorgen Randers et William Behrens (1972), https://www.clubofrome.org/publication/the-limits-to-growth/ + Résumé par l'article « Rapport du Club de Rome » de Jean-Marc Jancovici (01/02/2003), https://jancovici.com/recension-de-lectures/rapport-du-club-de-rome-the-limits-of-growth-1972/ Selon l'identité de Kaya, les émissions de CO₂ sont directement liées à la croissance du PIB puisque : CO₂ = CO₂/E x E/PIB x PIB/POP x POP (avec E = énergie). (C'est-à-dire que les émissions de CO₂ sont le produit de l'intensité en CO₂ des énergies utilisées, de la quantité d'énergie par unité de PIB, du PIB par habitant et du nombre d'habitants). Source : Théorème de l'économiste Yoichi Kaya (1993), https://fr.wikipedia.org/wiki/Identit%C3%A9_de_Kaya	

Exploitation des ressources	
« <i>Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste.</i> » (Kenneth Boulding 1973). Il est en effet paradoxal de vouloir poursuivre la croissance infinie dans un monde fini : avec nos rythmes de production actuels, nous allons épuiser en trois siècles les ressources ayant mis cinq-cents millions d'années à se former. Source : Article « Le bonheur est-il dans la décroissance ? » de Christophe Caresche, Gérald Guilbert et Diane Synkle (05/2011), https://www.lean-laures.org/wp-content/uploads/duanal_fil/publication-print/decroissance.pdf Les trajectoires actuelles de demande et d'utilisation des ressources menacent de compromettre le principe d'inclusion et la viabilité de l'environnement. Par exemple, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prévoit une augmentation de la production alimentaire de 70 % et le Conseil mondial de l'énergie (CME) prévoit une augmentation de l'approvisionnement en énergie de 100 % d'ici à 2050. Ces trajectoires doivent être réduites par une utilisation des ressources et une réduction des déchets plus efficaces, ainsi qu'une meilleure gestion des besoins. Source : Gérer les questions indissociables de l'eau, des terres et de l'énergie pour assurer un développement durable, Holger Hoff, Chronique ONU, https://www.un.org/fr/chronicle/article/gerer-les-questions-indissociables-de-l'eau-des-terres-et-de-lenergie-pour-assurer-un-developpement Chaque année, le jour du dépassement intervient de plus en plus tôt. Il s'agit du jour où nous avons consommé toutes les ressources que la Terre a la capacité de produire et renouveler en un an : à compter de ce jour, nous vivons "à crédit" et devons puiser dans de nouvelles réserves. En 2023, le jour du dépassement était le 2 août (le 5 mai en France). La conséquence de cela est que nous consommons 1,5 planètes à l'échelle mondiale (avec de grosses disparités entre les États). Source : Calculs réalisés par l'organisation Global Footprint Network, https://www.footprintnetwork.org/	
Calcul du PIB	
Le PIB ne comptabilise que les flux, et non les stocks, or c'est en stocks que les limites planétaires s'expriment. Il ne prend pas en compte les dégâts environnementaux et les ressources et ne calcule pas la soutenabilité de ses impacts. Source : Article « La post-croissance, mais avec quels indicateurs ? » de Florence Jany-Canrice et Dominique Méda (2023), https://www.cairn.info/revue-le-economie-politique-2023-2-page-64.htm La théorie du Donut a été développée pour servir de boussole à l'économie et permettre de répondre aux besoins des personnes dans la limite de ce que la planète peut offrir, avec un plancher social et un plafond environnemental à ne pas dépasser. Source : Théorie du Donut de Kate Raworth (2012), https://www.oxfamfrance.org/actualite/la-theorie-du-donut-une-nouvelle-economie-est-possible/	Si l'on comptabilisait autrement le PIB ou que l'on modifiait la valeur accordée aux différentes activités économiques, par exemple en augmentant les activités de <i>care</i> et en diminuant massivement la production de biens physiques (sobriété), la croissance du PIB ne serait pas nécessairement incompatible avec les limites planétaires. Source : Audition de Marion Cohen par le CESE (08/11/2023)
Vulnérabilité de l'économie aux dommages environnementaux	

Les limites planétaires sont susceptibles d'empêcher la poursuite de la croissance et de rendre l'avenir économique imprévisible. Source : Article « Découplage et croissance verte » de Carbone 4 (09/2021), https://www.carbone4.com/publication-decouplage Les dégradations environnementales peuvent impacter négativement la production ultérieure en affectant les trois facteurs de production qui sont le capital technique (équipements), le capital humain (travail) et le capital naturel (environnement et ressources). Il s'agirait alors d'une boucle de rétroaction. Source : Article « PIB, croissance et limites planétaires » de Marion Cohen et Alain Grandjean (10/03/2022), https://theeconomv.com/fr/modules/pcb-croissance-et-limites-planetaires/ Le changement climatique a des effets sur l'économie à la fois directs (mortalité, pertes de productivité liées aux événements climatiques, stress thermique, inondations, montée du niveau des mers, perte de ressource en eau, dégradation de la productivité des forêts,...). Les répercussions économiques pourraient être particulièrement importantes, notamment dans le pire des scénarios (7°C : 1,1 millions de décès et 25 000 milliards de dollars de pertes par an dès 2060), et même avec le scénario le plus optimiste (1,5°C : 600 000 décès et 3 750 milliards de dollars de pertes par an dès 2060). Sources : Étude « <i>Global supply chains amplify economic costs of future extreme heat risk</i> » publiée par Nature (13/03/2024), https://www.nature.com/articles/s41586-024-07147-2 + Résumé par l'article « La hausse des températures pourrait être responsable de la pire crise financière mondiale » de Blanche Garot (24/03/2024), https://www.nouvelobs.com/climat/la-hausse-des-temperature-pourrait-etre-responsable-de-la-pire-crise-financiere-mondiale?utm_source=mailboet&utm_medium=email&utm_campaign=changement-de-pilote-chez-boeing-crise-financiere-mondiale-plan-eau-le-recap-du-26-mars-212 L'effondrement de certains services écosystémiques tels que la pollinisation, la nourriture issue de la pêche en mer, le bois des forêts naturelles et la productivité agricole dégradée, pourrait réduire le PIB mondial de 2 700 milliards de dollars par an d'ici à 2030. Sources : Rapport « The economic case for nature » de la Banque mondiale (2021), https://documents1.worldbank.org/curated/en/445311625056510839/pdf/A-Global-Earth-Economy-Model-to-Assess-Development-Policy-Pathways.pdf + Résumé par l'article « Au-delà du PIB : repenser la mesure du progrès économique et social » de Adrien Castermans (22/06/2023), https://www.open-diplomacy.eu/blog/castermans-idb-pib	
--	--

Question A : La croissance du PIB est-elle compatible avec les limites planétaires ?

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Références : Pierre Goguuet et Sylvain Boucherand

Membres : Claire Tutenuit, Gilles Vermot Desroches, Julia Grimaud, Aminata Niakate, Pascal Guilhéneuf

Retour sur le concept et mise en perspective :

L'idée de découplage trouve son origine dans une théorie construite dans les années 1990, en particulier à la Banque mondiale, autour de la « *courbe environnementale de Kuznets* »⁶. Transposition des travaux de l'économiste Simon Kuznets, qui publia en 1955 une courbe « en cloche » établissant une corrélation entre le niveau de richesse d'un pays (mesuré en PIB par habitant) et le niveau des inégalités de revenu (mesuré par l'indice ou coefficient de Gini), l'improprement nommée « courbe environnementale de Kuznets » établit une corrélation entre la croissance économique (évolution du PIB/hab.) et la qualité de l'environnement. Les premiers travaux sur cette relation, à commencer par l'article fondateur des économistes Gene Grossman et Alan Krueger⁷, reposent sur des investigations empiriques.

Il y a découplage entre deux variables lorsque toute variation de l'une n'a aucun effet sur l'autre. Ainsi, le découplage de la croissance du PIB avec les consommations de ressources matérielles et les impacts sur la nature existe dès lors que ces indicateurs sont **décorrélés**, c'est-à-dire que l'augmentation de l'un n'induit pas d'augmentation de l'autre ou ne l'empêche pas de diminuer. Le terme « découplage » est utilisé pour caractériser des situations différentes.

- Le découplage est dit **absolu** quant à une hausse du PIB correspond une baisse des impacts environnementaux. Il est dit **relatif** quand le rythme d'augmentation du PIB est supérieur à celui des externalités environnementales négatives ;
- S'agissant du réchauffement climatique, par exemple, le découplage est considéré comme **total** ou **partiel** suivant que le PIB est **décorrélé** de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre ou d'une partie d'entre elles seulement ;
- Le découplage peut être **global** (mondial) ou **parcellaire**, quand il est limité à quelques pays ou zones géographiques ;
- Apprécié à l'aune de la temporalité, il peut être **pérenne** ou **momentané** suivant qu'il se maintient ou non sur le long terme, rapide ou lent, avec le risque, dans ce dernier cas, que ne se produisent des dommages irréversibles (points de bascule).

Le plus souvent, les publications sur le « découplage » entre PIB et impacts environnementaux n'abordent qu'une dimension de la problématique : émissions de gaz à effet de serre (CO₂ essentiellement), pressions sur les ressources naturelles ou pollutions.

Le fait d'être associé au projet de « croissance durable » ou de « croissance verte », confère au concept de découplage une grande portée politique. Le rapport Brundtland (1987), « *Sustainable development* », a contribué à populariser l'idée selon laquelle le développement économique servait nécessairement les intérêts sociaux à terme et pouvait se réaliser sans détériorer les conditions d'habitabilité de la planète. Selon l'OCDE, « *La croissance verte signifie promouvoir la croissance économique*

⁶ L'expression apparaît pour la première fois dans un article de l'économiste Theodore Panayotou : Panayotou, T., 1993, *Empirical Tests and Policy Analysis of Environmental Degradation at Different Stages of Economic Development*, Working Paper WP238, Technology and Employment Program, Organisation internationale du travail (OIT), Genève.

⁷ Grossman, G. M., Krueger, A. B., 1991, *Environmental Impacts of a North American free trade agreement*, NBER Working paper, 3914.

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et services environnementaux dont dépend notre bien-être. »⁸ Depuis, la littérature autour de ce concept l'a érigé en boussole du progrès de nos sociétés, comme de notre action environnementale et sociale collective. « Apparue comme une thématique centrale des politiques publiques depuis la conférence Rio+20 en 2012, la notion de croissance verte vise ainsi à faire cohabiter la préservation de l'habitabilité de la planète et une croissance économique soutenue. » (Justine Mossé, Clément Ramos, *Découplage et croissance verte*, Carbone 4, septembre 2021). Des observations convergentes se retrouvent sous d'autres plumes. Par exemple, « Le découplage est implicitement l'objectif des accords internationaux comme l'Accord de Paris sur le climat de 2015, mais aussi des grandes organisations comme le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque mondiale ou encore le World Economic Forum (WEF). C'est aussi le centre de la stratégie du « Green Deal » de l'Union européenne. La plupart des actions publiques sur l'environnement s'appuient désormais sur cette idée. » (Romaric Godin, *Mé-diapart*, 6 décembre 2023).

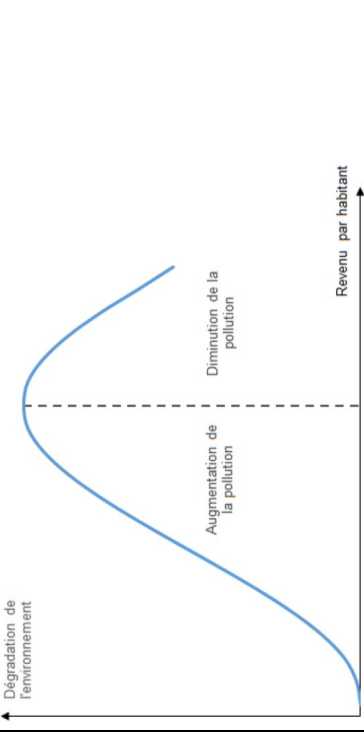
1/ Arguments pour et contre-arguments

Sont rangés dans la colonne des arguments « pour », puis dans celle des arguments « contre », tous les éléments recensés apportant une réponse, soit positive, soit négative, à la question posée. Les contre-arguments correspondent à des formes d'infirmité ou de nuances apportées à l'argument figurant dans la cellule contiguë. Après des considérations sur la courbe environnementale de Kuznets et sur la problématique soulevée par la question, sont successivement examinées les argumentations relatives à la consommation des ressources naturelles puis aux externalités environnementales négatives de la croissance. Les ressources naturelles recouvrent les ressources matérielles, dont l'énergie ; les impacts sur la nature correspondent à diverses dégradations environnementales : dérèglement climatique, pollutions et érosion de la biodiversité.

Arguments pour	Contre-arguments
Grossman et Krueger (1995) proposent une relation dite « courbe de Kuznets environnementale », où la dégradation environnementale augmenterait avec le développement économique jusqu'à un certain seuil, à partir duquel elle diminuerait (Cf. Graphique). Selon les auteurs, cette relation en U inversé s'expliquerait par le fait que, dans un premier temps, la priorité des sociétés est de subvenir à leurs besoins fondamentaux et que ce n'est qu'après y être parvenu que celles-ci se préoccuperaient des problématiques environnementales. Passé ce seuil, plus le niveau de développement d'un pays augmente, plus sa capacité à atténuer les effets négatifs de l'activité économique sur l'environnement augmenterait. Il y aurait donc « découplage » entre activité économique et pollution.	Cette proposition de Grossman et Krueger fait néanmoins débat, à la fois sur sa réalité et sur le seuil auquel la pollution s'infléchirait, qui pourrait éventuellement dépasser les niveaux de développement observés aujourd'hui. Croissance et décarbonation de l'économie. Pierre-Louis Girard, Claire Le Gall, William Meignan, Philippe Wen, <i>Tresor-Eco</i> n° 315, octobre 2022. https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/4e3c8b682-8e63-4ae5-86da-353ac42fead4/files/44650f0bd-26f0-4670-b564-6cd09bc005cd

⁸ Vers une croissance verte, résumé destiné aux décideurs politiques. OCDE, mai 2011. La définition se poursuit ainsi : « Pour ce faire, elle doit catalyser les investissements et l'innovation qui soutiendront une croissance durable et donneront naissance à de nouvelles opportunités économiques. »

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

 Source : Grossman et Krueger (1995) N.B. Depuis 1995, des « courbes de Kuznets » ont été établies pour d'autres variables environnementales que la pollution. Croissance et décarbonation de l'économie Pierre-Louis Girard, Claire Le Gall, William Meignan, Philippe Wen, Trésor-Éco n° 315, octobre 2022. Trésor-Éco n° 315 (Octobre 2022). " Croissance et décarbonation de l'économie " (economi.e.gouv.fr)	
Plusieurs études ont trouvé des preuves en faveur de l'EKC, suggérant que certaines économies en développement et en transition ont réussi à atteindre le seuil de revenu et ont amélioré leurs conditions environnementales. Alexandra-Anca Purcel. New insights into the environmental Kuznets curve hypothesis in developing and transition economies: a literature survey. <i>Environmental Economics and Policy Studies</i>, 2020, 22 (4), pp.585-631. f10.1007/s10018-020-00272-9ff. fhai-03182332f, <u>https://uca.hal.science/hal-03182332/document</u>	Toutefois, selon certains travaux, la valeur estimée du point d'inflexion des revenus se situe en dehors de la plage d'échantillonnage. Dans ces cas spécifiques, les résultats doivent être traités avec prudence, car cela peut impliquer que la croissance future pourrait augmenter les niveaux de pollution et/ou mettre en évidence d'éventuels problèmes concernant l'EKC et l'identification du seuil associé. Alexandra-Anca Purcel. New insights into the environmental Kuznets curve hypothesis in developing and transition economies: a literature survey. <i>Environmental Economics and Policy Studies</i>, 2020, 22 (4), pp.585-631. f10.1007/s10018-020-00272-9ff. fhai-03182332f, <u>https://uca.hal.science/hal-03182332/document</u>
Une politique de croissance verte consiste à favoriser la croissance économique et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. À cette fin, elle doit catalyser l'investissement et l'innovation qui élargiront une croissance durable (...). L'innovation joue un rôle	La croissance verte ne peut être envisagée comme une réponse à la crise environnementale actuelle que si elle garantit un découplage absolu, c'est-à-dire si l'usage de ressources naturelles (métaux, minéraux, combustibles fossiles, bio-masse...), où les émissions polluantes ou de gaz à effet de serre diminuent signi-

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

déterminant dans le verdissement de la croissance en brisant la dépendance à l'égard des matières de faire établies et en facilitant le découplage de la croissance et de l'épuisement des ressources naturelles. Vers une croissance verte, résumé à l'intention des décideurs, OCDE, mai 2011, https://www.oecd.org/fr/croissance-verte/48537006.pdf	ficativement de façon absolue, quel que soit le niveau de croissance économique. Or, la plupart des travaux qui se penchent sur la question du découplage montrent que celui-ci a été au mieux relatif. Audition de Dominique Méda, directrice de l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO), université Paris Dauphine – PSL Les preuves empiriques d'un découplage absolu, c'est-à-dire d'une diminution de l'utilisation des ressources et des émissions à l'échelle requise malgré une croissance économique continue, sont rares et dispersées entre différents courants de recherche. Helmut Haberl et al 2020 <i>Environ. Rés. Lett.</i> 15 065003, https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ab842a
Il y a une évidence claire que, bien que la croissance économique provoque normalement des dégradations environnementales aux premiers stades [de développement], à la fin le meilleur – et probablement le seul - sentier pour retrouver un environnement décent dans la plupart des pays est de devenir riche. Beckerman, W. 1992, <i>Economic Growth and the Environment: Whose Growth?</i> World Development, Vol.20, p.481-496 Cité dans Les enjeux autour de l'existence d'une courbe environnementale de Kuznets : développement soutenable et partage des richesses en Chine André, Meunier Iréde-CEd, Université Bordeaux 4 Monts-de-Meuille, Premières Journées du développement du GRES 16-17 septembre 2004, https://www.gres.fr/IMG/pdf/le_bordeaux_fr.pdf	Dans les années 1990, plusieurs économistes (...) ont mené des travaux empiriques qui les ont amenés à penser que la croissance économique était négativement corrélée aux pressions environnementales (...) Cette théorie avait de fortes implications politiques, car elle signifiait qu'une nation pouvait sortir d'une crise écologique par la croissance. Cette hypothèse de ce que le PNUE appelle un "découplage par la maturation" a inspiré un certain nombre d'études au cours des décennies suivantes, à la recherche d'EKC pour une sélection de variables environnementales. Aujourd'hui, cette hypothèse d'un découplage naturel a perdu de sa force sur les scènes scientifique et politique, alors qu'il a été reconnu que le changement structurel des économies menant au découplage est fortement déterminé par les politiques (Smith et al., 2010 ; UNEP, 2014a). <i>Decoupling debunked – Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability</i>, European Environmental Bureau, 2019 Decoupling debunked.pdf (eeb.org) Le découplage tel qu'invoqué par les défenseurs de la croissance verte implique une priorisation de la préservation de la croissance, au détriment de la dimension écologique qui devient alors la variable à faire baisser. L'idée est que la croissance est le moteur de la gestion de la question écologique, ainsi il ne faut surtout pas l'affaiblir ou la bloquer. Il faudrait plutôt privilégier une approche où l'environnement est central (car vital) et exige une adaptation des structures économiques. Crise écologique : l'illusion du découplage avec la croissance, article de Romaric Godin pour Média-part (06/12/2023), https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/061223/crise-ecologique-illusion-du-decouplage-avec-la-croissance
Certains États en développement et en transition ont réussi à maintenir de faibles niveaux de pollution parallèlement à la croissance économique et ont même atteint le seuil EKC pour un niveau de revenu inférieur à celui des pays développés (voir par exemple les travaux récents de	La littérature empirique sur les relations EKC entre la biodiversité et la croissance économique est rare mais cohérente. La première méta-analyse a utilisé 121 ob-

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Yao et al., 2019, entre autres). [Pour les économies en développement et en transition, plusieurs éléments clés susceptibles de favoriser une réduction des niveaux de pollution sont à prendre en considération] : les facteurs liés à la structure énergétique, tels qu'une consommation d'énergie plus faible, une part plus élevée des énergies renouvelables et nucléaires dans la consommation totale d'énergie, une efficacité énergétique plus élevée (...), les facteurs associés au système politique dans son ensemble, tels que la bonne gouvernance, le contrôle de la corruption, une meilleure qualité institutionnelle, une stabilité politique et une démocratie (...), la coexistence d'un secteur industriel respectueux de l'environnement et relativement vaste et une productivité du travail élevée qui soutient des techniques complexes (...), la conscience environnementale, entre autres. Alexandra-Anca Purcel. New insights into the environmental Kuznets curve hypothesis in developing and transition economies : a literature survey. <i>Environmental Economics and Policy Studies</i>, 2020, 22 (4), pp.585-631. ff10.1007/s10018-020-00272-9ff. fhai-03182332f, https://eca.hai.science/hai-03182332/document	servations recueillies dans un ensemble de 25 études et 11 indicateurs environnementaux, dont la déforestation (Caviovic et al., 2000). L'étude a analysé la relation EKC et a estimé des points de retournement hypothétiques du revenu en utilisant différentes méthodes de modélisation. Pour la déforestation, qui est utilisée comme indicateur de la perte de biodiversité, le point d'inflexion du revenu a été estimé dans une fourchette de 5 000 à 20 000 dollars (en prix de 1999). <i>Decoupling debunked – Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability</i>, European Environmental Bureau, 2019 Decoupling-debunked.pdf.feeb.org
Généralités	
C'est bien la dépendance continue des humains aux environnements naturels qui constitue un problème pour la préservation de la nature. Inversement, les technologies modernes, en utilisant de manière plus efficace les flux et les services des écosystèmes naturels, offrent une chance réelle de réduire l'ensemble des impacts humains sur la biosphère. Adopter ces nouvelles technologies, c'est trouver des chemins vers un bon Anthropocène (...) Une plus grande productivité des ressources, associée à des systèmes socio-technologiques modernes, a permis aux sociétés humaines de satisfaire leurs besoins, avec moins de ressources et d'impacts sur l'environnement. Les économies plus productives sont des économies plus riches, capables de mieux répondre aux besoins humains, tout en consacrant davantage de leurs excédents économiques à des éléments de confort, comme une santé humaine améliorée, des libertés et des opportunités humaines plus importantes, les arts, la culture et la préservation de la nature. Un manifeste éco-moderniste, John Asafu-Adjaye et al, avril 2015, traduit par John Laurie, https://www.ecomodernism.org/francals	Alors que jamais autant de ressources alimentaires, de matières premières et d'énergie n'ont été produites et consommées sur Terre, notre modèle économique remet en question la capacité de la biodiversité à fournir les autres services écosystémiques, de la régulation du climat à la qualité de l'eau, en passant par la pollinisation. La biosphère, dont dépend l'humanité, est en train d'être modifiée à un degré sans précédent... Les pressions exercées par les activités humaines sur la nature se sont considérablement accrues ces cinquante dernières années. Les conséquences des activités économiques ; Quelles activités génèrent le plus de pression et quelles en sont les conséquences sur l'environnement ? Naturefrance, décembre 2022. https://naturefrance.fr/les-consequences-des-activites-economiques Le niveau de bien-être atteint dans les pays industriels riches ne peut être généralisé à l'échelle mondiale sur la base du même système de production et de consommation. Global material flows and resource productivity, PNUF (2016). Flux mondiaux de matières et productivité des ressources. Rapport d'évaluation du Groupe d'experts international sur les ressources du PNUF (2016), https://www.resourcepanel.org/reports/global-material-flows-and-resource-productivity-database-link

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

La thèse d'un découplage entre la croissance du PIB et l'utilisation des ressources naturelles est affichée comme un objectif au niveau européen. Le Pacte Vert pour l'Europe (2019-2024) de la Commission européenne affiche comme l'une de ses ambitions majeures « une croissance économique dissociée de l'utilisation des ressources » : https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr La France pose également un objectif de découplage avec la consommation des ressources. L'article 74 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (17/08/2015) pose comme l'un des objectifs de la France « de découpler progressivement la croissance du PIB de sa consommation de matières premières » : https://www.legifrance.gouv.fr/lois/loi/2015/LOI1708/TEXTES/LOI1708/170815_0003_0043365	Dans un article de 2019, « La croissance verte est-elle possible ? », deux chercheurs, Jason Hickel et Giorgos Kallis concluaient que si le découplage absolu entre PIB et ressources est possible dans certains pays avancés, il ne semble pas faisable au niveau mondial, « même dans les meilleurs scénarios possibles ». Le green growth possible ? de Jason Hickel et Giorgos Kallis (04/2019), https://con-tent.cbs.utah.edu/?mli/Economics%202004/HickelKallis-HSGreenGrowthPossible.pdf + Résumé par l'article « Crise écologique : l'illusion du découplage avec la croissance » de Romaric Godin pour Médiapart (06/12/2023), https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-so-cial/061223/crise-ecologique-l-illusion-du-decouplage-avec-la-croissance Le monde n'a jamais été aussi consommateur de ressources qu'aujourd'hui : on consomme trois fois plus de ressources sur le plan mondial qu'en 1970. Eloi Laurent, cité par Médiapart : https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-so-cial/061223/crise-ecologique-l-illusion-du-decouplage-avec-la-croissance L'axiome de George Bush énoncé lors du sommet de la Terre de Rio en 1992, « Le mode de vie américain n'est pas négociable », semble l'avoir emporté : ce n'est qu'une fois entrevues les conditions techniques d'une décarbonation sans perte de croissance, sans modification fondamentale des modes de vie et des rapports sociaux que la réponse au défi climatique s'est engagée – au prix d'un passage de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère de 350 à 415ppm. À vrai dire, jamais l'intensification énergétique n'avait auparavant pu être envisagée hors de l'accès aux ressources fossiles concentrées dans les sous-sols, si bien que la relance d'une modernisation post-carbone ressemble à un tour de passe-passe, à un pari technologique et politique dont l'aboutissement est totalement incertain. Pierre Charbonnier, Ouvrir la brèche : politique du monde post-carbone, dans la revue Grand continent, 14 juin 2021, https://isgrandcontinent.eu/fr/2021/06/14/ouvrir-la-brèche-politique-du-monde-post-carbone/ Le principal argument mobilisé en faveur du découplage repose sur l'observation du passé. Dans certaines régions du monde parmi les plus développées, un découplage absolu a en effet été constaté pour certains impacts. C'est en particulier le cas de l'Union européenne en matière de réchauffement climatique (...). (Pour autant), il est clair qu'à ce jour le découplage reste un objectif mais pas une réalité. PIB, croissance et limites planétaires, Marion Cohen, Alain Grandjean, publié le 10 mars 2022, the other economy, https://theothereconomy.com/fr/modules/pib-croissance-et-limites-planetaires/
Sur la base de la cartographie bibliométrique de la première partie (Wiedenhofer et al.2020 Environ. Rés. Lett. 13 063002), nous synthétisons les preuves émergeant des 835 articles sélectionnés évalués par des pairs. Nous évaluons des études empiriques sur le découplage lié à l'énergie finale/utile, à l'exergie, à l'utilisation de ressources matérielles, ainsi qu'aux émissions de CO₂ et totales de GES. Nous constatons que le découplage relatif est fréquent pour l'utilisation des matériaux ainsi que pour les émissions de GES et de CO₂, mais pas pour l'exergie utile, une mesure de la consommation d'énergie basée sur la qualité. L'énergie primaire peut être découplée du PIB dans une large mesure dans la mesure où la conversion de l'énergie primaire en exergie utile est améliorée. Les exemples de découplage absolu à long terme sont rares, mais récemment, certains pays industrialisés ont découplé le PIB des émissions de CO₂ liées à la production et, plus faiblement, à la consommation. Un examen systématique des données probantes sur le découplage du PIB, de l'utilisation des ressources et des émissions de GES, partie II : synthétiser les informations, article collectif, Environmental Research Letters, IOPscience, 11 juin 2020. https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9298/ab842f	

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

	Les travaux menés en 2019 par Timothée Parrique, ceux d'une autre équipe en 2020 (Helmut Haberl et al 2020 Environ. Res. Lett. 15 065003) et ceux publiés dans The Lancet en 2023 de Jason Hickel et Jefim Vogel ont tous montré que les découplages constatés étaient majoritairement relatifs et, de toute façon, très éloignés des nécessités de la crise écologique. Crise écologique : l'illusion du découplage avec la croissance, Romaric Godin, MédiaPart, 6 décembre 2023, https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/061223/crise-ecologique-l-illusion-du-decouplage-avec-la-croissance
Pour moi, si la controverse est le découplage, objectivement, cela n'a pas lieu d'être. Évidemment qu'il y a découplage, cela ne fait aucun doute. C'est lié aux progrès technologiques et à la croissance des services dans les économies. Il est évident que l'on consomme de moins en moins de CO₂ pour faire du PNB. Audition de M. Jean-Baptiste Fressoz par le CESE (21/02/2024), historien des sciences, des techniques et de l'environnement.	Cela a-t-il un rapport avec le changement climatique et ce qu'il faut faire pour résoudre la crise climatique ? Pas du tout. La question du découplage est une vision très pauvre de ce qui se passe dans le monde matériel. Depuis les années 1980, on a quasiment divisé par deux l'intensité carbone de l'économie mondiale. Il faut quasiment émettre deux fois moins de CO₂ pour faire un dollar de PNB. Cela signifie-t-il que l'on est sur la bonne trajectoire ? Absolument pas, parce que depuis les années 1980, dans l'agriculture, il y a plus d'engrais et plus de tracteurs à l'échelle mondiale. Depuis les années 1980, le bâtiment est passé à l'échelle mondiale de matériaux biosourcés (pisé, bambous) à des matériaux béton, qui émettent du CO₂. Audition de M. Jean-Baptiste Fressoz par le CESE (21/02/2024). « <i>Personne ne nie qu'il puisse y avoir un découplage relatif au niveau mondial, mais il importe peu si chaque année l'empreinte matérielle de la croissance économique nous rapproche un peu plus des points de bascule planétaires qui sont de nature biophysique</i> ». Source : Eloi Laurent, cité par MédiaPart, https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/061223/crise-ecologique-l-illusion-du-decouplage-avec-la-croissance
Quand la demande pour les biens matériels est satisfaite, les économies développées connaissent de plus hauts niveaux de dépenses dirigées vers les secteurs des services et de la connaissance, moins consommateurs de matériaux, dont la part de l'activité économique croît. Cette dynamique pourrait être encore plus prononcée dans les économies émergentes d'aujourd'hui, qui peuvent profiter d'adopter tardivement des technologies modernes, économes en ressources. Un manifeste éco-moderniste, John Asafu-Adjaye et al, avril 2015, traduit par John Laurie, https://www.eco-modernism.org/francais Le problème de l'abstraction, c'est le PIB. Le PIB est une grandeur extrêmement abstraite. On peut faire croître énormément le PIB sans impacter massivement, à mon avis, les milieux, si on ne fait que du service ou des choses qui consomment peu de matière et d'énergie. Audition de M. Jean-Baptiste Fressoz par le CESE (21/02/2024).	Il n'empêche que les soubassements (nourrir les gens, produire des biens) restent fondamentalement indexés au carbone... Audition de M. Jean-Baptiste Fressoz par le CESE (21/02/2024). Le cœur de la pensée écologique des États et de la plupart des grandes entreprises est l'idée qu'on peut sauvegarder la croissance tout en abaissant son coût pour les écosystèmes. Mais cette idée repose sur une vision partielle et biaisée qui menace toute résolution sérieuse de la crise écologique. Crise écologique : l'illusion du découplage avec la croissance, Romaric Godin, MédiaPart, 6 décembre 2023, https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/061223/crise-ecologique-l-illusion-du-decouplage-avec-la-croissance

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

L'économie circulaire, qui passe notamment par l'écoconception, le réemploi et le recyclage, est un moyen de parvenir au découplage, en particulier entre croissance du PIB et consommation des ressources naturelles. L'économie circulaire, ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires (22/11/2023), https://www.ecologie.gouv.fr/economie-circulaire L'idée générale est que le capital technique peut à terme se substituer au capital naturel si celui-ci s'avère trop dégradé ou que les ressources sont épuisées, par le biais de l'innovation technologique : on appelle cela la soutenabilité faible. Cours de Sciences économiques et sociales « La croissance économique est-elle compatible avec la préservation de l'environnement ? » (24/02/2020), https://enverslisses.com/2020/02/la-croissance-economique-et-elle-compatible-avec-la-preservation-de-l-environnement.html Plusieurs technologies peuvent être utilisées au service de la transition écologique, par exemple des technologies de capture et de séquestration du carbone ou des techniques de refroidissement de la Terre : - Carbon Dioxide Removal (CDR) : séquestration biologique ou par des procédés industriels - Solar Radiation Modification (SRM) : géoingénierie solaire qui permet de faire réfléchir le rayonnement solaire dans l'espace pour limiter le réchauffement. Reducing the Risks of Climate Overshoot , rapport de la Climate Overshoot Commission (09/2023), https://www.overshootcommission.org/_files/ugd/0c3b70-bab3b3c1cd39475b387a594c9a68e2b.pdfhttps://www.overshootcommission.org/_files/ugd/0c3b70-bab3b3c1cd39475b387a594c9a68e2b.pdf	Il y a des limites au recyclage car tant qu'il y aura la croissance, on aura toujours besoin d'une production primaire (notamment pour les métaux). Audition de M. Emmanuel Hache par le CESE (21/02/2024), directeur de recherche à l'IRIS, spécialiste des questions relatives à la prospective énergétique et à l'économie des ressources naturelles (énergie et métaux). À la soutenabilité faible s'oppose la soutenabilité forte, approche selon laquelle le capital naturel a une spécificité propre et ne peut pas être substitué. Le fonctionnement des écosystèmes ainsi que les bénéfices qu'en tirent les humains ne sont pas toujours identifiés et compris. De plus, les effets peuvent être imprévisibles et sont souvent irréversibles. économie, ressources naturelles et pollutions, article de Marion Cohen et Antoine Gonthier (01/10/2020), https://theclutureconomy.com/fr/modules/economie-ressources-naturelles-et-pollution/la-soutenabilite-de-l-economie-ressources-naturelles-par-les-capitaux-artificiels-des-machines Les solutions technologiques au service de l'environnement ne sont pas suffisamment développées. Certains auteurs parlent alors de techno-optimisme et considèrent que c'est peu réaliste et ne prend pas en compte les incertitudes et les ruptures brutales qui risquent de se produire. La post-croissance, mais avec quels indicateurs ? Florence Jany-Canice et Dominique Média (2023), https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2023-2-page-64.htm La technologie ne pourra pas résoudre le réchauffement climatique car elle ne pourra pas être déployée à une échelle suffisante et dans les temps. C'est le cas pour les techniques de captation du CO₂ dans l'atmosphère et des biocarburants. The solution space discussed at COP26 is unrealizable : comparing supply and demand for the tree zero-emissions resources, article de Julian Allwood (16/11/2021), https://ukfres.org/blog/cop26/ C'est également le cas pour le nucléaire et les énergies renouvelables, il y a de nombreuses étapes qui demandent du temps (consultation, permis, construction). Pour le cas de l'avion à hydrogène, au rythme actuel de développement de cette technologie, nous n'aurons qu'un seul avion en 2035 (contre plus de 25 000 avions commerciaux de nos jours). Pour le cas de la capture du CO₂, les technologies sont trop énergivores car si l'on voulait reprendre dans l'air la totalité des émissions, il faudrait y consacrer toute la production d'électricité mondiale (et que celle-ci soit décarbonée). Julian Allwood et Jean-Marc Jancovici, cités par France Info, https://www.francetvinfo.fr/meteo/climat/rechauffement-climatique-la-technologie-suffira-t-elle-a-regler-le-probleme_4865673.html Les technologies d'élimination du dioxyde de carbone (CDR) et de modification du rayonnement solaire (SRM) sont des technologies intéressantes mais elles
--	---

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

	sont entourées d'incertitudes et présentent des risques, notamment la SRM qui pourrait introduire d'importants nouveaux problèmes environnementaux. https://www.overshootcommission.org/, https://www.overshootcommission.org/files/0670c3b70_bab3b3c1cd394745b3875594c9a68e2b.pdf Reducing the Risks of Climate Overshoot. rapport de la Climate Overshoot Commission (09/2023).
Le découplage peut être rendu possible par la mise en place de politiques publiques en faveur de la transition écologique et de l'environnement telles que : - des réglementations sectorielles (zones à faible émission, normes d'émission des véhicules, obligations de rénovation énergétique de logements) ; - des subventions ou investissements publics (décarbonation de la production d'énergie et des procédés industriels, construction d'infrastructures de transports et renouvellement de véhicules, rénovation énergétique des bâtiments) ; - une tarification du carbone : taxe carbone ou système d'échange de quotas d'émissions (avec des recettes allouées au financement de politiques publiques de décarbonation ou d'accompagnement des acteurs vulnérables aux coûts de la transition). Croissance et décarbonation de l'économie, Direction Générale du Trésor (10/2022). https://www.tresor.economiie.gouv.fr/Articles/4e386b82-8e63-4e65-86da-353ac42fead4/files/44650fbd-26f0-4670-b564-6cd09bdc005cd	Le besoin de planification et réglementations atteste que la croissance a besoin de leviers : cela contredit l'idée d'un marché capable de gérer à lui seul l'urgence écologique. Pour la décroissance est devenue l'ennemie publique numéro un du pouvoir, article de Romaric Godin pour Médiapart (24/05/2023), https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-so-cial/240523/pourquoi-la-decroissance-est-devenue-l-ennemie-publique-numero-un-du-pouvoir
Découplage des ressources	
1 - Matériaux	
La quantité de ressources naturelles (biomasse, énergie, minerais de métal et minéraux industriels, minéraux pour la construction) nécessaire à la production d'une unité de PIB (on parle d'« intensité matières » et d'« intensité énergétique » du PIB) a certes reculé de 40 % à l'échelle mondiale entre 1900 et 2005 (F.Krausmann et alii, 2009). L'empreinte matérielle de l'économie quels enjeux de soutenabilité ? Rapport de Boris Chabanel la métropole, septembre 2016. https://www.milenaire3.com/resources/2016/l-empainte-materielle-de-l-economie	Mais (...) cela n'a pas empêché la multiplication par 8 de l'extraction mondiale de ressources au cours du siècle. L'empreinte matérielle de l'économie quels enjeux de soutenabilité ? Rapport de Boris Chabanel, UTOPIES® Grand Lyon la métropole, septembre 2016. https://www.milenaire3.com/resources/2016/l-empainte-materielle-de-l-economie Certes, on a potentiellement un découplage relatif, tout simplement parce que l'intensité matière des technologies a tendance à diminuer, mais d'un point de vue global, on n'a jamais autant consommé de matières premières extraites du sol ou du sous-sol. La question des limites et du mur de la matière peut se rapprocher et doit être appréhendée dans les réflexions sur la transition bas-carbone. Audition de M. Emmanuel Hache par le CESE (21/02/2024), directeur de recherche à l'IRIS, spécialiste des questions relatives à la prospective énergétique et à l'économie des ressources naturelles (énergie et métaux). Les pays les plus riches consomment en moyenne 10 fois plus de matériaux que les pays les plus pauvres, et deux fois la moyenne mondiale, ce qui démontre une répartition très inégale des matériaux pour soutenir le niveau de vie. Il

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

	montre que le groupe de pays à faible revenu aura besoin de quantités croissantes de matériaux, par habitant, pour atteindre les résultats de développement durable visés par la communauté mondiale. Global material flows and resource productivity, PNUE (2016). Flux mondiaux de matières et productivité des ressources. Rapport d'évaluation du Groupe d'experts international sur les ressources du PNUE (2016), https://www.resourcepanel.org/reports/global-material-flows-and-resource-productivity-database-link
Différents facteurs – tels que la déformation de la structure de la demande finale au profit des services (moins consommateurs de matières premières), la mise en place de technologies et de processus de production et de consommation plus efficaces ou encore la montée de la finance dans le PIB – ont permis un certain nombre de progrès au cours des dernières décennies. Une étude récente montre que (A. Schaffartzik et alii, 2014) : la consommation de matières par unité de PIB des pays occidentaux a été divisée par deux sur la même période ; la consommation de matières premières totale et par habitant de ces pays a même diminué au cours des années 2000. L'empreinte matérielle de l'économie quels enjeux de soutenabilité ? Rapport de Boris Chabanel, la métropole, septembre 2016, https://www.millenaire3.com/ressources/2016/l-empreinte-materielle-de-l-economie	Le découplage doit être global et non local. La réduction des pressions sur la nature doit être envisagée à l'échelle de la planète et non à la seule échelle d'un pays ou d'une région du monde. C'est particulièrement évident pour les enjeux globaux tel le réchauffement climatique, le trou de la couche d'ozone ou la préservation des ressources maritimes. PIB, croissance et limites planétaires, Marion Cohen, Alain Grandjean, publié le 10 mars 2022, the other economy, https://theothereconomy.com/fr/modules/pib-croissance-et-limites-planetaires/ Au total, pour juger des « progrès » des pays occidentaux sur le plan de la consommation de matières premières, on ne peut se contenter de mesurer leur consommation apparente de matières. Il convient d'ajouter les consommations de matières induites par la production des biens manufacturés qu'ils importent (P.Roman, 2014). On s'aperçoit alors que l'empreinte matérielle globale des pays occidentaux a suivi le rythme de l'augmentation de leur PIB, et donc qu'aucune amélioration de la productivité des ressources n'a eu lieu au cours des dernières décennies (Wiedmann et alii, 2013). Ce constat apparaît essentiel pour comprendre l'absence quasi-complète de progrès significatif à l'échelle mondiale (G. Giraud, 2014). L'empreinte matérielle de l'économie quels enjeux de soutenabilité ? Rapport de Boris Chabanel, UTOPIES®, Grand Lyon la métropole, septembre 2016, https://www.millenaire3.com/ressources/2016/l-empreinte-materielle-de-l-economie
Le caractère structurellement métallique des transitions énergétique et digitale doit être pris en compte à sa juste mesure. Les métaux peuvent freiner les ambitions en matière de décarbonation des différents secteurs de l'économie (...). Les métaux possèdent une qualité remarquable : ils sont recyclables et ils conservent leurs qualités une fois recyclés (...). Les politiques de recyclage constituent un levier important pour améliorer la sécurisation des besoins et la souveraineté industrielle... D'après Emmanuel Hache Métaux Le nouvel Or Noir ; Demain la pénurie ? Éditions du Rocher, octobre 2023, Métaux. Le nouvel or noir - Éditions du Rocher	Mais il n'y a pas une recherche d'efficacité du standard pour faciliter et permettre des économies d'échelle sur le recyclage (...). Comment un industriel du recyclage va-t-il dimensionner sa chaîne de production de recyclage ? Je pose cette question. Il y a une incertitude très importante sur le niveau de stocks, de gisements de batteries qui vont arriver sur le marché dans les années qui viennent. Ces gisements vont-ils rester sur le sol national ?

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

	D'un point de vue réglementaire, il y a une législation à pousser sur ce qu'est un déchet. Comment faire pour légiférer sur une obligation, notamment de recyclage sur le sol national, avec des produits consommés sur le sol national ? Il y a des enjeux réglementaires fondamentaux pour le recyclage. Audition de M. Emmanuel Hache par le CESE (21/02/2024). Le problème, c'est plutôt les pollutions. Je pense que c'est important d'en discuter. Extraire et raffiner des métaux est très polluant. C'est sans doute mieux que de brûler du charbon, du pétrole et du gaz, mais c'est polluant. Il faut aussi le prendre en compte. On ne peut pas balayer cela d'un revers de main, en disant que, pour faire la transition, on peut extraire tous les métaux que l'on veut. D'autant plus que l'on utilise des métaux qui sont de plus en plus faibles en teneur. On extrait du cuivre dans des mines qui sont à 0,5 % de teneur. Pour faire une tonne de cuivre, vous avez besoin de 200 tonnes de minerais. Tout cela, ce sont des déchets. Une partie sont des déchets non-dangereux, mais une partie sont des déchets très toxiques, parce qu'on a mis beaucoup de produits chimiques pour récupérer le cuivre. Et c'est très énergivore : les mines sont un secteur important de la consommation énergétique mondiale. Audition de M. Jean-Baptiste Fresco par le CESE (21/02/2024).
Les hypothèses des travaux pour les étapes successives d'élaboration du scénario en vue de la prochaine Stratégie française pour l'énergie et le climat (SPEC) sont dénommées des « Run ». Industrie et déchets : • Découplage entre valeur ajoutée (conservée) et production physique (qui diminue) [Run1] • Baisser la quantité de déchets grâce au développement de la réparation et du réemploi via des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP), à la baisse de la production de déchets par les ménages (développement du zéro déchets, limitation du gaspillage, etc.) et la baisse de la production de déchets industriels via une croissance du taux d'incorporation de matières recyclées dans l'industrie [Run2]. <i>Les incidences économiques de l'action pour le climat, rapport thématique Sobriété Aude Pommeret (coord.), France Stratégie, mai 2023, https://www.strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2023-les-incidences_economiques_de_l'action_pour_le_climat-thematique-sobriete.pdf</i>	Même si vous augmentez le taux de recyclage, si vous conservez des taux de croissance autour de 2,5 % – ce sont les hypothèses basses au niveau international, fournies par le FMI –, vous êtes dans une « course à l'échalote ». Certes, vous allez augmenter la part du recyclage, mais vous avez toujours besoin d'une production primaire. Le recyclage est une politique intéressante, mais qui doit se faire si on privilégie l'utilisation des métaux recyclés dans les nouveaux produits et si on met de la sobriété dans les systèmes. Audition de M. Emmanuel Hache par le CESE (21/02/2024).

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Les économistes et autres techno-optimistes soutiennent la faisabilité d'un découplage absolu, tandis que les partisans de la décroissance montrent que cela ne sera probablement ni réalisable en principe ni dans les délais nécessaires pour éviter les points de bascule écologiques. Tout en soutenant principalement la perspective de la décroissance, je suggérerai que les écomodernistes ont un joker dans leur poche qui n'a pas été systématiquement abordé par les partisans de la décroissance. Il s'agit de la « quatrième révolution industrielle », qui fait référence à des innovations convergentes dans les domaines de la biotechnologie, de la nanotechnologie, de l'intelligence artificielle, de l'impression 3D et d'autres développements. <i>Les dangers du découplage : crise du système terrestre et « quatrième révolution industrielle »</i>, Michael J. Albert, première publication:17 avril 2020, Wiley Online Library, https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1758-5899.12793 ou https://epirints.soas.ac.uk/33445/1/M.Albert%20-%20The%20Dangers%20of%20Decoupling%20-%2026R%20Version%29.pdf	Cependant, je soutiendrais que si ces innovations <i>peuvent</i> permettre un certain degré de découplage absolu, elles intensifieront également les risques émergents dans les domaines de la biosécurité, de la cybersécurité et de la sécurisation de l'État. <i>Les dangers du découplage : crise du système terrestre et « quatrième révolution industrielle »</i>, Michael J. Albert, Première publication:17 avril 2020, Wiley Online Library, https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1758-5899.12793 ou https://epirints.soas.ac.uk/33445/1/M.Albert%20-%20The%20Dangers%20of%20Decoupling%20-%2026R%20Version%29.pdf Le changement technologique doit jouer un rôle, pas tant l'innovation – le fantasme de technologies auxquelles personne n'aurait pensé qui vont nous tirer d'affaire est vraiment trompeur (...). Le discours sur l'innovation, quand on le mobilise sur ces questions climatiques, devient un discours trompeur. C'est lié à la rapidité des transformations qu'il faut engager. C'est lié aussi au fait que l'on a eu tendance à plaquer sur la réflexion sur les dynamiques énergétiques et matérielles, des réflexions et des modèles, en particulier des courbes de diffusion en S, qui marchent pour les techniques. Les techniques peuvent se diffuser relativement rapidement. Par contre, la consommation matérielle n'a pas du tout le même rythme de changement. Les courbes de consommation matérielle sont stables ; cela ne fait que croître mais, fondamentalement, c'est stable. Audition de M. Jean-Baptiste Fressoz par le CESE (21/02/2024). À mon sens, il faut aussi réserver les technologies. Quand on voit les débats sur la XG (la 5G ou la 6G, je ne sais plus à combien on en est), il faut se poser la question de la restriction des usages. Ce sont des technologies extrêmement gourmandes en métaux, pas forcément parce que l'intensité matière est plus importante, mais parce qu'on a un effet rebond très important. Le réserver aux usages militaires et usages médicaux est à mon sens assez fondamental. Cela passe par de l'éducation très importante. Audition de M. Emmanuel Hache par le CESE (21/02/2024).
Le fait de jeter un produit après utilisation augmente d'une part le volume de déchets, source de pollution, et entraîne à nouveau le recours à des ressources aujourd'hui limitées pour relancer la production de nouveaux biens de consommation. Se fondant sur la réutilisation des ressources, des produits et des déchets, l'économie circulaire offre une voie de sortie au modèle du tout jetable et peut réconcilier économie et environnement. Elle permet de limiter la consommation, le gaspillage des ressources et la production des déchets.	Nous n'avons pas encore des réglementations assez poussées, qui vont par exemple obliger qu'il y ait 80 à 90 % de métaux recyclés dans les nouveaux produits. Tant qu'on n'aura pas les deux, le recyclage sera une course de lévriers : on va courir après la matière première. C'est fondamental à regarder. Audition de M. Emmanuel Hache par le CESE (21/02/2024).

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

En amont, la prévention des déchets est une démarche fondamentale. En favorisant l'éco-conception des produits, les comportements d'achats responsables et en agissant sur l'allongement de leur durée de vie, la prévention permet d'économiser le recours aux matières premières notamment celles non renouvelables. Les défis de la transition, économie circulaire, ADEME, https://www.ademe.fr/les-defis-de-la-transition/economie-circulaire/	
Anciennement considérés comme matériaux inutiles, les déchets sont en outre autant de ressources mobilisables dans une économie circulaire. Dans le cadre du modèle d'élimination systématique des déchets, ils présentent en outre un impact direct sur l'environnement lors de leur collecte et de leur traitement. Ils peuvent aussi présenter un impact sanitaire réel, un phénomène encore complexe à étudier et à quantifier. La transformation des déchets en ressources permet dès lors de réduire ces impacts et également de sécuriser l'approvisionnement en ressources. Les défis de la transition, économie circulaire, ADEME, https://www.ademe.fr/les-defis-de-la-transition/economie-circulaire/	Même optimal, le recyclage est totalement insuffisant pour fournir les ressources nécessaires à une économie en croissance. Plusieurs travaux ont démontré que, même en cas de recyclage complet de la matière, il est impossible de parvenir à une économie véritablement circulaire lorsque la croissance de la demande de ressources se poursuit par ailleurs (J.-F. Labbé, 2016 ; F. Fzaine, 2014 ; F. Grosse, 2011, 2014). Il s'agit en fait d'une impossibilité mathématique : dans une économie en croissance, les volumes de matières recyclées que l'on est en mesure d'injecter dans le système restent nécessairement inférieurs à la consommation totale de matières premières. L'empreinte matérielle de l'économie quels enjeux de soutenabilité ? Rapport de Boris Chabanel, UTPIESD, Grand Lyon la métropole, septembre 2016, https://www.millenaire3.com/res-sources/2016/empreinte-materielle-de-l-economie
Plusieurs leviers peuvent être activés : l'économie d'énergie et de ressources (moins consommer), l'efficacité énergétique (mieux consommer), le recours à des énergies et des ressources renouvelables (produits biosourcés, ENR, etc.). Ces leviers peuvent être activés dans le cadre de démarches d'éco-conception (qui intègre les aspects liés à l'environnement dans la conception et le développement de produits plus durables et moins émetteurs de déchets), par la mise en œuvre de l'Écologie industrielle et territoriale. Les défis de la transition, Production durable, ADEME, https://www.ademe.fr/les-defis-de-la-transition/production-durable/	Dans le même temps, l'efficacité énergétique tend à améliorer la qualité de vie, stimuler la productivité et accroître la compétitivité : autant d'éléments qui contribuent à la croissance de l'économie et à l'augmentation de la demande d'énergie, et donc aux émissions de gaz à effet de serre. <i>La demande énergétique mondiale est sous-estimée, et c'est un vrai problème pour le climat</i>, Victor Court (IPEN), Connaissance des énergies, 7 avril 2021, https://www.connaissancedesenergies.org/tribune-actualite-energies/la-demande-energetique-mondiale-est-sous-estimee-et-cest-un-vrai-probleme-pour-le-climat
2 - Énergie	
L'idée longtemps défendue dans les cercles assez restreints de l'écomodernisme, qui consistait précisément à découpler le régime économique de la croissance par rapport au support énergétique des énergies fossiles, constitue désormais l'implicite du mode développement en cours de formation. Pierre Charbonnier, Ouvrir la brèche : politique du monde post-carbone, dans la revue Grand continent, 14 juin 2021, https://legrandcontinent.eu/fr/2021/06/14/ouvrir-la-breche-politique-du-monde-post-carbone/	Le cas de l'énergie est moins tranché que celui des matériaux. Les études divergent sur leurs résultats et sont difficiles à comparer car elles mesurent la consommation d'énergie différemment et le font à des échelles géographiques différentes. En examinant la consommation finale d'énergie au niveau territorial sur la période 1971-2004, Luzzati et Orsini (2009) ne trouvent aucune preuve de l'existence d'une courbe de Kuznets environnementale, ni à l'échelle mondiale, ni au niveau des pays individuels. <i>Decoupling debunked – Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability</i>, European Environmental Bureau, 2019 Decoupling-Debunked.pdf (eeb.org)

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Le plein accès aux énergies modernes est un prérequis essentiel au développement humain et au découplage entre développement et nature (...). Cela permet de produire plus de nourriture sur moins de surface, grâce aux technologies avec un apport important d'énergie tels que tracteurs et engrais. L'énergie permet aux humains de recycler les eaux usées et de dessaler l'eau de mer, épargnant ainsi les rivières et les zones aquifères. Elle permet aux humains de recycler métaux et plastiques à moindre coût, au lieu d'extraire ou de raffiner ces minéraux. Pour l'avenir, l'énergie moderne pourrait permettre de capturer le carbone dans l'atmosphère, et de réduire son accumulation, responsable du réchauffement climatique. Un manifeste éco-moderniste, John Asafu-Adjei et al, avril 2015, traduit par John Laurie, https://www.ecomodernism.org/francals	Mais une chose néanmoins est claire : la construction d'une économie-monde décarbonée ne garantit en rien un avenir affranchi des problèmes de limites et de risques (...). D'un côté, l'effort climatique ne saurait être relativisé et encore moins découragé par des arguments maximalistes qui risqueraient de le faire apparaître comme vain ou hors de portée. De l'autre, les moyens choisis pour réaliser cette entreprise font émerger de nouvelles menaces, ils déplacent les zones de conflits, les pressions extractives, les rapports de pouvoir entre acteurs stratégiques, et bien entendu ils redessinent les clivages sociaux entre bénéficiaires et perdants de la transition – le tout dans un contexte où le changement climatique se fera, quoi qu'il en soit, ressentir (...). On reconnaît là une tension classique de la modernité technique, qui depuis le XIXe siècle court après les conséquences négatives de ses propres innovations en bricolant les réponses institutionnelles et matérielles aux crises qu'elle suscite (...). Dans un contexte où l'Europe a peu de chances de tirer les plus grands bénéfices de la modernisation verte telle qu'elle est conçue à Pékin ou à Washington, et où elle n'a pas non plus un besoin pressant de croissance pour des impératifs de développement, le scénario de l' limitation économique post-carbone est, pour elle plus encore que pour n'importe quelle autre partie du monde, un pari risqué. Pierre Charbonnier, Ouvrir la brèche : politique du monde post-carbone, dans la revue Grand continent, 14 juin 2021, https://legrandcontinent.eu/fr/2021/06/14/ouvrir-la-brèche-politique-du-monde-post-carbone/
Afin de pouvoir découpler la croissance du PIB et les émissions de gaz à effet de serre, une voie à emprunter est celle de la décarbonation de l'énergie. Cela passe par l'utilisation de la biomasse, de la géothermie et de l'électricité décarbonée (nucléaire et énergies renouvelables). Stratégie Nationale Bas Carbone (03/2020), https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2020-03-25_MTE_SNBC2.pdf	Dans l'histoire, le capitalisme n'a jamais fait de transition énergétique, c'est-à-dire qu'il ne s'est pas débarrassé d'une source d'énergie : à chaque fois, les nouvelles énergies nécessitent une consommation importante des anciennes. Ex : Le charbon a eu besoin du bois, les éoliennes ont besoin de charbon ou de pétrole. De plus, les techniques ont besoin de plusieurs décennies pour se déployer à l'échelle mondiale, or la situation environnementale est urgente. Jean-Baptiste Fressoz, cité par France Info, https://www.francetvinfo.fr/meteo/clima/rechauffement-climatique-la-technologie-suffira-t-elle-a-regler-le-probleme_4966673.html Une limite à la décarbonation de l'énergie est le potentiel déplacement du problème : fonder la croissance du PIB sur des énergies décarbonées peut conduire à la création de nouveaux problèmes environnementaux. Ex : Ressources en métaux, déchets nucléaires. Decoupling debunked-evidence and arguments against green growth, rapport du Bureau Européen de l'Environnement (07/2019), https://eeb.org/wp-content/uploads/2019/07/Decoupling-Debunked.pdf

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

	Il n'y a pas d'énergie « propre » : même les énergies renouvelables, en raison notamment des activités minières, ont des impacts sur l'environnement. Audition de Emmanuel Hache par le CESE (21/02/2024). Qui dit transition bas-carbone, dit transition métallique et extraction massive de métaux. Mais sans politique volontariste de sobriété, on pourrait atteindre des niveaux de consommation autour de plus de 80 % des ressources mondiales de métaux d'ici 2050, sans parler des problèmes de financements, de compétences et de temporalité. Ce n'est donc pas soutenable et ne tient pas suffisamment compte des limites physiques du monde. Audition de M. Emmanuel Hache par le CESE (21/02/2024). Il en va de même pour le nucléaire, qui nécessite d'extraire de l'uranium que la France importe à 100 %, ce qui ne garantit pas son indépendance, notamment vis-à-vis de pays comme la Russie. Nucléaire : la France toujours dépendante de l'uranium russe, article de Reporterre (13/03/2023), https://reporterre.net/Nucleaire-la-France-toujours-dependante-de-l-uranium-russe Mais il se pourrait que cette stratégie ne fonctionne pas, car elle omet un phénomène qui œuvre depuis longtemps pour contrer les bénéfices de l'efficacité énergétique : l'« effet rebond » (...). Parfois appelé « paradoxe de Jevons », du nom du premier économiste à l'avoir étudié au milieu du XIX^e siècle, l'effet rebond correspond à l'ensemble des mécanismes économiques et comportementaux qui annulent une partie, ou la totalité, des économies d'énergie résultant des gains d'efficacité. Par exemple, si les ingénieurs parviennent à diminuer de moitié la consommation d'essence nécessaire pour parcourir un kilomètre en voiture, les automobilistes peuvent dépenser deux fois moins d'argent pour parcourir la même distance, mais ils peuvent aussi parcourir deux fois plus de kilomètres avec le même budget ! L'histoire nous montre que c'est la seconde option qui a été suivie, en augmentant au passage le poids, le confort, la vitesse maximale et la puissance des voitures. Ainsi, en abaissant le coût d'un service donné – s'éclairer, se chauffer, se nourrir, se divertir –, l'efficacité énergétique engendre un surcroît d'utilisation de ce service : on s'éclaire plus, on se déplace plus, on se chauffe, on se nourrit et on se divertit davantage grâce aux gains d'efficacité énergétique. Mais disposer d'un éclairage ou d'une voiture plus économe peut aussi pousser les consommateurs à utiliser une partie de leurs revenus pour acheter autre chose que de l'électricité ou de l'essence : par exemple, un billet d'avion ou bien un
Remplacer les combustibles fossiles (pétrole, charbon, gaz) par des énergies bas carbone (les renouvelables et le nucléaire) est indispensable pour limiter le dérèglement du climat. Mais comme les énergies fossiles ne vont pas disparaître de sitôt, il est aussi impératif d'augmenter l'efficacité avec laquelle on les utilise, c'est-à-dire de produire plus avec autant (voire moins) d'énergie. Dans le scénario « développement durable » de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'efficacité énergétique est d'ailleurs considérée comme le premier levier pour réduire les émissions de CO₂. Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et de toutes les machines qui nous entourent contribuerait à 37 % de l'effort nécessaire pour décarboner l'économie mondiale d'ici 2050. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) considère lui aussi que l'efficacité énergétique est un élément clé de la transition écologique. Il en va d'ailleurs ainsi pour tous les gouvernements engagés dans l'Accord de Paris. Le PIB et la consommation d'énergie n'évoluent pas à la même vitesse et certains scénarios de l'AIE et du GIEC prévoient un découplage absolu entre ces deux indicateurs. « La demande énergétique mondiale est sous-estimée, et c'est un vrai problème pour le climat » de Victor Court (06/04/2021).	

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

	nouveau smartphone. Il en va d'ailleurs de même pour les entreprises, qui peuvent allouer à de nouvelles activités les revenus épargnés grâce à l'efficacité énergétique. Dans une étude récente, nous avons montré avec mes collègues que les preuves d'effets rebonds très significatifs étaient de plus en plus nombreuses : plus de la moitié des économies d'énergie résultant d'une amélioration de l'efficacité énergétique semblent ne jamais se concrétiser dans la réalité... « La demande énergétique mondiale est sous-estimée, et c'est un vrai problème pour le climat » de Victor Court (06/04/2021). L'effet rebond peut être : - direct : les économies d'énergie faites sur la production d'un bien sont redirigées vers une plus grande consommation du même bien. Ex : Les gains d'efficacité en consommation de carburant vont servir à rouler deux fois plus loin et augmenter le poids et la puissance des voitures. - indirect : les économies d'énergie sont redirigées vers la consommation d'un autre bien. Ex : Les économies en carburant vont permettre d'acheter un billet d'avion pour voyager plus loin. - structurel : l'efficacité énergétique d'un bien ou service va mener à son développement au détriment d'autres solutions plus efficaces pour la transition écologique. Ex : Développement de voitures individuelles moins émettrices plutôt que de transports en commun. Decoupling debunked-evidence and arguments against green growth (07/2019); https://ieeb.org/wp-content/uploads/2019/07/Decoupling-Debunked.pdf De plus en plus de preuves d'effets rebonds significatifs existent : plus de la moitié des économies d'énergie dues à l'amélioration de l'efficacité énergétique ne se concrétisent finalement pas. Paul E. Brockway, Steve Sorrell, Gregor Semieniuk, Matthew Kuperus Heun, Victor Court, Energy efficiency and economy-wide rebound effects: A review of the evidence and its implications, Renewable and Sustainable Energy Reviews, Volume 141, 2021, https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1364032121000769?via=ihub → Résumé par l'article « La demande énergétique mondiale est sous-estimée, et c'est un vrai problème pour le climat » de Victor Court (06/04/2021). Le problème est : qu'allez-vous faire avec cette électricité relativement propre ? Si c'est pour faire des voitures électriques de 2 tonnes, objectivement, on n'est pas tiré d'affaire. Il y aura encore beaucoup de CO₂ car une voiture, c'est de l'acier, et l'acier, c'est du CO₂. Cette voiture va rouler sur des routes en ciment. Elle va promouvoir l'expansion urbaine avec des maisons de plus en plus
--	--

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

	grandes, que l'on va remplir d'objets. Tout cela est étroitement relié au CO₂ (...). Si c'est pour alimenter le même genre de croissance, on ne fait que retarder un peu le passage des 2°C, mais cela ne change pas fondamentalement le problème. Audition de M. Jean-Baptiste Fressoz par le CESE (21/02/2024).
Le PIB et la consommation d'énergie n'évoluent pas strictement à la même vitesse. Entre 1971 et 2018, le PIB mondial a augmenté en moyenne de 3,1% par an, tandis que la consommation mondiale d'énergie finale (c'est-à-dire la quantité totale d'énergie consommée par les utilisateurs finaux) s'est accrue de 1,8 % chaque année. C'est ce qu'on appelle un « découplage relatif » : les deux variables augmentent, mais le PIB augmente plus vite que la consommation d'énergie. <u>La demande énergétique mondiale est sous-estimée, et c'est un vrai problème pour le climat.</u> Victor Court (IPPEN). <u>Connaissance des énergies, 7 avril 2021.</u>	Chaque unité supplémentaire de croissance du PIB se traduit par des dégâts de plus en plus coûteux sur la biosphère et donc pour le bien-être humain, de sorte que cette croissance pourrait bien ne pas avoir le temps de devenir verte : son coût écologique exponentiel annulera puis inversera ses gains attendus à moyen terme avant même que ceux-ci ne puissent se matérialiser. <u>La transition sociale-écologique : au-delà de la croissance, sans croissance 2.</u> Éloi Laurent, dans la revue <u>Germinial</u>, 10/05/2021.
En raison de changements dans la structure des économies, à savoir plus de services, moins d'industries et des gains d'efficacité énergétique très élevés, les organisations telles que le GIEC et l'AIE prévoient une croissance faible ou nulle de la consommation mondiale d'énergie au cours des prochaines décennies, tout en maintenant une croissance économique relativement élevée. Ces groupes d'experts font donc l'hypothèse d'un découplage relatif entre PIB et consommation d'énergie, mais à des niveaux bien supérieurs à ceux du passé. Plusieurs de leurs scénarios postulent même qu'un « découplage absolu » est possible : ils prévoient que le PIB pourrait continuer d'augmenter tandis que la consommation d'énergie diminuerait ; et ce, malgré la nécessité d'investir à grande échelle dans les infrastructures à forte intensité énergétique et dans l'industrie lourde des pays en développement. <u>La demande énergétique mondiale est sous-estimée, et c'est un vrai problème pour le climat.</u> Victor Court (IPPEN). <u>Connaissance des énergies, 7 avril 2021.</u>	Le problème, c'est qu'il n'existe aucun précédent historique de découplage absolu au niveau mondial. Seuls quelques pays riches ont pu connaître certaines années un découplage absolu entre leur PIB et leur consommation d'énergie, mais cela était dû à une raison bien précise : ils avaient au préalable délocalisé une grande partie de leur industrie. (...) la relation empirique entre PIB et énergie a été quasiment linéaire sur les cinquante dernières années : le PIB mondial a crû à peine plus vite que la consommation d'énergie, c'est le découplage relatif que nous avons évoqué un peu plus haut. <u>La demande énergétique mondiale est sous-estimée, et c'est un vrai problème pour le climat.</u> Victor Court (IPPEN). <u>Connaissance des énergies, 7 avril 2021.</u> Installer de nouvelles ampoules LED, doter les voitures de moteurs derniers cris et perfectionner les processus industriels ne suffira pas pour diminuer la consommation d'énergie fossile et réduire les émissions de gaz à effet de serre (...) Il semble que les scénarios et les modèles climatiques manquent d'un certain réalisme face à la complexité de l'effet rebond. Puisqu'environ 50 % des économies d'énergie semblent compensées par ce phénomène, il est urgent que la communauté des modélisateurs le prenne plus au sérieux et parvienne à mieux l'intégrer dans leurs équations. Sans cela, la crédibilité des scénarios climatiques mondiaux est sujette à caution, en particulier pour ceux qui font l'hypothèse d'un découplage absolu entre activité économique et consommation d'énergie. <u>La demande énergétique mondiale est sous-estimée, et c'est un vrai problème pour le climat.</u> Victor Court (IPPEN). <u>Connaissance des énergies, 7 avril 2021.</u>

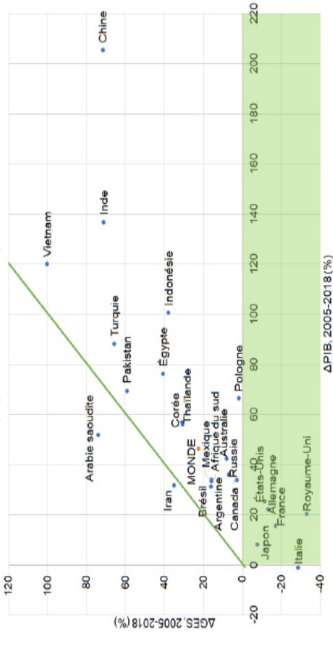
Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Pour parvenir à la décarbonation de l'énergie, il faut que la demande soit plus faible, ce qui passe notamment par la sobriété. Elle n'est pas synonyme de décroissance car la transition écologique débouche sur une hausse de l'activité, avec de nombreux investissements nécessaires. Transition(s) 2050, rapport de l'Agence de Développement Environnemental et de Maîtrise de l'Énergie (22/03/2022). La sobriété est « une réduction de la consommation d'énergie des ménages et des entreprises qui ne résulte pas d'améliorations de l'efficacité énergétique mais de changements, volontaires ou non, dans la demande d'énergie et les structures de consommation ». Elle « n'est pas nécessairement synonyme de décroissance et peut de plus être source de bien-être ». Les incidences économiques de l'action pour le climat. rapport de Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz (05/2023). La sobriété pourra permettre de réduire de 15 % les émissions de gaz à effet de serre en France. Elle passera par la correction des biais comportementaux des individus via la diffusion de l'information et des nudges. <i>Les incidences économiques de l'action pour le climat</i>, rapport thématique Sobriété Aude Pommeret (coord.), France Stratégie, mai 2023.	Sobriété et croissance semblent antinomiques puisque la sobriété implique une diminution de la consommation et donc de la production, alors que la croissance du PIB nécessite une augmentation de celles-ci. Anais Voy Gillis, citée par <i>Prospective Industries</i> La sobriété ne peut se faire avec la seule volonté des individus. Elle implique la mise en place d'alternatives et un changement de notre système de valeurs, de cadres cognitifs et de normes sociales. Sobriété : la fin du mythe de la croissance, tribune de Dominique Média (09/10/2022).
3 - Eau	
Le PNUE a récemment publié un rapport intitulé <i>Decoupling Economic Growth From Water Use And Water Pollution</i> (PNUE, 2015), qui affirme qu'en utilisant des indicateurs territoriaux de l'utilisation de l'eau, de nombreux pays ont atteint une forme relative de découplage (UN-Water, 2009), et il en a été de même pour le monde entier à partir des années 1940 (PNUE, 2015, p. 12). Des études similaires axées sur la production montrent que le rythme du découplage s'est considérablement accéléré après les années 1980, l'intensité en eau de la production au niveau mondial ayant diminué chaque année de 1 % entre 1980 et 2000 (Dobbs et al., 2011). <i>Decoupling debunked – Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability</i>, European Environmental Bureau, 2019 Decoupling-Debunked.pdf (eeb.org) L'utilisation de nombreuses autres ressources a également atteint son pic. La quantité d'eau nécessaire au régime alimentaire moyen a diminué de presque 25 % lors du dernier demi-siècle (...). Quotique la quantité totale de pollution par l'azote augmente, la quantité utilisée par unité de production a sensiblement diminué dans les pays développés. Un manifeste éco-moderniste, John Asafu-Adjaye et al. avril 2015, traduit par John Laurie https://www.ecomodernistism.org/francais Depuis 1990, on constate une stabilisation générale des prélèvements d'eau, et un découplage relatif entre l'augmentation de la consommation d'eau et la croissance du PIB dans de nombreux pays de l'OCDE ; un tiers environ des pays de l'OCDE sont parvenus à un découplage ab-	Aussi prometteurs que ces chiffres puissent paraître, le découplage relatif de l'eau et les gains d'efficacité ont été plus qu'annulés par l'expansion des activités économiques, entraînant une augmentation nette de la consommation d'eau (...). Même les gains d'efficacité dans l'agriculture peuvent dans certains cas générer des effets de rebond entraînant une augmentation nette de l'utilisation de l'eau (Loch et Adamson, 2015 ; Ward et Pulido-Velazquez, 2008). <i>Decoupling debunked – Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability</i>, European Environmental Bureau, 2019 Decoupling-Debunked.pdf (eeb.org) Au cours des quarante dernières années, l'utilisation des ressources en eau dans le monde a augmenté de près de 1 % par an et devrait continuer d'augmenter à un rythme similaire jusqu'en 2050, sous l'effet conjugué de la croissance démographique, du développement socio-économique et de l'évolution des modes de

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Au niveau des émissions territoriales, Hubacek et al. (2021) notent qu'entre 2015 et 2018, 32 pays (sur 116 observés) ont réussi à réaliser un découplage « absolu » entre émissions de gaz à effet de serre territoriales et activité économique, c'est-à-dire une réduction des émissions tout en augmentant leur PIB (ce chiffre est ramené à 23 dans une approche en empreinte). Le principal moteur de ce découplage est la réduction de l'intensité carbone de l'économie, plus rapide que les autres facteurs de l'équation de Kaya. Sur période plus longue, 5 des 25 principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre – dont la France – ont connu un découplage « absolu » de leurs émissions par rapport à leur PIB entre 2005 et 2018 (cf. Graphique). Hubacek et al. définissent également le découplage « relatif », pour les cas où la croissance des émissions est inférieure à la croissance du PIB.

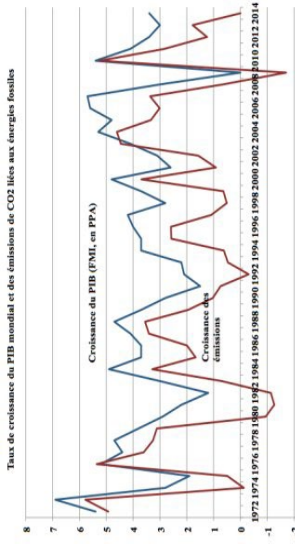
Évolution des émissions de gaz à effet de serre et de l'activité économique de 2005 à 2018 dans les 25 pays aux émissions les plus élevées en 2018



Source : Banque mondiale (PIB en USD constants 2015) et CAIT Data : Climate Watch (émissions de gaz à effet de serre en t CO₂eq). Note : Entre 2005 et 2018, la France a vu son PIB augmenter de 15,5 % et ses émissions de gaz à effet de serre (GES) diminuer de 16,8 %. Les pays figurant dans l'aire verte sont ceux qui ont connu un découplage absolu entre 2005 et 2018 ; ceux qui se trouvent sous la droite verte ont connu un découplage relatif pendant la même période. Croissance et décarbonation de l'économie. Pierre-Louis Girard, Claire Le Gall, William Weigman, Philippe Wen, Trésor-Éco n° 315, octobre 2022.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) définit le découplage au sens large par le fait de "briser le lien entre les maux environnementaux et les biens économiques".

Un objectif très difficile tant la dépendance entre croissance du PIB et croissance des émissions de GES depuis plusieurs décennies est forte.



Source : FMI AE Climat - Économie bas-carbone : avec ou sans croissance ? - Novethic

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Depuis plusieurs décennies, la croissance des émissions de GES est moins rapide que la croissance du PIB au niveau mondial. Concernant les différents pays développés, un découplage relatif est certain, quelle que soit la source de données ou le périmètre des émissions mesurées (émissions territoriales ou empreinte carbone) et on observe un découplage absolu (les émissions de GES décroissent mais le PIB s'accroît) qui s'accélère depuis 2005 dans certains cas. Redresser le cap, relancer la transition, rapport annuel 2020 du Haut Conseil pour le climat juillet 2020, https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2020/07/202010330_hcc_rapports_annuel-2020.pdf	On peut en particulier retenir des travaux académiques que la causalité entre croissance de la consommation d'énergie et croissance de la richesse varie au cours du temps et selon les pays, et qu'il est improbable d'obtenir des réductions d'émissions de GES suffisantes à court terme en ne comptant que sur un découplage des émissions et du PIB : il est nécessaire de compléter de telles mesures par des mesures de sobriété et un respect strict des objectifs quantitatifs de réduction d'émissions. Redresser le cap, relancer la transition, rapport annuel 2020 du Haut Conseil pour le climat juillet 2020, https://www.hautconseilclimat.fr/wp-content/uploads/2020/07/202010330_hcc_rapports_annuel-2020.pdf
Alors que les émissions mondiales de GES augmentent, un certain nombre de pays ont enregistré des réductions soutenues de leurs émissions, même pendant de longues périodes de croissance économique. Ces pionniers ont montré que des taux de réduction largement dans la gamme de ceux nécessaires pour limiter le réchauffement bien en dessous de 2°C sont possibles. Pays ayant enregistré des réductions soutenues de leurs émissions de gaz à effet de serre : une analyse des tendances et des progrès par secteur William F. Lamb, Michael Grubb, Francesca Diliuso & Jan C. Minx, https://doi.org/10.1080/14693062.2021.1990831#F004	Les tenants d'une croissance verte proposent de découpler les activités économiques de leurs conséquences sur l'environnement. Dans le cas des dérèglements climatiques, il s'agit de réduire radicalement les émissions de GES, tout en restant dans le paradigme économique de la croissance infinie. Certes, empiriquement, un découplage relatif a été observé au cours des dernières décennies à l'échelle mondiale, entre la croissance du PIB et les émissions de CO₂. Néanmoins, cela n'a pas permis d'infléchir la courbe de ces émissions. Cette situation pose d'importants problèmes. D'abord, pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, les émissions de GES doivent radicalement chuter : un découplage relatif ne saurait donc suffire. Ensuite, la logique économique de réinvestissement continu des bénéfices pour en dégager encore plus soulève de sérieux doutes quant à la possibilité de l'avènement d'un découplage absolu, notamment du fait de l'effet rebond. Perspectives, Le découplage : un concept au cœur des débats sur la transition écologique - Le Climat-36scope Même un découplage absolu, généralisé et rapide entre la croissance du PIB et les émissions de gaz à effet de serre pourrait ne pas suffire pour respecter les objectifs des Accords de Paris « sans une certaine forme de décroissance économique ». Evidence of decoupling consumption based CO₂ emissions from economic growth, article de Klaus Hubacek (19/11/2021), → Reprise de l'article dans le chapitre 2 du rapport sur l'atténuation du changement climatique du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat (2022),
Les émissions peuvent-elles être « découplées » de la croissance économique dans la mesure requise ? [atteinte de l'Accord de Paris]	Compte tenu de l'horizon temporel de ces ajustements, le dernier rapport du GIEC fixe l'objectif de décarbonation à une réduction de 45 % des émissions de GES d'ici 2030 et de 100 % d'ici 2050. Cela se traduit par une réduction des

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

La preuve que cela est possible vient de l'Union européenne (UE) et de certains États membres de l'UE. Entre 1990 et 2016, l'économie de l'UE a connu une croissance de plus de 50 %, tandis que les émissions de CO₂ liées à la combustion de carburants ont diminué de 25 %. Le graphique illustre la divergence entre la croissance économique et la réduction des émissions de CO₂ en Europe. L'axe horizontal représente les années de 1990 à 2015. L'axe vertical gauche mesure le PIB en milliards de dollars (US\$2010), avec une échelle de 0 à 20 000. L'axe vertical droit mesure les émissions de CO₂ en millions de tonnes (MtCO₂), avec une échelle de 0 à 7 000. La ligne pleine (PIB) montre une croissance constante, passant d'environ 10 000 en 1990 à plus de 18 000 en 2016. La ligne pointillée (émissions de CO₂) montre une diminution, passant d'environ 6 000 en 1990 à environ 4 000 en 2016. <table><caption>Données estimées du graphique</caption><tr><th>Année</th><th>PIB (US\$2010)</th><th>Émissions de CO₂ (MtCO₂)</th></tr><tr><td>1990</td><td>10 000</td><td>6 000</td></tr><tr><td>1995</td><td>12 000</td><td>5 500</td></tr><tr><td>2000</td><td>14 000</td><td>5 000</td></tr><tr><td>2005</td><td>16 000</td><td>4 500</td></tr><tr><td>2010</td><td>18 000</td><td>4 000</td></tr><tr><td>2015</td><td>19 000</td><td>3 800</td></tr></table>	Année	PIB (US\$2010)	Émissions de CO ₂ (MtCO ₂)	1990	10 000	6 000	1995	12 000	5 500	2000	14 000	5 000	2005	16 000	4 500	2010	18 000	4 000	2015	19 000	3 800	émissions de près de 7 % par an. Si certains pays, comme la Suède ou l'Allemagne, sont souvent cités comme exemples réussis de découplage, ils sont loin de ces chiffres. ... Le lecteur doit garder à l'esprit que les solutions émergent de la boîte à outils de la modernisation écologique (par exemple les solutions technologiques, le découplage), ainsi que celles émergent de la boîte à outils de l'approche basée sur les limites planétaires (par exemple la réduction de la production et de la consommation) sont importantes et peuvent jouer un rôle dans la bioéconomie post-croissance. Néanmoins, ni l'un ni l'autre n'est suffisant ou adapté à l'objectif, dans une économie organisée autour du profit – une économie capitaliste – dont l'objectif principal est la création de valeur monétaire, plutôt que la valeur socio-écologique et le bien-être pour tous. En d'autres termes, tous les avantages générés par l'amélioration de l'efficacité et de la circularité sont mis au service d'une production accrue et d'une augmentation de la valeur financière, au détriment des valeurs socioécologiques, par le biais d'un effet économique à grande échelle. Vezeni, R. & Rancilovic-Suominen, S. 2023. The Finnish Bioeconomy Beyond Growth. Natural Resources and Bioeconomy Studies 104/2023. Natural Resources Institute Finland. Helsinki. 43 p The Finnish Bioeconomy Beyond Growth (luke.fi)
Année	PIB (US\$2010)	Émissions de CO ₂ (MtCO ₂)																				
1990	10 000	6 000																				
1995	12 000	5 500																				
2000	14 000	5 000																				
2005	16 000	4 500																				
2010	18 000	4 000																				
2015	19 000	3 800																				
Produit intérieur brut (axe de gauche) et émissions de CO₂ (axe de droite) liées à la combustion de carburants dans l'UE (UE-28, y compris le Royaume-Uni) 1990-2016 Paul Ekins, Paul Drummond, Daniel Scamman, Leonidas Parousos, Ilkka Keppo. Les scénarios climatiques 1.5°C : Impacts sur la croissance économique, Oxford Open Energy, Volume 1, 2022, oiaec005, https://doi.org/10.1093/oxfenerg/oiaec005	Qu'il y ait découplage ou pas ne change pas le fait que les pays avec les économies les plus développées sont parmi ceux qui polluent le plus et ont la plus forte empreinte écologique. Chiffres de Global Footprint Network.																					
Le découplage entre la croissance du PIB et les émissions de CO₂ se remarque dans les États ayant une économie développée, tandis que les pays dits émergents ou en développement n'ont pas opéré de découplage. Le niveau de développement économique joue donc un rôle clef dans la réussite du découplage : cela s'explique par le montant des ressources disponibles pour la transition écologique et les technologies accessibles. <i>The decoupling of emissions and economic growth</i>, article publié par SustainaWeekly (27/02/2023).	Cependant, le relâchement significatif des liens entre le PIB et les émissions de CO₂, comme le montre le scénario des politiques annoncées (STEPS), n'est pas suffisant pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux. Ce qu'il faut, c'est rompre complètement cette relation. La relation entre croissance du PIB et CO₂ s'est relâchée : il faut la couper complètement. Siddharth Singh, analyse des investissements énergétiques, Commentaire — AIE 31 janvier 2024.																					
Dans les économies avancées, la croissance continue du PIB s'est accompagnée d'un pic des émissions de CO₂ en 2007, suivi d'une baisse. Aux États-Unis, le PIB a doublé depuis 1990, mais les émissions de CO₂ sont revenues à leur niveau d'alors. Dans le cas de l'Union européenne (UE), l'économie est aujourd'hui 66 % plus grande, tandis que les émissions de CO₂ sont 30 % inférieures à celles de 1990. Des tendances similaires sont également observées dans d'autres																						

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

économies avancées. (...). La baisse des émissions de CO₂ dans les économies avancées est également visible si l'on considère les mesures basées sur la consommation, ce qui signifie que la baisse des émissions dans ces régions n'est pas simplement le résultat de la délocalisation de l'industrie manufacturière. Dans de nombreuses économies émergentes et en développement, les trajectoires des émissions de CO₂ et de la croissance du PIB ont également commencé à diverger. La relation entre croissance du PIB et CO₂ s'est relâchée : il faut la couper complètement. Siddharth Singh, analyste des investissements énergétiques, Commentaire —AIE 31 janvier 2024.	Les économies avancées, émergentes et en développement devront toutes accroître leurs investissements dans les énergies propres pour s'aligner sur les trajectoires des scénarios des engagements annoncés (APS) ou des scénarios zéro émissions nettes (NZE). La relation entre croissance du PIB et CO₂ s'est relâchée : il faut la couper complètement. Siddharth Singh, analyste des investissements énergétiques, Commentaire —AIE 31 janvier 2024.
Les pays européens ne sont pas les seuls à avoir réduit leurs émissions de CO₂ depuis 2005. Hausfather a constaté que 32 pays de plus d'un million d'habitants ont réduit leurs émissions territoriales de carbone entre 2005 et 2019, tandis que leurs économies ont continué à croître. De plus, cette réduction des émissions s'est également appliquée aux émissions de consommation sur la même période. Decoupling of consumption emissions and GDP: 2005-2019 Produit intérieur brut et consommation Émissions de CO₂ dues à la combustion de carburants pour 32 pays comptant plus d'un million d'habitants, 2005-2019. Source : ibidem.	Les données internationales ne permettent pas d'établir des évolutions de l'empreinte (sauf pour le dioxyde de carbone) : dans le cas de la France, l'empreinte a diminué depuis 2005 mais de façon moins forte et régulière que les émissions territoriales. Croissance et décarbonation de l'économie Pierre-Louis Girard, Claire Le Gall, William Meignan, Philippe Wen, Trésor-Eco n° 315, octobre 2022. https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/4e386b82-8e63-4ee5-86da-353ac42lead4/files/44650fbd-26f0-4670-b564-6cd09bc005cd Au niveau national, la baisse des émissions de gaz à effet de serre dans certains pays pourrait correspondre en partie à un déplacement de ces émissions vers d'autres pays aux politiques climatiques moins ambitieuses, parfois qualifiés de « havres de pollution » (on parle alors de « fuites de carbone » dans le cas des gaz à effet de serre). La pollution « produite » serait en partie transformée en pollution « importée, sans bénéfice environnemental agrégé : l'approche en « empreinte » (c'est-à-dire en émissions liées à la consommation y compris les émissions importées) peut donc nuancer les observations sur les émissions territoriales d'un pays. Croissance et décarbonation de l'économie, Pierre-Louis Girard, Claire Le Gall, William Meignan, Philippe Wen, Trésor-Eco n° 315, octobre 2022. https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/4e386b82-8e63-4ee5-86da-353ac42lead4/files/44650fbd-26f0-4670-b564-6cd09bc005cd

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Pour les économies en transition, les conclusions de Zugravu-Solita (2018) suggèrent que l'intensité du commerce des biens environnementaux réduit les émissions de CO₂, principalement grâce à l'effet revenu. Alexandra-Anca Purcel, New insights into the environmental Kuznets curve hypothesis in developing and transition economies : a literature survey. Environmental Economics and Policy Studies, 2020, 22 (4), pp.585-631. https://doi.org/10.1007/s10018-020-00272-9. fhah-03182332f.	Cependant, c'est l'inverse qui se produit pour la pollution de l'eau, tandis que pour les émissions de SO₂, l'effet n'est pas significatif. Alexandra-Anca Purcel, New insights into the environmental Kuznets curve hypothesis in developing and transition economies : a literature survey. Environmental Economics and Policy Studies, 2020, 22 (4), pp.585-631. https://doi.org/10.1007/s10018-020-00272-9. fhah-03182332f.
La réduction des émissions de carbone peut aller de pair avec la croissance économique. De nombreuses économies développées en particulier sont désormais parvenues à un fort découplage entre PIB et croissance des émissions de CO₂. De nombreuses économies émergentes et en développement n'ont pas encore réalisé le découplage, ce qui démontre que le stade de développement économique joue un rôle clé. Cela reflète la quantité de ressources disponibles pour les investissements verts, les technologies disponibles et la part de l'industrie dans l'économie. Le découplage entre émissions et croissance économique. ABN-AMRO Group Economics Financial Markets & Sustainability Research 27 February 2023 SustainaWeekly.	Cependant, les réductions soutenues des émissions par ces pays ont été jusqu'à présent éclipsées par les augmentations des émissions dans le reste du monde. En effet, certaines baisses des réductions d'émissions territoriales nationales peuvent être liées à la délocalisation et à l'industrialisation récente des pays du Sud – même si tous ces pays ont également connu des réductions simultanées des émissions liées à la consommation. En outre, nous constatons que les succès en matière de réduction des émissions du secteur non énergétique ont été limités jusqu'à présent. En particulier, le secteur des transports (et dans une moindre mesure l'industrie et l'agriculture) constituent désormais un obstacle potentiel aux efforts d'atténuation dans de nombreux pays. Et même si certains taux nationaux de réduction des émissions ont été rapides, ils se sont produits de manière intermittente et non continue – comme l'exigent les voies d'atténuation mondiales pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. [-] La plupart des réductions d'émissions ont été réalisées dans le secteur de l'énergie ; les émissions des transports sont restées stables ou continuent de croître Pays ayant enregistré des réductions soutenues de leurs émissions de gaz à effet de serre : une analyse des tendances et des priorités par secteur. William F. Lamb, Michael Grubb, Francesca Diluso & Jan C. Minx,
Au cours de la dernière décennie, certains pays ont réduit leurs émissions de CO₂ tout en augmentant leur produit intérieur brut (découplage absolu). Les politiciens et les médias ont salué cette croissance verte. Dans cette étude empirique, nous avions pour objectif d'évaluer si ces réalisations sont cohérentes avec l'Accord de Paris et si un découplage conforme aux exigences de Paris est à portée de main. Is green growth happening? An empirical analysis of achieved versus Paris-compliant CO₂-GDP decoupling in high-income countries, Jerim Vogel, Jason Hickel, www.thelancet.com/action/showpdf?pii=S2542-5196(23)00174-2	La dernière étude citée [voir ci-contre] est d'ailleurs intéressante car elle montre que même les cas de découplage absolu sont insuffisants pour remplir les objectifs de l'accord de Paris de 2015. Pour remplir ces critères, estiment les auteurs, il faudrait que le découplage moyen soit dix fois plus important à partir de 2025. Autrement dit : non seulement l'existence d'un découplage géographiquement limité est un leurre, mais son ampleur ne permet pas de remplir les besoins écologiques. Crise écologique : l'illusion du découplage avec la croissance, Romaric Godin, MédiaPart, 6 décembre 2023

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Jean Pisani-Ferry estime qu'économiquement le thème de la décroissance est trompeur car, comme il l'écrit dans son rapport, « pour les pays avancés au moins, la réalité atteste qu'il est possible de découpler croissance et émissions de gaz à effet de serre ». PIB réel et émissions de gaz à effet de serre, France, 1995-2019 (base 100 = 1995) 1995 1997 1999 2001 2003 2005 2007 2009 2011 2013 2015 2017 2019 PIB réel et émissions de gaz à effet de serre, France, 1995-2019 (base 100 = 1995) Lecture : malgré une progression du PIB de près de 50 % entre 1995 et 2019, l'empriseinte carbone de la France a diminué de près de 20 % sur la même période. Source : ministère de la Transition écologique et Insee Les incidences économiques de l'action pour le climat, Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz, France Stratégie, mai 2023.	Empiriquement, que s'est-il passé dans le monde depuis les années 1980 ? Depuis les années 1980, on a divisé par deux l'intensité carbone du PIB. On pourrait dire « corcorico, c'est super, on est sur la bonne trajectoire ». Il n'empêche que, en niveau absolu, les émissions ont beaucoup crû depuis les années 1980. Audition de M. Jean-Baptiste Fressoz par le CESE (21/02/2024). PIB par habitant et émissions de CO₂ par habitant sont assez bien corrélées. Cette corrélation est évidemment liée à la précédente (énergie/PIB) dans la mesure où l'énergie primaire est très majoritairement d'origine fossile. Charbon, pétrole et gaz continuent à représenter aujourd'hui 80 % des sources d'énergie primaire au niveau mondial (...). Si on peut constater dans certains pays développés un découplage entre émissions de CO₂ et PIB, les ordres de grandeur sont cependant loin d'être au rendez-vous. PIB, croissance et limites planétaires, Marion Cohen, Alain Grandjean, publié le 10 mars 2022, the other economy.
Le feuilleton Macroéconomie estime les effets sur la croissance, l'emploi, les revenus et la balance commerciale des quatre scénarios Transition(s) 2050 de l'ADEME qui visent chacun la neutralité carbone à horizon 2050. Cette étude, basée sur le modèle ThreeME (Modèle Macroéconomique Multisectoriel d'Évaluation des politiques Énergétiques et Environnementales), montre clairement qu'un découplage entre le produit intérieur brut (PIB) et les émissions de gaz à effet de serre territoriales est possible. Aucun des quatre scénarios n'engendre de récession à terme par rapport au niveau actuel de l'activité économique. La sobriété n'est pas synonyme de décroissance. Transition(s) 2050 : quatre scénarios et leurs feuilletons pour atteindre la neutralité carbone en 2050 ADEME, mars 2022	Dans notre étude, nous avons examiné quatre des « modèles d'évaluation intégrés » utilisés par le GIEC, ainsi que les modèles développés par BP, Shell, l'AIE et l'US Energy Information Administration (EIA). Nous avons constaté que la plupart de ces modèles étaient incapables de saisir un grand nombre des mécanismes contribuant à l'effet rebond. Deux de ces modèles comprenaient une modélisation plus détaillée de l'économie, mais en omettant tout de même des mécanismes importants tels que ceux faisant évoluer la taille relative des différents secteurs de l'économie (...). Cette analyse suggère que les modèles surévaluent les économies d'énergie effectivement réalistes. En d'autres termes, la demande énergétique mondiale semble significativement sous-estimée dans les scénarios qui orientent la prise de décision politique. La demande énergétique mondiale est sous-estimée, et c'est un vrai problème pour le climat, Victor Court (IPPEN), Connaissance des énergies, 7 avril 2021.
En dehors de changements technologiques en profondeur, il n'existe pas de chemin crédible qui conduise à une atténuation significative du changement climatique. Bien que certains partisans diffèrent sur les combinaisons particulières de technologies qu'ils favorisent, nous ne connais-	Les modèles économiques ne permettent pas d'évaluer l'impossibilité ou la faisabilité d'une croissance découplée des émissions. Redresser le cap, relancer la transition, rapport annuel 2020 du Haut Conseil pour le climat juillet 2020.

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

sons aucun scénario quantifié d'atténuation du changement climatique, dans lequel les changements technologiques ne sont pas responsables pour la plus grande partie des réductions d'émission de carbone (...). La transition vers un monde alimenté par des sources d'énergie zéro-carbone nécessitera des technologies énergétiques avec une densité de puissance élevée, capables d'évoluer vers plusieurs dizaines de térawatts, afin d'alimenter une économie humaine croissante. La plupart des énergies renouvelables sont malheureusement incapables de parvenir à cela. L'ampleur de l'utilisation des terres et d'autres impacts environnementaux, nécessaires pour alimenter le monde en biocarburants ou autres énergies renouvelables, sont tels que nous doutons qu'elles offrent une voie saine vers un futur à zéro carbone et à faible empreinte écologique (...). A long terme, l'énergie solaire du futur, la fission nucléaire avancée, et la fusion nucléaire sont les voies les plus plausibles pour atteindre les objectifs conjoints d'une stabilisation du climat et d'un découplage radical des activités humaines avec la nature. <u>Un manifeste éco-moderniste</u>, John Asafu-Adjaye et al., avril 2015, traduit par John Laurie	2 - Terre L'intensification de l'agriculture, conjointement au recul de l'usage du bois comme combustible, a permis une reforestation nette dans beaucoup d'endroits du monde (...). Dans les 20 dernières années, les surfaces mondiales consacrées à la production forestière ont été réduites de 50 millions d'hectares (...). La « transition forestière », d'une déforestation nette à une reforestation nette, semble être une caractéristique résiliente du développement. <u>Un manifeste éco-moderniste</u>, John Asafu-Adjaye et al., avril 2015, traduit par John Laurie	On estime à 420 millions d'hectares la perte forestière mondiale enregistrée depuis 1990 du fait de la déforestation, autrement dit de l'affectation de terrains forestiers à d'autres utilisations, notamment l'agriculture. Il convient néanmoins de noter que le taux de perte forestière a considérablement baissé. Sur la dernière période quinquennale (2015-2020), le taux annuel de déforestation était estimé à 10 millions d'hectares, contre 12 millions en 2010-2015 et 16 millions en 1990-2000. ONU Info, juillet 2020 : rapport de la FAO sur l'évaluation des ressources forestières mondiales, https://news.un.org/fr/story/2020/07/1073501 D'après les données disponibles, la concurrence foncière va très probablement s'accroître à l'avenir. Partout dans le monde, la progression des rendements des cultures céréalières et des cultures primaires s'est ralentie et la plupart des experts s'attendent à un recul continu par rapport aux niveaux enregistrés par le passé. Cela signifie qu'on ne pourra, à l'avenir, répondre à la demande qu'en mettant de nouvelles terres en culture. Si la situation reste inchangée, une telle augmentation des surfaces cultivées sera incontournable pour nourrir adéquatement la population mondiale, qui devrait continuer à croître. Le taux d'urbanisation mondial devrait passer d'environ
Les villes n'occupent que de 1 à 3 % de la surface de la Terre, et pourtant elles abritent près de quatre milliards de personnes. C'est ainsi que les villes symbolisent et dynamisent le découplage entre l'humanité et la nature, en étant beaucoup plus performantes que les économies rurales à répondre efficacement aux besoins matériels tout en réduisant les impacts sur l'environnement (...). Grâce aux améliorations techniques, durant le demi-siècle qui a commencé au milieu des années 60, la surface par individu nécessaire aux cultures comme à l'élevage a été réduite de moitié. <u>Un manifeste éco-moderniste</u>, John Asafu-Adjaye et al., avril 2015, traduit par John Laurie.		

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

	50 % en 2010 à 70 % en 2050, une évolution qui contribuera à l'étalement des villes, souvent au détriment des terres agricoles et des sols fertiles. <i>Évaluation de l'utilisation mondiale des sols : concilier la consommation avec un approvisionnement durable, fiche d'information, PNUF, 2014.</i>
3 - Biodiversité et écosystèmes 28 politiques internationales en faveur de la biodiversité avaient été produites sous l'égide des Nations unies entre 1972 et 2016 (...) [leur analyse] révèle que ces politiques reposaient toutes sur des scénarios de croissance jugés indispensables pour lutter contre la pauvreté et pour la prospérité. L'idée d'une compatibilité entre croissance et préservation de la biodiversité s'appuie sur l'hypothèse d'un découplage possible entre croissance économique et perte de biodiversité via une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources. <i>Perte de biodiversité et croissance économique : quelles politiques ?</i> Écologie & environnement CNRS, avril 2020. L'ensemble des scénarios de préservation de la biodiversité posent la croissance du PIB comme une condition nécessaire. Ils s'appuient sur un découplage entre croissance économique et érosion de la biodiversité grâce à une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources, des technologies hautement efficaces et des politiques publiques protectrices. <i>La Politique de la Biodiversité au-delà de la croissance économique</i>, article de Conservation Letters (13/04/2020), + Résumé par l'article « Perte de biodiversité et croissance économique : quelle politique ? » du CNRS (20/04/2020).	Il n'existe pas de courbe environnementale de Kuznets pour la biodiversité ni de découplage absolu entre croissance économique et érosion de la biodiversité. <i>La Politique de la Biodiversité au-delà de la croissance économique</i>, article de Conservation Letters (13/04/2020). + Article de Simon Dietz et Neil Adger « Croissance économique, perte de biodiversité et efforts de conservation » (01/05/2003).
4 - Eau Si des avancées majeures ont été réalisées pour limiter la pollution de l'eau dans la production industrielle et agricole, la contamination de l'eau reste un problème mondial qui contribue à augmenter les points chauds de la pollution de l'eau dans le monde (Stokal et al., 2019). La majeure partie de la pollution mondiale de l'eau provient de la production de produits industriels et agricoles destinés au commerce régional et mondial (Liu et al., 2017 ; Mekonnen et Hoekstra, 2016 ; Vörösmarty et al., 2015 ; Zhao et al., 2016, 2015). <i>Decoupling debunked – Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability</i>, European Environmental Bureau, 2019 decoupling-debunked.pdf (eeb.org).	Le monde est confronté à une crise invisible de la qualité de l'eau. Ses impacts sont plus vastes, plus profonds et plus incertains qu'on ne le pensait auparavant et nécessitent une attention urgente (...). Les défis liés à la qualité de l'eau ne sont pas propres aux pays en développement, mais universels dans les pays riches comme dans les pays pauvres (...). Les forces à l'origine de ces défis s'accroissent. L'intensification de l'agriculture, les changements d'affectation des terres, les régimes pluviométriques plus variables dus au changement climatique et l'industrialisation croissante due au développement des pays continuent de croître. <i>Qualité Inconnue : la crise invisible de l'eau</i> [worldbank.org] La Banque Mondiale, août 2019

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

2/ Arguments contre et contre-arguments

Arguments contre	Contre-arguments
Généralités Globalement, l'histoire matérielle de l'humanité est l'histoire d'une expansion de toutes les matières. On consomme un éventail plus large de matières et chacune des matières est consommée en plus grande quantité. Quand on parle de ces questions de technologie, de découplage, d'environnement, c'est bien d'avoir ce petit repère historique de base : toutes les matières premières n'ont fait que croître, malgré pléthore d'innovations et de succès technologiques au XXe siècle, malgré la prolifération de produits synthétiques dans la seconde moitié du XXe siècle. La dynamique lourde, profonde de l'histoire de matières de l'humanité est celle-là. Audition de M. Jean-Baptiste Fressoz, par le CESE (21/02/2024).	On peut aussi tout à fait envisager d'être un peu plus sobre. Cela veut dire notamment légiférer – je suis désolé, je suis très dans le réglementaire. Je pense que légiférer sur le poids des véhicules et sur la puissance des batteries est essentiel dans un contexte de transition bas-carbone. Si on ne veut pas attaquer le problème de la croissance en elle-même, il faut attaquer le problème de la sobriété des systèmes et du surdimensionnement des équipements, notamment des batteries de véhicules électriques. Audition de M. Emmanuel Hache par le CESE (21/02/2024).
Historiquement, l'augmentation de la richesse calculée en matière de PIB s'accompagne d'une augmentation de la consommation d'énergie et de matières premières (pour produire les biens et les services) et donc d'un accroissement des pressions environnementales (EEA, 2021) (...). <u>Le découplage : un concept au cœur des débats sur la transition écologique - Le Climatoscope</u>	(...) Pour faire face à ces enjeux, les discours dominants se sont articulés depuis quelques décennies autour de la possibilité de réduire, grâce à l'innovation technologique, l'impact écologique des activités économiques (OCDE, 2012). <u>Le découplage : un concept au cœur des débats sur la transition écologique - Le Climatoscope</u>
L'accumulation de richesses au cours du XXème siècle s'est faite à travers une quantité croissante d'utilisation des ressources naturelles, multipliée par 23 de 1900 à 2010. Elle pourrait encore tripler d'ici à 2050. <u>Redresser le cap, relancer la transition</u>, rapport annuel 2020 du Haut Conseil pour le climat juillet 2020.	L'évolution de la « productivité matières » et de « l'empreinte matières » françaises est similaire à celles des pays européens comparables : sur 2008-2014, le ratio français passe de 2 à 2,5 €/kg quand la moyenne UE-28 progresse de 1,5 à 2 €/kg. La pression qu'exerce l'utilisation des ressources sur l'environnement évolue moins vite que ce qui tend à l'accroître (ici la création de richesse, reflétée par le PIB). S'agissant de la consommation de matières et de la croissance économique, sur 2008-2014, on constate un découplage progressif. Il est toutefois à relativiser par l'importance du poids des matériaux de construction, qui tire dans son sens la consommation nationale. L'empreinte matières, un indicateur révélant notre consommation réelle de matières premières, <u>L'esp. Sentinel Data-Lab, CGDD, avril 2018</u>
Afin de répondre à l'urgence climatique, le découplage doit être : - absolu : évolution des indicateurs dans des sens opposés ; - total : prise en compte de l'ensemble des indicateurs des dommages environnementaux et de consommation des ressources ; - pérenne : maintien dans le temps à long terme ; - mondial : pas limité à des zones géographiques ; - rapide.	Un tel découplage n'est observé nulle part et semble impossible. <u>Note de l'Agence européenne de l'environnement</u> (01/2021).

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Découplage et croissance verte, article de Carbone 4 (09/2021) Il n'y a dans les faits aucun découplage entre le PIB et l'empreinte matérielle depuis 1970 au plan mondial, pas plus qu'au plan européen. Le PIB fait donc doublement écran, sous la forme de la croissance et sous celle du découplage (placé au cœur de tous les projets de « modernisation écologique » ou éco-moderniste, comme le projet de Pacte vert européen). La transition sociale-écologique : au-delà de la croissance, sans croissance ? Éloi Laurent, dans la revue <i>Geminal</i>, 10/05/2021, https://revuegeminal.fr/2021/05/10/la-transition-sociale-ecologique-au-del-a-la-croissance-sans-croissance/	Croissance économique et préservation des ressources naturelles peuvent ainsi être réconciliées si les sociétés retiennent l'objectif d'une croissance verte. En effet, la croissance peut fournir les moyens financiers nécessaires à la protection de l'environnement. En outre, les populations à niveau de vie élevé semblent accorder une plus grande importance à la fonction de service rendu par les ressources naturelles. Enfin, selon la thèse du découplage, la croissance à long terme s'oriente vers les activités tertiaires moins destructrices de ressources naturelles. Cet optimisme doit être tempéré par la prise en compte des effets de la croissance industrielle des pays émergents ; fortement destructrice de ressources naturelles, elle pourrait entraîner des effets irréversibles et cumulatifs. Les PDEM doivent donc aider les pays émergents et pauvres pour accélérer leur transition écologique, notamment par des transferts technologiques et financiers. Laurent Simula, Luc Simula, « Dissertation 3. Ressources naturelles et croissance économique », dans : Laurent Simula éd., <i>La dissertation économique. Préparation aux concours</i>. Paris, La Découverte, « Repères », 2014, p. 121-137,
L'empreinte écologique européenne ne fait en réalité que croître depuis 1990. Depuis 2000, on n'observe pas de découplage absolu entre PIB et consommation de ressources naturelles, mais au contraire un re-couplage : l'empreinte matérielle croît plus vite que le PIB à partir de 2002. Éloi Laurent, 2020, The European Green Deal: Bring back the new, OFCE Policy brief 63, January The European Green Deal: Bring back the new (sciences-po.fr)	Nous concluons que des réductions absolues importantes et rapides de l'utilisation des ressources et des émissions de GES ne peuvent pas être obtenues grâce aux taux de découplage observés. Le découplage doit donc être complété par des stratégies axées sur l'efficacité et une application stricte des objectifs de réduction absolue. Un examen systématique des données probantes sur le découplage du PIB, de l'utilisation des ressources et des émissions de GES, partie II : synthétiser les informations, article collectif, Environmental Research Letters, IOPscience, 11 juin 2020, https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ab842a
Des réductions importantes, absolues et rapides de l'utilisation des ressources et des émissions de gaz à effet de serre ne peuvent pas être obtenues grâce aux taux de découplage observés. Ce découplage doit donc s'accompagner de stratégies axées sur la sobriété et d'une application stricte des objectifs de réduction absolue. <i>A systematic review of the evidence on decoupling of GDP, resource use and GHG emissions</i>, article de Environmental Research Letters (11/06/2020), https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ab842a Il pourrait y avoir croissance du PIB et sobriété dans le cas d'une modification de la manière de calculer le PIB, avec par exemple une augmentation de la valeur des activités de care et une diminution de celle de la production de biens physiques. Un découplage pourrait alors être possible. Audition de Marion Cohen par le CESE (08/11/2023), directrice et co-fondatrice de la plateforme The Other Economy.	Le découplage doit être recherché de manière complémentaire avec des mesures de sobriété qui nécessitent un changement radical de nos modes de production, et donc de nos modes de vie. Le découplage : un concept au cœur des débats sur la transition écologique, article de Charles Duprez et Roberto Colin (2022). La sobriété est « un ensemble de mesures et de pratiques quotidiennes qui permettent d'éviter la demande d'énergie, de matériaux, de terres et d'eau tout en assurant le bien-être de tous les êtres humains dans les limites de la planète ». Sixième rapport du Groupe intergouvernemental d'Experts sur l'évolution du Climat (19/03/2023), https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-cycle/

Question B : La croissance du PIB peut-elle être décollée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

matériaux beaucoup plus importantes que ce qu'indiquent les flux commerciaux directs (...). La consommation a été le principal moteur de l'augmentation de l'utilisation mondiale des matériaux. La production s'est déplacée des pays à très grande efficacité matérielle vers des pays où l'efficacité matérielle est moindre, ce qui a entraîné une baisse globale de l'efficacité matérielle. <i>Global material flows and resource productivity</i> , PNUE (2016). Flux mondiaux de matières et productivité des ressources. Rapport d'évaluation du Groupe d'experts international sur les ressources du PNUE (2016). https://www.re-sourcepanel.org/reports/global-material-flows-and-resource-productivity-database-link	économique en ressources. Il fait partie des cibles relatives aux objectifs de développement durable 2030 définies par l'ONU (...). [En France], la productivité matérielle a progressé de 12 % entre 2010 (2,63 €/kg) et 2018 (2,96 €/kg), la cible pour 2030 étant fixée à 3,42 €/kg. En 2007, avant la crise de 2008, la productivité matérielle était de 2,28 €/kg. <i>Indicateurs clés pour le suivi de l'économie circulaire</i>, CGDD-SDES, 2021.
L'empreinte matérielle représente la quantité totale de matières premières extraites pour satisfaire les demandes de consommation finale. [Au niveau mondial, elle] est passée de 43 milliards de tonnes métriques en 1990 à 54 milliards en 2000 et 92 milliards en 2017, soit une augmentation de 70 % depuis 2000 et 113 % depuis 1990. Le taux d'exploitation des ressources naturelles s'est accéléré depuis 2000. En l'absence d'une action politique concertée, ce taux devrait croître à 190 milliards de tonnes métriques d'ici à 2060. En outre, l'empreinte matérielle mondiale augmente à un rythme plus rapide que celui de la population et de la production économique. En d'autres termes, au niveau mondial, il n'y a pas eu une dissociation de la croissance de l'empreinte matérielle et de la croissance démographique ou de celle du produit intérieur brut (PIB). <i>Rapport sur les objectifs de développement durable 2019</i> , Nations unies, 2019, Rapport sur les objectifs de développement durable 2019	La sobriété dans la consommation de biens et de services apparaît comme une première brique essentielle pour réduire l'empreinte écologique et matérielle de l'économie française (...). La réduction à la source constitue la base de cette démarche, et s'appuie sur le non-achat, le réemploi et la prolongation de durée de vie des objets existants. Des mesures incitatives peuvent être mises en place pour favoriser la réparation, la maintenance et l'entretien des biens, ainsi que pour encourager le réemploi et la seconde main. Ces pratiques permettent de donner une nouvelle vie aux produits et de limiter l'extraction de ressources naturelles (...). L'économie devra pourvoir aux besoins de produits de qualité, réparables, économes et recyclables. Le recyclage [dont les limites sont bien documentées] doit être considéré comme une solution ultime, lorsque les autres options ne sont plus disponibles. <i>La consommation de matériaux au cœur de l'organisation de notre société</i>, M3, la prospective de la métropole de Lyon, juin 2023. Globalement, la construction neuve consommerait 1,3 milliard de tonnes de matériaux, soit 17 fois plus que la rénovation du parc existant au niveau BBC sur la période 2015-2050 (environ 74 millions de tonnes). (...). Ces deux études (« Perspectives 2035 et 2050 de consommation de matériaux pour la construction neuves et la rénovation énergétique BBC ») apportent donc un élément supplémentaire plaçant en faveur de la rénovation et pour la limitation, autant que possible, de la construction neuve au strict nécessaire. <i>La construction neuve beaucoup plus consommatrice de matériaux que la rénovation</i>, ADEME, communiqué de presse, décembre 2019.

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

2 - Énergie	
Il n'y a pas un seul mot sur la sobriété dans le règlement européen sur les matériaux critiques. Le terme « <i>sufficiency</i> » n'existe pas au niveau de la Commission européenne ; le terme de « <i>demand reduction</i> » non plus. La souveraineté, c'est tout simplement produire plus ; ce n'est absolument pas consommer moins. C'est un réel problème. Nous sommes toujours dans une forme de paradigme de croissance continue de la consommation. C'est dommage parce que, à mon sens, les questions de souveraineté se règlent par les deux. Audition de M. Emmanuel Hache par le CESE (21/02/2024).	Dans un scénario "<i>business as usual</i>", les niveaux actuels de production et de consommation ne permettent pas de respecter les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre fixés par la Stratégie Nationale Bas Carbone. Pour cela, la sobriété, c'est à dire la réduction de la demande en matière première engendrée par une réduction de la consommation, est un levier essentiel. L'une des solutions repose sur le développement de l'économie circulaire dans l'industrie, qui consiste à favoriser le réemploi et l'utilisation de matière recyclée pour réduire la consommation de matière première. Réduire la consommation de l'industrie lourde, un enjeu clé, réseau action climat France, janvier 2022, https://reseauactionclimat.org/reduire-la-consommation-de-lindustrie-lourde-un-enjeu-clé/
Le produit intérieur brut (PIB) et la consommation d'énergie ont toujours été étroitement liés. On sait en effet que la croissance de l'activité économique est systématiquement allée de pair avec une augmentation de la consommation d'énergie, tandis qu'un accès restreint à l'énergie a toujours limité la croissance économique. <i>La demande énergétique mondiale est sous-estimée, et c'est un vrai problème pour le climat</i>, Victor Court (IPFEN), Connaissance des énergies, 7 avril 2021. Le caractère central de l'énergie dans le développement humain et ses nombreux usages en tant que substitut aux ressources matérielles ou humaines, indiquent que la consommation d'énergie continuera de croître pendant la majorité, ou même la totalité, du XXI^e siècle. C'est pour cette raison que tout conflit entre une atténuation du changement climatique et la poursuite du processus de développement, au travers duquel des milliards d'humains parviennent à atteindre des niveaux de vie modernes, continuera d'être résolu catégoriquement en faveur de ce dernier. Un manifeste éco-moderniste, John Asafu-Adjaye et al, avril 2015, traduit par John Laurie, https://www.ecomodernism.org/francals	L'ODD 7.3 vise à doubler le taux mondial d'amélioration annuelle de l'intensité énergétique primaire (...) pour qu'il atteigne 2,6 % en 2010-30 par rapport à 1990-2010. De 2010 à 2019, les améliorations annuelles mondiales de l'intensité énergétique ont été en moyenne de 1,9 % environ, soit très inférieures à l'objectif. Il faudrait donc que le taux annuel moyen d'amélioration soit de 3,2 % pour rattraper le retard (...). Les premières estimations pour 2020 montrent une diminution notable de l'amélioration de l'intensité (...). Les perspectives pour 2021 laissent supposer un retour à un taux d'amélioration de 1,9 %, taux moyen sur la décennie précédente, grâce à une plus grande attention portée aux politiques d'efficacité énergétique (...). Cependant, ces politiques et les investissements doivent être considérablement intensifiés pour permettre la réalisation de la cible de l'ODD 7.3. Compte rendu : ralentissement des progrès vers l'accès universel à l'énergie sous l'effet de la pandémie de COVID-19, LA Banque mondiale, communiqué de presse, juin 2022,

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Ce qui me frappe le plus, c'est que, dans de nombreux domaines, on va encore vers les fossiles à l'échelle mondiale. C'est ce qui est mal compris (...). L'agriculture va se mécaniser ; il y aura donc plus de tracteurs. Les pays pauvres utilisent plus d'engrais pour produire plus de nourriture. C'est la tendance depuis les années 1980, et qui continue encore (...). À l'échelle mondiale, lié à la globalisation économique, le pétrole accroît son rôle dans la production économique, puisque les biens un peu complexes passent par des dizaines d'entreprises différentes, qui peuvent être localisées dans des pays différents. Il est devenu extrêmement compliqué de faire un objet technologique sans passer plusieurs frontières. Tout cela dépend du transport et donc du pétrole. Audition de M. Jean-Baptiste Pressoz par le CESE (21/02/2024).	[Des pays ont montré] qu'une décarbonation profonde et rapide du secteur de l'énergie est possible, en s'éloignant des combustibles les plus intensifs en carbone, en augmentant les capacités renouvelables et zéro carbone, en réduisant la demande et en améliorant l'efficacité énergétique. William F. Lamb, Michael Grubb, Francesca Diluso et Jan C. Minx (2022) Pays avant des réductions soutenues des émissions de gaz à effet de serre : une analyse des tendances et des progrès par secteur, Climate Policy, 22 -1, 1-17, DOI : 10.1080/14693062.2021.1990831
Selon le scénario moyen de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande mondiale en énergie primaire va croître de 37 % d'ici 2040. Pour les deux-tiers environ, cette croissance de la demande sera tirée par les pays hors OCDE : d'abord par la Chine jusqu'au milieu des années 2020, puis par l'Inde qui prendra le relais à partir de 2025. Dans l'Afrique subsaharienne, la demande en énergie devrait croître de 80 % d'ici 2040, poussée notamment par la forte augmentation de la population, qui doublera à près de 1,8 milliard d'habitants. Et pourtant, malgré cette croissance forte, l'énergie consommée par habitant dans les pays hors OCDE sera encore bien en dessous de ce qu'elle était dans les années 1970 dans les pays développés (à niveau comparable de PIB par habitant).¹[World Energy Outlook]. <u>Les pays émergents : un besoin croissant d'énergie, planète énergies</u>, actualisé le 08.12.2023	Les énergies sont profondément intriquées (...). Ce n'est pas tant la production énergétique qui pose problème (...). Pour sortir des centrales à charbon et au gaz à l'échelle mondiale et les remplacer par des panneaux solaires ou des éoliennes, il faudrait émettre de l'ordre de 50 gigatonnes de CO₂. Cela paraît beaucoup, mais c'est rentable car, après, vous êtes tranquille pendant 30 ans. C'est lié au fait que passer du charbon au solaire, cela divise par 20 ou 30 l'intensité de carbone de l'électricité. Audition de M. Jean-Baptiste Pressoz par le CESE (21/02/2024).
3 - Eau Certaines alternatives aux énergies fossiles, qu'il s'agisse de véhicules électriques, de production d'électricité renouvelable, ou de biomasse, entraînent "toutes choses égales par ailleurs" une augmentation des prélèvements en minerais et en eau. <u>Découplage et croissance verte 2</u>, Clément Ramos, Justine Mossé, Carbone 4 septembre 2021.	L'optimisation de l'usage de l'eau par une meilleure planification et des mesures incitatives contribuera à l'amélioration des niveaux de vie et de la croissance économique. Les permis de prélèvement, les systèmes de tarification et autres instruments économiques de ce type peuvent améliorer la gestion des ressources en eau, sous réserve qu'ils soient bien mis en œuvre et appliqués (...). [Un meilleur approvisionnement] passe par des investissements dans le stockage de l'eau, sa réutilisation et son recyclage, voire son dessalement là où cette stratégie est viable. Ces solutions doivent s'accompagner de politiques visant à promouvoir la conservation de l'eau et améliorer l'allocation de la ressource (...). Autre priorité : se doter de politiques « d'étanchéité » pour limiter l'impact des phénomènes extrêmes et des incertitudes sur l'économie. <u>Eau, vue d'ensemble, contexte</u>, La Banque mondiale, juin 2022.

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Découplage des impacts	
1 - Émissions de gaz à effet de serre (GES)	
Il existe un lien assez clair entre richesse et émissions de gaz à effets de serre. Plus un système économique est prospère et offre de confort à ses membres plus ils dégradent leur environnement. Il n'est pas possible d'imaginer rester dans un modèle de société prônant la croissance économique, c'est-à-dire l'augmentation des richesses par un accroissement de l'activité, une hausse de la demande et donc de l'exploitation des ressources, tout en cherchant à atteindre la neutralité carbone. Ces deux objectifs sont antinomiques (...). Il est empiriquement assez facile de constater d'une part qu'il existe un lien entre l'augmentation de la consommation d'énergie et la croissance économique mondiale. Nicolas Falempin, Remettre en cause le système économique, dans Solutions locales, 15 novembre 2020, https://solutionslocales.fr/systeme-economique/.	[En France, l'étude de l'ADEME, scénarios de Transition(s) 2050] montre clairement qu'un découplage entre le produit intérieur brut (PIB) et les émissions de gaz à effet de serre territoriales est tout à fait possible. Aucun des quatre scénarios [d'atteinte de la neutralité carbone en 2050] n'engendre de récession par rapport au niveau actuel de l'activité économique. Mieux encore, trois d'entre eux génèrent un taux de croissance annuel légèrement supérieur à celui du tendanciel. Seul le scénario S1, qui prévoit une diminution significative de la production de biens manufacturés et d'automobiles, débouche sur un taux de croissance de l'activité inférieur au tendanciel. Faillioton Les effets macroéconomiques des scénarios de Transition(s) 2050, résumé exécutif, ADEME.
Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de manière continue jusqu'en 2019, quoi qu'en ralentissant durant la décennie 2010. Les seules observations récentes de baisse des émissions mondiales, liées à la crise financière mondiale puis aux confinements de la crise Covid, ont été suivies d'un rebond. Croissance et décarbonation de l'économie Pierre-Louis Girard, Claire Le Gall, William Meignan, Philippe Wien, Trésor-Éco n° 315, octobre 2022. Trésor-Éco n° 315 (Octobre 2022), "Croissance et décarbonation de l'économie" leco-nr.rouff.fr Avec l'urbanisation des pays pauvres, vous avez de plus en plus de bâtiments en béton. Dans le logement, vous avez une tendance vers le CO₂. Il faut vraiment prendre en compte ces dynamiques empiriques (...). On ne va pas du tout vers une tendance où le CO₂ est en train de disparaître. Audition de M. Jean-Baptiste Friesoz par le CESE (21/02/2024). Les émissions mondiales liées à l'usage de l'énergie ont stagné en 2020 malgré une croissance économique de 2,9%. Source : Rapport de l'Agence internationale de l'Énergie « The impacts of the Covid-19 crisis on global energy demand and CO2 emissions » (2020), https://www.iea.org/reports/global-energy-review-2020	Il n'existe qu'une poignée de pays et de régions où le PIB et les émissions continuent de marcher côte à côte (...) en raison de la disponibilité de combustibles fossiles bon marché, de l'existence de subventions inefficaces pour la consommation de combustibles fossiles et du doublement de l'intensité énergétique de l'industrie au cours de cette période. La relation entre croissance du PIB et CO₂ s'est relâchée : il faut la couper complètement, Siddharth Singh, analyse des investissements énergétiques, Commentaire — AIE 31 janvier 2024, https://www.iea.org/commentaries/the-relationship-between-growth-in-gdp-and-co2-has-loo-sermed-it-needs-to-be-cut-completely

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

2 - Terre	
Au niveau mondial, la superficie des terres cultivées pour la production alimentaire a augmenté de 32 % entre 1963 et 2005 (Kastner et al., 2014), principalement en raison de l'augmentation de la demande de calories animales, elle-même fortement influencée par le revenu par habitant (Tilman et al., 2011). Weinzettel et al. (2013) affirment que pour chaque doublement du revenu, l'empreinte foncière a augmenté de 35 %. <i>Decoupling debunked – Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability</i>, European Environmental Bureau, 2019 Decoupling-Debunked.pdf (eeb.org)	Grâce à l'augmentation de la productivité en agriculture depuis 1960, on réussit à nourrir trois fois plus de personnes, avec un apport plus élevé en calories, pour une superficie de champ comparable. En fait, depuis 1998, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture remarque que la superficie totale des terres agricoles exploitées a diminué, en dépit de l'augmentation de la production alimentaire. Autrement dit, la productivité a progressé si vite qu'elle a permis de libérer des terres. Dans les pays riches qui ont profité d'une croissance rapide au 20e siècle, la tendance est encore plus marquée. <i>La croissance économique, avantageuse pour l'environnement</i>, Vincent Geloso, professeur adjoint d'économie à l'université George Mason, juillet 2023.
Schreinemachers et Tipraqsa (2012) constatent que l'utilisation de pesticides, d'herbicides et de fongicides ne diminue pas lorsque les pays atteignent des revenus plus élevés, et reste fortement associée à la production agricole. Cela montre que la relation entre l'activité économique et l'utilisation des terres est également liée à d'autres défis environnementaux, tels que la perte de biodiversité, la pénurie d'eau, le changement climatique et la consommation d'énergie. <i>Decoupling debunked – Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability</i>, European Environmental Bureau, 2019 Decoupling-Debunked.pdf (eeb.org)	Les résultats d'une étude de l'INRAE montrent que la réduction de l'usage des pesticides sans perte de performances est possible du point de vue technique et économique, à condition d'adaptations conséquentes des systèmes de culture, comme par exemple la diversification des cultures, avec introduction de cultures rustiques ou de prairies temporaires en régions d'élevage, la diversification des variétés, l'ajustement des dates de semis et des modalités de fertilisation associées à la modération des objectifs de rendement sur certaines cultures, l'utilisation des techniques de faux-semis et de désherbage mécanique. <i>Réduire l'usage des pesticides en agriculture sans perte de performances</i>, INRAE, communiqué de presse, 27 février 2017.
Non seulement le revenu est en corrélation avec l'utilisation des terres, mais il l'est également avec le déplacement net des terres (...). Lorsque le commerce est pris en compte, les pays à revenu élevé utilisent plus de terres biologiquement productives par habitant que les pays à faible revenu. L'empreinte foncière de l'UE était de 2,5 hectares globaux (gha) par personne, contre une moyenne mondiale de 1,2 gha par personne et une biocapacité totale de 1,8 gha. Pour chaque revenu supplémentaire de 10 000 dollars par habitant, entre 0,1 et 0,4 gha par personne sont déplacés en dehors du pays consommateur (...). Au total, 60 % des terres sont utilisées pour les exportations alors que les pays à haut revenu sont les plus grands importateurs nets alors que les pays à haut revenu sont les plus grands importateurs nets (...). En 2004, un citoyen européen moyen s'est approprié 2,53 gha, contre une moyenne mondiale de 1,23. <i>Decoupling debunked – Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability</i>, European Environmental Bureau, 2019 Decoupling-Debunked.pdf (eeb.org)	Face au coût exorbitant de la dégradation des sols, les investissements destinés à en améliorer la fertilité sont étonnamment faibles, pour diverses raisons qui mettent en cause le régime foncier, l'accès au crédit et aux marchés, ainsi que les politiques fiscales et commerciales. Les terres étant de plus en plus sollicitées dans le monde en développement, la valeur économique de la conservation des sols devrait augmenter (...). La gestion des sols peut remédier aux conséquences des activités humaines : surpâturage, culture excessive, piétinement du bétail, techniques d'irrigation ou apports d'engrais non viables, qui aggravent la dégradation des sols. Pearce (2005) cite une étude économétrique réalisée par Wiebe et al. (2001) selon laquelle la qualité des sols influe sensiblement sur la productivité de la main-d'œuvre agricole ; un contexte pédologique et climatique propice se traduit par un gain de production par travailleur de 13 % en moyenne, allant même jusqu'à 28 % (...). Outre ses avantages économiques, elle contribue à maintenir ou à rétablir la biodiversité des sols. <i>Ressources naturelles et croissance pro-pauvres : Enjeux économiques et politiques</i>, OCDE 2009.

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

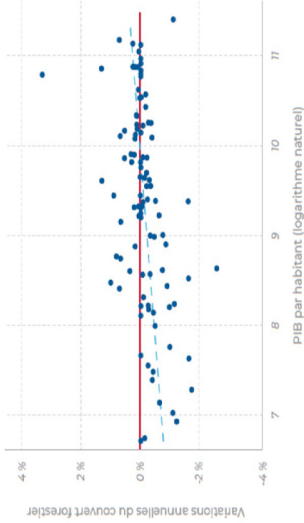
La production agricole est couplée aux pressions environnementales et le déplacement des terres via le commerce international signifie que les coûts écologiques sont également déplacés (...). Les importations de cultures et de bétail de l'UE sont un moteur important de la déforestation mondiale sur la période 1990- 2008 ; par exemple, plus de 90 % des impacts de la Finlande sur la biodiversité se produisent ailleurs via ses importations.

Decoupling debunked – Evidence and arguments against green growth as a sole strategy for sustainability, European Environmental Bureau, 2019 [Decoupling Debunked.pdf \(eeb.org\)](https://www.eeb.org.uk/decoupling-debunked-2019)

Une fois un certain point critique dans le développement économique atteint, les forêts ont regagné du terrain.

C'est encore vrai aujourd'hui. Comme on le constate dans la figure ci-dessous, les pays riches ont eu tendance à enregistrer des gains au chapitre du couvert forestier alors que les pays pauvres, eux, se déboisent. Ainsi, une hausse de 10 % des revenus se traduit par une augmentation nette du couvert forestier de 0,02 point de pourcentage. Cela semble peu, mais, en y regardant de plus près, on constate qu'il s'agit du cinquième des changements moyens dans les 103 pays inclus dans le graphique.

Variations annuelles du couvert forestier (2015-2020) et PIB par habitant (2015), 103 pays



Notes : calculs de l'auteur [présentation des données à l'échelle logarithmique]
Source : Our world in data, Annual change in forest area vs. GDP per capita, 2015, consultée le 5 juin 2023.
La croissance économique, avantageuse pour l'environnement, Vincent Geloso, professeur adjoint d'économie à l'Université George Mason, juillet 2023.

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

3 - Eau	
Les pays, riches comme pauvres, affichent des niveaux élevés de pollution de l'eau (...). Il ressort clairement de la carte (...) qu'avoir des revenus élevés ne protège pas des problèmes liés à la qualité de l'eau (...). Non seulement la pollution ne diminue pas avec la croissance économique, mais l'éventail des polluants tend à s'élargir avec la prospérité. Les États-Unis, à eux seuls, reçoivent des notifications de rejet de plus de 1 000 nouvelles substances chimiques dans l'environnement chaque année, soit environ trois nouvelles substances par jour. worldbank.org	Le manque d'eau potable réduit la croissance économique d'un tiers (...). « L'eau propre est un facteur essentiel de croissance économique. La détérioration de la qualité de l'eau entrave la croissance économique, aggrave les problèmes sanitaires, réduit la production de denrées alimentaires et exacerbe la pauvreté dans de nombreux pays », constate David Malpass, président du Groupe de la Banque mondiale. « Les pouvoirs publics doivent prendre d'urgence des mesures pour lutter contre la pollution de l'eau de sorte que les pays puissent croître plus rapidement de manière équitable et durable sur le plan environnemental. » La détérioration de la qualité de l'eau réduit la croissance économique d'un tiers dans certains pays, communiqué de presse, La Banque mondiale, 20 août 2019
4 - Biodiversité et écosystèmes	
L'idée d'une compatibilité entre croissance et préservation de la biodiversité s'appuie sur l'hypothèse d'un découplage possible entre croissance économique et perte de biodiversité via une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources. L'analyse de la littérature suggère toutefois qu'un tel découplage n'a jamais pu être réalisé et que, dans les conditions socio-économiques actuelles, une économie en croissance entraînerait nécessairement une augmentation et une intensification de l'utilisation des terres et des émissions. Perte de biodiversité et croissance économique : quelles politiques ? Écologie & environnement CNRS, avril 2020.	Des recherches de plus en plus riches s'intéressent aux modalités d'une « dé-croissance prospère » pour les humains, et favorable à la biodiversité. Ces écoles de pensées se concentrent sur la définition de limites à ne pas dépasser dans l'usage des ressources ou de l'espace, et sur la relocalisation des économies. Leur réflexion s'intéresse à la manière de respecter ces limites plutôt qu'à la manière de s'en affranchir. Elles explorent comment promouvoir un ralentissement économique qui soit source d'effets positifs sur l'emploi, la santé, l'éducation et le bien-être. Perte de biodiversité et croissance économique : quelles politiques ? Écologie & environnement CNRS, avril 2020.
La synthèse des connaissances sur les liens entre croissance économique et biodiversité confirme le rôle de trois facteurs d'érosion de la biodiversité liés à la croissance : - le changement d'utilisation des terres, caractérisé par un accroissement de plus de 80 % des terres cultivées au cours du 20^e siècle ; - l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre et ses effets sur le climat planétaire, en synergie avec les autres facteurs d'érosion ; - enfin, l'intensification des flux internationaux, source d'échanges de faunes et de flores potentiellement dommageables à la biodiversité. Perte de biodiversité et croissance économique : quelles politiques ? Écologie & environnement CNRS, avril 2020.	Même si ces instruments de politique fondés sur le marché, tels que les paiements pour les services écosystémiques, la certification volontaire et la compensation de la biodiversité, sont de plus en plus utilisés, leur efficacité est mitigée et ils sont souvent contestés ; ils devraient donc être conçus et appliqués avec soin en fonction du contexte pour éviter des effets pervers. L'intégration généralisée des impacts sur l'environnement, y compris les externalités associées aux échanges commerciaux à longue distance, est considérée à la fois comme un résultat et une composante des économies nationales et mondiales durables. Le rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et les services écosystémiques, résumé à l'attention des décideurs, IPBES (2019).

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Depuis 1970, la production a augmenté dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, des bio-énergies et des industries extractives, tandis que 14 catégories de contributions (de la nature) parmi les 18 analysées ont décliné, pour l'essentiel les fonctions de régulation et les apports autres que matériels. <u>Le rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et les services écosystémiques</u>, résumé à l'intention des décideurs, IPBES (2019).	Le financement sert de catalyseur à tous ces projets transformateurs (...). Cela peut consister à « verdir la finance » en incitant les responsables politiques à réorienter les investissements existants loin des activités qui dégradent notre environnement et nos écosystèmes et vers celles qui les préservent. Cela peut également signifier « financer en vert » en créant des produits entièrement nouveaux, spécifiquement destinés aux investissements en faveur de la biodiversité. Au cours de la prochaine décennie, il faudra allouer chaque année 700 milliards de dollars de financements à la conservation de la biodiversité pour réaliser les objectifs mondiaux en la matière. Le monde y consacre aujourd'hui 120 à 140 milliards de dollars. Préserver la biodiversité pour préserver notre avenir, La Banque mondiale, décembre 2022, https://www.banquemondiale.org/fr/news/immersive-story/2022/12/07/securite-our-future-through-biodiversity
Dans la plupart des régions du monde, la nature a aujourd'hui été altérée de manière significative par de multiples facteurs humains, et la grande majorité des indicateurs relatifs aux écosystèmes et à la biodiversité montrent un déclin rapide. Dans les écosystèmes terrestres et d'eau douce, le changement d'utilisation des terres est le facteur direct ayant eu l'incidence relative la plus néfaste sur la nature depuis 1970, suivi par l'exploitation directe, et en particulier la surexploitation des animaux, des plantes et d'autres organismes (collecte, exploitation forestière, chasse et pêche). Dans les écosystèmes marins, l'exploitation directe des organismes (principalement la pêche) est le facteur qui a eu l'incidence relative la plus importante, suivi par le changement d'utilisation des terres et des mers. <u>Le rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et les services écosystémiques</u>, résumé à l'intention des décideurs, IPBES (2019).	L'urbanisation, l'intensification de l'agriculture, l'énergie nucléaire, l'aquaculture, le dessalement, sont tous des processus qui ont une capacité démontrée à réduire les demandes humaines sur l'environnement, en accordant plus de place aux espèces non-humaines. Un manifeste éco-moderniste, John Asafu-Adjaye et al. avril 2015, traduit par John Laurie, https://www.ecomodernism.org/francals Il est possible de conserver, de restaurer et d'utiliser la nature de manière durable et, en même temps, d'atteindre d'autres objectifs sociétaux à l'échelle mondiale en déployant de toute urgence des efforts concertés qui entraînent des changements en profondeur. <u>Le rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et les services écosystémiques</u>, résumé à l'intention des décideurs, IPBES (2019).
La population humaine a doublé au cours des 50 dernières années, la croissance économique mondiale a presque quadruplé et le volume du commerce mondial a décuplé, entraînant une hausse de la demande d'énergie et de matériaux (...) provoquant de nouveaux impacts sur la nature et ses contributions (...). Pour un gain de croissance économique donné, les pays subissent différents degrés de détérioration de la nature selon leur niveau de développement. <u>Le rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et les services écosystémiques</u>, résumé à l'intention des décideurs, IPBES (2019).	[Selon la courbe environnementale de Kuznets], l'environnement risque de se dégrader à mesure que les revenus augmentent, mais jusqu'à un certain point. Passé ce point, l'accélération de la croissance économique serait bénéfique pour l'environnement. Cette relation s'observe pour les pêcheries, la production de déchets, la biodiversité et diverses formes de pollution de l'air. On remarque même des signes de ce phénomène, dans certaines conditions, pour les gaz à effet de serre. <u>La croissance économique, avantageuse pour l'environnement</u>, Vincent Géloso, professeur adjoint d'économie à l'Université George Mason, juillet 2023.

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Les mesures d'incitation économique favorisent généralement une expansion de l'activité économique au détriment de la conservation et de la restauration, causant souvent des dommages à l'environnement. <u>Le rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et les services écosystémiques</u>, résumé à l'intention des décideurs, IPBES (2019).	Il s'agit notamment de mettre en place des régimes d'innovation technologique et sociale et des cadres d'investissement qui internalisent les impacts sur l'environnement, tels que les externalités des activités économiques, notamment en s'attaquant aux impacts sur l'environnement par des moyens justes et appropriés sur le plan social. <u>Le rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et les services écosystémiques</u>, résumé à l'intention des décideurs, IPBES (2019).
Les tendances négatives de la biodiversité et des fonctions écosystémiques devraient se poursuivre ou s'aggraver dans de nombreux scénarios futurs, en réponse aux facteurs indirects comme la croissance rapide de la population humaine, la production et la consommation non durables et au développement technologique connexe. <u>Le rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et les services écosystémiques</u>, résumé à l'intention des décideurs, IPBES (2019).	Le recours à des méthodes de comptabilisation du capital naturel pour mesurer sa contribution à la richesse d'un pays et à ses possibilités de développement montre comment la réorientation des investissements vers des actions et des comportements respectueux de la nature peut contribuer à la fois à une croissance durable, à la lutte contre le changement climatique et à la préservation de la nature (...). Des instruments financiers novateurs sont nécessaires pour assurer la transition vers une économie inclusive, durable et plus adaptable (...). La Banque mondiale a lancé la première obligation en faveur de la conservation de la vie sauvage. D'un montant de 150 millions de dollars, cette obligation oriente les flux financiers vers la préservation de la vie sauvage et les communautés locales (...). C'est une initiative qui rapproche les capitaux privés des besoins de développement. Elle peut être reproduite et généralisée pour orienter davantage de capitaux privés vers d'autres objectifs de conservation, de lutte contre le changement climatique et de développement, partout dans le monde. <u>Préserver la biodiversité pour préserver notre avenir</u>, La Banque mondiale, décembre 2022.
Selon la plupart des scénarios de changement à l'échelle planétaire, la biodiversité et les contributions régulatrices de la nature aux populations devraient encore décliner au cours des prochaines décennies, tandis que l'offre et la demande de contributions matérielles possédant une valeur marchande établie (aliments destinés à la consommation humaine et animale, bois d'œuvre et bioénergie) devraient augmenter. <u>Le rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et les services écosystémiques</u>, résumé à l'intention des décideurs, IPBES (2019).	D'autres modèles et mesures du bien-être économique (comme la comptabilité inclusive de la richesse, la comptabilisation du capital naturel et les modèles de décroissance) sont de plus en plus considérés comme des approches possibles pour concilier la croissance économique et la conservation de la nature et de ses contributions et pour reconnaître les compromis, le pluralisme des valeurs et les objectifs à long terme (...). <u>Le rapport de l'évaluation mondiale de la biodiversité et les services écosystémiques</u>, résumé à l'intention des décideurs, IPBES (2019).

Question B : La croissance du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources matérielles (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

Question C : La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

Référent : Sylvain Boucherand
Membres : Elodie Martinie-Cousty, Corine Beaufils, Serge Le Quéau, Marie-Hélène Meyling, Marie-Josée Balducci, Alain Bazot, Fabienne Tatot

De manière générale, les liens entre croissance et inégalités peuvent être questionnés selon deux orientations : les effets de la croissance sur les inégalités ou les effets des inégalités sur la croissance. Dans chacun de ces deux cas, une corrélation positive ou négative peut être recherchée. Sur ces bases, quatre questions peuvent donc être formulées. Dans celle retenue ici pour structurer l'analyse de controverse, le sens de la causalité va de la croissance aux inégalités et le signe de la corrélation est négatif, au sens mathématique du terme : la croissance génère-t-elle une réduction des inégalités ?

Deux approches complémentaires succinctes ont toutefois trouvé place dans le tableau qui suit : l'une sur les effets des inégalités sur la croissance l'autre sur l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté. Elles résultent des échanges de la commission et montrent les différentes approches qui intéressent la société civile. De même, il est parfois question d'inégalités entre les pays, d'autres fois d'inégalités au sein d'un pays.

A) LA CROISSANCE RÉDUIT LES INÉGALITÉS... À L'ÉCHELLE D'UN PAYS

1/ Arguments pour et contre-arguments

Arguments pour	Contre-arguments
A partir de l'analyse de l'évolution historique des inégalités au cours de l'industrialisation de l'Allemagne et du Royaume-Uni pendant la première moitié du XXème siècle, Kuznets propose une loi générale qui détermine le lien entre croissance et inégalités sous la forme d'une courbe en U-inversé où en abscisse se trouve le PIB par habitant et en ordonnée se situe les inégalités exprimées par le coefficient de GINI. Cette courbe traduit la faiblesse du PIB lors des premières phases du développement. De manière concomitante, les inégalités s'accroissent davantage jusqu'au moment où le pays atteint un certain niveau de développement. À partir d'un certain seuil du développement, les inégalités se stabilisent, ensuite diminuent. La courbe de Kuznets est ainsi toujours prise comme élément référent pour insister sur le fait que seule la croissance, dans un marché fonctionnant sans entrave, politique ou sociale, doit permettre une régulation du facteur d'inégalité HENRI S. (2004). <i>inégalités sociales, croissance et développement durable</i>, BORDEAUX IV. https://harribey.u-bor-	Pendant les réalités divergentes des pays différents amènent à repenser cette relation de Kuznets (...). T. Piketty montre, sur des données françaises et américaines, que la réduction des inégalités n'est pas mécaniquement associée à la croissance du PIB par habitant. Historiquement, elle a surtout été liée à des événements inattendus affectant le capital (guerre, inflation, catastrophes) et par l'impôt (sur le revenu notamment). Par ailleurs si on reprend des travaux réalisés par pays et non en fusionnant l'ensemble des nations étudiées, il ressort que l'hypothèse de Kuznets, considérée quasiment comme loi fondamentale par l'économie néoclassique, est rejetée dans 90 % des cas. Piketty T. (2005) « <i>The Kuznets' curve, yesterday and tomorrow</i> », dans Banerjee A., Benabou R., Mooh-eneh D. (Eds). <i>Understanding poverty</i>. Oxford, Oxford University press, http://pubs.oxfordjournals.org/doi/10.1017/9780199200511.005.pdf
	Entre le milieu des années 1990 et la fin des années 2000, la zone OCDE a enregistré un phénomène de « convergence des inégalités », celles-ci ayant augmenté dans plusieurs pays (Suede, Danemark ou Finlande), et reculé dans d'autres (Turquie, Mexique et Chili).

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

	Sur le plan national, les indicateurs des inégalités comme le coefficient de Gini ne permettent pas d'identifier les bénéficiaires ou les perdants de ces tendances. Un examen plus approfondi de la situation des ménages montre que, dans de nombreux pays de l'OCDE, la progression du revenu disponible est inférieure à celle du PIB. C'est plus particulièrement le cas pour les ménages les plus démunis : dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, la croissance du PIB a été largement supérieure à celle du revenu des ménages du quintile inférieur. « Les ménages au revenu moyen s'en sont généralement mieux tirés, même si leurs revenus ont progressé moins vite que le PIB dans un grand nombre de pays. L'écart entre revenus moyens et bas revenus s'accroît, notamment en Finlande, en Israël, en Suède, en Espagne et aux États-Unis. Plus généralement, la croissance des inégalités entre ménages à moyen et bas revenus (mesurée par le coefficient de Gini) se répand et s'accroît. Certains pays, notamment l'Espagne, ont été témoins de ce phénomène alors même que les inégalités dans leur ensemble y reculaient. Dans d'autres pays comme l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, 1 % des ménages les plus riches ont bénéficié de 20 à 50 % de la progression totale des revenus, signe que les inégalités s'accroissent aussi dans la moitié supérieure de la distribution. » Croissance et inégalités : une relation très étroite, OCDE, octobre 2014, https://web-air-europe.oecd.org/17/302842-croissance-inegalites-relation-etroite.htm
Des recherches récentes de l'OCDE confirment qu'une réduction des inégalités est associée à une croissance plus élevée du PIB. “Le troisième pilier est la protection sociale et la redistribution. Les deux jouent un rôle important dans la réduction de la volatilité économique et dans le renforcement de la résilience. Ils empêchent également que les inégalités actuelles ne se traduisent en inégalités des chances pour la génération suivante. Des recherches récentes de l'OCDE confirment qu'une diminution des inégalités est associée à une croissance plus élevée du PIB. La combinaison de régimes d'aide au revenu et de politiques actives du marché du travail offre une protection efficace et soutient l'emploi. La promotion de systèmes d'impôts et de prestations plus progressifs peut aider les pays à promouvoir l'égalité des chances et la mobilité sociale.” Allocution d'Angel Gurría Secrétaire général de l'OCDE Bruxelles, Belgique - 8 juillet 2019 OECD Web Archive	La croissance ne réduit pas nécessairement les inégalités. Tout dépend des mécanismes de redistribution mis en place. En France, ils sont massifs en comparaison des autres pays de l'OCDE. Entre 2008 et 2018, alors que le pays était en croissance, les inégalités avant redistribution ont fortement augmenté. Néanmoins, grâce au modèle social français, le rapport entre le niveau de vie moyen est divisé par 3,4 entre les déciles extrêmes. Cela passe par : 1/ les transferts publics monétaires (prélèvements obligatoires et prestations monétaires), qui corrigent une grande partie des inégalités primaires en France. Ainsi, le revenu primaire moyen des 10 % les plus aisés est-il 13 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. Mais ce ratio est ramené à 7 après transferts monétaires. 2/ les transferts publics en nature (en particulier l'éducation, la santé) qui réduit ce ratio en termes de niveau de vie de 7 à 3. Les services publics contribuent ainsi pour 50 % à la réduction des inégalités, souligne l'Insee.

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

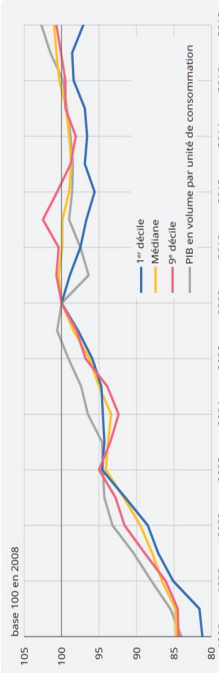
	3/ À noter que l'étude de l'INSEE ne prend pas en compte l'avantage en nature constitué par les logements sociaux, les prestations monétaires comme tarifs réduits, gratuité, et aides facultatives des communes, etc. (ex : cantine scolaire, séjours vacances, inscriptions clubs sportifs....). Au total, on peut considérer que l'écart de niveau de vie est réduit de 13 à 2,5 entre les déciles extrêmes.) Revenus et patrimoine des ménages, Insee Références Édition 2021, Insee 2021, https://www.insee.fr/fr/statistiques/5371304 Une autre étude de l'Insee, qui prend en compte les services publics en plus des transferts monétaires, révèle qu'avant transferts, les ménages aisés ont un revenu 18 fois plus élevés que celui des ménages pauvres, contre 1 à 3 après transferts. La redistribution élargie, incluant l'ensemble des transferts monétaires et les services publics, améliore le niveau de vie de 57 % des personnes. Insee Analyses n°88, septembre 2023, https://www.insee.fr/fr/statistiques/7669723 Le PIB mesure une variation des richesses mais pas leur répartition. Or, il n'y a pas de lien automatique entre augmentation des richesses et meilleure répartition de celles-ci. Si le niveau d'abondance matérielle était corrélé avec la faiblesse du taux de pauvreté (ou des indicateurs d'inégalités) dans les pays riches, cela devrait se voir dans les chiffres. Ce n'est pas le cas. Dans le groupe des pays au-dessus de 18 000 dollars de PIB par habitant en 2004, soit 29 pays, il n'existe aucune corrélation. C'est même le pays le plus riche du monde, au sens du PIB par habitant, les États-Unis, qui bat les records de pauvreté et d'inégalités dans ce groupe ! » Pauvreté, bien vivre et croissance. [article], Jean Gadrey, Alternatives économiques, 26/03/2010, https://blogs.alternatives-économiques.fr/gadrey/2010/03/26/pauvrete-bien-vivre-et-croissance La nécessité d'une décision politique apparaît dans ce document des Nations unies lorsqu'il précise : « l'égalité peut et doit être réalisée pour garantir une vie digne pour tous. Les politiques gouvernementales, économiques et sociales doivent être universelles et accorder une attention particulière aux besoins des communautés désavantagées et marginalisées. » ODD 10 lutte contre les inégalités, https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/wp-content/uploads/sites/4/2019/06/Why_It_matters_Goal_10_FR.pdf En préparation au Forum politique de haut niveau pour le développement durable [2019], la Banque Mondiale et le département des affaires sociales et économiques
Le rythme soutenu des dépenses sociales depuis la fin des années 1950 jusqu'au milieu des années 1970 s'inscrit dans un contexte de croissance forte du PIB (les Trente Glorieuses). Les crises successives se traduisent ponctuellement par une contraction de l'activité, en induisant à chaque fois une hausse « par palier » de la part des dépenses de protection sociale dans le PIB. Sur longue période, la part des prestations de protection sociale dans le PIB a plus que doublé, passant de 14 % en 1959 à 33 % en 2021, après avoir atteint un nouveau record de plus 35 % en 2020 au creux de la récession.	

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

Le pacte de stabilité européen plafonne théoriquement les déficits publics des États membres à 3 % du PIB et leur dette publique à 60 %. Ce cadre contraind les dépenses publiques, ce qui peut affecter la mise en œuvre des politiques publiques visant la résorption des inégalités. <i>La protection sociale en France et en Europe en 2021 - Résultats des comptes de la protection sociale - Édition 2022, Panorama de la DRESS Social, 2022.</i> https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2023-05/CP523MAJ0523.pdf	de l'ONU ont organisé une rencontre préalable pour mettre en évidence les stratégies que les États peuvent adopter pour accélérer leurs initiatives dans le domaine de la réduction des inégalités. https://www.lesechos.fr/dees-debats/cercle/lutter-contre-les-inegalites-un-choix-politique-1122026
Renforcer la croissance inclusive ou stimuler la croissance économique sans pour autant creuser les inégalités serait possible par le biais de l'innovation, qui pourrât à deux effets contradictoires : - d'un côté, elle augmente les revenus des plus riches, entraînant la fortune croissante des 1 % des plus aisés de la population (ex : Steve Jobs) ; - de l'autre elle augmente la mobilité sociale. Or, la courbe de « Gatsby le magnifique », montre une corrélation claire entre le niveau d'inégalités mesurée par le coefficient de Gini et la mobilité sociale. Selon Philippe Aghion « <i>Les pays qui ont le moins d'inégalités ont plus de mobilité sociale</i> ». Pour exemple les pays d'Europe du Nord comme la Suède sont peu inégalitaires et la mobilité sociale y est bonne, alors que le Royaume Uni est inégalitaire et la mobilité sociale y est faible. Rapporté au PIB les pays nordiques semblent aussi plus innovants que le Royaume-Uni eu égard aux nombres de brevets déposés. Source : Philippe Aghion, Gilbert Cette, Élie Cohen, <i>Changer de modèle</i>, Éditions Odile Jacob, 2014. <i>[Il est à noter que la courbe dite de Gatsby le magnifique établit une corrélation positive entre les inégalités dans un pays et l'élasticité intergénérationnelle des revenus, mais sans y intégrer expressément la variable croissance]</i>	Quel que soit l'indicateur retenu, les inégalités de niveau de vie ont fortement diminué de 1975 jusqu'au début des années 2000. Elles ont augmenté ensuite, même si l'augmentation ponctuelle liée à la crise de 2008 a été largement compensée à partir de 2013. Au final, les inégalités se retrouvent au niveau de 1990, très en deçà du début de période, mais un peu plus élevées que les minima atteints au début des années 2000. Les évolutions des inégalités de niveau de vie de ces quarante dernières années suivent généralement celles des inégalités avant redistribution, même si la redistribution atténue les inégalités de départ et réduit l'ampleur de leurs évolutions. Cependant, depuis 2008, l'effet redistributif accru du système socio-fiscal a largement compensé la hausse des inégalités avant redistribution. Le poids moyen des prestations sociales dans le revenu des ménages a diminué d'un quart entre 1975 et 2016, mais celles-ci sont devenues plus concentrées vers les bas revenus : alors que les 10 % de ménages les plus modestes avant redistribution recevaient 25 % du total des prestations en 1975, ils en percevaient 46 % en 2016. France, portrait social Édition 2019, Insee Références, novembre 2019, https://www.insee.fr/fr/statistiques/4238443?sommaire=4238781

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

2/ Arguments contre et contre-arguments

Arguments contre	Contre-arguments
Depuis que la mesure du PIB existe, il n'y a pas de corrélation stable entre la hausse du PIB et la réduction des inégalités. Ainsi, parmi les avis du CESE, seul le RAEF 2022 évoque indirectement la question. Dans cet avis (Cf. graphique infra), il apparaît que, sur la période 1996-2018 en France, il n'y a pas de corrélation nette entre la croissance du PIB et la réduction des inégalités. Ainsi, on peut distinguer trois périodes : 1996-2002 : le 1er décile (en bas de l'échelle des revenus) de niveau de vie progresse plus vite que le PIB 2002-2008 : il progresse moins vite (mais c'est aussi vrai du 9ème et du médian) 2008-2018 : décrochage du 1er décile par rapport au PIB  base 100 en 2008 — 1^{er} décile — Médiane — 9^e décile — PIB en volume par unité de consommation Lecture : entre 2008 et 2018, le 1^{er} décile de niveau de vie a baissé de 3 %. Champ : France pour le PIB ; France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré à l'administration fiscale est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante pour les déciles de niveau de vie. Source : Insee-DGRIp-Cnaf-Cnav-CMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2018.	Les inégalités de revenus ont globalement diminué au cours des « trente glorieuses ». Fourastié n'a aucune difficulté à en faire la démonstration : « En 1939, le conseiller d'État gagnait chaque mois ce que son gardien de bureau gagnait en une année ; en 1976, l'écart est réduit de près de moitié. Les deux traitements ont été calculés toutes indemnités, primes ou avantages compris (en moyenne). Les impôts sur le revenu n'en sont pas déduits ; or, ils étaient très faibles en 1939 pour les deux salariés, tandis qu'ils sont très forts en 1976 pour les hauts salariés (supérieurs à 30 % en général pour un conseiller d'État qui n'a plus d'enfants à charge). Le revenu net des deux hommes, qui était dans un rapport de 1 à 12 en 1939, n'est donc plus que de 1 à 4,5 aujourd'hui. » Serge Paugam, Chapitre premier. Les « trente glorieuses » et la pauvreté, dans La société française et ses pauvres (2002), pages 27 à 50, https://www.cairn.info/la-societe-francaise-et-ses-pauvres--9782130531739-page-27.html#:text=Le%20m%C3%A9gali%C3%A9%20de%20revenu%20tr,7%C3%A9gali%C3%A9%20de%20m%C3%A9 Une forte croissance peut également réduire les inégalités via la baisse du chômage ou en augmentant le consentement à la mise en place d'un État social. Guillaume Allègre, Impact des inégalités sur la croissance : que sait-on vraiment ? une (brève) revue de littérature, dans Revue de l'OCDE 2019/6 (N° 142), pages 371 à 385, https://www.oecd.org/fr/revue/13-142.pdf

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

« Pour réduire la pauvreté, il faut de la croissance économique » C'est faux ! D'abord, parce que la croissance s'accompagne souvent d'une hausse de la productivité qui limite la création d'emplois. Ensuite, on constate que ses fruits sont de plus en plus inégalement répartis et que depuis plusieurs années, les emplois qu'elle crée sont dans l'ensemble peu qualifiés et mal rémunérés. Enfin, les chômeurs de longue durée sont toujours les derniers à retrouver un travail. ATD Quart Monde, Idées fausses, octobre 2016 https://www.atd-quartmonde.fr/n92-pour-reduire-la-pauvrete-il-faut-de-la-croissance-economique/	Croissance et inégalités : une relation très étroite « Sur le plan national, les indicateurs des inégalités comme le coefficient de Gini ne permettent pas d'identifier les bénéficiaires ou les perdants de ces tendances. Un examen plus approfondi de la situation des ménages montre que, dans de nombreux pays de l'OCDE, la progression du revenu disponible est inférieure à celle du PIB. C'est plus particulièrement le cas pour les ménages les plus démunis : dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, la croissance du PIB a été largement supérieure à celle du revenu des ménages du quintile inférieur. « Les ménages au revenu moyen s'en sont généralement mieux tirés, même si leurs revenus ont progressé moins vite que le PIB dans un grand nombre de pays. L'écart entre revenus moyens et bas revenus s'accroît, notamment en Finlande, en Israël, en Suède, en Espagne et aux États-Unis. Plus généralement, la croissance des inégalités entre ménages à moyen et bas revenus (mesurée par le coefficient de Gini) se répand et s'accroît. Certains pays, notamment l'Espagne, ont été témoins de ce phénomène alors même que les inégalités dans leur ensemble y reculaient. Dans d'autres pays comme l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, 1 % des ménages les plus riches ont bénéficié de 20 à 50 % de la progression totale des revenus, signe que les inégalités s'accroissent aussi dans la moitié supérieure de la distribution. » Orsetta Causa, Alain de Serres Nicolas Ruiz, Croissance et inégalités : une relation étroite, OCDE, Archives web, octobre 2014, https://web.archive.org/web/2014-10-02/302842-croissance-inegalites-relation-etroite.htm
	<i>"il y a un présupposé selon lequel tout le monde bénéficie de la croissance sauf les pauvres. La "courbe de l'éléphant" (Branko Milanovic) montre que ce n'est pas vrai : ce sont les classes moyennes qui sont pénalisées, car ce sont elles qui occupent les métiers en disparition. On en revient au processus de "destruction créatrice" théorisé par Schumpeter : les victimes de la destruction (petits commerçants, ...) ont du mal à se réadapter. Elles voient les riches s'enrichir d'un côté, de l'autre les pauvres s'enrichir en occupant des métiers dont on a besoin, et elles se sentent lésées.</i> Jean-Marc Daniel, La croissance permet de réduire les inégalités, https://www.radio-france.fr/franceculture/podcast/entendez-vous-le-eco/la-croissance-permet-de-reduire-les-inegalites-4785401

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

Inégalités non intrinsèques au système économique mais issues des politiques Les inégalités ne sont pas le fruit d'une économie de marché fonctionnant normalement mais résultent « largement de la stratégie des pouvoirs publics – de ce qu'ils font et de ce qu'ils ne font pas. L'État a le pouvoir de déplacer l'argent, du haut vers le bas et vers le milieu, ou vice versa ». Le prix de l'inégalité, Joseph Stiglitz, Les Liens qui lièrent 2012, https://www.editionslesliensquiliberent.fr/livre-le-prix-de-l-in%C3%A9galit%C3%A9-345-3-0-1.html La réduction des inégalités est dépendante des politiques de redistribution Les inégalités avant transferts, c'est-à-dire calculées à partir du revenu primaire dit « élargi », sont marquées. Le revenu primaire élargi moyen des 10 % des individus les plus aisés est 13 fois plus élevé que celui des 10 % des individus les plus modestes. Ce rapport est ramené à 7 sur le niveau de vie usuel, puis à 3 sur le niveau de vie élargi. La réduction des inégalités liée à la redistribution (mesurée par l'indice de Gini) est plus de deux fois plus importante dans l'approche élargie que dans l'approche monétaire usuelle. Le caractère redistributif du système socio-fiscal français provient avant tout des transferts en nature, comme l'éducation, la santé et le logement, qui contribuent pour 50 % à la réduction des inégalités au sens de la redistribution élargie ; viennent ensuite les prestations sociales monétaires (23 %), les dépenses de consommation collective (16 %) et les retraites (10 %). Les prélèvements sont légèrement anti-redistributifs du fait des taxes sur les produits et des cotisations qui font plus que compenser la progressivité des impôts sur les revenus et le patrimoine. Alocha Accardo, Mathias André, Sylvain Bilot, Jean-Marc Germain, Michaël Sicsic (Insee) - données de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux (ERFS), Réduction des inégalités : la redistribution est deux fois plus ample en intégrant les services publics, dans Revenus et patrimoine des ménages Édition 2021, INSEE, mai 2021, https://www.insee.fr/fr/statistiques/3371275?sommaire=5371304	Décrit comme le « président des riches » par bon nombre de ses opposants, la présidence de Donald Trump voit pourtant une augmentation des salaires chez les travailleurs à faible et moyen salaires selon les dernières données du Census Bureau américain (...) avec un marché de l'emploi florissant et une hausse des salaires inégale en dix ans (...). À bien des égards, la raison du succès américain est simple à comprendre. L'accent a été mis sur les possibilités économiques et la mobilité des revenus plutôt que sur la redistribution des revenus. La hausse des impôts, les réglementations contribuent à ralentir la croissance et à accroître les inégalités. Au contraire, les baisses d'impôts et les déréglementations de l'administration Trump sont des mesures qui portent leurs fruits. Accélérer la croissance et la création d'emplois obligent ainsi les employeurs à se faire concurrence sur le marché de l'embauche et profitent ainsi aux employés et demandeurs d'emplois. Dans une telle situation, peut-on encore dire que la réduction des impôts ne profite qu'aux riches ? Bien sûr, tout n'est pas parfait et la guerre commerciale fragilise les effets de la croissance américaine et touche particulièrement le secteur industriel. Michel Kelly-Gagnon Alexandre Massaux, La croissance économique : un moyen efficace pour réduire les inégalités, des idées pour une société plus prospère (IEDM), IEDM.ORG, P. WEB, 23 octobre 2019, https://www.iedm.org/fr/la-croissance-economique-un-moyen-efficace-pour-reduire-les-inegalites/
--	---

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

« La croissance crée plus de problèmes qu'elle n'en résout » “En effet, dans les pays riches, la recherche de la croissance conduit à des politiques qui, de plus en plus, favorisent la montée des inégalités. Afin de « conquérir » de nouveaux marchés, on conclut des accords de libre-échange qui fragilisent la position des travailleurs et travailleuses les moins qualifiés, dont les emplois sont aisément délocalisables et qui subissent la concurrence des pays où la main-d'œuvre est moins coûteuse. On veut attirer des investissements en créant un « climat favorable » aux entreprises, ce qui signifie en pratique réduire les taux d'imposition des bénéfices, de manière telle que la charge fiscale se déplace sur les ménages.” Source : Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU sur les droits humains et l'extrême pauvreté, Propos recueillis par Laurent Ottav, publié le 27/05/2023 Par Laurent Ottav https://eulcid.media/economie/croissance-pib-cree-plus-problemes-resout-inegalites-pauvrete-ecologie-olivier-de-schutter L'augmentation des inégalités est parfois causée par la croissance La croissance mondialisée est source d'inégalités, notamment au sein d'un même pays : - inégalités structurelles : pour les travailleurs dont les entreprises sont délocalisées dans des pays où la main d'œuvre est moins chère (choix entre être délocalisé ou voir son revenu diminuer drastiquement) ; - inégalités dynamiques : pour les travailleurs dans les branches dont beaucoup de produits sont importés (revenus réduits). Mondialisation et inégalités » de Jean-Paul Fitoussi (11/04/2016), https://sciencespo.hal.science/hal-01301076/file/futuribles-mondialisation-et-inegalites.pdf Le coefficient de Gini est une mesure standard d'inégalité. Il tend cependant à sous-estimer le taux de concentrations des revenus les plus élevés. Plusieurs études récentes ont mis l'accent sur les plus riches, particulièrement le centile le plus élevé. La conclusion est que cette catégorie de ménages, celle des 1 % touchant les plus hauts revenus, a vu ses revenus croître beaucoup plus que le reste de la population. Il apparaît ainsi que les dividendes de la croissance de ces dernières décennies auraient été accaparés par cette catégorie. Chapitre 1. Pauvreté et inégalités, Mathieu Lefebvre, Pierre Pestieau, dans L'État-providence (2017), pages 15 à 26, https://www.cairn.info/l-etat-providence--9782130800644-page-15.htm	Mamta Murthi, économiste de la banque mondiale, responsable de l'Europe centrale et des pays Baltes [constatant le retour de la croissance dans ces pays, en 2014, observe que] le partage est équitable et l'amélioration du niveau de vie n'échappe pas aux catégories les moins aisées de la population. La Roumanie fait exception car les revenus des « 40 % » de la population les moins favorisés au titre de l'échelle des revenus progressent même au-delà du total de l'ensemble (...). Mamat Murthi rejoint les thèses défendues en fin d'année 2013 par deux économistes américains, Dean Baker et Jared Bernstein dans leur ouvrage : « Getting back to full employment » (Revenir au plein emploi) : « le moyen le plus efficace de lutter contre la pauvreté et les inégalités n'est rien d'autre que le retour de la croissance et du plein emploi (...). Lorsque le marché est proche du plein emploi, même les personnes les moins éduquées ont une capacité plus forte de demander un meilleur salaire. Ils peuvent demander une augmentation, ou trouver un nouvel emploi si leur patron le leur refuse. En ce sens, le plein emploi est un facteur déterminant de la distribution des revenus. » Nicolas Goetzmann, La croissance ne profite-t-elle qu'aux riches ? Les explications par les chiffres, Atlantico, 18 février 2014, https://atlantico.fr/article/decryptage/la-croissance-ne-profitte-que-aux-riches-les-explications-par-les-chiffres-nicolas-goetzmann Auten et Splinter apportent des corrections méthodologiques aux travaux de Piketty ("Le capital au XXIème siècle) pour démontrer que le creusement des inégalités aux Etats-Unis en faveur des plus aisés n'a pas l'ampleur calculée par Piketty et Saez. En prenant en compte les transferts sociaux, la réforme fiscale de 1986, la baisse du nombre de mariages, les 1 % les plus aisés n'ont pas vu leur patrimoine multiplié par deux depuis les années 60 mais seulement augmenté de 25 % alors que le PIB a été multiplié par quatre en valeur. Auten et Splinter (Income inequality in the US: using tax data to measure long-term trends", Journal of political economy, Novembre 2023) https://www.davidsplinter.com/AutenSplinterTaxDataandInequality.pdf
---	---

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

3) LA CROISSANCE RÉDUIT LES INÉGALITÉS... À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

L/ Arguments pour et contre-arguments

Argument pour

Inégalités internationales et mondiales 1952-2011

Le graphique illustre l'évolution des coefficients de Gini pour trois concepts d'inégalité de 1950 à 2010. L'axe vertical représente le coefficient de Gini, allant de 45 à 75. L'axe horizontal représente l'année, allant de 1950 à 2010. Trois courbes sont tracées : Concept 1 (rouge), Concept 2 (bleu) et Concept 3 (vert). Les points de données sont indiqués par des points noirs. Les coefficients de Gini pour tous les concepts ont tendance à augmenter au fil du temps, avec le Concept 1 étant le plus élevé et le Concept 3 le plus bas.

Le concept 1 est un coefficient de Gini des inégalités entre pays du monde, non pondéré par le poids relatif de chaque pays dans la population mondiale. Le concept 2 intègre cette pondération. Quant au concept 3, il s'agit d'un coefficient d'inégalités mondiales combinant inégalités entre pays et inégalités internes à chaque pays. Il apparaît que « l'inégalité 1 » a augmenté à l'ère de la mondialisation alors que « l'inégalité 2 » a diminué, parfois de façon spectaculaire. Suivant que l'on souhaite mettre en évidence les aspects négatifs ou positifs de la mondialisation, on choisit l'une ou l'autre de ces courbes. La baisse des inégalités mesurée par le concept 2 s'explique principalement par les taux de croissance élevés de la Chine puis de l'Inde, deux pays partis d'un niveau de référence très bas et dont le poids démographique est considérable.

Global income inequality in numbers: in history and now, Branko Milanovic, mai 2013 : <https://publib.econ.yu.edu/files/teaching/Milanovic1.3.pdf>

Contre arguments

Les inégalités entre les citoyens du monde résultent de l'effet combiné des inégalités entre pays et des inégalités internes. Elles ont fait l'objet d'une évaluation historique sur très longue période par François Bourguignon et Christian Morisson en 1999.

Le graphique illustre l'évolution des inégalités mondiales, internes et entre pays de 1820 à 1992. L'axe vertical représente l'indice, allant de 0 à 800. L'axe horizontal représente l'année, allant de 1820 à 1992. Trois courbes sont tracées : Inégalités mondiales (rouge), Inégalités internes (bleu) et Inégalités entre pays (vert). Les points de données sont indiqués par des points noirs. Les inégalités mondiales ont augmenté, les inégalités internes ont diminué, et les inégalités entre pays ont augmenté.

Lecture : Plus l'indice est élevé, plus les inégalités sont fortes.

La tendance est très prononcée : de 1820 à 1992, en dehors de quelques périodes de répit, les inégalités mondiales ont été en nette hausse, essentiellement sous l'effet de la vive progression des inégalités entre pays. En 1820, le revenu moyen des 5 % les plus riches du monde était 'seulement' 27 fois supérieur à celui des 20 % les plus pauvres. En 1992, ce rapport était de 65, soit 2,4 fois plus élevé.

Le baromètre des inégalités dans le monde, Jean Gadrey, dans Alternatives Économiques 2007/3 (n°256), page 74 :

https://www.cairn.info/loading.php?FILE=AE_256/AE_256_0074/AE_256_0074_img_3.tif

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

À partir de 1985, l'indicateur d'inégalités globales de revenus se stabilise : les 10 % les plus riches captent environ dix fois plus que l'ensemble des 50 % les plus pauvres. Les plus riches continuent pourtant leur progression : ils atteignent une part record de 61 % de l'ensemble des revenus en 2000. Mais les 50 % les plus pauvres ont regagné le petit point qu'ils avaient perdu au cours des années 1970.

Le début des années 2000 semble marquer un tournant. Les inégalités de revenus reculent entre les habitants de la planète pour revenir à leur niveau de 1960. Les 10 % les plus riches voient leur part diminuer de 60 % à 55 % de l'ensemble des revenus, tandis que la part des 50 % les plus pauvres connaît une très modeste progression, de 6 % à 7 %.

Depuis vingt ans, les inégalités de revenus reculent entre habitants de la planète. Un mouvement paradoxal alors que les inégalités tendent à s'accroître au sein de nombreux pays. Anne Brunner, Les inégalités mondiales de revenus diminuent, (données du World Inequality Database (WID)). Observatoire des inégalités, avril 2022 <https://www.inegalites.fr/Les-inegalites-mondiales-de-revenus-diminuent#:~:text=E%202000%2C%20les%2010%20des%20les,%3A%0F%20niveau%20de%201960>

La croissance mondiale actuelle fondée sur la globalisation des marchés et le libre-échange réduit les inégalités entre pays, mais cette réduction s'opère dans un monde qui est « imperceptiblement passé d'une logique de croissance — où l'expansion des uns entraînait celle des autres — à une logique de parts de marché où la croissance des uns ne peut se faire qu'au détriment des autres. »

Parallèlement (...), les dysfonctionnements de l'économie de marché (...) [ont provoqué une] formidable croissance des inégalités et de la pauvreté dans les pays riches.

Jean-Paul Fitoussi, Mondialisation et inégalités, Futuribles, 1997, pp.5 - 16. <https://hal-01301076/fichier/futuribles-mondialisation-et-inegalites.pdf>

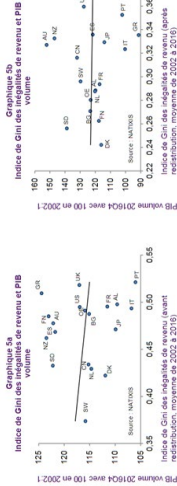
S'il est vrai que, pour les pays pauvres, une certaine « corrélation positive » existe entre ces critères (espérance de vie, accès à l'éducation, pauvreté, inégalités de revenus, inégalités entre les femmes et les hommes, violences et homicides, etc.) et le PIB (ou le produit national brut PNB, grandeur voisine) par habitant, en revanche, au-delà d'un seuil que nous avons dépassé en France depuis les années 1970, elle disparaît. Le « progrès humain » et le « progrès social » tiennent alors à d'autres déterminants et à d'autres politiques que la richesse économique et la croissance.

Jean Gadrey : « La croissance, c'est la prospérité », Le Monde diplomatique 2016 [Manuel d'économie critique - Le Monde diplomatique \(monde-diplomatique.fr\)](https://mondediplomatique.fr)

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

En regardant la corrélation entre inégalités de revenus (avant et après redistribution) et croissance du PIB, on observe notamment :

L'absence de corrélation significative, sur l'ensemble de la période 2002-2016, entre inégalités et croissance (voir graphiques infra).



Natixis – Patrick Artus (sur la base des données OCDE) : Natixis Research - Inégalités et croissance : quel sens et quel signe pour la causalité ?

Un article de Jean Gadrey sur le baromètre des inégalités analyse les différences approches par rapport à la croissance ou non des PIB des différents pays analysés :

Il existe deux coefficients de Gini pour mesurer les inégalités de PIB/hab. entre pays du monde

Pour mieux tenir compte du poids de chaque pays dans le monde, un indicateur hybride a en effet été créé, obtenu en pondérant le PIB/hab. de chaque pays par son poids relatif dans la population mondiale. En termes plus simples, on raisonne sur un monde fictif dont tous les habitants auraient comme revenu le PIB/hab. de son propre pays, et on calcule l'indice de Gini de l'ensemble de ces habitants du monde.

Avec cette convention, les tendances s'inversent ! Au point que l'on se demande si tel n'est pas l'objectif de cette curiosité statistique... Le coefficient de Gini du monde fictif diminue depuis le début des années 60 (voir courbe jaune du graphique ci-dessous). Mais on peut montrer que la Chine est à elle seule responsable (statistiquement) de cette inversion, car le même coefficient calculé sans ce pays progresse sensiblement depuis vingt ans.

	0.58 0.56 0.54 0.52 0.50 0.48 0.46 0.44 0.42 0.40 1950 1960 1970 1980 1990 2000 Source: MATHON, 2005 Le baromètre des inégalités dans le monde, Observatoire des inégalités, avril 2007, https://www.inegalites.fr/le-barometre-des-inegalites-dans-le-monde Pondéré : les inégalités diminuent depuis 1965 Non pondéré : les inégalités augmentent nettement
	La croissance a permis de réduire la pauvreté de manière notable en Chine et en Asie du Sud et du Sud-Est, depuis le début des années 1980. Les victoires se situent là et, compte tenu du poids démographique de la Chine et de l'Inde, l'impact sur les chiffres mondiaux est significatif. Mais, comme le montrent les travaux de Branko Milanovic notamment, une grande partie de l'Amérique latine et de l'Afrique ont très peu bénéficié de la forme de croissance qu'on a encouragée. Cela est dû, en partie, au rythme encore élevé de la croissance démographique en Afrique : même une croissance économique forte ne vaincra pas la pauvreté et le sous-emploi si elle est annulée par une augmentation de la population et l'arrivée en masse de jeunes adultes dans le monde du travail. Mais il y a plus : la croissance à laquelle on a assisté dans ces régions n'a pas été créatrice d'emplois (on crée peu d'emplois, par exemple, en misant sur l'exploitation des ressources naturelles) ; et elle a été très inégalement répartie : des pays comme la Colombie, le Brésil ou l'Afrique du Sud sont parmi les plus inégaux du monde, de manière telle que la croissance a surtout bénéficié aux plus riches au sein de ces sociétés. La croissance crée plus de problèmes qu'elle n'en résout, Olivier De Schutter, publié sur elucid.media/economie/croissance-pib-cree-plus-problemes-resout-inegalites-pauvrete-scolaire-olivier-de-schutter

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

2/ Arguments contre et contre-arguments

Arguments contre	Contre-arguments
(...) au cours de cette dernière décennie [2007-2017] les bénéfices de la croissance économique n'ont pas été équitablement distribués et la crise économique n'a fait que creuser le fossé entre riches et pauvres. Après 2008, on a vu la pauvreté augmenter fortement dans la plupart des pays européens. Si les raisons de cette augmentation sont connues, on pointera en particulier la montée du chômage ; certains groupes de la population ont été durement touchés, en particulier les femmes et les jeunes. Comme le montrent les chiffres présentés plus bas, la France s'en sort plutôt bien en comparaison avec ses voisins et cela est plus que probablement dû à l'importance de sa protection sociale. Chapitre 1. <i>Pauvreté et inégalités</i>, Mathieu Lefebvre, Pierre Pestieau, dans L'État-providence (2017), pages 15 à 26 https://www.cairn.info/l-etat-providence--978213080644-page-15.htm	Les inégalités entre les pays tendent à diminuer, bien que les écarts absolus de PIB par habitant entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres se soient creusés. En Chine et en Inde, par exemple, les niveaux de vie rattrapent rapidement ceux des pays à revenu élevé. Entre 2000 et 2018, le rapport du PIB par habitant est passé de 12/1 à 3/1 entre les États-Unis d'Amérique et la Chine, et de 18/1 à 8/1 entre les États-Unis et l'Inde. L'écart de PIB par habitant entre les 20 pays les plus riches et les 20 pays les plus pauvres du monde a lui aussi diminué entre 2000 et 2018, passant d'un rapport de 48/1 à un rapport de 42/1, bien que les différences en valeur absolue se soient accentuées. Évolution des inégalités entre les pays, Organisation internationale du travail, novembre 2021, https://ilo.org/wcmsp5/arcoups/public/---ed_norm/---relconf/documents/brie-fingrate/wcms_828931.pdf
L'année 2020 a marqué un tournant historique, avec la rupture d'un cycle de convergence mondiale des revenus. Les personnes les plus pauvres ont payé le plus lourd tribut à la pandémie : les pertes de revenu ont atteint en moyenne 4 % pour les 40 % les plus pauvres de la population, soit deux fois plus que pour les 20 % les plus riches. En conséquence, les inégalités dans le monde ont augmenté pour la première fois depuis des décennies. <i>La réduction de l'extrême pauvreté dans le monde est au point mort</i>. La Banque mondiale. Communiqué de presse 5 octobre 2022 https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/10/05/global-progress-in-reducing-extreme-poverty-rinds-to-a-halt	« À l'échelle de la planète, si on rassemble tous les habitants en faisant comme si le monde était un même pays, on constate une baisse des inégalités depuis 20 ans, voire avant les années 1990. C'est un tournant historique après la phase d'augmentation des inégalités mondiales à partir du XIX^e siècle, depuis la révolution industrielle jusqu'au début du XX^e siècle. « S'agit-il d'une tendance longue ou bien les inégalités peuvent-elles repartir à la hausse ? Je pense personnellement que le tournant est définitif grâce au rattrapage des pays émergents et en développement sur les économies avancées (...). « Il ne fait aucun doute qu'entre pays, les inégalités ont baissé. Grâce d'abord à la forte croissance chinoise et indienne, ainsi que, depuis les années 2000, dans les régions plus pauvres comme l'Afrique subsaharienne. » Dans le monde, « une baisse des inégalités depuis 20 ans ». Entretien avec François Bourguignon, ancien chef économiste de la Banque mondiale. Observatoire des inégalités, mars 2022. https://inegalites.fr/entretien-francois-bourguignon

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

Malgré la prospérité croissante au niveau mondial, l'écart entre les plus riches et plus pauvres continue de se creuser : tant sous la forme d'inégalités de revenus – 1 % de la population mondiale capte près des deux tiers des richesses – que d'inégalités d'opportunités. Cette inégalité grandissante menace la cohésion sociale et représente un frein pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. ODD10 - Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein. L'agenda 2030 en France, le site des objectifs de développement durable (ODD). MTE5 mars 2024. https://www.agenda-2030.fr/17-objectifs-de-developpement-durable/article/odd10-reduire-les-inegalites-entre-les-pays-et-en-leur-sein?	L'augmentation des revenus moyens dans certaines des grandes économies émergentes, notamment la Chine, l'Indonésie et l'Inde, a contribué à la réduction des inégalités mondiales. Lorsqu'on mesure ces inégalités en utilisant le coefficient de Gini, on s'aperçoit qu'elles se sont nettement creusées entre 1920 et 1990, et se sont modérément atténuées depuis 1990. Cette baisse est la première enregistrée depuis 1820, première année pour laquelle ces données sont disponibles, et a compensé de manière limitée l'aggravation des inégalités de ces deux derniers siècles. Évolution des inégalités entre les pays, Organisation internationale du travail, novembre 2021, https://ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_norm/-reconf/documents/briefingnote/wcms_828931.pdf
---	--

C) LES INÉGALITÉS FAVORISENT LA CROISSANCE

1/ Arguments pour et contre-arguments

Arguments pour	Contre-arguments
Les inégalités peuvent accroître la croissance en fournissant les incitations à l'effort, l'innovation et l'entrepreneuriat. Il y a ainsi arbitrage entre équité et croissance, incitation et redistribution, partage et taille du gâteau. Une version de cet argument a notamment été développée dans <i>Equality and Efficiency : The Big Tradeoff</i> (Okun, 1975). L'idée d'Okun est que le marché est à la fois inégalitaire et efficace ; vouloir réduire les inégalités par rapport à l'équilibre de marché a un coût en termes d'efficacité. C'est la réduction des inégalités par l'intervention de l'État (et non l'égalité elle-même) qui est coûteuse en termes d'efficacité. Guillaume Allègre, Impact des inégalités sur la croissance : que sait-on vraiment ? une (brève) revue de littérature, dans Revue de l'OFCE 2013/6 (N° 142), pages 371 à 385, https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/13-142.pdf	On soutient souvent que les inégalités de revenu réduisent la croissance (...). On soutient aussi que la croissance fait apparaître des inégalités de revenu élevées, avec la présence d'un nombre plus élevé d'entrepreneurs qui réussissent, de rentes liées à l'innovation. Il y a donc incertitude à la fois sur le sens de la causalité entre inégalités et croissance et sur le signe de la corrélation entre inégalités et croissance. Quand on compare les pays de l'OCDE, on observe que la seule corrélation significative est la corrélation négative entre les inégalités de revenu d'une période et la croissance ultérieure : les inégalités élevées causeraient donc bien plus tard une croissance plus faible. Patrick Artus "Inégalités et croissance : quel sens et quel signe pour la causalité ?" (résumé), Flash Économie n°1273, 27 octobre 2017. https://les-ens-ibon.fr/actualites/rapports-etudes-et-4-pages/les-ibon-entre-inegalites-et-croissance-novembre-octobre-2017
Les économistes ont longtemps négligé les inégalités, selon la thèse de la productivité marginale les inégalités sont un moteur de la croissance et profitent à tous, en récompensant et incitant les plus productifs (...). Les inégalités apparaissent indispensables comme moteur de la croissance économique : qui veut plus d'égalité doit être prêt à sacrifier une partie de la richesse de la société. Sans cette incitation à fournir des efforts pour les plus productifs, ils ne se donneraient pas à leur maximum et c'est toute la société qui s'en trouverait pénalisée (...).	L'inégalité est (...) mauvaise pour votre croissance car elle déclenche des mécanismes comme des performances scolaires moins bonnes, une cohésion plus faible, une mobilité sociale absente et un gâchis de vos talents (...). L'inégalité a des conséquences sur votre santé, sur votre stress, sur le vieillissement, le jugement que vous recevez sur votre travail, le fait que vous vous sentiez en danger tous les jours, que vous vous com-

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

Un certain niveau d'inégalité est nécessaire dans chaque société afin d'inciter les plus productifs à entreprendre et innover et, <i>in fine</i>, créer de la richesse qui bénéficiera à tous. Néanmoins toutes les inégalités de nos sociétés ne peuvent être attribuées à cette dynamique, certaines inégalités sont injustifiées. En réduisant les inégalités, il faut faire attention à ne pas faire disparaître les incitations nécessaires à la croissance économique. Illian Barriola, Les inégalités : entre moteur de la croissance et injustices, Oeconomik.us, mars 2021, https://oeconomik.us/fr/les-inegalites-entre-moteur-de-la-croissance-et-injustices/	pariez aux autres en permanence, et cela peut déboucher sur des maladies. Par ailleurs, l'agressivité entre citoyens est bien présente dans les sociétés inégales. Richard Wilkinson: « Les trop hauts revenus sont antisociaux » Interview, 20 minutes, 18/10/2013, https://www.20minutes.fr/economie/1238667-20131018-richard-wilkinson-les-trop-hauts-revenus-antisociaux
Avant les années 1990, l'opinion commune était que les inégalités étaient bonnes pour la croissance car incitatives à l'effort et à l'épargne (...). D'un point de vue économique, l'attribution de ces droits (résultant de l'intervention de l'État) a un coût en termes d'efficacité, ou plus précisément, il existe une frontière sur laquelle il y a arbitrage : les deux objectifs sociaux (égalité, efficacité) sont en partie – mais en partie seulement – antagonistes. Il faut promouvoir l'égalité jusqu'au point où le bénéfice de plus d'égalité est juste égal au coût d'une plus grande inefficacité. Guillaume Allègre, Impact des inégalités sur la croissance : que sait-on vraiment ? une (brève) revue de littérature, dans Revue de l'OFCE 2015/6 (N° 142), pages 371 à 385, https://www.ofce-sciences-po.fr/pdf/revue/13-142.pdf	Le fait que les inégalités aient un impact négatif sur la croissance est en train de s'imposer comme nouvelle opinion commune dans le débat public en économie. Le consensus à ce sujet a évolué rapidement. Plusieurs canaux théoriques liant inégalités et croissance peuvent être distingués [mais] semblent trop complexes pour pouvoir estimer de façon économétrique un impact causal plutôt qu'une corrélation (...). Paul Krugman a également évolué sur la question. En août 2014, il écrit dans le New-York Times qu'il y a des preuves de plus en plus importantes pour une « nouvelle vue » sur le lien entre inégalités et croissance : « <i>Il existe des preuves solides, provenant d'endroits comme le Fonds monétaire international, qu'un niveau élevé d'inégalités est un frein à la croissance, et que la redistribution peut être bonne pour l'économie</i> ». Guillaume Allègre, Impact des inégalités sur la croissance : que sait-on vraiment ? une (brève) revue de littérature, dans Revue de l'OFCE 2015/6 (N° 142), pages 371 à 385, https://www.ofce-sciences-po.fr/pdf/revue/13-142.pdf
Bernard Zimmern montre que pour identifier une incidence négative des inégalités sur la croissance, les économistes de ces institutions [OCDE et FMI] ont pris non le PIB, mais le PIB par tête : ils ont « <i>introduit dans la variable expliquée un nouvel élément, la population, ce qui engendre un lien entre inégalité et réduction de la croissance.</i> » En effet, si dans la population intervient la variable de la natalité qui évolue généralement lentement dans chaque pays, les flux migratoires, eux, « <i>jouent un rôle important sur les variations de PIB par tête et donc [dans] les calculs (...).</i> » Bernard Zimmern démontre qu'une telle inégalité est « normale » en obéissant pour les revenus primaires comme pour le capital à une distribution « parétienne » [80 % des richesses sont détenus par 20 % de la population] qu'il est inenvisageable de modifier. Et que, par ailleurs, s'agissant de la France et après inclusion des prestations sociales [et des services publics], les écarts deviennent significativement plus faibles. Trop faibles peut-être pour disposer d'un écosystème de croissance suffisant (...).	Réduire les inégalités de revenus pourrait donner un coup de fouet à la croissance économique. [Un rapport de l'OCDE montre] que la croissance économique croît plus vite dans les pays où les inégalités de revenus diminuent que dans ceux où les inégalités de revenus augmentent (...). Selon de nouveaux éléments mis en évidence dans ce rapport, les inégalités agissent principalement sur la croissance en limitant les possibilités d'insertion des enfants issus de milieux socioéconomiques modestes, ainsi que la mobilité sociale et le développement des compétences (...). Les effets des inégalités sur la croissance découlent de l'écart non pas entre les 10 % les plus pauvres de la population mais bien entre les 40 % les plus défavorisés et le reste de la société. L'OCDE estime que les programmes de lutte contre la pauvreté ne pourront, à eux seuls, résorber cet écart. Ces éléments indiscutables montrent à quel point il est crucial de s'attaquer à l'aggravation des inégalités si l'on veut favoriser une croissance

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

Dans son dernier livre, <i>Inégalités : ressorts de la croissance des entreprises et de l'emploi</i>, il re-centre le débat sur ce qui compte vraiment, la juste appréhension des inégalités et leur rôle moteur dans la croissance et le développement de l'entrepreneuriat, dont elles constituent le naissain. Bien loin des sentiers battus par l'analyse économique française traditionnelle. Samuel-Frédéric Servière. Non, la montée des inégalités ne fait pas chuter la croissance, Fondation IFRAP, avril 2023, https://www.ifrap.org/etat-et-collectivites/inegalites-ressorts-de-la-croissance-des-entreprises-et-de-l'emploi	Fort et pérenne, et combien il importe de placer cette question au pre-mier plan des débats sur l'action à mener », constate Angel Gurría, Se-crétaire général de l'OCDE. Les inégalités pèsent sur la croissance économique, selon l'OCDE, 9 décembre 2014, OCDE archives web, https://web.archive.org/web/2014-12-09/331636-les-inegalites-pesent-sur-la-croissance-economique.htm
Dans une économie soumise à une insuffisance de capital accumulé, les relations entre inégali-tés salariales et chômage prennent une dimension particulière (...). Dans ce type d'économie où le prélèvement est associé à l'existence d'un État providence, des institutions et des groupes sociaux sont incités à faire augmenter le montant total des prélève-ments et, donc, à obtenir une augmentation de l'emploi, en l'occurrence associée à une dimi-nution de la productivité marginale et moyenne du travail, fût-ce au prix d'une diminution du temps de travail ou d'une augmentation du travail à temps partiel. Les dépenses engagées, qui réduisent les inégalités, n'aident pas la croissance. Mais elles n'y font pas non plus obstacle. Jean-Luc Gaffard, Croissance et inégalités, dans La croissance économique (2011), pages 103 à 126, Armand Colin 2011, https://www.cairn.info/la-croissance-economique--9782200272035-page-103.htm#page69	Pour 1 % de croissance, l'Afrique réduit son taux de pauvreté de 1 % contre 2,5 % dans le reste du monde. Les inégalités sont structurelles et les efforts individuels ne permettent pas de mobilité dans l'échelle so-ciale, constate la Banque mondiale. L'enjeu prioritaire pour l'institution est donc la réduction des inégalités pour créer de la richesse et de la croissance. Pour cela, la Banque mon-diale recommande des « <i>actions multisectorielles</i> », la mise en place de politiques visant à créer des conditions équitables et à renforcer la capa-cité de production des populations défavorisées. La mobilité entre classes sociales est aujourd'hui quasi-inexistante. L'ins-titution appelle donc à investir dans le capital humain, notamment l'édu-cation et l'alimentation. Autre levier, celui de renforcer les services dans les régions mal desservies et les connectivités. L'objectif étant de dimi-nuer les distorsions et ainsi favoriser l'émergence de marchés plus équi-tables et plus prospères. La croissance économique réduit peu la pauvreté en Afrique, affirme la Banque mondiale, BFI, avril 2024, https://www.bfi.fr/fr/afrique/2024/08/la-croissance-%C3%A9conomique-%C3%A9gale-pour-la-pauvrete%C3%A9-en-afrique-affirme-la-banque-mondiale
Sur données de panel, Li et Zou (1998) trouvent une relation positive entre l'inégalité initiale de revenu et la croissance économique mais mettent en garde sur l'interprétation causale. Dans l'FAER, Forbes (2000) souligne que sur données de panel, en contrôlant l'effet pays, les résultats suggèrent qu'à court et moyen terme, une augmentation de l'inégalité a un effet positif sur la croissance économique. Dans les années 2010, de nouvelles études en données de panel contredisent cette remise en cause. Guillaume Allègre, Impact des inégalités sur la croissance : que sait-on vraiment ? Une (brève) revue de littérature, dans Revue de l'OFCE 2015/6 (N° 142), pages 371 à 385, https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/13-142.pdf	Investir dans la réduction des inégalités, c'est investir simultanément dans tous les champs du développement durable, dans la préservation de la planète, dans la lutte contre la pauvreté et dans la garantie d'une croissance durable. L'agenda 2030 en France, le site des objectifs de développement durable (ODD), gouverne-ment, MTEs, mars 2024, https://www.agenda-2030.fr/72-objectifs-de-developpement-du-tableau/00010-reduire-les-inegalites-entre-les-pays-et-en-leur-sein

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

D) LA CROISSANCE RÉDUIT LA PAUVRETÉ

1/ Arguments pour et contre-arguments

Arguments pour	Contre-arguments
La relation entre croissance, inégalités et pauvreté est un thème récurrent en économie. Traditionnellement, le débat a principalement porté sur la nature du lien entre croissance et inégalités, mais la focalisation sur les stratégies de lutte contre la pauvreté a conduit à ajouter ce troisième terme à la discussion. La baisse de la pauvreté absolue dépend mécaniquement de deux facteurs : d'une part, l'augmentation du revenu moyen de la population, à distribution relative de revenus inchangée, conduit à une réduction de la pauvreté ; d'autre part, à revenu moyen inchangé, toute redistribution des revenus en direction des plus pauvres produit le même effet. De plus si potentiellement la croissance et la baisse des inégalités peuvent jouer sur la réduction de la pauvreté, il semble que le premier facteur l'emporte sur le second. <i>La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté</i> [article], J.-P. Cling, Ph. De Vreyer, M. Razafindrakoto, F. Roubaud. Revue française d'économie Année 2004 18-3 pp. 137-187. https://www.persee.fr/doc/rfeco_0769-0479_2004_num_18_3_1531#text=La%20baisse%20de%20la%20pauvret%C3%A9%20en%20direction%20de%20pauvres Il faut distinguer la pauvreté relative (mesurée relativement au niveau de vie médian de la population) et la pauvreté absolue (où le seuil de pauvreté monétaire a une valeur fixée une fois pour toutes, définie à partir du coût d'un panier de biens et de services considérés comme indispensables -pour se nourrir, rester en bonne santé, etc. -). Le seuil est défini indépendamment des évolutions annuelles du niveau de vie dans la population) Insee en bref - Pour comprendre... La mesure de la pauvreté, INSEE septembre 2014, https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/2549359/Insee-En-Bref-pauvrete.pdf La croissance comme la décroissance peuvent permettre une hausse ou une baisse des inégalités comme une hausse ou une baisse du taux de pauvreté relative. Par exemple, dans la période récente, le niveau de vie des plus pauvres a globalement augmenté, mais moins vite que celui des plus riches : le taux de pauvreté relative a augmenté mais le taux de pauvreté absolu a diminué. Selon François Bourguignon, cité par Brice Couturier, entre 1990 et 2010, le nombre de personnes en situation de pauvreté extrême a baissé de 500 millions. En 30 ans, ce sont 660 millions de Chinois qui sont sortis de la pauvreté. Pour l'ensemble de l'Asie, la pauvreté extrême, qui affligait 77 % des populations à la fin du XX^e siècle est tombée à 14 %.	Il reste que les deux notions, inégalités et pauvreté demeurent distinctes. Par exemple : « L'Asie, dont on a vu la contribution décisive à la réduction des inégalités internationales, est aussi une zone où les inégalités internes se sont accrues dans certains pays. C'est particulièrement vrai en Chine, comme l'illustrent les mesures de Chen et Wang (Chen et Wang, 2001) : croissance rapide et réduction de la pauvreté absolue sont allées de pair avec la croissance des inégalités, tant dans les campagnes que dans les villes. » Pierre-Noël Giraud, Mondialisation et dynamique des inégalités, Centre d'économie Industrielle École Nationale Supérieure des Mines de Paris (CERNA), 2002, https://strategie.archives-spm.fr/cas/system/files/mondialisation_et_inegalites.pdf En raison de l'actualisation des PPA, le taux mondial d'extrême pauvreté pour 2017 (dernière année pour laquelle nous disposons de données mondiales sur la pauvreté) fléchira légèrement, passant de 9,3 à 9,1 %. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté chutera donc de 15 millions pour atteindre 680 millions au total. Au seuil de 3,20 dollars (utilisé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure), le nombre de personnes vivant dans la pauvreté augmentera de 43 millions en 2017. Au seuil de 5,50 dollars (utilisé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure), le nombre de pauvres va s'accroître de 321 millions. La hausse plus forte au seuil de 5,50 dollars s'explique par la hausse du seuil de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure en termes réels. Autrement dit, depuis la dernière révision des seuils internationaux, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont relevé leurs critères de détermination de la pauvreté ; par conséquent, la part de la population mondiale sous cette barre est plus importante.

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

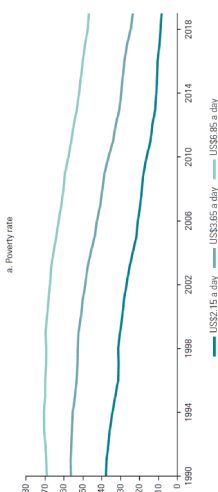
TRANSITION ÉCOLOGIQUE : CROISSANCE VS DÉCROISSANCE, DE QUOI PARLE-T-ON ? (ANALYSE DE CONTROVERSE)

Mieux, une étude de la Banque mondiale montre ainsi qu'entre 1950 et 2020 la croissance de l'économie, portée par la mondialisation, a permis de diviser par sept le pourcentage de la population mondiale en situation de pauvreté extrême. Ainsi, la croissance permet d'augmenter le niveau de vie des plus pauvres, c'est-à-dire de réduire la pauvreté absolue dans le monde. La mondialisation contre la pauvreté. Les idées claires, France Culture, 30 avril 2013, https://www.radiofrance.fr/france-culture/podcasts/les-idees-claires/la-mondialisation-contre-la-pauvrete-638893d0 Poverty and Shared Prosperity 2022: Correcting Course, World Bank-2022, dans Estimations de la pauvreté mondiale de la Seconde guerre mondiale à la chute du mur de Berlin, World Bank 23 novembre 2022, https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/estimates-global-poverty-in-wall-berlin-wall	
La Banque mondiale. Fiche d'information : Ajustement des seuils internationaux de pauvreté, 2 mai 2022. https://www.banquemondiale.org/fr/news/factsheet/2022/05/02/factsheet-an-adjustment-to-global-poverty-lines En fait, on peut suivre Bhalla [2003] et noter que l'effet de la croissance sur la pauvreté dépend de la forme de la distribution « autour » de la ligne de pauvreté : peu importe l'inégalité dans le haut de la distribution, ce qui compte c'est la façon dont les revenus sont répartis entre les pauvres. Si la variance du revenu des pauvres est faible et que leur revenu moyen est proche de la ligne de pauvreté, on peut s'attendre à ce que la croissance réduise fortement le taux de pauvreté. La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté [article], J.-P. Cling, Ph. De Vreyer, M. Ra-zafindrakoto, F. Roubaud, Revue française d'économie Année 2004 18-3 pp. 137-187. https://www.persee.fr/doc/rfeco_0769-0479_2004_num_18_3_1531#?text=la%20ba%20se%20de%20la%20pa%20uvr%20et%20de%20des%20pauvres	
La lutte contre la pauvreté dans le monde a largement porté ses fruits depuis 1990, mais les progrès avaient marqué le pas ces dernières années. Avec les nouvelles données sur les prix, l'extrême pauvreté progresse légèrement dans toutes les régions, à l'exception de l'Afrique subsaharienne, où la baisse du niveau des prix conduit à une réduction de 3,2 points de pourcentage de l'extrême pauvreté. Cependant, l'Afrique subsaharienne reste la région dans laquelle l'extrême pauvreté est le plus répandue (...). Il reste par conséquent encore beaucoup à faire pour permettre à ceux qui vivent dans la pauvreté de s'en sortir, d'autant plus que la COVID-19 a défilé certains des progrès accomplis au fil des années. La Banque mondiale. Fiche d'information : Ajustement des seuils internationaux de pauvreté, 2 mai 2022. https://www.banquemondiale.org/fr/news/factsheet/2022/05/02/factsheet-an-adjustment-to-global-poverty-lines	
Depuis 1990, le commerce a fait progresser les revenus de 24 % au niveau mondial, et de 50 % pour les 40 % les plus pauvres de la population. Plus d'un milliard de personnes sont ainsi sorties de la pauvreté grâce à une croissance économique soutenue par de meilleures pratiques commerciales. Commerce extérieur, vue d'ensemble, Banque mondiale, mise à jour 4 avril 2022. https://www.banquemondiale.org/fr/topics/trade/overview	

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

La croissance économique et la croissance de la productivité, en particulier en Chine et dans d'autres pays en développement dynamiques, ont aussi favorisé une réduction de la pauvreté dans le monde. Alors que, en 1990, environ 1,9 milliard de personnes, soit 36 % de la population mondiale, vivaient dans l'extrême pauvreté (c'est-à-dire avec moins de 1,90 dollar É.-U. PPA par jour), en 2015, ce chiffre avait baissé et s'établissait à 736 millions de personnes, soit environ 10 % de la population mondiale. [Cependant] la crise due au COVID-19 pourrait affecter l'évolution des inégalités entre pays observée au cours de la dernière décennie. La part des personnes entièrement vaccinées contre le COVID-19 se situe à des niveaux considérablement plus élevés dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible revenu. Évolution des inégalités entre les pays, Organisation internationale du travail, novembre 2021, https://ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/ed_norm/-/relconf/documents/briefingnote/wcms_828931.pdf	L'adoption de mesures budgétaires vigoureuses a certes permis de réduire sensiblement l'impact de la pandémie sur la pauvreté. De fait, sans ce soutien, le taux de pauvreté moyen dans les économies en développement aurait été supérieur de 2,4 points de pourcentage. Cela étant, les dépenses publiques se sont avérées bien plus bénéfiques pour la réduction de la pauvreté dans les pays les plus riches, qui ont généralement réussi à compenser entièrement l'impact de la pandémie sur la pauvreté grâce à leur politique budgétaire et à d'autres mesures de soutien d'urgence. Les pays en développement, qui disposaient de moins de ressources, ont dépensé moins et obtenu des résultats plus modestes : les économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure n'ont réussi à compenser que 50 % de l'impact sur la pauvreté, et celles à revenu faible et intermédiaire inférieur à peine un quart. La réduction de l'extrême pauvreté dans le monde est au point mort, La Banque mondiale, Communiqué de presse 5 octobre 2022 https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/10/05/global-progress-in-reducing-extreme-poverty-grinds-to-a-halt
L'extrême pauvreté a reculé au cours des trente dernières années Il y a près de 700 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde, c'est-à-dire vivant avec moins de 2,15 dollars par jour (soit environ 64 euros par mois). En se basant sur ce "seuil de pauvreté international", le taux mondial d'extrême pauvreté est passé de 36 % en 1990 à environ 9 % aujourd'hui. La pauvreté dans le monde n'est pas une fatalité, OXFAM, mis en ligne le 3 mars 2023, https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/la-pauvrete-dans-le-monde/ Pour parvenir à mettre fin à la pauvreté à l'horizon 2030, tous les pays de l'Afrique subsaharienne) devront maintenir un taux de croissance du PIB par habitant de 9 %, par an pendant le reste de la décennie. La réduction de l'extrême pauvreté dans le monde est au point mort, communiqués de presse, 05 octobre 2022, La Banque mondiale, https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/10/05/global-progress-in-reducing-extreme-poverty-grinds-to-a-halt	Mais les chiffres de la pauvreté dans le monde restent très élevés La Banque mondiale l'affirme elle-même : "Une famille ne sort pas de la pauvreté quand elle dépasse le seuil international de pauvreté de [2,15\$/jour]." C'est pourquoi, depuis 2018, elle a établi deux autres seuils de pauvreté pour prendre en compte le développement des pays pauvres et émergents : 3,65 dollars par jour et 6,85\$/jour. Pour ces seuils, les taux de pauvreté dans le monde sont respectivement de 25 % et de 47 %. Autrement dit, près de la moitié de la population mondiale vit avec moins de 6,85 dollars par jour. Et une personne sur quatre, soit près de 2 milliards d'hommes, de femmes et d'enfants, vivent avec moins de 3,65 dollars par jour. La pauvreté dans le monde n'est pas une fatalité, OXFAM, mis en ligne le 3 mars 2023, https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/la-pauvrete-dans-le-monde/

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

La pauvreté mondiale aux seuils de pauvreté plus élevés a continué de baisser, lentement  Source: World Bank, Poverty and Inequality Platform, https://pip.worldbank.org. Note: The figure shows the poverty rate (panel a) at the US\$2.15-a-day, US\$3.65-a-day, and US\$6.85-a-day poverty lines. Poverty and Shared Prosperity 2022: Correcting Course, La Banque Mondiale https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/b96b361a-a806-5567-8e8b-b14332c11fa0/content	Le taux de pauvreté dans le monde a reculé de façon spectaculaire au cours des 30 dernières années. Entre 1990 et 2015, l'extrême pauvreté a cédé en moyenne 1 point de pourcentage par an, mais, sur la période 2013-2015, la baisse n'a été que de 0,6 point de pourcentage, et sur 2015-2017, de 0,5 point seulement. Ce ralentissement s'explique par des facteurs persistants, tels que les conflits et les dérèglements climatiques, qui auraient eu pour effet, à eux seuls, de rendre difficile la réalisation de l'objectif visant à ramener à 3 % le taux d'extrême pauvreté dans le monde à l'horizon 2030. Aujourd'hui, la pandémie de COVID-19 fait subir au processus de réduction de la pauvreté son pire revers depuis une génération. La pandémie actuelle, les conflits et le changement climatique se conjuguent pour provoquer ce bond en arrière, au détriment de centaines de millions de personnes, pour beaucoup relativement épargnées jusqu'ici. Note : Rapport 2020 sur la pauvreté et la prospérité partagée : Questions fréquentes, La Banque mondiale, https://www.banquemondiale.org/fr/research/brief/poverty-and-shared-prosperity-2020-reversals-of-fortune-frequently-asked-questions L'extrême pauvreté a reculé de manière spectaculaire à travers le monde entre 1990 et 2019, dernière année pour laquelle des données officielles sont disponibles. Mais les progrès ont ralenti après 2014 et les dirigeants sont aujourd'hui confrontés à de plus grandes difficultés. L'extrême pauvreté est concentrée dans les régions du monde où elle sera la plus difficile à éliminer — en Afrique subsaharienne, dans les régions touchées par des conflits et dans les zones rurales. La réduction de l'extrême pauvreté dans le monde est au point mort. La Banque mondiale, Communiqué de presse 5 octobre 2022 https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/10/05/global-progress-in-reducing-extreme-poverty-grinds-to-a-halt
Il reste des questions plus globales encore : Une forte croissance mondiale n'est-elle pas nécessaire pendant des décennies pour assurer le bien vivre de neuf milliards d'humains ? L'objection m'a été présentée par Jean-Paul Fitoussi lors d'un débat sur France Culture, dans les termes suivants : « Si l'on divise le PIB mondial par le nombre d'habitants, on obtient le niveau du RMI en France ! L'humanité est pauvre ». L'argument est supposé décisif en faveur de la poursuite de la croissance, pendant environ un siècle, au nom de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Pauvreté, bien vivre et croissance Debout ! Jean Gadrey Les blogs d'Alternatives Économiques (alternatives-economiques.fr)	Le calcul ci-contre est techniquement contestable : « Si l'on raisonne en effet en « parités de pouvoir d'achat » (PPA), ce qui est recommandé dans de tels cas, on trouve que le PIB mondial en 2008 était, selon la Banque mondiale, de 70 000 milliards de dollars PPA, soit 10 400 dollars par personne et par an, soit 867 dollars par mois, ou 800 euros en PPA (un dollar vaut 0,922 euro en PPA selon l'OCDE). Ce n'est donc pas le RMI, c'est près du double. Ensuite, cette dernière méthode revient à supposer que tous les habitants du monde ont intérêt à vivre à l'occidentale, d'où l'injonction de croissance des économistes. Or, il serait tout aussi stupide

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

	de faire de cette vision très particulière un modèle général que de faire du mode de production et de vie occidental, au demeurant infiniment plus inégalitaire, une norme mondiale désirable. C'est pourtant ce que l'on fait en se fondant sur le PIB par habitant pour évaluer la pauvreté ou la richesse. Notre addition au PIB et à la croissance est telle que nous ne réalisons plus à quel point ces outils sont « anthropocentrés » et occidentalisés. » Pauvreté, bien vivre et croissance Debout ! Jean Gadrey Les blogs d'Alternatives Économiques (alternatives-economiques.fr)
--	--

2/ Arguments contre et contre-arguments

Arguments contre	Contre-arguments
L'extrême pauvreté, définie comme le fait de survivre avec moins de 2,15 dollars par personne et par jour à la parité de pouvoir d'achat de 2017, a connu un recul remarquable au cours des dernières décennies. Cependant, l'émergence de la COVID-19 a marqué un tournant, inversant ces progrès puisque le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté, pour la première fois depuis une génération, de près de 90 millions par rapport aux prévisions antérieures. Même avant la pandémie, la dynamique de réduction de la pauvreté était quelque peu paralysée. D'ici à la fin de 2022, les prévisions actuelles suggèrent que 8,4 % de la population mondiale, soit au moins 670 millions de personnes, pourraient encore vivre dans l'extrême pauvreté. Dans les faits, ce revers a réduit à néant environ trois années de progrès en matière de lutte contre la pauvreté. Nations unies, ODD. Objectif 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde, https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/po-vertu/#:~:text=D%20le%20monde%20en%20moins%20de%20un%20pourcent%20par%20an	La croissance économique pourrait éradiquer l'extrême pauvreté d'ici à 2050, selon une étude du Center for Global Development, rapporte The Guardian. <i>"Il est probable que les inégalités subsisteront et que la pauvreté continuera d'exister, mais une croissance plus forte devrait permettre à la plupart des personnes d'avoir un emploi et des revenus stables plutôt que de dépendre d'un travail informel précaire ou d'une agriculture de subsistance"</i>, explique au quotidien britannique Charles Kenny, l'un des auteurs du rapport (...). En tablant sur une croissance positive, <i>"la proportion de personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde"</i>, soit le fait de <i>"vivre avec moins de 2,15 dollars par jour"</i>, devrait <i>"passer sous la barre des 2 % d'ici à 2050, contre 8 %"</i> aujourd'hui. En Afrique, elle passerait de 29 % à 7 %. <i>"Plus des deux tiers de la population mondiale pourraient vivre avec plus de 10 dollars par jour d'ici à 2050, contre 42 % environ aujourd'hui."</i> Les chercheurs misent sur une croissance <i>"beaucoup plus lente dans les pays à revenus élevés au cours des deux prochaines décennies"</i>, mais deux fois plus forte partout ailleurs. Développement. L'extrême pauvreté pourrait disparaître d'ici à 2050, Courrier International, 13 mars 2023, https://www.courrierinternational.com/article/developpement-textreme-pauvrete-pourrait-disparaitre-d-ici-a-2050
Malgré la croissance économique qu'ils ont connue après 2020, un tiers des 160 pays analysés ont été confrontés à une augmentation de l'extrême pauvreté (...). Cette tendance à l'augmentation de l'extrême pauvreté (2,15 dollars par jour) suggère que les bénéfices de la croissance économique ne profitent pas aux personnes et aux pays les plus pauvres. En d'autres termes,	Réduire l'éradication de la pauvreté à un problème de répartition de la richesse et des revenus entre riches et pauvres fait l'impasse sur la question centrale de la création de richesses et de revenus chez les plus

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

le fossé entre les riches et les pauvres semble se creuser. En outre, dans la plupart des pays, les taux de pauvreté (en pourcentage de la population totale) stagnent : 51 des 53 pays en croissance ne connaissent aucune amélioration au niveau du seuil de pauvreté de 2,15 dollars par jour, de même que 22 pays sur 25 au niveau du seuil de 3,65 dollars par jour. Cela met en évidence un problème crucial (et un vieux débat empirique) : la croissance économique ne peut pas à elle seule réduire efficacement la pauvreté. Salomé Ecker, Eduardo Ortiz-Juarez, Georges Gray Molina, Une croissance sans progrès, PNUE, belg, octobre 2023, https://www.unep.org/fr/boutique/croissance-sans-progres	le développement intervenu dans les pays développés et émergents (...). La courbe de l'éléphant, popularisée par l'économiste Branko Milanovic, (...) montre que ce sont les plus riches qui ont bénéficié le plus de la croissance économique. Mais aussi que c'est la mondialisation et la croissance qui ont fait baisser la pauvreté dans le monde. Faire l'impasse sur la croissance inclusive, c'est-à-dire une croissance qui profiterait à toutes les catégories de la population, pour lutter contre la pauvreté serait donc une utopie contredite par les faits. Stéphane Madiale, Les causes de l'extrême pauvreté dans le monde ne font pas consensus, Alternatives économiques, juillet 2023, https://www.alternatives-economiques.fr/stephane-madiale/causes-de-levolution-de-lextreme-pauvrete-monde-ne/00107506
Si les tendances actuelles se maintiennent, 575 millions de personnes vivront encore dans l'extrême pauvreté et seulement un tiers des pays auront réduit de moitié leur niveau national de pauvreté d'ici à 2030. Nations Unies, ODD, Objectif 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/poverty/#:~:text=D'ici%20%C3%A0%20fin,d%C3%A0%20contre%20la%20pauvrete%C3%A0	Les avancées en matière de réduction de la pauvreté mondiale ont été largement entraînées par la Chine et l'Inde, dont la forte croissance économique a permis une baisse rapide de la pauvreté (...). La croissance économique repose sur la stabilité, et le fait que la Chine et l'Inde connaissent la stabilité depuis 30 ans peut facilement être tenu pour acquis. L'impact déterminant de la stabilité sur les progrès en matière de réduction de la pauvreté est [la stabilité]. Si on les compare à des pays qui sont actuellement fragiles, ou qui ont connu des épisodes de fragilités, les pays stables ont pu réduire la pauvreté de 15 à 20 points de pourcentage supplémentaires (...). Les implications sont claires. Les progrès à venir en matière de réduction de la pauvreté dépendront de plus en plus de la capacité d'assurer la stabilité, du fait que la stabilité constitue une condition préalable à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Johannes Hoogeveen, Johan A. Mistiaen, Haoyu wu, Accélérer la réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne passe par la stabilité, Banque mondiale blogs, mars 2024, https://blogs.worldbank.org/fr/africain/accelerer-la-reduction-de-la-pauvrete-en-afrique-subsaaharienne-passe-par-la-stabilite

Question C – La croissance du PIB permet-elle de réduire les inégalités ?

Question D : Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

Référent : Jean-David Abel

Membres : Albert Ritzenthaler, Beatrice Clicq, Corine Beaufils, Marie-Josée Balducci, Benoît Garcia, Fanny Arav

Introduction

Au sens strict, notre « modèle social » fait référence au système de protection sociale et notamment à son pilier central, la Sécurité sociale.

À leur création, en 1945, les régimes de **sécurité sociale**, organisés par statut professionnel ou par profession, versaient aux actifs, aux anciens actifs retraités ou invalides et à leurs ayants droit, des prestations en contrepartie de cotisations prélevées sur les revenus du travail⁹.

Depuis lors, cinq évolutions majeures sont intervenues¹⁰ :

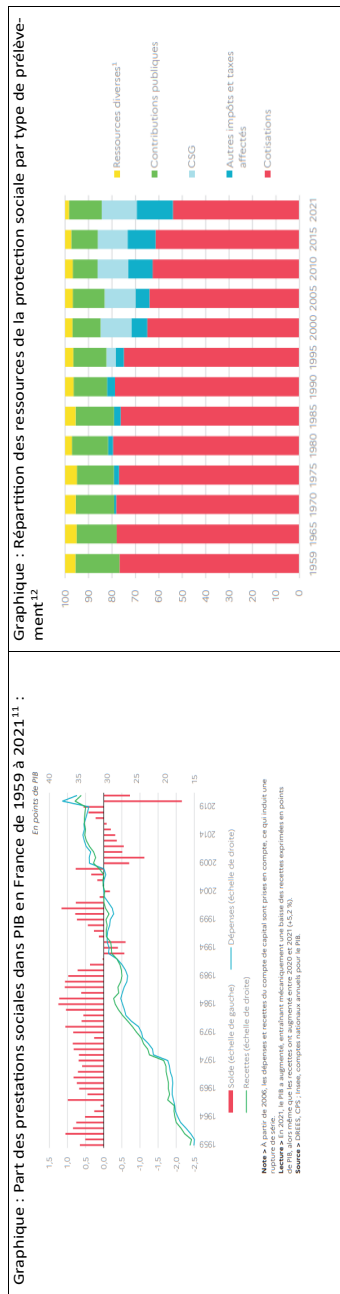
- Une partie des prestations (remboursements de frais de santé et prestations familiales) a été généralisée à l'ensemble de la population, acquérant ainsi un caractère universel sans lien avec l'activité professionnelle et ses revenus ;
- Des droits de retraite, dits non contributifs, ont été accordés sans la contrepartie de cotisations ;
- L'impôt, sous des formes diverses (contribution sociale généralisée, autres impôts et taxes affectés), a pris une place croissante dans les recettes de la sécurité sociale afin d'alléger le coût du travail peu qualifié, d'améliorer la compétitivité des entreprises et de donner du pouvoir d'achat à certains salariés ;
- Des régimes spéciaux ont été absorbés par le régime général des salariés ;
- Les missions de la sécurité sociale ont été étendues au risque de dépendance.

En 2023, la sécurité sociale représente 640 Md€ de charges nettes, soit près de 25 % du PIB.

⁹ [Mise en perspectives de l'évolution du modèle social français : genèse et tendances | Cairn.info](#)

¹⁰ <https://www.economiens.fr/sites/default/files/2023-10/20221004-Raifss-2022-2-financement-securite-sociale.pdf>

Question D Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?



Selon la DRESS, les crises sont les causes principales des déficits des comptes de la protection sociale des dernières décennies. Les premiers déficits des comptes de la protection sociale apparaissent dans les années 1990, du fait d'une augmentation des dépenses supérieure à celle des ressources, particulièrement après la crise de 1993. Le retour de la croissance et de la modération des dépenses permet de renouer avec les excédents, ce dès 1996 et jusqu'au début des années 2000. Une légère dégradation de la conjoncture entraîne une réapparition des déficits en 2004. Avec la crise financière mondiale de 2008, le déficit de la protection sociale atteint un niveau jusqu'alors inédit. Depuis, celui-ci s'est résorbé peu à peu jusqu'en 2017, où le solde est redevenu positif. Cette tendance s'est confirmée les deux années suivantes, avant que la crise sanitaire et économique n'induisse les déficits records de 2020 et 2021.

En plus de notre modèle social, nous intégrons les **services publics** (individuels -santé, éducation, etc.- et collectifs -justice, police, etc.-) dans la question qui nous préoccupe ici, à savoir si la croissance du PIB garantit leur maintien et leur financement.

Selon France Stratégie, notre modèle social est ébranlé dans ses fondements par l'apparition de nouveaux risques (chômage de longue durée, insécurité de l'emploi, déqualification, monoparentalité, dépendance, etc.) et par la montée des inégalités (de revenus, d'accès au marché du travail et aux services publics mais aussi plus largement de « possibles » : qu'il s'agisse de réussite sociale, de mobilité sociale ou de trajectoires professionnelles). Il est également agité par les difficultés de financement de la sécurité sociale.

¹¹ CPS22 MAJ Fiche 03 - La protection sociale depuis 1959.pdf (solidarites-sante.gouv.fr)

12 idem

Question D Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

financement de la protection sociale et par la crise de l'État providence. Pour beaucoup, ce modèle aurait atteint ses limites et serait confronté à une triple crise de légitimité, de solvabilité et d'efficacité.¹³

1/ Arguments pour et contre-arguments

Argument pour = « Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent être garantis sans croissance du PIB »

Arguments pour	Contre-arguments
Arguments généraux Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent être garantis : - Par une meilleure répartition des richesses et une fiscalité progressive et universelle, sans croissance du PIB. https://www.strategie.gouv.fr/publications/incidences-economiques-de-l'action-climat Jean Pisani-Ferry et Selma Maimouz, Mesure 13 - En intégrant les services publics dans la production de valeur (en rappelant aussi qu'ils sont levier important de redistribution et donc de réduction des vulnérabilités). Daniel Cohen : « Le monde est clos et le désir est infini » p. 210 Impôts, prestations sociales, services publics : qui paie quoi et qui bénéficie de combien ? - Le blog de l'Insee Blog de l'Insee - Si l'on passe d'un objectif de réduction des coûts à celui d'une réduction des risques. « Ce que les entreprises (et donc leurs actionnaires) comme les États (et donc leurs citoyens) doivent dépasser, c'est une mystique de la minimisation des coûts et de l'efficacité productive, oubliieuse des risques. Ce qui importe face à la multiplication probable des aléas, c'est de faire du concept de résilience un guide pour l'action. » https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/01/16/jean-pisani-ferry-faire-du-concept-de-resilience-un-guide-pour-l-action-economique_6066460_3232.html	Dans leur analyse de la santé sociale dans les régions (2008-2016), Florence Jany-Catrice et Grégory Marlier démontrent qu'il y a une dé-corrélation entre PIB/habitant et indice de santé sociale (ISS) : "Au-delà d'un certain niveau de revenu ou de PIB/habitant, les dimensions du bien-être ne leur sont plus liées (Gadrey, 2010 ; Laurent, 2019)" Cette décorrélation s'explique par "la capacité d'un pays comme la France d'organiser son propre découplage artificiel, en externalisant, hors de son territoire, une partie des productions les plus pénibles pour le travail, le revenu, la santé etc., comme elle le fait aussi en matière écologique (Laurent, 2015 ; Kalimeris et al. 2020). En revanche, on montre clairement qu'il n'y a plus de lien entre ces variables, ce qui invite à chercher ailleurs que dans la croissance les leviers de la santé sociale." La santé sociale des nouvelles régions françaises et son évolution (2008-2016) (hal.science)

¹³ Quel modèle social dans 10 ans ? | France Stratégie (strategie.gouv.fr)

Question D Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

Argument 1 : Financement par la fiscalité	
Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent être garantis sans croissance du PIB par des outils très variés, à commencer par la fiscalité. Source : Article « La croissance est-elle nécessaire pour financer la dette publique et la protection sociale ? » de Alain Grandjean et Marion Cohen (01/06/2023) : https://alaingrandjean.fr/2023/06/01/croissance-necessaire-financer-dette-publique-protection-sociale/#_ftn4	La fiscalité environnementale peut être intéressante, mais l'idée derrière est de faire changer les comportements, par conséquent il faut prévoir que l'assiette de cet impôt diminue, voire disparaisse à terme. Il est nécessaire de trouver d'autres sources de financement plus pérennes. Sources : Contribution écrite de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (du 21/02/2022) + Résumé par le rapport d'information n°594 « Construire la sécurité sociale écologique du 21ème siècle » du Sénat (30/03/2022) : https://www.senat.fr/rap/21-594/r21-5947.html
On peut utiliser la fiscalité environnementale. Les produits de la fiscalité environnementale en France proviennent aujourd'hui de l'énergie, des transports et des impôts sur les pollutions. Le rendement s'élevait à 65 milliards d'euros en 2019. Source : Rapport d'information n°594 « Construire la sécurité sociale écologique du 21^{ème} siècle » du Sénat (30/03/2022) : https://www.senat.fr/rap/21-594/r21-5947.html Cette fiscalité environnementale au défi de l'urgence climatique Cour des comptes (comptes.fr) Cette fiscalité environnementale pourrait être davantage développée, par exemple en imposant les personnes adoptant « un comportement contraire à l'effort de transition écologique ». Ex : Foyers acquérant un bien immobilier sur le littoral menacé par le recul du trait de côte. Sources : Audition de Gérard Guilbert par le Sénat (13/01/2022) + Résumé par le rapport d'information n°594 « Construire la sécurité sociale écologique du 21^{ème} siècle » du Sénat (30/03/2022) : https://www.senat.fr/rap/21-594/r21-5947.html	La fiscalité environnementale se heurte à de nombreux obstacles en France dont l'épisode des gilets jaunes est une illustration. Pourquoi la fiscalité de l'environnement ne prospère pas Cairn.info
On peut également faire appel à la contribution des ménages de manière proportionnelle à leur empreinte environnementale. Dans le monde, 50% des émissions de gaz à effet de serre proviennent des 10% les plus riches. Leur empreinte carbone est 11 fois plus élevée que moitié la plus pauvre de la population et 60 fois plus élevée que les 10% les plus pauvres. L'empreinte des 1% les plus riches dans le monde est 175 fois supérieure à celle des 10% les plus pauvres. Source : Article « Les inégalités environnementales en Europe » de Elol Laurent (03/2020) : https://www.dcs-sciences-pa.fr/pdf/articles/actu/elol-laurent.pdf Cela reviendrait ainsi à taxer fortement les hauts revenus. Source : Rapport d'information n°594 « Construire la sécurité sociale écologique du 21ème siècle » du Sénat (30/03/2022) : https://www.senat.fr/rap/21-594/r21-5947.html	

Question D Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

On pourrait également instaurer un impôt de solidarité sur la fortune climatique. Sources : Audition de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens par le Sénat (21/02/2022) + Résumé par le rapport d'information n°594 « Construire la sécurité sociale écologique du 21ème siècle » du Sénat (30/03/2022) : https://www.senat.fr/rap/r21-594/r21-594_7.html	
D'autres mesures non liées à l'environnement peuvent être instaurées, comme : - une réforme de l'héritage : héritage universel où chacun reçoit la même somme à la naissance - un impôt progressif sur le patrimoine : pour lutter contre l'augmentation importante des gros patrimoines sans pour autant nuire aux incitations à entreprendre. Source : Article « Les inégalités : entre moteur de la croissance et injustices » de Ilan Barriola (19/03/2021) : https://oeconomies.fr/les-inegalites-entre-moteur-de-la-croissance-et-injustices/	
On peut aussi penser à la lutte contre l'évasion fiscale, qui coûte plusieurs dizaines de milliards d'euros chaque année à la France (100 milliards en 2019 selon Solidaires Finances Publiques, soit le budget de l'éducation et de la recherche). Il y a également l'optimisation fiscale, légale aujourd'hui, qui pourrait être questionnée, ainsi que les avantages fiscaux accordés aux multinationales sans contrepartie ni transparence. Source : Livre « Décroissance, Fake or not » de Vincent Liegey (09/2021) : https://www.babelio.com/livres/Liegey-Decroissance-fake-or-not-/1353744	
Argument 2 : Financement par la dette	
Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent être garantis sans croissance du PIB par des emprunts, soit la dette publique. La dette permet d'investir, c'est-à-dire de préparer l'avenir, avec l'idée que les gains futurs liés à l'investissement devraient permettre de la rembourser. Source : Article « La croissance est-elle nécessaire pour financer la dette publique et la protection sociale ? » de Alain Grandjean et Marion Cohen (01/06/2023) : https://alaingrandjean.fr/2023/06/01/croissance-necessaire-financer-dette-publique-protection-sociale/#_tn4	En droit de l'Union européenne (pacte de stabilité), des politiques d'austerité contraignent les États en matière de dépenses publiques : - le déficit public doit être inférieur à 3% du PIB - la dette publique doit être inférieure à 60% du PIB. Source : Critères de Maastricht : https://www.vie-publique.fr/fiches/21799-queles-sont-les-fondements-des-criteres-de-maastricht

Question D Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

On pourrait mettre en place une annulation des dettes des États conditionnellement à de l'investissement dans la transition écologique ou le développement de leur modèle social en situation de décroissance. Source : Audition de Jézabel Couppey-Soubeyran par le CESE (08/11/2023) Il est arrivé à plusieurs reprises que la dette publique d'un État soit « purgée », c'est-à-dire annulée. Ex : Allemagne à la suite des deux Guerres mondiales. Source : Article « La croissance est-elle nécessaire pour financer la dette publique et la protection sociale ? » de Alain Grandjean et Marion Cohen (01/06/2023) : https://alaingrandjean.fr/2023/06/01/croissance-necessaire-financer-dette-publique-protection-sociale/#_trq4	Ces critères ne sont pas respectés par la France (4,7% de déficit et 111,6% de dette en 2022, et respectivement 5,5% et 110,6% en 2023), c'est pourquoi envisager ce biais pour maintenir et financer notre modèle social et les services publics est ambitieux, voire utopique. Source : Étude de l'INSEE pour l'année 2023 : En 2023, le déficit public s'élève à 5,5 % du PIB, la dette publique à 110,6 % du PIB - Informations rapides - 74 Insee Contre-argument à cet argument : La limite des 60% de déficit est posée pour assurer la soutenabilité de la dette, c'est-à-dire que l'État soit en mesure de rembourser afin que ses dettes de dette puissent être placés et rachetés sur les marchés financiers. Mais en réalité, ce niveau a été établi de façon arbitraire : de nombreux États ne respectent pas cet objectif et peuvent pourtant placer leurs titres (et les rembourser). De plus, le ratio dette/PIB n'est pas pertinent et ne reflète pas la capacité d'un État à rembourser son titre de dette : il faudrait plutôt prendre en compte d'autres critères comme la stabilité politique et sociale, la capacité à lever l'impôt ou la stabilité monétaire. En vérité, la dette publique n'est pas une question purement technique et budgétaire mais résulte de choix politiques. Source : Article « Dette et déficit publics » de Marion Cohen et Alain Grandjean (27/09/2021) https://theothereconomy.com/fr/modules/la-dette-publique/#Au-delà-d'un-certain-niveau-la-dette-publique-rapportee-au-PIB-serait-insoutenable
Argument 3 : Financement par création monétaire	
Une solution intéressante serait que la banque centrale émette de la monnaie sans contre-partie financière et la mette sur le compte des États qui investissent dans la transition écologique ou dans le développement de leur modèle social en situation de décroissance. Cette institution n'est pas une entreprise donc elle n'a pas à effectuer de profit et peut fonctionner à perte (c'est d'ailleurs le cas actuellement). Afin de limiter l'incidence de cette monnaie : - interne (inflation) : il faudrait prévoir un dispositif de régulation de la masse monétaire pour en détruire une partie - externe (taux de change) : il faudrait que la banque centrale intervienne sur le marché des changes. Source : Audition de Jézabel Couppey-Soubeyran par le CESE (08/11/2023)	

Question D Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

Argument 4 : Réduction des dépenses de santé	
Qualité de l'air : Il faut tenir compte de l'impact actuel sur la santé des systèmes écologiques dégradés. Selon les méthodes d'analyse, la pollution de l'air tue entre 6,7 et 8 millions de personnes dans le monde chaque année et 700 000 en Europe. Sources : Article du European Heart Journal (12/03/2019) : https://academic.oup.com/eurheartj/article/40/20/1590/5572326 Article « Pollution de l'air ambiant » de l'Organisation Mondiale de la Santé (19/12/2021) : https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/ambient-%28outdoor%29-air-quality-and-health Sans parler des problèmes de santé causés par cette pollution : maladies cardio-vasculaires, infections respiratoires, cancers. Ainsi, une situation de décroissance avec une diminution des pollutions et un respect des limites planétaires pourrait conduire à un ralentissement dans les dépenses de santé. Selon Santé publique France, près de 40 000 décès annuels sont attribuables à l'exposition aux PM 2,5 et près de 7 000 décès attribuables à l'exposition au NO₂. Sources : Etude « Impact de la pollution de l'air ambiant sur la mortalité en France métropolitaine », Santé publique France, avril 2021 Article « La post-croissance, mais avec quels indicateurs ? » de Florence Jany-Catrice et Dominique Méda (2023) : https://www.cairn.info/revue-économie-politique-2023-2-page-64.htm Selon l'Agence européenne pour l'environnement, l'amélioration de la qualité de l'air contribue à la meilleure santé des gens et à la productivité du travail. Source : L'amélioration de la qualité de l'air contribue à la meilleure santé des gens et à la productivité au travail → Agence européenne pour l'environnement (europa.eu) Qualité nutritionnelle de l'alimentation : Le taux d'obésité a triplé en trente ans : le coût social de l'obésité et du surpoids a été chiffré à 20 milliards d'euros annuels. Sources : fs-2021-rapport-pour-une-alimentation-saine-et-durable - evaluation-des-politiques-de-l'alimentation-en-france.pdf (strategie.gouv.fr) Trésor-Éco n° 179 - Obésité : quelles conséquences pour l'économie et comment les limiter ? Direction générale du Trésor (economie.gouv.fr)	
Les dépenses de santé pourraient également être réduites avec une montée en compétences de la population sur ces sujets. Ex : Développement des formations aux premiers secours. Source : Article « La croissance est-elle nécessaire pour financer la dette publique et la protection sociale ? » de Alain Grandjean et Marion Cohen (01/06/2023) : https://alaingrandjean.fr/2023/06/01/croissance-necessaire-financer-dette-publique-protection-sociale/#_ftn4	

Question D Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

Pourrait également être engagée une véritable réflexion sur la consommation de médicaments : les systèmes de santé ont tendance à favoriser une prise trop importante de médicaments (qui implique des dépenses et crée parfois de nouveaux problèmes de santé). Sources : Article « Trop de personnes prennent trop de médicaments » du Nouvel Économiste (06/05/2023) : https://www.lenouveleconomiste.fr/trop-de-personnes-prennent-trop-de-medicaments-1006657/tutm_source=Facebook&tutm_medium=email&tutm_campaign=ml_choixdelaredacnew_20230512 + Résumé par l'article « La croissance est-elle nécessaire pour financer la dette publique et la protection sociale ? » de Alain Grandjean et Marion Cohen (01/06/2023) : https://alaingrandjean.fr/2023/06/01/croissance-necessaire-financer-dette-publique-protection-sociale/#_ftn4	
Beaucoup de dépenses publiques servent à compenser les effets néfastes de la société de croissance : santé mentale, chômage, précarité. La société de décroissance permettra de régler ces problèmes à la racine, et ainsi réduire les besoins. Source : Livre « Décroissance, Fake or not » de Vincent Liegey (09/2021) : https://www.babelio.com/livres/Liegey-Decroissance-Fake-or-not-/A-353744	
Argument 5 : Développement de la prévention en matière sociale	
Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent être garantis en avant-davantage les politiques de protection sociale vers la prévention. Le modèle social français met actuellement l'accent sur la réparation et l'indemnisation, or la prévention permet d'intervenir en amont et est réellement efficace. Ex : Les dépenses de prévention dans le domaine de la santé ou de l'éducation sont réductrices de risques de survenue de maladie ou d'échec scolaire. Se concentrer sur la prévention revient à « tenir compte des effets de long terme d'une dépense pour apprécier son efficacité et accepter des dépenses élevées aujourd'hui qui contribueront à réduire certaines dépenses curatives à l'avenir ». Source : Article « Mise en perspectives de l'évolution du modèle social français : genèse et tendances » de Hélène Garner-Moyer (2016) : https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2016-2-page-10.htm	
Par exemple dans le domaine de la santé, de nombreuses dépenses concernent des maladies chroniques en partie liées à l'hygiène de vie : mettre en place des politiques d'éducation et de prévention pourrait donc permettre de les réduire. Ex : Alimentation, sport, alcool, tabac. Source : Article « La croissance est-elle nécessaire pour financer la dette publique et la protection sociale ? » de Alain Grandjean et Marion Cohen (01/06/2023) : https://alaingrandjean.fr/2023/06/01/croissance-necessaire-financer-dette-publique-protection-sociale/#_ftn4	

Question D Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

C'est également vrai dans le domaine environnemental. Par exemple, s'agissant de la pollution de l'air, il faut distinguer : - le coût sanitaire : coût tangible, associé aux dépenses de santé (3 milliards d'euros par an) - le coût intangible ou social, associé à la mortalité (68 à 97 milliards d'euros par an) - le coût non sanitaire : diminution des rendements agricoles, perte de la biodiversité, dégradation et érosion des bâtiments (4,3 milliards d'euros par an). S'atteler à réduire les pollutions et prévenir ses effets permettrait ainsi de réduire les dépenses. Source : Rapport d'information n°594 « Construire la sécurité sociale écologique du 21ème siècle » du Sénat (30/03/2022) : https://www.senat.fr/rap/121-594/121-5947.html Ainsi, il peut être intéressant de « rediriger une partie des dépenses sur des services publics dédiés à la protection de la santé et de l'environnement, même si cette transition vers un modèle plus tourné vers l'avenir entraîne des dépenses supplémentaires à court terme ». Source : Audition de France Stratégie par le Sénat (9 décembre 2021) + Résumé par le rapport d'information n°594 « Construire la sécurité sociale écologique du 21ème siècle » du Sénat (30/03/2022) : https://www.senat.fr/rap/121-594/121-5947.html	Argument 6 : Nouveau rôle de la protection sociale
Le protection sociale pourrait devenir davantage actrice de la transition écologique, par exemple par l'accompagnement des personnes vers un mode de vie plus respectueux de l'environnement via la redistribution. Ex : Assurance chômage qui réoriente vers des métiers utiles à la transition, aides au logement pour accélérer la rénovation énergétique. Source : Article « Notre modèle de protection sociale est-il soutenable ? » de Mathilde Viennot (2020) : https://www.cafm.info/revue-regards-2020-2-page-85.htm	Argument 7 : Modèle de protection sociale actuel non soutenable
Les besoins de protection sociale évoluent en même temps que la société, aussi bien vis-à-vis de ses attentes que de sa structure. Ex : Démographie, espérance de vie, vieillesse, dérèglement climatique. Il faut donc un modèle social résilient et soutenable, prêt à s'adapter. Source : Article « La croissance est-elle nécessaire pour financer la dette publique et la protection sociale ? » de Alain Grandjean et Marion Cohen (01/06/2023) : https://alaingrandjean.fr/2023/06/01/croissance-necessaire-financer-dette-publique-protection-sociale/#_ftn4	

Question D Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

Le modèle actuel de protection sociale n'est pas soutenable en l'état face aux enjeux et exigences des années à venir, et notamment les luttes contre le changement climatique et les inégalités (sociales, territoriales et environnementales) car il est complètement dépendant de la croissance : - il n'y a aucune anticipation : les projections n'envisagent pas des scénarios de croissance très faible ou nulle - son financement fait face à un risque d'insoutenable fiscalité qui limite les possibilités d'augmentation en cas de décroissance. En cas d'épisode durable de très faible croissance ou de décroissance subtile, notre système de protection sociale pourrait être complètement mis à mal. Source : Article « Notre modèle de protection sociale est-il soutenable ? » de Mathilde Viennot (2020) : https://www.cairn.info/revue-ignard-2020-2-page-89.htm	
--	--

2/ Arguments contre et contre-arguments

Argument contre : « Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics ne peuvent être garantis sans croissance du PIB »

Arguments contre	Contre-arguments
Argument 1 : Diminution des recettes Le système de protection sociale est dépendant de la croissance du PIB car il est financé par les prélèvements obligatoires (taxes et impôts et cotisations sociales). Source : Rapport « Résultats des comptes de la protection sociale » de la Direction de la Recherche, des Études de l'Évaluation et des Statistiques (14/12/2023) : https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communiqu%C3%A9-de-presse/documents-de-reference/pano-rapport-de-la-drees/la-protection-9	La taxe foncière et la taxe d'habitation sont moins sensibles à la conjoncture économique et donc aux variations du PIB que les autres prélèvements. Elles peuvent donc servir au financement du modèle social et des services publics. Par ailleurs, plus de croissance ne signifie pas nécessairement une augmentation des emplois (générant des recettes financières). Elle peut résulter d'une hausse des profits ou d'une création d'emplois dans des secteurs employant peu de travailleurs (numérique), ce qui n'aura pas spécialement d'impact positif sur les recettes de l'État. Source : Article « La croissance est-elle nécessaire pour financer la dette publique et la protection sociale ? » de Alain Grandjean et Marion Cohen (01/06/2023) : https://alaingrandjean.fr/2023/06/01/croissance-necessaire-financer-dette-publique-prot%C3%A9ction-sociale/#_ftid
L'avenir de la compétitivité européenne - Rapport Draghi, septembre 2024 “Si l'Europe ne peut pas devenir plus productive, [...] Nous ne pourrions pas financer notre modèle social. Nous devrions revoir à la baisse certaines de nos ambitions, si ce n'est toutes.” 97e4816f-2dc3-412d-b04c-f152a8232961_en (europa.eu)	

Question D Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

Ces assiettes de financement sont plus ou moins sensibles à la conjoncture économique. Ex : Pour les cotisations sociales, un fort taux de chômage fait baisser les ressources (tout en augmentant les dépenses) ; Pour la TVA, une crise économique provoquant une contraction de la demande réduit les ressources. Si les besoins augmentent, il faut donc plus de croissance afin de générer plus de ressources. Ainsi, en cas de faible croissance durable ou de décroissance, il y a réduction de la dépense sociale ou une augmentation du déficit. Source : Article « La croissance est-elle nécessaire pour financer la dette publique et la protection sociale ? » de Alain Grandjean et Marion Cohen (01/06/2023) : https://alaingrandjean.fr/2023/06/01/croissance-necessaire-financer-dette-publique-protection-sociale/#_ftn4	La question du financement n'est pas le premier problème : les questions physiques sont bien plus contraignantes. L'argent est une convention humaine, les règles peuvent être changées, tandis que la réalité physique du monde est intangible. En outre, les idées et objectifs derrière la décroissance ne mèneront pas seulement à des désinvestissements et des réductions de consommation, mais aussi à de nombreux investissements, des créations d'emplois, des relocalisations, qui font que l'on n'est pas en mesure de déterminer si cela mènera in fine à une croissance ou une décroissance du PIB. Source : Article « La croissance est-elle nécessaire pour financer la dette publique et la protection sociale ? » de Alain Grandjean et Marion Cohen (01/06/2023) : https://alaingrandjean.fr/2023/06/01/croissance-necessaire-financer-dette-publique-protection-sociale/#_ftn4
Argument 2 : Augmentation des dépenses avec les risques environnementaux	
Aujourd'hui, les catastrophes naturelles sont inassurables car : - leur gravité est variable, ainsi leur coût ne peut pas être déterminé en amont ; - leur caractère aléatoire n'est pas absolu puisqu'elles sont de plus en plus provoquées par les activités humaines ; - leur fréquence est plus importante dans certaines régions, ainsi la charge du coût n'est pas répartie de manière homogène sur l'ensemble de la population. En 2016, sur les 158 milliards de dollars de coût des catastrophes naturelles dans le monde, seuls 49 milliards de dollars de dommages ont été couverts par des compensations d'assurances. Il faudrait donc que la collectivité prenne en charge le risque lié à la vulnérabilité face aux événements climatiques. Source : Article « La protection sociale : de l'incertitude au risque, de l'État-providence à l'État social-écologique » de Elai Laurent (2018) : https://www.cairn.info/revue-francaise-de-socio-economie-2018-1-page-191.htm	En effet, les inégalités environnementales sont à la fois liées aux conditions sociales et à la qualité du milieu de vie. Elles sont : - ex ante : exposition différentielle aux risques

Question D Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

- ex post : différentiel de vulnérabilité, c'est-à-dire qu'à un niveau semblable d'exposition à des pollutions, le risque sanitaire encouru par des populations défavorisées sur le plan socio-économique est plus élevé. Source : Article « Notre modèle de protection sociale est-il soutenable ? » de Mathilde Viennot (2020) : https://www.cairn.info/revue-regards-2020-2-page-85.htm Pour cela, il faut la création d'une sixième branche de sécurité sociale dédiée aux risques environnementaux ou alors un fonds pour l'environnement, ce qui nécessite de trouver des sources de financement. On constate une croissance exponentielle du coût des catastrophes naturelles : en France, leur coût cumulé devrait atteindre 92 milliards d'euros en 2040, soit 44 milliards de plus qu'en 2015. Source : Rapport d'information n°594 « Construire la sécurité sociale écologique du 21ème siècle » du Sénat (30/03/2022) : https://www.senat.fr/rap/r21-594/r21-5947.html	
Notre modèle de protection sociale, financièrement en déséquilibre, est d'ores et déjà insuffisant ; il n'intègre pas suffisamment la prise en compte des risques climatiques. https://www.senat.fr/rap/r21-594/r21-5947.html	
Argument 3 : Croissance et résilience	
La résilience est essentielle pour notre système économique et de protection sociale, c'est-à-dire la capacité à se redresser après un choc ou une crise. Pour être résilient, il faut de la diversité, de la flexibilité et de la croissance. En effet, croissance et résilience sont complémentaires car une économie sans croissance risque de « basculer dans un cercle vicieux de récession ». Sources : Webinaires de Markus Brunnermeier (15/05/2020) : https://markus.scholar.princeton.edu/news/princeton-webinar-series-covid-economics + Résumé par la chronique « Faire du concept de résilience un guide pour l'action économique » pour Le Monde (16/01/2021) : https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/01/16/jean-pisani-ferny-faire-du-concept-de-resilience-un-guide-pour-l-action-economique_6066460_3232.html	La dépendance à la croissance économique constitue une vulnérabilité (dépendances aux importations, aux énergies fossiles ou métaux), ainsi la résilience de la société passe par la décroissance, qui promeut le relocalisation, les circuits courts, la réduction de la production. Source : Article « La décroissance : pourquoi et comment ? » de Génération Ecologie (06/09/2021) : https://generationecologie.fr/2021/09/06/la-decroissance-pourquoi-et-comment/

Question D Le maintien et le financement de notre modèle social et des services publics peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

Réfèrent : Pierre Goguet

Membres : Julia Grimault, Julie Marsaud, Albert Ritzenthaler, Benoît Garcia, Jean-Pascal Thomasset

Introduction

« Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB ? » : cette question interroge d’abord la définition de « bien vivre ». Selon un récent travail du CESER de Bretagne, la notion de bien vivre renvoie à deux concepts : d’une part le bien-être individuel ressenti, physique, mental et émotionnel ; d’autre part la qualité de vie dépendante de dimensions collectives et objectives (environnement social et naturel, conditions socio-économiques des territoires)¹⁴.

Le concept de « bien-être » est, de son côté, assez largement étudié (OCDE, Cepremap, Credoc)¹⁵. S’invite également l’économie du bonheur, par exemple sous l’interrogation « La croissance rend-elle les citoyens plus heureux ? »¹⁶.

La pyramide des besoins de Maslow est une référence incontournable : la satisfaction des besoins physiologiques en constitue la base, surmontée des besoins de sécurité, d’appartenance et d’amour, d’estime et enfin, d’accomplissement de soi. De son côté, la « théorie du donut » identifie 11 besoins humains à satisfaire et les pose en regard des limites planétaires¹⁷.

Outre sa définition, la mesure du bien vivre pose question : quels indicateurs retenir pour évaluer le bien vivre et le bien-être des citoyens ? Nous pouvons retenir les quatre visions du bien-être communément utilisées : la vision économique centrée sur les « avoirs », la vision subjective centrée sur les « satisfactions », la vision hédonique centrée sur les « plaisirs » et la vision eudémonique centrée sur la « réalisation de soi »¹⁸. Enfin, il convient de noter qu’une part notable du bien vivre est liée à notre système de protection sociale : sur ce point, nous renvoyons à la lecture de la question D.

Les travaux de Richard Easterlin et ceux subséquents de Ronald Inglehart et al., d’Andrew Clark, de Daniel Kahneman et Alan Kruger constituent la principale référence : ils démontrent qu’une fois qu’un certain nombre de besoins essentiels est satisfait, la corrélation entre croissance et bien-être est faible.

Quant à la notion de décroissance, elle prône une réduction de la production et de la consommation qui réduira les pressions exercées sur les limites planétaires mais également, potentiellement, le développement d’innovations susceptibles d’améliorer notre santé et notre bien-être. Surtout, pour de nombreux pays en développement où les besoins élémentaires ne sont pas toujours remplis, le concept de décroissance n’est pas désirable.

¹⁴ https://www.bretagne.bzh/app/uploads/sites/8/2023/12/Bien-etre-et-bien-vivre-WEB.pdf?_ga=2.59068842.665180789.1711972120-2040459062.1711972120

¹⁵ OCDE (« Comment va la vie ? »), Insee (« Structure du bien-être et satisfaction dans la vie en général »), Cepremap (baromètre du bien-être), Harris Interactive pour Challenges (« Le cœur des Français »), « Bien vivre en Allemagne », CREDOC (Enquête « conditions de vie et aspirations »)

¹⁶ Claudia Senik, « La recherche des lois du bonheur (lemonde.fr) »

¹⁷ L’eau, la nourriture, la santé, l’égalité des sexes, l’équité sociale, l’énergie, l’emploi, la voix, la résilience, l’éducation et le revenu.

¹⁸ Vers un référentiel théorique interdisciplinaire du bien-être individuel | Cairn.info

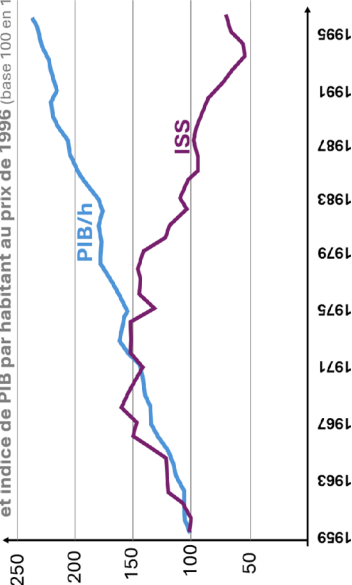
Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

Ainsi la question se pose : dans quelle mesure l'absence de croissance ou la décroissance limite la possibilité pour les individus de « bien vivre ».

1/ Arguments pour et contre-arguments

Arguments pour	Contre-arguments
Paradoxe d'Easterlin Le paradoxe d'Easterlin met en évidence la "saturation" du bonheur à partir d'un certain niveau de revenu (échelle microéconomique) : effet de seuil https://jpar.tageoais.leco.com/2022/05/30/le-paradoxe-easterlin-fiche-concept/ Easterlin, 1995; Inglehart et al., 2008; Kahneman and Krueger, 2006; Myers, 2000: Very little correlation exists between growth and wellbeing after a certain threshold of basic needs is met. Sur le long terme, la progression des revenus ne semble pas augmenter le niveau de bien-être de la population. Quatre explications avancées : - Effet de seuil : au-delà d'un certain seuil, la croissance n'augmente plus le niveau de bonheur ; - Effet de comparaison : le niveau relatif de revenu est plus important que le niveau absolu ; - Aversion à la perte : une perte de revenu génère une baisse de bien-être nettement supérieure à la hausse de bien-être découlant d'une augmentation de revenu ; - Effet d'habituation : plus nos revenus augmentent, plus le niveau de revenu que nous estimons nécessaire pour vivre correctement augmente. Approfondissant les travaux d'Easterlin, Andrew Clark met en avant l'hypothèse d'"utilité relative" selon laquelle "si la croissance a pour effet d'augmenter le revenu de tous les individus dans les mêmes proportions, elle ne peut avoir d'influence sur leur utilité car elle laisse inchangés les écarts de revenus", et d'autres chercheurs identifient une forme d'accoutumance dans la relation liant augmentation des revenus et bonheur ("les individus sont comme sur un "tapis roulant", condamnés à ne jamais atteindre, de manière durable, un niveau de bonheur supérieur" selon Brickman et Campbell) https://www.cairn.info/revue-economie-politique-2016-3-page-17.htm	Claudia Senik estime qu'il n'existe pas d'effet de seuil. L'effet de comparaison, d'habituation et d'aversion à la perte ne sont pas nécessairement des arguments pour contester les effets bénéfiques potentiels de la croissance sur le bien-être. Les individus sont en quête de progrès, de nouveauté, c'est le « mouvement » qui augmente le bonheur davantage que les richesses acquises. Fiche de synthèse n° 2: Claudia Senik, L'économie du bonheur, 2014 Cairn.info L'économie du bonheur Cairn.info C'est l'amélioration relative de la situation individuelle qui rend heureux ; une société est fatalement rattrapée par la frustration lorsque la croissance ralentit. Les Français sont incomparablement plus riches en 1975 qu'en 1945, mais ils ne sont pas plus heureux. La satisfaction de la hausse des revenus est conditionnée par le « syndrome du beau-frère », selon lequel « être heureux c'est gagner 10 dollars de plus que son beau-frère ». Daniel Cohen : « Une brève histoire de l'économie »
Selon une étude menée dans 26 pays européens, la hausse des niveaux de vie a un impact sur la satisfaction dans la vie jusqu'à 20 000 euros par an de revenus. Cet impact s'estompe petit à petit entre 20 000 et 40 000 euros, et n'est présent que marginalement au-delà. Source : Étude « Du PIB au PIB ressent » de l'INSEE (08/10/2020) : https://www.insee.fr/fr/statistiques/439487 + Résumé par l'article « PIB, croissance et limites planétaires » de Marion Cohen et Alain Grandjean (10/03/2023) : https://theother.economy.com/fr/modules/pib-croissance-et-limites-planetaires/	

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

Inadéquation du PIB comme mesure du bien vivre																																					
L'indice de santé sociale (ISS) est un indice composite qui mesure la qualité de vie et le bien-être social à partir d'une dizaine de variables et pour cinq catégories d'âge (enfants, adolescents, adultes, personnes âgées, tous âges). Pour les adolescents par exemple, les variables suivies sont : suicide, usage de drogues, abandon d'études universitaires, enfants nés de mères adolescentes. Pour tous les âges, les variables suivies sont : délits violents, accidents de la route mortels liés à l'alcool, accès à un logement d'un prix abordable, inégalité de revenu familial. Aux États-Unis, l'ISS a nettement décroché par rapport au PIB à partir de 1974 :	Indice de santé sociale à neuf variables (base 100 en 1959) et indice de PIB par habitant au prix de 1996 (base 100 en 1959)  <table><caption>Approximate data points from the graph</caption><thead><tr><th>Year</th><th>PIB/h (Index)</th><th>ISS (Index)</th></tr></thead><tbody><tr><td>1959</td><td>100</td><td>100</td></tr><tr><td>1963</td><td>110</td><td>105</td></tr><tr><td>1967</td><td>120</td><td>110</td></tr><tr><td>1971</td><td>130</td><td>115</td></tr><tr><td>1975</td><td>140</td><td>120</td></tr><tr><td>1979</td><td>150</td><td>125</td></tr><tr><td>1983</td><td>160</td><td>130</td></tr><tr><td>1987</td><td>170</td><td>135</td></tr><tr><td>1991</td><td>180</td><td>140</td></tr><tr><td>1995</td><td>190</td><td>145</td></tr><tr><td>1999</td><td>220</td><td>160</td></tr></tbody></table>	Year	PIB/h (Index)	ISS (Index)	1959	100	100	1963	110	105	1967	120	110	1971	130	115	1975	140	120	1979	150	125	1983	160	130	1987	170	135	1991	180	140	1995	190	145	1999	220	160
Year	PIB/h (Index)	ISS (Index)																																			
1959	100	100																																			
1963	110	105																																			
1967	120	110																																			
1971	130	115																																			
1975	140	120																																			
1979	150	125																																			
1983	160	130																																			
1987	170	135																																			
1991	180	140																																			
1995	190	145																																			
1999	220	160																																			

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

PIB/réte mais dernier si on se réfère à l'ISS. Au contraire, le Limousin est 19e sur 22 pour le classement économique, mais largement premier en ce qui concerne la santé sociale. <u>La santé sociale des nouvelles régions françaises et son évolution (2008-2016) (hal.science)</u> <u>L'indicateur de santé sociale (ISS) Le Mag' Le Labo de l'économie sociale et solidaire (lelabo-ess.org)</u>	Des indicateurs complémentaires au PIB pour rendre compte de l'amélioration (ou non) du bonheur permettent d'objectiver ces liens : indice de développement humain -IDH- (PIB par habitant, espérance de vie à la naissance et niveau d'éducation), Happy planet index » -HPI- (degré de satisfaction de vie x Espérance de vie x inégalité de revenus / empreinte écologique de la consommation des habitants), World Happiness Report -WHR- (sentiment de soutien social, espérance de vie en bonne santé, liberté des choix de vie, générosité et indice de corruption), santé globale (Eloi Laurent qui travaille sur les transitions vers la coopération, le bien-être et la pleine santé), éducation (Pisa), inégalités (Gini), empreinte carbone, biodiversité... Dans ces classifications, les pays les plus riches ne sont généralement pas les mieux classés. IDH : UNDP - hdr2023-24.un.org/fr HPI : New Economics Foundation - Search New Economics Foundation WHR : World Economics Foundation Report 2024 The World Happiness Report compilé par Gallup World Poll en coopération avec le Wellbeing Research Centre de l'Université d'Oxford et le Réseau des solutions de développement durable des Nations unies. Les quatre premiers pays sont nordiques : Finlande, Danemark, Islande, Suède (ces pays figurent dans le top 20 des pays en termes de PIB/habitant) ; les États-Unis ne figurent plus dans le top 20, la France 27^{ème} et la Chine est 60ème Eloi Laurent : Économie pour le XXI^e siècle - Eloi Laurent Cairn.info
Le PIB est « borge au bien-être économique, aveugle au bien-être humain, sourd à la souffrance sociale, et muet sur l'état de notre planète ». Source : Tribune « Il faut déloger la croissance pour la désacraliser et lui substituer des indicateurs de bien-être humain » de Eloi Laurent (23/10/2019) : https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/10/23/eloi-laurent-il-faut-déloger-la-croissance-pour-la-désacraliser-et-lui-substituer-des-indicateurs-de-bien-etre-humain_6016533_3232.html En effet, le PIB n'est pas un indicateur de bien-être (selon son concepteur). Sources : Rapport sur le revenu national de Simon Kuznets (04/01/1934) : https://fraser.stlouisfed.org/files/docspublications/natincome_1934/19340104_nationalinc.pdf + Résumé par l'article « PIB, croissance et limites planétaires » de Marion Cohen et Alain Grandjean (10/03/2022) : https://theoetherconomy.com/fr/modules/peb-croissance-et-limites-planetaires/ Notamment, le bénévolat et les services domestiques ne sont donc pas comptabilisés dans le PIB, alors qu'ils sont essentiels à la qualité du lien social. Ex : du point de vue du PIB, il est mieux de mettre les enfants à la crèche et les grands-parents en maison de retraite plutôt que de faire garder les premiers par les seconds, ou encore d'acheter des repas tout prêts plutôt que de les préparer soi-même.	Le PIB pourrait mieux refléter le bien vivre si l'on modifiait sa manière de le calculer, en prévoyant par exemple une augmentation de la valeur des activités de « care » et une diminution de celle de la production de biens physiques. Tout dépend de ce qu'on fait entrer dans le PIB. Source : Audition de Marion Cohen par le CESE (08/11/2023) Les manières de mesurer le bien-être avec les indicateurs ne sont pas satisfaisantes dès lors que l'on passe par des enquêtes car : - la question posée est complexe à trouver : quel point de référence mettre ? Que faire rentrer dans la notion de vie bonne ? - la personne interrogée peut être plus ou moins indulgente avec elle-même, selon son état d'esprit, ses références, son vécu. <u>Source : « La difficulté à mesurer le bien-être » de l'INSEE.</u> Selon le Théorème d'Arrow, il est impossible de construire une fonction de bien-être respectant simultanément ces trois critères : - ne pas refléter les préférences d'un seul agent ; - ne tenir compte que des préférences ordinaires des agents ; - respecter un principe d'indépendance par rapport aux alternatives non pertinentes.

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

De même, le PIB n'est pas regardant sur la nature des biens et services produits. Source : Article « PIB, croissance et limites planétaires » de Marion Cohen et Alain Grandjean (10/03/2022) : https://theothereconomy.com/fr/modules/pcb-croissance-et-limites-planetaires/	Source : Article « Construire des indicateurs de la croissance inclusive et de sa soutenabilité : que peuvent offrir les comptes nationaux, comment les compléter ? » de Didier Blanchet et Marc Fleurybaey (2020) : https://www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_2020_num_517_1_10936
Composantes du bien vivre	
Le bien vivre ne saurait se réduire au pouvoir d'achat. Pour identifier les besoins des individus, l'indice prédominant utilisé aujourd'hui est le pouvoir d'achat, c'est-à-dire la quantité de biens et services qu'une personne peut acheter avec le revenu disponible. Il tient donc compte de la hausse/baisse des prix. En plus de limites liées à son mode de calcul, le pouvoir d'achat est critiquable car il réduit les individus à leur statut de consommateur, et non de citoyen ou d'être humain. Il faut utiliser d'autres indicateurs. Source : Article « Décryptage : le pouvoir d'achat, et si l'on se focalisait sur autre chose » de Emmanuelle Mazuyer, directrice de recherche au CRNS en droit (21/11/2022) : https://theconversation.com/decryptage-le-pouvoir-d-achat-et-si-l-on-se-focalisait-sur-autre-chose-194682	
Paix et sécurité : le sentiment de sécurité est un élément important du bien vivre. Il est généralement observé sous deux angles : la sécurité individuelle (délinquance, attentats) dont l'évolution est suivie par l'OCDE et l'Insee ; la sécurité collective comprenant notamment les tensions inhérentes aux limites planétaires qui peuvent mener à des conflits. Les limites planétaires pèsent sur la croissance du PIB et imposent une forme de décroissance (et le développement de l'économie circulaire). Voir question A. OCDE : Voitre.indicateur.du.vivre.mieux/oeecdbetterlifeindex.org comprenant un indice relatif à la sécurité Insee : Sentiment de vivre en sécurité en Europe – Sécurité et société Insee	Commentaire : dans le monde incertain que nous connaissons, les risques sont de plus en plus omniprésents.
Redéfinition des besoins individuels et collectifs : changer les priorités	
La question de la décroissance amène à réfléchir à nos besoins en tant que société et individus et les redéfinir à la lumière du respect des limites planétaires et d'une réorganisation plus durable et équitable de la société. Source : Article « COP21 : l'urgence de la décroissance » de Fabrice Flipo pour Le Monde (09/12/2015) : https://www.lemonde.fr/idees/article/2015/12/09/cop21-l-urgence-de-la-decroissance_4828046_3232.html L'émergence même des théories de la décroissance s'explique pour partie par le constat selon lequel la recherche de la croissance ne permet pas d'améliorer le bien-être de façon symétrique et sans accroître les inégalités. Ainsi, pour le philosophe Fabrice Flipo, la "nécessité de la décroissance" se justifie par cinq types d'arguments :	La croissance et la technique permettent aussi de préserver les besoins individuels et collectifs par le développement des EnR, des filières de l'économie circulaire et de l'économie bas carbone. La baisse de la démographie dans les pays industrialisés pourrait aussi avoir un impact ; La croissance pourrait être envisagée sous l'angle de l'immatériel (santé, éducation, culture, économie des usages) en développant l'esprit critique, l'éducation à l'empathie et la bienveillance y compris dans les écoles de management (-> « How can we help ? » de la Silicon Valley)

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

- « Écologiques : la croissance détruit l'environnement et les écosystèmes ; critique du courant de la durabilité faible et de la thèse de la dématérialisation de l'économie ; - Économiques : la croissance est vouée à s'amenuiser en raison de l'essoufflement des gains de productivité (cf. thèses sur la stagnation séculaire, Robert Gordon), de la raréfaction des ressources non renouvelables et de la difficulté croissante à les exploiter, mais aussi du caractère limité des ressources renouvelables (Nicholas Georgescu-Roegen et la loi d'entropie) ; - Anthropologiques : la croissance est un type de civilisation ou de rapport au monde qui repose sur la division du travail et l'échange considéré comme mutuellement bénéfique (Serge Latouche). L'époque moderne a imposé une norme de développement fondée sur la croissance économique et la marchandisation du monde, où la nature est une simple ressource support de l'échange, sans valeur intrinsèque. On peut imaginer un autre mode de vie ou modèle de société qui reposerait sur le bien-vivre ensemble plutôt que sur la croissance et le productivisme ; - Démocratiques : la croissance est un processus de dépossession des besoins par le système industriel et publicitaire et d'« industrialisation du manque » (Ivan Illich, voir aussi John Kenneth Galbraith et Jean Baudrillard). Le système industriel et commercial impose par exemple l'usage des technologies numériques ou une certaine configuration de l'espace incitant à l'utilisation de la voiture, d'où une perte de liberté et de maîtrise des objectifs de la croissance, mais aussi un accroissement des inégalités ; - Spirituels : la décroissance favorise la réappropriation des besoins et des désirs à l'échelle individuelle. Une révolution intérieure est nécessaire pour faire face à la crise de sens que traversent nos sociétés. La "simplicité volontaire" est un moyen de se libérer de l'obligation de consommer toujours plus et de revenir à plus d'authenticité dans nos modes de vie (Pierre Rabhi). » https://ses.ens-lyon.fr/articles/a-solution-de-la-decroissance NB : la conférence [du philosophe Fabrice Flipo à l'ENS de Lyon sur "Le défi du développement durable" - le 8 février 2016] traite également la question de l'impact de la décroissance sur le plein emploi. Des modèles ont été testés et montrent que décroissance et plein emploi sont compatibles. Des observations depuis 30 ans montrent que le lien entre croissance, emploi et pouvoir d'achat n'est pas vérifié sur le long terme. La problématique se centre sur le passage d'une société où l'enjeu est la répartition des fruits de la croissance à une société plus ouverte, où l'enjeu est la recherche de bien-être. Voir aussi : https://www.lemonde.fr/idees/article/2015/12/09/cop21-l-urgence-de-la-decroissance_4828046_3232.html	
---	--

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

	« La question qui se pose réellement est de savoir comment subvenir à nos besoins sans utiliser davantage de ressources. La réponse ne saurait être purement technologique. Elle passe notamment par une réflexion et une redéfinition collective de ce que sont ces besoins et par une remise en cause profonde de l'idéologie de la croissance du PIB. (...) R rompre avec la croissance serait non seulement une garantie de réduction des gaz à effet de serre, mais aurait l'autre avantage non négligeable de nous obliger à réfléchir à une réorganisation plus équitable et plus durable de nos sociétés. » Autres sources possibles (conférences vidéo) : https://ses.ens-lyon.fr/articles/les-limites-du-pib-et-de-la-croissance-comme-indicateurs-de-richesse-et-de-progres (Florence Jany-Canrice) https://ses.ens-lyon.fr/articles/vers-une-societe-post-croissance (Dominique Méda) Les théories de l'économie du bien-être se sont construites pour remettre les hommes et la planète au centre de l'équation, et pour arrêter de considérer la croissance du PIB comme une fin en soi : “A Wellbeing Economy is an economy designed to serve people and the planet, not the other way around. Rather than treating economic growth as an end in and of itself and pursuing it at all costs, a Wellbeing Economy puts our human and planetary needs at the centre of its activities, ensuring that these needs are all equally met, by default”. What is a Wellbeing Economy: Wellbeing Economy Alliance (weall.org) Il faut sortir des modèles utilisant la seule variable de la croissance et se fonder sur l'évolution biophysique et sociale des sociétés pour adopter des modèles multidimensionnels : partir des objectifs et besoins à atteindre en termes environnementaux et sociaux puis définir des scénarios permettant de les remplir. Source : Article « La post-croissance, mais avec quels indicateurs ? » de Florence Jany-Canrice et Dominique Méda (2023) : https://www.ceim.info/revue-l-economie-politique-2023-2-page-64.htm La théorie du Donut fixe 11 besoins humains à remplir (plancher social) dans la limite de ce que la planète peut offrir (plafond environnemental à ne pas dépasser, représenté par les limites planétaires) : l'eau, la nourriture, la santé, l'égalité des sexes, l'équité sociale, l'énergie, l'emploi, la voix, la résilience, l'éducation et le revenu. Source : Théorie du Donut de Kate Raworth (2012) : https://www.oxfamfrance.org/actualite/la-theorie-du-donut-une-nouvelle-economie-est-possible/
--	---

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

Jean Gadrey, Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire (2010. Réed. 2015) Tout est dit dans le titre ! Les modèles décroissants, outre la critique des effets négatifs de la recherche de la croissance et de l'insuffisance du PIB comme indicateur, mettent en avant la réorientation des objectifs vers davantage de commun et " <i>plus de biens et de services publics associatifs à des droits universels (...), plus d'activités et de services où l'on prend soin des gens et de leurs droits (...), plus de logements sociaux de qualité (...), plus de biens qui durent longtemps et qu'on peut réparer (...)</i> » (p. 130-131)" Exemples illustrant la compatibilité entre décroissance et bien vivre : 1°) Dans un article du Monde, Jean Gadrey détaille le cas de l'agriculture et de l'énergie, secteurs pour lesquels un modèle post-croissant permet d'améliorer le contenu en emplois et l'utilité sociale des productions, et la nécessité que les produits les plus durables soient réellement favorisés https://www.lemonde.fr/idees/article/2009/06/12/pour-une-societe-du-plein-emploi-sans-croissance-par-jean-gadrey_1206204_3232.html 2°) Plusieurs auteurs préconisent même une diminution du temps de travail pour que personne ne soit au chômage et que les individus puissent consacrer davantage de temps à d'autres activités. Source : Article « La décroissance peut fonctionner » publié par Nature (12/12/2022) : https://www.nature.com/articles/d41586-022-04412-x 3°) Concernant les revenus, plusieurs mesures peuvent être mises en place : - revalorisation des salaires pour les emplois essentiels qui sont aujourd'hui très mal rémunérés. Ex : Métiers du care : - instauration d'un salaire maximum. Source : Timothée Parrique, cité par Reporterre : https://reporterre.net/Timothee-Parrique-La-decroissance-est-incompatible-avec-le-capitalisme 4°) Concernant la santé, des pathologies sont amenées à être réduites, voire à disparaître, dans une société décroissante. Pensons déjà aux problèmes de santé causés par la croissance. Ex : Stress, santé mentale, addictions, pression et mal être au travail, malnutrition. Source : Livre « Décroissance, Fake or not » de Vincent Liegey (09/2021) : https://www.babelio.com/livres/Liegey-Vincent/croissance-fake-or-not/1353744	Commentaires : quid des devoirs (en face des droits) vis-à-vis de la société ?
---	---

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

Il y a également les problèmes de santé causés par les dégradations environnementales, qui sont amenées à terme à être drastiquement réduites. Ex : Pollution de l'air et de l'eau, canicules, pesticides. Source : Article « La post-croissance, mais avec quels indicateurs ? » de Florence Jany-Catrice et Dominique Méda (2023) : https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2023-2-page-64.htm 5°) S'agissant de la consommation, l'idée est que la satisfaction et le bonheur ne passent pas uniquement par l'achat de marchandises. Source : Timothée Parrique, cité par Reporterre : https://reporterre.net/Video-Et-si-on-essayait-la-decroissance-Le-recit-du-debat-entre-Delphine-Batho-et-du-plus-pas-du-moins-22634 Pour autant, la décroissance ne doit pas être vue comme une « société du moins » à cause du fait que le but soit de réduire la consommation : il s'agit au contraire d'une « société du plus », avec plus de lien social, plus de culture, plus de respect des individus et de la nature. Source : Delphine Batho, citée par Reporterre : https://reporterre.net/Delphine-Batho-La-decroissance-est-une-societe-du-plus-pas-du-moins-22634 En effet, la réduction des biens matériels doit être compensée par une extension de biens incorporels (épanouissement intellectuel, loisirs, activités récréatives), qui passe par la mise en place d'infrastructures et d'équipements collectifs qui les rendront accessibles à la communauté. Source : Article « L'actualité brillante de Sico Marsholt » de Dominique Méda (2023) : https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2023-3-page-89.htm	Comment financer en décroissance les coûts de la nécessaire transition écologique, le maintien du modèle social, les services publics (éducation, santé) ? Les perdants à court terme sur-réagissent toujours dans la rue. C'est le propre de la démocratie. Cas de la Suisse et de la votation. La définition de la décroissance par ses théoriciens intègre le bien-être de façon explicite : <i>“Degrowth is an idea that critiques the global capitalist system which pursues growth at all costs, causing human exploitation and environmental destruction. The degrowth movement of activists and researchers advocates for societies that prioritize social and ecological well-being instead of corporate profits, over-production and excess consumption. This requires radical redistribution, reduction in the material size of the global economy, and a shift in common values towards care, solidarity and autonomy. Degrowth means transforming societies to ensure environmental justice and a good life for all within planetary boundaries.”</i> (https://degrowth.info/degrowth) L'idée de la décroissance est de réduire la production et la consommation, c'est-à-dire de ne plus les fixer comme objectifs, et de se focaliser au contraire sur quatre piliers : - allègement de l'empreinte écologique dans le respect des limites planétaires ; - planification démocratique de la sobriété ; - réduction des inégalités ; - amélioration du bien-être humain. Source : Timothée Parrique, cité par Reporterre : https://reporterre.net/Timothée-Parrique-La-decroissance-est-incompatible-avec-le-capitalisme
---	---

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

L'idée derrière les théories de la décroissance est de redéfinir la hiérarchie des priorités et de : - faire décroître les émissions de GES, les maladies chroniques générées par un environnement malsain, les pesticides, les emplois de mauvaise qualité, les inégalités de salaires, de revenus et de patrimoine - faire croître la satisfaction des besoins sociaux, le bien-être social, la santé sociale, l'égalité, l'accès à des services publics nombreux, la solidarité, les productions nourrissantes, la qualité des produits, de l'emploi, de l'air, de l'eau. Source : Chapitre 7 du livre « La société qui vient » rédigé par Dominique Méda et Florence Jany-Catrice (2023) : https://www.kyn.asso.fr/2023/01/resume-chapitre-7-croissance-la-societe-qui-vient-didier-fassin/ La décroissance est pensée dans l'idée de conserver la planète habitable pour l'être humain : aussi bien ses habitants actuels que les générations futures. Elle a donc pour cap d'assurer la soutenabilité. Seule la décroissance peut assurer la soutenabilité de l'existence sur Terre. Source : Nicolas Georgescu Roegen, cité dans le cours « La soutenabilité de la croissance et du développement » de Vincent Clément : https://www.melchior.fr/cours/complet/cours-3-la-soutenabilite-de-la-croissance-et-du-developpement	
La conférence du Parlement européen <i>"Beyond growth 2023"</i> (https://www.beyond-growth-2023.eu/) adresse de nombreuses questions et propositions relatives à la nécessité de faire évoluer les institutions et objectifs qui pourraient se résumer en un "green and social new deal" pour l'Europe. Voir en particulier le rapport : https://www.europarl.europa.eu/Reg-Data/etudes/STUD/2023/747108/EPRS_STU(2023)747108_EN.pdf Et le papier introductif : https://www.europarl.europa.eu/Reg-Data/etudes/BRIE/2023/747107/EPRS_BRI(2023)747107_EN.pdf Les conclusions de cette conférence ont été résumées ainsi dans la presse : https://www.euro-news.com/2023/05/10/moving-beyond-growth-is-not-only-desirable-it-is-essential <i>"The existing model of growth at all costs has reached its limits", "Human well-being and ecological sustainability have to come first", "A new strategy should be based on the principles of ecological sustainability, social justice, and well-being and should prioritise policies that contribute to these objectives.", "Our economy has to become future fit".</i>	Certains pays ont expérimenté des démarches budgétaires intégrant la dimension de bien-être (au-delà de l'objectif principal de croissance du PIB) mais le bilan de ces expérimentations n'est pas probant : les indicateurs de bien-être ne déterminent pas l'allocation des ressources. - Le Bhoutan a abandonné en 2013 sa mesure du Bonheur national brut (suivi depuis 1971) - La France a établi une liste de « nouveaux indicateurs de richesse » (basés sur le rapport Stiglitz) censée informer les travaux parlementaires sur les budgets, mais le CESE est bien placé pour savoir que ces nouveaux indicateurs ne sont pas pris en compte. - La Nouvelle-Zélande a publié en 2022 et 2023 un budget du bien-être reposant sur 12 dimensions (engagement civique et gouvernance, identité culturelle, environnement, santé, logement, revenus et consommation, emploi et salaires, utilisation du temps, sécurité et sûreté, relations sociales, bien-être subjectif). Ces dimensions sont prises en compte dans les calculs de retour sur investissements publics. Les objectifs du budget 2022 étaient au nombre de cinq : transition juste, santé

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

La mise en œuvre des concepts décroissants s'intègre dans un cadre multidimensionnel. https://www.save4planet.com/ecologie/168/dcroissance-bonheur#titre-2 "Matérialiser le concept de décroissance implique de réduire la consommation et la production inutiles." "D'un point de vue plus pragmatique on peut considérer que la décroissance heureuse passe par une acceptation personnelle d'une réduction de la consommation accompagnée d'un changement de vision du monde consumériste." "Appliquer la décroissance est ainsi possible, mais pour être vraiment effective, la démarche doit être collective tout en intégrant la transformation du mode de vie, l'accélération des innovations technologiques et la mise en place de stratégies politiques globales." En Nouvelle-Zélande, le budget de l'État a par exemple pris en compte le critère du bien-être. Cette situation est en quelque sorte une illustration que la décroissance est possible et que la théorie monte doucement, mais sûrement en puissance. La première ministre du pays a en effet pris la décision de mettre le bien-être aux côtés de critères prépondérants comme l'environnement ou la pauvreté des enfants dans l'évaluation de son budget. Cette démarche suit d'ailleurs celle d'un autre pays autarcique, le Bhoutan, dont l'indicateur de richesse officiel est le BNB ou bonheur national brut. Rendre possible toute démarche de décroissance passe ainsi par les actions des autorités politiques. En matière de fiscalité et de législation, les initiatives peuvent par exemple être prises sur les biens et les transactions induisant des coûts environnementaux et sociaux élevés. La mise en place de taxes sur les billets d'avion se rapproche par exemple des principes de décroissance, tout comme la création de réglementations interdisant l'utilisation des plastiques à usage unique.	Voir contre-argument ci-dessus.
mentale et physique, l'avenir du travail, la réduction des inégalités entre les peuples Maoris et non-Maoris et la baisse de la pauvreté infantile. Mais le changement de gouvernement semble avoir mis cette démarche en pause. La Grande-Bretagne et l'Australie ont aussi développé des cadres statistiques relatifs au bien-être mais ceux-ci n'ont d'autre ambition que d'informer les politiques publiques sans plus d'influence. B2. Wellbeing Budget 2022 - A Secure Future - 19 May 2022 (treasury.govt.nz) Personal wellbeing in the UK - Office for National Statistics (ons.gov.uk) Wellbeing, Living Standards and Distribution - Dr David Gruen - Speech Notes - Treasury Guest Lecture	

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

Outre le domaine de la politique, la prise de conscience récente de la société sur la nécessité d'un changement de mode de vie semble également marquer l'adhésion aux principes de décroissance. La prédilection des consommateurs pour les aliments biologiques au détriment des productions industrielles illustre que l'application de la théorie est tout à fait possible. Ces dernières années, une nette préférence est notée pour les denrées alimentaires provenant d'un mode de culture biologique, comme en témoigne le bond de + 15 % du marché en 2018 suivi d'un + 13,5 % en 2019. Alors que le mode de production de ces aliments est respectueux des sols, les cultures biologiques ont un rendement moins élevé par rapport à celles réalisées à grand renfort d'intrants phytosanitaires. Cette baisse de la production correspond ainsi aux principes du concept de décroissance." "Du point de vue de la consommation, la théorie de la décroissance incite les acheteurs à ne consommer que les produits ou services dont chacun a vraiment besoin. Un tel style de vie reflète une manière plus responsable et plus intelligente de dépenser. Les produits et services actuels considérés comme de luxe seront par ailleurs réduits, pour laisser place à davantage de biens dont la production accorde la priorité à la préservation de l'environnement, à la création de revenus aux communautés locales et à la prise en charge des services sociaux. L'éthique, le social et l'environnement gagnent ainsi davantage d'importance, au détriment de la production brute de richesses. La coopération entre les différentes régions du monde est également maximisée selon la théorie de la décroissance, et le bonheur et le bien-être sont des critères indispensables pour mesurer l'épanouissement des sociétés. Dans la pratique, moins de production pourrait également impliquer de réduire les heures de travail pour laisser plus de temps aux loisirs." D'autres références peuvent être consultées : https://www.nature.com/articles/d41586-022-04412-x, https://www.jean-lauries.org/publication/le-bonheur-est-il-dans-la-decroissance/, https://www.greeneuropeainitiative.eu/not-growing-but-thriving-the-beginning-of-a-paradigm-shift/	Comment prendre en compte le coût des externalités négatives ? Les carnets de commandes des constructeurs sont pleins. Cependant depuis 2023, on assiste à une crise de la filière bio. Le luxe ne s'est jamais aussi bien porté (LVMH, Hermès, Porsche, etc.). On assiste au contraire à une balkanisation/régionalisation des échanges économiques.
---	---

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

Les variables à maximiser dans la mise en œuvre d'une économie décroissante visent à accroître le bonheur par la conciliation de la satisfaction des besoins et le respect des limites planétaires : https://reporterre.net/Delphine-Batho-La-decroissance-est-une-societe-du-plus-pas-du-moins-22634 https://reporterre.net/Video-Et-si-on-essayait-la-decroissance-Le-recit-du-debat-entre-Delphine-Batho-et https://www.researchgate.net/publication/336473890_Bernard_Charbonneau_la_decroissance_fait_croitre_le_bonheur	
Conclusion de Daniel Cohen dans son ouvrage : « Le monde est clos et le désir infini » <i>“Tant que la croissance matérielle restera la seule modalité dont disposent les sociétés modernes pour lutter contre le chômage et faire rêver à un avenir meilleur, il est difficile de penser qu’elles y renonceraient. Mais comme le ressort de la croissance économique moderne est l’intensification du travail et le risque climatique, un triangle infernal se met en place : chômage et précarité d’un côté, tension psychique et écologique de l’autre... [...] Compter sur la seule menace d’un désastre écologique ne suffira pas à mobiliser les peuples. Le fond du problème réside dans un autre rapport entre les personnes, dans les entreprises, entre les nations... la pacification des relations sociales doit prendre le pas sur la culture de la concurrence et de l’envie...”</i>	Si l'éducation est la clé, les influences portées par les réseaux sociaux tendent à attiser la concurrence et <i>in fine</i>, la violence.
Le mythe de la croissance comme étant source et manifestation de progrès est fortement ancré. Notamment en raison des Trente Glorieuses, la croissance est associée à l'amélioration des revenus, du niveau de vie, du confort, de la santé, de l'espérance de vie, voire de la justice sociale. « <i>Délier croissance et progrès, tel est le programme intellectuel qu'il faut d'urgence engager aujourd'hui.</i> » Source : Chapitre 7 du livre « La société qui vient » rédigé par Dominique Méda et Florence Jany-Catrice (2023) : https://www.lvn.asso.fr/2023/01/resume-chapitre-7-croissance-la-societe-qui-vient-didier-fassin/ Il faut donner envie de viser le « mieux être » plutôt que le « plus avoir ». Source : Livre « Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire » de Jean Gadrey (2015) : https://www.babelio.com/livres/Gadrey-Adieu-a-la-croissance-Bien-vivre-dans-un-monde-s/246667 La décroissance est un projet de société à substituer à celui de la croissance, et non un indicateur économique. Il s'agit de redéfinir le sens de nos vies et de s'interroger sur le monde dans lequel on veut vivre. Source : Livre « Décroissance, Fake or not » de Vincent Liegey (09/2021) : https://www.babelio.com/livres/Liegey-Decroissance-fake-or-not/1353744 Il faut opérer un changement radical de paradigme : - rompre avec la représentation d'un humain séparé de la Nature et transcendant celle-ci en réinscrivant les humains dans l'ensemble de la biosphère ;	Construction d'un nouveau récit

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

- substituer à l'objectif de conquête et d'exploitation les notions de respect, d'amour et de soin - changer d'indicateurs de manière à cesser d'occulter les dégradations apportées au patrimoine naturel ou à la cohésion sociale. Source : Chapitre 7 du livre « La société qui vient » rédigé par Dominique Méda et Florence Jany-Catrice (2023) : https://www.lvin.asso.fr/2023/01/resume-chapitre-7-croissance-la-societe-qui-vent-didier-fassin/	
2/ Arguments contre et contre-arguments	
Arguments contre Si de premiers travaux économiques commencent à modéliser la décroissance ou la post-croissance (références ci-dessous et cf. question F), aucun pays n'a fait le choix volontaire de la décroissance. D'un point empirique, nous ne connaissons pas les liens entre décroissance et bien vivre. Changement climatique : « Aucun scénario scientifique n'inclut d'hypothèses de décroissance jusque très récemment » (lemonde.fr) A Successful Assessment of the Economic Impacts of Ecological Transition Policies in the EU Requires the European Commission to Broaden the Range of Its Modelling Tools, Pierre Jacques (UCLouvain) et Camille Souffron (ENS Paris), décembre 2023 Source : Antoine Budno, cité par le Figaro : https://www.lefigaro.fr/2022/11/21/actualites/le-figaro-27-pilotat-que-la-decroissance-mortifere-misons-sur-la-croissance-durable-20221121	Contre-arguments Même si la décroissance n'a jamais été appliquée à grande échelle, « il y a déjà un grand nombre d'espaces dans nos sociétés dans lesquels des mesures décroissantes sont expérimentées au quotidien ». Ex : Low tech, permaculture, circuits courts, vente en seconde main. Source : Vincent Liegey, cité par France Info : https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/l'article-a-lire-pour-tout-comprendre-a-la-decroissance-pronee-par-certains-candidats-a-la-primaire-ecolee-gliste_4747435.html
L'amélioration du bien-être nécessite des investissements et des innovations qui alimentent la croissance du PIB : exemple du poids de la société Novo Nordisk sur le PIB du Danemark (laboratoire qui produit l'Ozempic) <u>L'incroyable impact de Novo Nordisk sur le PIB du Danemark Les Echos</u> La bifurcation vers une planification visant l'absence de croissance, avec une coordination des évolutions des différents secteurs économiques vers cet objectif, est complexe et interrogé : a-t-elle du sens au niveau national et comment l'inscrire dans une gouvernance mondiale ? (Cf. question F)	
Comment convaincre les pays à revenus intermédiaires et en développement à renoncer à la croissance de leur économie ? Si le PIB est amené à stagner ou à décroître, la décroissance des revenus des seuls plus riches (et plus pollueurs) est-elle réaliste ? La "fuite" vers des pays plus accueillant n'en découlera-t-elle pas ?	

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

La croissance permet d'augmenter le niveau de vie des plus pauvres, c'est-à-dire de réduire la pauvreté absolue. Depuis 1950, la croissance de l'économie a permis de diviser par près de six le pourcentage de la population mondiale en situation de pauvreté extrême. Entre 1990 et 2010, le nombre de personnes en situation de pauvreté extrême a baissé de 500 millions. Source : Rapport sur les perspectives économiques globales de la Banque Mondiale (2019) Des taux de croissance records sont nécessaires pendant le reste de la décennie pour éliminer l'extrême pauvreté dans le monde d'ici 2030. Il faudrait notamment que l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne (qui abrite environ 60% des personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde) maintiennent un taux de croissance du PIB par habitant de 9% par an jusqu'en 2030. Sources: Rapport « Poverty and shared prosperity 2022 » de la Banque Mondiale : https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/a33782e6-415e-5699-a9a8-4a50d4ae3bc + Résumé par le communiqué de presse « La réduction de l'extrême pauvreté dans le monde est au point mort » (05/10/2022): https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/10/05/global-progress-in-reducing-extreme-poverty-grounds-to-a-halt	Les pays pauvres ont besoin de croissance jusqu'à un certain seuil (environ la moitié du PIB par habitant en France) pour assurer leur développement. Par la suite, il n'est pas forcément souhaitable que la croissance industrielle des pays pauvres suive le même modèle productiviste et pollueur que celui qui a guidé les pays occidentaux. Il s'agit d'une vision très anthropocentrée et occidentaliste, la plupart des habitants du globe n'ont pas forcément l'objectif de « vivre à l'occidentale, avec nos représentations et nos outils de mesure de la richesse, notre salariat omniprésent, notre urbanisation et nos normes de confort matériel » (près d'un actif sur deux est paysan dans le monde). Source : Article « Pauvreté, bien vivre et croissance » de Jean Gadrey (26/03/2010) : https://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2010/03/26/pauvrete-bien-vivre-et-croissance La théorie de la décroissance est sélective et ne concerne « que les pays riches ayant déjà atteint des seuils de production suffisants pour satisfaire les besoins de leur population ». Source : Timothée Parrique, cité par France Info : https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/l-article-a-lire-pour-tout-comprendre-a-la-decroissance-pionnee-par-certains-candidats-a-la-primaire-ecolee-giste_4747435.html
Décroissance de secteurs essentiels Il existe toute une catégorie de secteurs qui sont essentiels au développement et à la vie : santé, éducation, alimentation, recherche, logement, culture, fonctionnement de la démocratie, sécurité, etc. Les faire décroître pourrait grandement porter atteinte au bien vivre. Source : Article « De l'économie de la survie à l'économie de la vie » de Jacques Attali (17/04/2020) : https://www.attali.com/societe/de-leconomie-de-la-survie-a-leconomie-de-la-vie/	Le but n'est pas de stopper toute croissance, certains secteurs auront besoin d'investissements massifs pour être développés ou maintenus. Certains auteurs préfèrent parler de post-croissance, car peu importe qu'il s'agisse de croissance ou de décroissance tant que les objectifs de bien-être social et de respect des limites planétaires sont atteints. Les données et calculs actuels ne permettent pas de déterminer si la société post-croissance sera une croissance ou une décroissance du PIB. Exemple de source : Article « La post-croissance, mais avec quels indicateurs ? » de Florence Jany-Catrice et Dominique Média (2023) : https://shs.cairn.info/revue-leconomie-politique-2023-2-page-64?lang=fr
Démocratie et décroissance	La décroissance est l'occasion d'organiser des consultations, des délibérations, des consultations, afin de redéfinir les besoins et mesures à mettre en place. Source : Livre « Décroissance, Fake or not » de Vincent Liegey (09/2021) : https://www.babelio.com/livres/Liegey-Decroissance-fake-or-not/1353744

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

Une société de décroissance ressemblerait à une « dictature verte » conduisant à un système autoritaire pour tenter de régler en urgence la question environnementale. Il s'agirait d'un système de paupérisation fonctionnant mal et défavorable à la démocratie. A terme, l'humanité risquerait de se jeter sur les dernières ressources naturelles disponibles. Source : Antoine Buéno, cité par France Inter : https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/zoom-zoom-zen/zoom-zoom-zen-du-mardi-08-novembre-2023-6530906	En revanche, la croissance n'est pas en accord avec certains principes démocratiques car elle correspond à un « processus de dépossession des besoins par le système industriel et publicitaire et d'industrialisation du manque ». Ex : Une certaine configuration de l'espace incitant à l'utilisation de la voiture est imposée, ce qui conduit à une perte de liberté. Source : Article « La solution de la décroissance » de Fabrice Filipo (20/02/2016) : https://ses.ens-lyon.fr/articles/la-solution-de-la-decroissance Il est critiquable que la population ne soit pas consultée pour le développement de certaines technologies, d'autant plus lorsqu'elles impliquent fortement la planète. Ex : 5G. Source : Livre « Décroissance, Fake or not » de Vincent Liegey (09/2021) : https://www.babelio.com/livres/Liegey-Decroissance-fake-or-not/1353744 La situation décrite par Antoine Buéno ressemble plutôt à une situation de décroissance subie, car qui dit décroissance dit indépendance et souveraineté, et dit donc résilience. Une décroissance organisée facilitera la résistance face aux crises. Source : Timothée Parrique, cité par Reporterre : https://reporterre.net/Timothée-Parrique-La-decroissance-est-incompatible-avec-le-capitalisme
--	--

Question E : Pourrait-on bien vivre sans croissance du PIB, voire avec une décroissance du PIB ?

Question F : La France a-t-elle la capacité d’organiser la décroissance si l’Europe et le reste du monde visent la croissance ?

Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?

Référents : Pierre Goguet et Sylvain Boucherand
Membres : Catherine Guerniou, Soraya Duboc, Elodie Martinie-Cousty, Aminata Niakate, Thierry Coué, Fanny Arav, Alain Durand

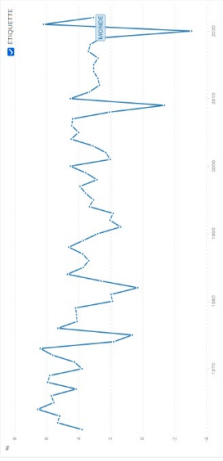
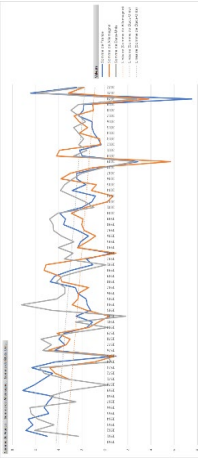
Introduction

Ce groupe a travaillé sur deux dimensions concomitantes de la problématique « croissance/décroissance » : d’une part, il s’est interrogé sur la capacité d’un pays d’engager seul une dynamique de décroissance dans une économie mondiale globalisée caractérisée par d’importantes dépendances sur les matières premières et les chaînes d’approvisionnement ; d’autre part, il s’est interrogé sur la possibilité pour une entreprise de perdurer en renonçant à une dynamique de croissance et en priorisant les objectifs de RSO et d’empreinte carbone et matière.

1/ Arguments pour et contre-arguments

Arguments pour	Contre-arguments
La Finlande et de la Nouvelle-Zélande ont fait le choix d'indicateurs de "bien-être" dans l'élaboration de leurs politiques publiques https://www.novethic.fr/actualite/politique/lsr-rse/finlande-et-nouvelle-zelande-la-reussite-de-ces-pays-ringar-dise-le-pib-150305.html	La Nouvelle-Zélande a engagé le démantèlement de l'État providence dans les années 90s, connu une croissance annuelle du PIB de l'ordre de 2,8% depuis les années 2000 mais également une montée d'une protestation sociale qui se traduit, au plan politique, par la montée du parti populiste. Politiques publiques et bien-être en Nouvelle-Zélande (openedition.org)
Exemple de pays s'étant détaché de l'indicateur PIB : le Bhoutan https://www.rtf.be/article/au-bhoutan-le-bonheur-national-brut-remplace-le-pib-9892664	Dès son ouverture au monde et l'adoption de modes de vie occidentaux (télévision, nouvelles technologies, alcool), le Bhoutan a vu monter les problèmes sociaux. Not a Happy Place: Bhutan Faces Serious Socio-economic Problems – NUS Institute of South Asian Studies (ISAS)

*Question F – La France a-t-elle la capacité d’organiser la décroissance si l’Europe et le reste du monde visent la croissance ?
Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?*

Le monde globalement voit sa croissance ralentir... bientôt la décroissance ? https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GOPM.KT.KD.ZG?end=2022&start=1961&view=chart Graphique : Monde  Graphique : Allemagne, États-Unis et France  La France, l'Allemagne et les États-Unis s'orientent à court terme vers la non-croissance (et en tendanciel passer en décroissance dans moins de 10 ans) : Source : Banque mondiale Beaucoup de pays sont d'ores et déjà en décroissance du PIB, ou plutôt en récession : https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GOPM.KT.KD.ZG?end=2022&most_recent_value_desc=false&start=2022&view=map	

Question F – La France a-t-elle la capacité d'organiser la décroissance si l'Europe et le reste du monde visent la croissance ?
Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?

La croissance des économies avancées devrait ralentir à 2,5 % en 2022 ; 1,5 % en 2023 ; 1,2 % en 2024 ; croissance en fléchissement des pays de l'Asie de l'Est et de l'Europe de l'Est ; stabilité de la croissance pour l'Asie de Sud et l'Amérique latine ; accélération de la croissance pour l'Afrique et le Moyen-Orient. OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2 OECD Economic Outlook (oecd-ilibrary.org)	
Le scénario « Génération frugale » de l'Ademe retient comme hypothèse la stagnation de la demande énergétique. Le commerce international se contracte, l'économie devient plus protectionniste, les circuits courts et les services sont favorisés. Transition(s) 2050 : Choisir maintenant agir pour le climat- Rapport (ademe.fr)	
Le PIB, qui est une abstraction, peut croître sans que la consommation de matière croisse nécessairement, cependant les besoins incompressibles, ce « soubassement » (alimentation, logement, transports), conduisent à une consommation toujours croissante des énergies. Audition de M. Jean-Baptiste Fressoz, 21/02/2024	
Le PIB national étant la somme de PIB sectoriels, on peut s'organiser pour favoriser certains secteurs (santé, logement social, mobilité collective et décarbonée, alimentaire, énergie décarbonée...) et organiser la décroissance d'autres (automobile, finance, publicité, aviation ...) ?	Les effets attendus d'une décroissance sur un secteur peuvent être contre-carrés par les réactions des clients et des concurrents : si les compagnies aériennes européennes sont taxées et reportent ces hausses fiscales sur les billets d'avion, les clients se déportent vers les offres moins onéreuses. Cela s'est vu sur le transport routier et sur le maritime.
Tim Jackson (Université de Surrey, GB) – « Prospérité sans croissance : comment faire ? » S'agissant d'un nouveau modèle économique « qu'importe que personne ne sache à quoi ressemble une telle économie ? Mais elle devra intégrer : - Besoin d'investissement à long terme, à retour lent ; - Des biens durables dans des technologies propres à faible empreinte carbone ; - Les secteurs de la santé, l'éducation, logements de bonne qualité, système de mobilités efficaces. L'entreprise y a toujours un rôle essentiel : de nouvelles entreprises, de taille plus réduites, orientées vers des services « humains » de valeur... le changement est inévitable : il n'y a pas de scénario confortable. Une économie de services portée par des « entreprises écologiques » qui : - contribuent de manière positive à la prospérité de l'humanité - soutiennent la communauté et procurent des existences décentes - consomment aussi peu que possible de matières premières et d'énergie. »	

*Question F – La France a-t-elle la capacité d'organiser la décroissance si l'Europe et le reste du monde visent la croissance ?
Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?*

Le développement de l'économie circulaire constitue un facteur-clé pour transitionner vers une économie décarbonée : cas de la Suède. « La Suède offre un cas particulièrement intéressant de planification écologique » lemonde.fr	
Dans des secteurs en croissance, on trouve des entreprises en déclin et inversement, dans des secteurs en déclin, il peut y avoir des entreprises en croissance. Ainsi, au niveau de l'entreprise, son fonctionnement pérenne n'est pas lié au fait que l'économie mondiale soit en croissance ou en décroissance.	

2/ Arguments contre et contre-arguments

Arguments contre	Contre-arguments
Pour des raisons notamment démographiques, plusieurs secteurs ne peuvent décroître : l'alimentation, la santé, l'éducation, le logement, les énergies décarbonées, les infrastructures, etc. De l'économie de la survie à l'économie de la vie. - Jacques Attali	Les scénarios de décroissance restent rudimentaires mais pointent un effet important de la variable « croissance du PIB » sur la faisabilité de l'atteinte des objectifs de la transition écologique (moins consommation d'énergie donc moins pression sur le développement des renouvelables, moins besoin de capture de CO ₂) Changement climatique : « Aucun scénario scientifique n'inclut d'hypothèses de décroissance jusque très récemment » lemonde.fr Downscaling down under: towards degrowth in integrated assessment models , Jarmo S. Kikstra et al.
Il n'existe pas de modélisation économique de la décroissance permettant d'informer les choix de politiques publiques.	Les Travaux des économistes Pierre Jacques et Camille Souffron insistent sur la nécessité d'intégrer dans les modèles actuellement utilisés par la Commission européenne des modélisations complémentaires, y compris empiriques, afin de mieux appréhender les impacts du changement climatique et la nécessaire adaptation qui s'impose à nous. Dans une chronique du Monde en date du 24 avril 2024, Jean-Baptiste Fressoz, par ailleurs auditionné par les commissions le 21 février, signalait que des économistes avaient, pour la première fois, calculé précisément les effets positifs d'une diminution de croissance sur l'évolution du climat. A Successful Assessment of the Economic Impacts of Ecological Transition Policies in the EU Requires the European Commission to Broaden the Range of Its Modelling Tools , Pierre Jacques (UCLouvain) et Camille Souffron (ENS Paris), décembre 2023

Question F – La France a-t-elle la capacité d'organiser la décroissance si l'Europe et le reste du monde visent la croissance ?
Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?

	Changement climatique : « Aucun scénario scientifique n'inclutait d'hypothèses de décroissance jusque très récemment » (lemonde.fr) Downscaling down under: towards degrowth in integrated assessment models, Jarmo S. Kikstra et al.													
Sans augmentation de la croissance potentielle, c'est-à-dire des gains de productivité et de la natalité, le risque d'une dissolution de la société est fort. La croissance n'est pas une fin en soi mais elle est nécessaire pour maintenir la cohésion sociale. Il faut « provoquer la nouvelle réaction en chaîne offre-demande-innovation », les ménages doivent être en mesure d'acquérir les nouveaux produits et services plus écologiques, économies en énergie carbonée »	<table><tr><th>Fondamentaux économiques</th><th>Trajectoire souhaitable 2050</th><th>Réalité 2009-2018</th></tr><tr><td>Taux annuel de croissance du PIB</td><td>2,2%</td><td>0,92%</td></tr><tr><td>Taux annuel de croissance de l'emploi</td><td>0,36%</td><td>0,23%</td></tr><tr><td>Taux d'investissement</td><td>24%</td><td>22%</td></tr></table> « La grande rupture » Jean-Hervé Lorenzi et Alain Villemeur	Fondamentaux économiques	Trajectoire souhaitable 2050	Réalité 2009-2018	Taux annuel de croissance du PIB	2,2%	0,92%	Taux annuel de croissance de l'emploi	0,36%	0,23%	Taux d'investissement	24%	22%	Il faut se placer au niveau du marché européen pour atteindre une masse critique (500 millions d'habitants). C'est tout le sens du « rapport Letta » qui relève que « le manque d'intégration dans les secteurs de la finance, de l'énergie et des communications électroniques est une des raisons principales du déclin de la compétitivité de l'Europe » Enrico Letta – Much more than a market (April 2024) (europa.eu) Le rapport Draghi sur la compétitivité européenne, attendu pour septembre 2024, reprendra certaines analyses sur les économies d'échelle comme facteur de compétitivité européenne. Mario Draghi appelle à penser l'Union européenne comme une grande puissance Les Echos Des niveaux sub-nationaux expérimentent des voies de réduction de leur consommation d'énergie : transition énergétique en Hauts-de-France sur la base d'une approche impliquant la société civile et en s'appuyant sur les travaux de M. Rifkin rev3 - Hauts-de-France Entreprises (hautsdefrance.fr)
Fondamentaux économiques	Trajectoire souhaitable 2050	Réalité 2009-2018												
Taux annuel de croissance du PIB	2,2%	0,92%												
Taux annuel de croissance de l'emploi	0,36%	0,23%												
Taux d'investissement	24%	22%												

Question F – La France a-t-elle la capacité d'organiser la décroissance si l'Europe et le reste du monde visent la croissance ?
Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?

L'hypothèse de croissance potentielle de long terme (population active+productivité), reprise de la SNBC 2020 est de 1,3% par an dont 1,1 % de productivité. « L'impact macro-économique de la transition paraît mesuré et modifie peu la trajectoire de PIB du cadrage économique général. La transition entraîne une réorientation des investissements et des emplois vers certains secteurs qui bénéficient donc de la transition énergétique (par exemple le secteur des bâtiments grâce aux investissements dans la rénovation énergétique). » 2020-03-25_MTES_SNBC2.pdf (ecologie.gouv.fr)	
Le rapport Mahfouz-Pisani Ferry note qu'à moyen terme, la croissance reprend après les ajustements nécessaires à la transition écologique. Il estime nécessaire de renforcer la coordination de l'action collective pour faire d'avantage converger les objectifs et adopter une jauge commune des efforts (prix du carbone explicite, effectif, implicite). 2023-incidences-economiques-rapport-pisani-ferri.pdf (strategie.gouv.fr)	
« L'entreprise est un corps vivant dont la survie dépend de ses réponses en temps réel aux signaux du monde extérieur (...) le terme "décroissance" fait partie de ce vocabulaire inconnu dans la langue des entrepreneurs (...). Derrière le mot « décroissance », il y a la vision d'un système réformé d'en haut par un collectif "éclairé" (...). Le pragmatisme est l'essence même de l'esprit d'entreprise (...) leur stratégie intègre la vision d'un monde plus économe des ressources de la planète et d'un marché plus ouvert aux demandes "qualitatives" de la société civile (...). Chaque entreprise reste un cas particulier (...) les entreprises ne sont pas en mesure d'adopter des attitudes collectives homogènes face aux interpellations des prosélytes de l'écologie (...). Pour l'entrepreneur, le mot décroissance ne peut avoir d'autre sens que celui d'appel en faveur d'une autre croissance ». Selon Pierre-André de Chalendar (Saint-Gobain) "Chaque nouvelle mesure de l'environnement nous ouvre des perspectives de business", donc de croissance (sur des filières décarbonées), mais d'une croissance différente. Source : Un autre modèle de croissance pour l'entreprise, Jacques Barraux, dans Constructif n°31, janvier 2012 : Un autre modèle de croissance pour l'entreprise - Les débats de la décroissance - Constructif	

Question F – La France a-t-elle la capacité d'organiser la décroissance si l'Europe et le reste du monde visent la croissance ? Les acteurs économiques peuvent-ils fonctionner de manière pérenne dans un monde sans croissance ?

4

Questionnements initiaux

Lors des débats préparatoires à l'exercice de clarification de controverse auquel s'est livrée la commission de l'environnement du CESE, de multiples axes de questionnement, quelquefois très proches, ont été envisagés. Sans en constituer une liste exhaustive, ceux qui suivent donnent une idée des réflexions qui ont animé les échanges de la commission.

Les questions imprimées en caractères gras sont celles qui, parfois légèrement modifiées dans leur rédaction, ont finalement été retenues, au terme d'arbitrages collectifs.

A. Impacts de la croissance et limites planétaires

Est-il possible d'avoir une croissance sans impact sur l'environnement ?

Comment créer des richesses qui permettent d'augmenter le progrès social sans détruire la planète et, au contraire, en régénérant les richesses naturelles autant que notre cohésion sociale ?

L'absence de prise en compte rigoureuse des impacts de la croissance sur l'environnement au cours des dernières décennies a-t-elle une explication rationnelle ?

Peut-on continuer à croître tout en respectant nos objectifs climatiques ?

La croissance est-elle obligatoirement arrimée aux énergies fossiles ?

La croissance du PIB est-elle soutenable sur une planète aux ressources finies ?

Que l'on parle du PIB ou de n'importe quel indicateur alternatif, est ce que la croissance repose sur des volumes réalistes de ressources naturelles ? Conduit-elle à une impasse, qui peut aller jusqu'à l'effondrement de notre modèle économique et industriel ?

La croissance, telle qu'elle est actuellement mesurée, est-elle compatible avec le respect des limites planétaires ?

À comptabilité inchangée du PIB, la croissance est-elle compatible avec les limites planétaires ?

Peut-on être en croissance pour les uns et en décroissance pour les autres ? Est-ce suffisant pour rester dans les limites planétaires et est-ce juste ?

B. Ressources nécessaires à la croissance

La croissance (infinie) du PIB est-elle possible dès lors que l'on entre dans une période de contraction des énergies fossiles, qu'elle soit subie (par réalités géologiques) ou choisie (par engagement climatique) ?

C. Croissance et découplage

Le découplage entre croissance et impacts sur la biosphère / dépassement des limites planétaires est-il possible ?

Le découplage entre croissance et impacts sur la biosphère / dépassement des limites planétaire a-t-il déjà été observé ?

La croissance globale du PIB peut-elle être découplée des consommations de ressources (matières, énergie...) et des impacts sur la nature ?

D. Croissance et inégalité / pauvreté

La croissance réduit-elle les inégalités ?

La croissance du PIB est-elle une garantie de redistribution des richesses et de baisse des inégalités ?

Comment sortir au niveau mondial de la pauvreté et de la précarité du quotidien sans énergie, sans croissance des emplois et de l'éducation ?

Le scénario unique de décroissance est-il tenable dans la durée pour la planète sans conséquences graves sur les plans politique et social ? (inégalités existantes déjà flagrantes entre nations, voire au sein d'un même pays entre les différentes catégories de populations ou régions).

Peut-on être en croissance pour les uns et en décroissance pour les autres ? La distribution inégale de la croissance associée à l'inflation ne génère-t-elle pas une décroissance pour les bas/moyens revenus et une croissance pour les hauts ? La chute de la consommation alimentaire ou des constructions n'en est-elle pas le reflet ?

Comment faire accepter aux populations des territoires les moins développés un scénario de développement moins soutenu visant à protéger notre planète, alors même qu'elles aspirent à un rattrapage ?

Comment arbitrer entre solutions territoriales et solutions nationales pour garantir égalité des droits sur l'ensemble des territoires ?

E. Croissance et modèle social

Le maintien et le financement de notre modèle social peuvent-ils être garantis sans croissance du PIB ?

Le financement de notre modèle social / des dépenses sociales est-il tributaire de la croissance du PIB ?

Le maintien et le financement de notre modèle social dépend-il seulement de la croissance du PIB ?

Un modèle social visant l'égalité, des conditions de vie digne et le bien-être pour chacun et chacune est-il dépendant de la croissance ?

La stabilité du modèle social français est-elle impérativement liée à la croissance ?

Quelle a été l'évolution du partage de la richesse entre socialisation, rémunération du travail et capital depuis le début du XXème siècle ?

Comment relever les défis simultanés du vieillissement (et du coût social correspondant : nombre d'actifs par retraité ?) et des migrations à venir. Comment être prêts ?

La décroissance est-elle compatible avec le modèle de sécurité sociale français ?

F. Décroissance et conditions de vie

La décroissance du PIB est-elle liée à l'amélioration des conditions de vie sur terre ?

La décroissance est-elle une condition du vivre mieux ?

Pourrait-on vivre aussi bien sans croissance, voire avec une décroissance du PIB ?

La décroissance est-elle synonyme de baisse de la qualité de vie et de baisse du bien-être ?

La décroissance du PIB est-elle motrice de décadence ?

Comment motiver le consommateur et le citoyen dans un engagement actif pour la planète sans lui donner le sentiment d'un recul ?

Quelles sont les limites des solutions individuelles par substitution versus solutions collectives par report et modification structurelle (ex : voitures individuelles électriques / développement des transports publics, modification des règles d'urbanisme) ?

G. Croissance et éducation / sensibilisation

Dans la mesure où l'éducation et la formation tout au long de la vie visant à préparer les citoyens à des comportements vertueux en termes de consommation tout en cultivant leur capacité de réflexion et d'innovation sont considérés comme une priorité absolue pour relever les défis du réchauffement climatique, cela ne passe-t-il pas par un minimum de croissance, dont les fruits devront être réinvestis à bon escient ?

Comment peut-on amener une population à la décroissance alors que la croissance a été depuis plusieurs années fulgurante ?

Comment éduquer et engager les citoyens dans les grandes transitions à commencer par le changement climatique ?

Comment motiver des gens à protéger leur environnement, en particulier ceux qui ne sont pas prêts à le faire ?

H. Croissance et économie

Si la croissance et la pérennité de notre modèle économique sont possibles techniquement et économiquement, sont-elles souhaitables éthiquement ? Les effets collatéraux qu'ils produisent, sociaux ou environnementaux, sont-ils acceptables moralement ?

Croissance et développement sont-ils liés ?

La croissance est-elle une finalité ou une conséquence ?

Est-ce une fin en soi d'avoir des leviers de croissance ?

Les activités économiques peuvent-elles exister dans un monde sans croissance ?

Dans un système global qui ne serait plus en expansion perpétuelle, quel serait le modèle économique des entreprises ?

Y a-t-il des modèles économiques pour les entreprises dans un monde en décroissance ?

Comment embarquer :

→ plus de petites et très petites entreprises dans une démarche écocitoyenne, sans alourdir leurs quotidiens ?

→ les TPE & PME vers une transition juste et applicable facilement ?

Les entreprises peuvent-elles fonctionner dans un monde sans croissance ?

Peut-on faire la décroissance en France si le reste du monde vise la croissance ?

Comment aller vers une décroissance sans impacter les milieux professionnels ?

La décroissance peut-elle être génératrice d'emplois et à quelles conditions ?

Comment donner l'envie d'entreprendre quand on parle de décroissance ?

Quel modèle serait le plus vertueux afin que les salariés et les entrepreneurs trouvent ensemble un juste équilibre pour un développement prospère et durable ?

La décroissance peut-elle permettre l'innovation technologique ?

Peut-on continuer d'innover dans un monde sans croissance ?

Une démarche résolument volontariste et offensive en matière d'innovation (technologique et organisationnelle visant par exemple à développer des énergies propres) ne serait-elle pas de nature à créer des leviers de croissance (nouveaux métiers, nouvelles compétences...) ?

Est-il possible de passer de 10 tonnes de CO₂/habitant à 2 tonnes en maintenant des objectifs de croissance économique ?

Si on adapte notre mesure de la création de valeur via la prise en compte d'une nouvelle comptabilité (type modèle CARE), le système financier (cotisations) et fiscal est-il à revoir fondamentalement ?

Comment mieux associer les salariés et les parties prenantes, dont les syndicats, dans le processus de définition des indicateurs, tant au niveau national qu'au sein des entreprises ?

Comment embarquer les fédérations et les filières professionnelles ?

I. Croissance et transition écologique

La transition écologique est-elle un frein à la croissance parce qu'elle mobilise des ressources financières qui pourraient aller ailleurs dans l'économie ?

Comment répondre aux exigences en termes de financements, de compétences, de ressources à mobiliser dans la durée (voir notamment rapport J. Pisani-Ferry, S. Mahfouz) ?

Comment faire baisser la dette et dégager des moyens pour financer les transitions ?

Comment s'assurer d'une indépendance énergétique, alimentaire, santé, en matériaux critiques indispensables à la transition écologique, sans développer les filières de demain en ces domaines ?

Quelles sont les filières à développer ? Quelles seront les énergies du futur ?

Quelles sont les filières à réduire ou avec des changements de process (GES, énergie...) ?

Quelles sont les innovations et les technologies les plus prometteuses ?

Faut-il adapter les instruments de mesures de l'économie (comptabilité nationale, PIB, comptabilité des entreprises) et comment, pour permettre une vraie internalisation ?

La croissance économique peut-elle se maintenir dans la sobriété ?

A. Genèse et principes

En 1955, l'économiste Simon Kuznets théorise l'existence d'une courbe en U inversé permettant de prévoir et de décrire la relation entre croissance économique (mesurée par le PIB), et inégalités de revenus. La « courbe de Kuznets » identifie ainsi une corrélation entre croissance économique et réduction des inégalités : si, dans un premier temps, la transition vers un modèle économique industriel tend à accroître les inégalités de revenus, les revenus individuels tendent à augmenter et à se rapprocher une fois l'économie transformée¹.

Adaptée par les économistes Grossman et Krueger sous la forme d'une « courbe environnementale de Kuznets » (CEK), cette théorie est utilisée par une partie de la doctrine pour identifier un potentiel découplage entre croissance économique et impacts négatifs sur l'environnement². Le postulat est le suivant : la relation entre croissance économique et impacts environnementaux évolue en fonction de deux³ ou trois phases⁴ (selon les interprétations)⁵, et se traduit toujours par un découplage des impacts environnementaux et de la croissance économique (i.e., une « croissance verte »).

Ainsi théorisée, la CEK assure la continuité du modèle économique actuel de croissance et justifie les arguments technosolutionnistes. Cependant, la réalité ou la pertinence des projections réalisées par la CEK est largement remise en question par une partie de la doctrine économique récente, témoignage d'une absence de consensus dans la communauté scientifique sur l'existence d'un potentiel découplage.

1 P. H. Leal, A. C. Marques, « *The evolution of the environmental Kuznets curve hypothesis assessment: A literature review under a critical analysis perspective* », in : *Heliyon*, n°8, 2022, p. 3.

2 Voir pour une présentation générale : B. Hamaide, S. Faucheux, M. Neve, M. O'Connor, « Croissance et environnement : la pensée et les faits », in : *Reflets et perspectives de la vie économique*, n°4, tome. LI, 2012, pp. 15-17.

3 Une première phase de développement ou de transition économique caractérisée par de faibles moyens disponibles pour mettre en place des règles de protection de l'environnement, une réglementation environnementale faible et donc une forte dégradation de l'environnement ; et une seconde phase dans laquelle l'économie développée permet une évolution technologique au service de la mitigation des impacts environnementaux, une prise de conscience généralisée des enjeux environnementaux et une réglementation plus stricte.

4 Une première phase dite « pré-industrielle », caractérisée par l'utilisation de modes de production polluants, l'absence de prise de conscience des enjeux environnementaux et par la dégradation de l'environnement ; une deuxième phase industrielle caractérisée par l'épuisement progressif des ressources naturelles et la continuité des dégradations ; et une troisième phase caractérisée par un changement structurel de l'économie vers un modèle basé sur le service, l'information et la technologie, où les réglementations environnementales sont plus fortes, où le progrès technologique permet une production verte et où une prise de conscience généralisée change les habitudes de consommation au profit de comportements responsables.

5 P. H. Leal, A. C. Marques, « *The evolution of the environmental Kuznets curve hypothesis assessment: A literature review under a critical analysis perspective* », *op.cit.*, p. 3.

B. Variables et limites de la théorie

Plusieurs variables et éléments tendent à remettre en question la véracité des scénarios projetés par les modélisations CEK, parmi lesquels :

→ L'absence de prise en considération des impacts de la consommation :

La CEK part du postulat qu'en augmentant le revenu disponible (soit le PIB), le comportement des consommateurs évoluera dans le sens d'une meilleure qualité de vie, ce qui suppose de mieux protéger l'environnement. Pourtant, une hausse de revenus n'encourage pas nécessairement une consommation plus verte : les dépenses individuelles peuvent également se diriger, par exemple, vers des industries de loisirs polluantes. Par ailleurs, la CEK ne mesure que l'impact de la production nationale sur l'environnement, sans prendre en compte l'impact négatif de la consommation de biens importés résultant d'activités polluantes.

→ Le commerce international⁶ :

Les règles du commerce international ont deux effets qui tendent à remettre en question la pertinence des modélisations CEK. D'une part, la compétitivité induite par le système international pousse les États à spécialiser leurs économies. Certains États centrent ainsi leur modèle de croissance sur des industries particulièrement polluantes. D'autre part, le « dumping environnemental » (abaissement ou maintien d'une réglementation environnementale permissive pour attirer les industries polluantes) est également une conséquence des règles du commerce international.

Quand l'économie d'un État évolue vers un modèle moins polluant, centré sur le tertiaire, il est donc pertinent de chercher l'existence d'une potentielle délocalisation de ses industries de production primaires, plus polluantes, dans d'autres États spécialisés.

→ L'utilisation d'indices, de méthodes et de champs géographiques variables entraîne des résultats hétérogènes :

En fonction de l'indice environnemental utilisé (émissions de gaz à effet de serre, impact sur la qualité de l'eau ou sur la biodiversité, qualité de l'air...), les résultats modélisés par la CEK varient largement. L'existence d'une courbe en U inversé, synonyme de découplage, ne se vérifie que pour certains indicateurs⁷.

⁶ Voir généralement S. Dinda, « *Environmental Kuznets curve hypothesis : a survey* », in : *Ecol. Econ.*, vol. 49, 2004, pp. 431-455.

⁷ Voir par ex. H. Altinas, Y. Kassouri, dans « *The environmental Kuznets Curve in Europe related to the per-capita ecological footprint or CO₂ emissions?* », in : *Ecological Indicators*, n°113, 2020, 14 p., URL : [j.ecolind.2020.106187](https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2020.106187)20230222-1-uir5ul-libre.pdf (d1wqtxts1xzle7.cloudfront.net)

Les études qui modélisent sur la base de la CEK utilisent plusieurs approches ou méthode économétrique. Aucun consensus n'existe sur la méthode à adopter et les résultats peuvent varier en fonction des équations choisies⁸.

Enfin, en fonction de l'État ou du groupe d'États étudiés, les résultats varient également.

Le choix des indicateurs, du ou des pays, de la période, de la méthodologie et des variables supplémentaires produit un résultat unique. Par conséquent, la modification d'un seul élément de la structure fonctionnelle entraîne des changements dans les résultats, validant ou non la CEK ou modifiant sa forme⁹.

→ Le problème de la « réparabilité » de l'environnement :

La théorie de la CEK suppose que le progrès technologique induit par le développement économique d'un pays permet de ralentir les dommages causés à l'environnement. Outre que des doutes peuvent être exprimés sur cette assertion, la CEK reste silencieuse sur la problématique de la réparation des dommages causés dans les périodes d'exploitation intensives des ressources et de fortes pollutions des premières phases de développement économique.

⁸ Voir pour un exemple d'une étude où plusieurs méthodes donnent des résultats différents : F. BILGILI, E. Kocak, U. Bulut, « *The dynamic impact of renewable energy consumption on CO₂ emissions : A revisited Environmental Kuznets Curve approach* », in : *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, vol. 54, 2016, pp. 838-845, URL : [The dynamic impact of renewable energy consumption on CO2 emissions: A revisited Environmental Kuznets Curve approach - ScienceDirect](#).

⁹ P. H. Leal, A. C. Marques, « *The evolution of the environmental Kuznets curve hypothesis assessment: A literature review under a critical analysis perspective* », *op.cit.*, p.

Dernières publications du Conseil économique, social et environnemental



Retrouvez l'intégralité des travaux du CESE sur le site

ceese.fr

Retrouvez le CESE sur les réseaux sociaux



Imprimé par la Direction de l'information légale et administrative, 26, rue Desaix, Paris 15^e, d'après les documents fournis par le Conseil économique, social et environnemental • N° 411240018-001124 - Dépôt légal : novembre 2024 • Crédit photo : Dicom



PEFC™ 10-31-2190



IMPRIM'VERT®

lecese.fr

9, place d'Iéna
75 775 Paris Cedex 16
01 44 43 60 00



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative



Les éditions des
Journaux officiels

N° 41124-0018

ISSN 0767-4538 ISBN 978-2-11-077581-8

